

### **Comité Scientifique international :**

Mme Johanne LEBRUN (Université de Sherbrooke - Canada)  
Mme Lucile RABEARIMANANA (Université d'Antananarivo - Madagascar)  
M. François AUDIGIER, (Université de Genève - Suisse)  
M. Balveer ARORA (Jawaharlal Nehru University, New Delhi - India)  
M. Dominique BARJOT (Université Paris-Sorbonne - Paris IV)  
M. Joël CLANET (Université de La Réunion)  
M. Yvan COMBEAU (Université de La Réunion)  
M. Jean Michel DEWAILLY (professeur honoraire des Universités)  
M. Prosper EVE (Université de La Réunion)  
M. Jean Michel JAUZE (Université de La Réunion)  
M. Eric JENNINGS (University of Toronto - Canada)  
M. Eric MORIER-GENOUD (Queen's University Belfast - Royaume-Uni)  
M. Michel PETIT (Université Paris XII - Créteil)  
M. Claude PRUDHOMME (Université Lyon 2 - Lumière)  
M. Thierry SIMON (Université de La Réunion)

### **Comité de Lecture :**

Mme Evelyne COMBEAU-MARI (Université de La Réunion)  
Mme Catherine FOURNET-GUERIN (Université de Reims)  
Mme Bénédicte GASTINEAU (Démographe IRD - Cotonou - Bénin)  
Mme Marie Annick LAMY-GINER  
Mme Claire MESTRE (Médecin, anthropologue - Université Bordeaux II)  
Mme Faranirina RAJAONAH (Université Paris VII - Diderot)  
M. Didier BENJAMIN (Professeur en CPGE - La Réunion)  
M. Fabien BRIAL (Université de La Réunion)  
M. Fabrice FOLIO (Université de La Réunion)  
M. Jean FREMIGACCI (Université Paris I - Panthéon-Sorbonne)  
M. Jérôme FROGER (Université de La Réunion)  
M. Jean-François GERAUD (Université de La Réunion)  
M. Christian GEMANAZ (Université de La Réunion)  
M. Christophe GIUDICE (Université de Toamasina - Madagascar)  
M. Jean-François KLEIN (Université de Nantes)  
M. Tovonirina RAKOTONDRABE (Université de Toamasina - Madagascar)  
M. Jean-Roland RANDRIAMARO (Université de Toamasina - Madagascar)  
M. Olivier ROUX (Université de La Réunion)  
M. Vincent SCHWEITZER (Académie Nancy-Metz)

### **Directeur de Publication**

Frédéric GARAN  
(Université de La Réunion)

### **Secrétaire de Rédaction**

Pierre-Eric FAGEOL  
(Université de La Réunion)

**Contact** pour le courrier des lecteurs ou proposition d'article  
Adresse électronique : [garan.frederic@yahoo.fr](mailto:garan.frederic@yahoo.fr)

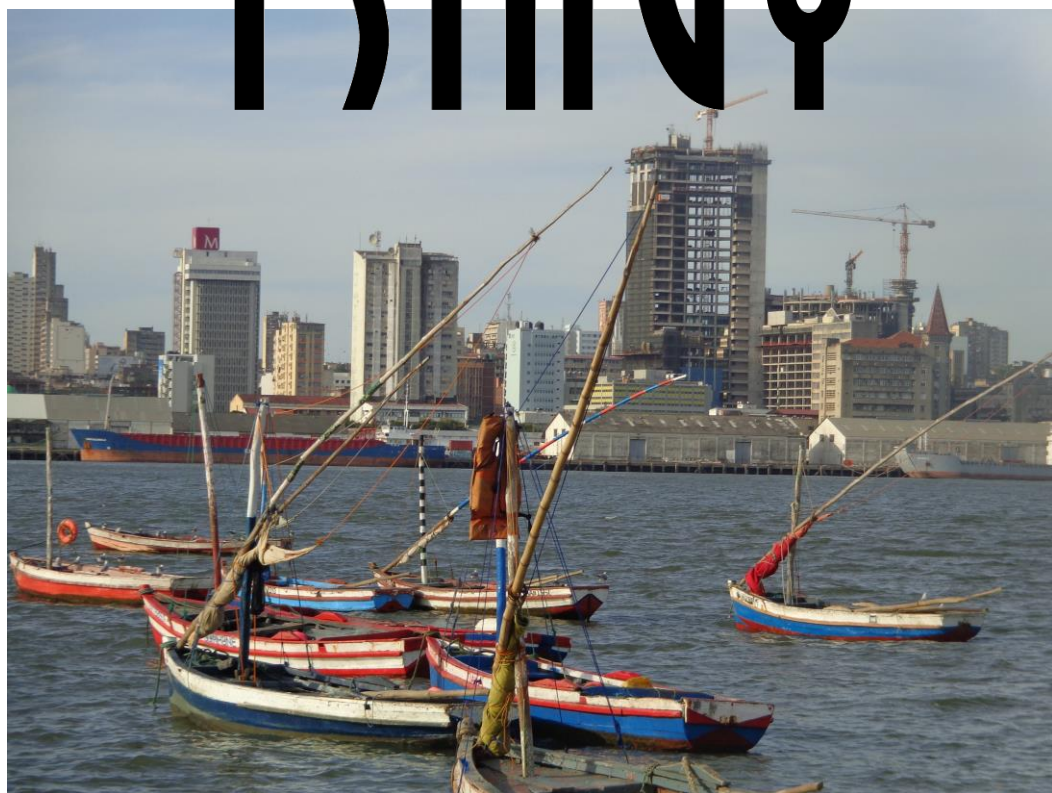
Photos de couverture et de 4<sup>ème</sup>

**Maputo,**  
**Inhaca, photos Eric Morier-Genoud**

Centre de recherches OIES  
« Océan Indien, Espaces et Sociétés »  
Université de La Réunion

Numéro 18

# TSINGY



(Photo Marie-Annick Lamy-Giner, 2014)

Le présent ouvrage est imprimé en 500 exemplaires.  
Sa reproduction partielle ou totale est protégée par les droits d'auteurs  
et ne peut être réalisée sans l'approbation de l'éditeur.  
(1<sup>er</sup> semestre 2015 Editions ProMedia)

## SOMMAIRE

•Editorial .....	4
------------------	---

### **I. Dossier : Le Mozambique**

•Eric MORIER-GENOUD, <i>Introduction</i> .....	7
•Edward ALPERS <i>Maritime Mozambique</i> .....	15
•Francisco NOA, <i>Mozambique : L'océan Indien et la dispersion identitaire</i> .....	35
•Eugénia RODRIGUES, <i>La circulation des connaissances médicales entre le Mozambique et l'océan Indien, de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle au début du XIX<sup>ème</sup> siècle</i> .....	47
•Jehanne-Emmanuelle MONNIER, <i>Litiges entre le Mozambique et La Réunion au sujet du recrutement de travailleurs, seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle</i> .....	63
•Didier NATIVEL, <i>« Futebolizar a cidade » ? Football, ségrégation et stratégies citadines à Lourenço Marques, années 1940-1970</i> .....	75
•Annick LAMY-GINER, <i>Maputo, un port mozambicain reconquérant : Contraintes et défis</i> .....	91
•Fabrice FOLIO, <i>L'eldorado mozambicain sous les projecteurs : diagnostic et recompositions territoriales</i> .....	105

### **II. Didactiques et histoire de l'éducation dans l'océan Indien**

•Pierre-Eric FAGEOL, <i>La valorisation de la petite patrie à La Réunion sous la Troisième République : Approche historiographique</i> .....	127
---	-----

## 10<sup>ème</sup> Anniversaire !

En mars 2005, nous lançons le premier numéro de *Tsingy*. L'aventure était particulièrement stimulante, mais nous avions du mal à imaginer ce qu'elle pourrait être sur le long terme. C'est donc avec une réelle fierté que nous profitons de ce numéro anniversaire pour nous risquer à faire un bilan de ces 10 années.

Près de 200 articles ont déjà été publiés, par 110 auteurs. Nous pouvons donc nous appuyer sur des contributeurs fidèles, tout en évitant l'écueil de l'entre-soi ! Ces chercheurs sont originaires de Madagascar, des Comores, de l'Île Maurice, du Canada, du Royaume-Uni, du Mozambique, de Belgique, du Portugal et de France (où les auteurs de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et surtout, de La Réunion sont naturellement très présents). Ils sont issus d'une cinquantaine d'universités et de laboratoires de recherche.

Si les travaux sur les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien dominant, nous avons également abordé l'Australie, l'Inde et la Zambie. Le présent numéro qui est consacré au Mozambique illustre bien l'orientation que nous souhaitons développer, en approfondissant les études traitant des liens entre le continent africain et l'océan Indien.

*Tsingy* présente la particularité rare, parmi les revues scientifiques, d'être attaché à un espace géographique, et non pas à une discipline unique. Ainsi, la revue bénéficie aujourd'hui du soutien des laboratoires d'Histoire et de Géographie de l'Université de La Réunion, le CRESOI et le CREGUR (formant l'OIES), en partenariat avec l'Université de Toamasina. À ces deux disciplines, *Tsingy* ajoute régulièrement des publications dans les domaines de la Démographie, de l'Archéologie, de l'Anthropologie, de la Littérature, de la Didactique, de l'Économie et de la Biologie...

Je voudrais profiter de cet éditorial pour remercier toutes les personnes qui œuvrent pour que *Tsingy* puisse exister. En premier lieu, ma gratitude va à tous les membres du comité scientifique, dispersés sur quatre continents, qui permettent à *Tsingy* d'être reconnu.

Je voudrais remercier chaleureusement MM. Tréguier et Rabaté, Conseillers Culturels à l'Ambassade de France à Tananarive, qui nous ont fait confiance et permis de financer les premiers numéros, ainsi que M. le Professeur Yvan Combeau, directeur du CRESOI, qui a accueilli dès 2008 la revue, en nous laissant une entière liberté éditoriale.

Un grand merci également à tous les membres du comité de lecture, qui assurent les « tâches ingrates », en particulier celle indispensable de la (re)lecture des textes. Pour ce travail, nous pouvons particulièrement compter sur deux pierres angulaires de la revue, Pierre-Éric Fageol et Vincent Schweitzer.

Enfin, *Tsingy* ne pourrait pas exister sans son éditeur, Fawzi Farajallah, directeur de Promédia, qui nous a toujours soutenu, et qui sait faire preuve d'une souplesse rare (et précieuse) pour que chaque nouveau numéro voit le jour, quelles que soient les difficultés matérielles.

Reste maintenant à favoriser la diffusion de *Tsingy* en dehors de l'océan Indien pour que l'essentiel des objectifs que nous nous étions fixés soit atteint...

Frédéric Garan  
Fondateur et Directeur de publication de *Tsingy*

# **I. Dossier**

## **MOZAMBIQUE**

Sous la direction de Eric MORIER-GENOUD  
(Queen's University Belfast - Royaume-Uni)



**Maputo, quartier de la Baixa (partie basse du centre-ville), la gare centrale (1924) sur la place des travailleurs, station ferroviaire avec son style victorien, conçue sur les plans de G. Eiffel.  
(Photo Fabrice Folio)**



**Province d'Inhambane, archipel de Bazaruto : pêcheurs traditionnels à la senne.  
(Photo Fabrice Folio)**

## LE MOZAMBIQUE ET L'OCÉAN INDIEN INTRODUCTION

Eric MORIER-GENOUD  
Lecturer in African and Imperial History  
Queen's University Belfast

Les études sur l'Afrique et l'océan Indien sont en pleine expansion. C'est un thème et une approche (une nouvelle unité d'analyse) qui aura pris quelques vingt ans pour se constituer comme domaine d'étude autonome. Cette approche a ses origines dans les années 1940 ou 1950, avec les premières études sur l'océan Indien, mais elle a vraiment décollé dans les années 1970 avec les travaux sur cet espace compris comme une Méditerranéenne, « à la Braudel », suite à la fertilisation réciproque de l'école des Annales et de la théorie du système-monde. Cette approche a nécessité encore une ou deux décennies pour gagner ses galons dans les études africaines. Depuis cinq ans, toutefois, elle est non seulement devenue des plus légitimes mais elle est aussi devenue très à la mode. Des numéros spéciaux ont été organisés dans les deux principales revues africanistes anglophones *Africa* et le *Journal of African History* (2010 et 2013 respectivement) et la revue française *Afriques* a annoncé un numéro spécial pour 2015 sur « L'Afrique et l'océan Indien : réseaux d'échanges et globalisation ».

L'historiographie sur l'Afrique et l'océan Indien a été stimulée et influencée, dans sa mouture actuelle, par les développements de l'histoire globale et de l'histoire transnationale. Comme ces dernières, elle invite à un nouveau regard, de nouveaux questionnements et de nouvelles problématiques. C'est une approche qui décroïsonne géographiquement le continent africain : non seulement une méso-histoire, mais aussi une approche re-centrée sur la mer, là où l'historiographie du continent a longtemps été plutôt terrienne et tellurique – tant dans sa version coloniale que nationaliste. Une approche qui fait aussi le pendant à l'« Atlantique noire », mettant au second plan tant l'Europe que les Amériques (Hofmeyer 2007). Dans ce cadre, les chercheurs



s'intéressent particulièrement aux connections, aux échanges et à la culture. Les grands thèmes sont : la construction des identités, en particulier cosmopolites ; les réseaux religieux ; les diasporas ; la culture matérielle ; et la modernité – le tout dans une perspective dynamique, constructiviste, transnationale, et globale (Shihan da Silva & Pankhurst 2001 ; Fawaz & Bayly 2002 ; Campbell 2007, 2011 ; Simpson & Kresse 2007 ; Ray & Alpers 2007 ; Hawley 2008 ; Sheriff 2010 ; Sheriff & Ho 2014).

Après l'enthousiasme de la première mode, la problématique de l'océan Indien et de son lien à l'Afrique se complexifie. La critique s'est développée, en premier lieu, en relation aux risques d'une « nouvelle thalassologie », à savoir d'une analyse centrée sur les océans qui, en privilégiant les liens maritimes, pêcherait par excessif « aqua-centrisme » et manque de considération pour les liens terrestres (Vink 2007). La critique s'est ensuite centrée sur l'emphase excessive mise sur la stabilité, l'unité, l'inclusion, la circulation et la dé-matérialité. Car s'il est vrai que l'Océan a créé de la circulation, de la cohésion, des nouvelles identités et de la paix, il est aussi vrai qu'il a généré en même temps leur contraire, comme le soulignent plusieurs critiques, à savoir de l'exclusion, de la division, et de l'instabilité (Hofmeyer 2007 ; Becker & Cabrita 2013). Il ne s'agit pas ici simplement d'indiquer la nécessité d'un juste milieu ou de rééquilibrer l'analyse, entre terre et mer, entre stabilité et instabilité, et entre idéalisation et réalisme. Chaque approche et chaque ajustement a en effet ses intérêts et ses conséquences, théoriques et idéologiques. Vink fait référence, notamment, aux risques de déviation, voire de « manipulation », des études sur l'océan Indien par la littérature « afrocentrique » et « pan-nationaliste » (Vink 2007 : 61-62) qui utilisent l'Océan pour y (re-)produire des problématiques nationales (comme l'économie de plantation atlantique) ou y projeter un méta-discours sur une « grande nation » (comme la Grande Chine).

L'historiographie du Mozambique a longtemps été dominée par des perspectives nationalistes et matérialistes. Les historiens, comme les poètes et les littéraires, ne commencèrent à sonder des perspectives alternatives que dans la deuxième moitié des années 1980. Les littéraires le firent par le biais d'une nouvelle revue, *Charrua*, lancée en 1984. La revue publia de nombreux textes qui explorèrent de nouvelles identités plus cosmopolites, orientées vers la mer (Laban 1995 ; Noa dans le présent volume). Les historiens le feront, eux, de manière plus dispersée et timide, en investissant tout d'abord dans le marxisme culturel (Vail & White 1983 ; Alpers 1984 ; Harries 1988, 1994 ; Cruz e Silva 1993). Une certaine ouverture sur l'océan Indien existait alors avec les études sur l'esclavage qui s'intéressaient aux réseaux de commerce dans l'océan Indien (Alpers 1975, 1982 ; Capela & Medeiros 1987 ; Capela 1988 ; Campbell 1988) et en archéologie avec son intérêt pour le monde swahili (Duarte 1987 ; 1993). Mais un virage clair et définitif vers la nouvelle historiographie ne fut pris qu'à la fin des années 1990, tout d'abord avec la thèse de doctorat d'António Rafael da Conceição, défendue en 1999 (et publiée en 2006 sous le titre symptomatique de *Entre o mar e a terra. Situações identitárias no Norte de Moçambique*), puis avec les travaux d'Edward Alpers (2001a, 2001b, 2009) et d'autres qui travaillent sur les réseaux, les diasporas, et les dynamiques identitaires (Machado 2003, 2008, 2014 ; Zimba & al. 2005 ; Harries 2007 ; Rodrigues 2011 ; Borges Coelho 2011 ; Mutiua 2012).

# ENTRE O MAR E A TERRA

## Situações Identitárias do Norte de Moçambique

ANTÓNIO RAFAEL DA CONCEIÇÃO



PROMÉDIA

Le présent numéro de *Tsingy* s'inscrit dans cette dynamique historiographique. La littérature dans les sciences sociales sur le Mozambique et l'océan Indien reste limitée. Ce numéro espère dès lors contribuer, aussi modestement soit-il, à publier de nouvelles contributions sur le sujet et à donner de la visibilité à un champs d'étude en croissance et en nécessité de croissance. Ce numéro propose sept articles novateurs sur la problématique du Mozambique et de l'océan Indien : sur la question du commerce d'esclaves, de la santé, de la littérature, de l'économie, du territoire, et du football. Les articles ne constituent pas un échantillon représentatif de la recherche actuelle sur le thème. Il manque plusieurs sujets importants à ce dossier comme la religion ou la relation à l'Inde et à l'Asie. Les articles ne sont pas non plus tous dans une perspective strictement « Mozambique et Océan Indien ». Les éditeurs de la revue et du dossier ont en effet voulu inclure des auteurs de l'océan Indien qui écrivent sur le Mozambique même s'ils ne travaillent pas nécessairement dans une perspective transnationale. On espère que le numéro n'en restera pas moins stimulant intellectuellement et historiographiquement.

Pour conclure, il vaut peut-être la peine de penser à haute voix quelques sujets absents de ce dossier et non-étudiés dans les études sur le Mozambique et l'océan Indien. Non pour recommander quoique ce soit, mais plutôt pour donner une idée de ce qui peut encore être fait, voire reste à faire. Un premier sujet est la transition de la thalassocratie portugaise (fondée en 1505, basée à Goa, et incluant le Mozambique) au colonialisme moderne de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle (la colonie du Mozambique) ainsi que les héritages de cette thalassocratie aujourd'hui. Un deuxième sujet, déjà mentionné, est la religion, non dans l'absolu, mais dans sa dynamique au sein de l'océan Indien. On pense évidemment à l'Islam et sa circulation entre la péninsule arabique, le sous-continent indien, l'Asie, et l'Afrique. Mais cela concerne aussi l'Église catholique au Mozambique dont le siège fut pendant trois siècles non pas à Lisbonne, mais à Goa. Un dernier sujet est l'imaginaire et les identités cosmopolites. Sujet bien traité en relation à d'autres pays de la région, il n'a guère été abordé dans l'espace de cette ex-colonie portugaise, en particulier dans sa relation au bassin de l'océan Indien, que ce soit ses diasporas au Mozambique ou les élites mozambicaines et leurs circulations et imaginations océaniques. On le voit, il y a encore beaucoup de recherches possibles et nécessaires dans une perspective océanique. Ces recherches seront d'autant plus intéressantes et utiles que le pays vit depuis deux décennies une explosion économique qui oriente le Mozambique de plus en plus vers l'océan Indien et l'Asie, comme le montrent deux articles de notre numéro.

## BIBLIOGRAPHIE

ALPERS, Edward (1975), *Ivory and Slaves: Changing Pattern of International Trade in East Central Africa to the Later Nineteenth Century*, Berkeley & Los Angeles : University of California Press

--- (1982) « The Impact of the Slave Trade on East Central Africa in the 19th Century » in J. E. Inikori (ed.), *Forced Migrations: the Impact of the Export Slave Trade on African Societies*. Londres: Hutchinson.

--- (1983) « The Role of Culture in the Liberation of Mozambique », *Ufahamu: A Journal of African Studies*, vol.12, n°3, pp.143-190.

--- (2001a), « Becoming 'Mozambique' : Diaspora and Identity in Mauritius », in E. Alpers et V. Teelock (eds), *History, Memory and Identity*, Port-Louis : Nelson Mandela Centre for African Culture et University of Mauritius.

--- (2001b) « Complex relationship: Mozambique and the Comoro Islands in the 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> centuries. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 161, n°XLI-I.

--- (2009), *East Africa and the Indian Ocean*, Princeton: Markus Wiener.

BECKER, Felicitas & CABRITA, Joel (2014), « Introduction : Performing Citizenship and Enacting Exclusion on Africa's Indian Ocean Littoral », *Journal of African History*, n°55, pp.161-171.

BENNET, Norman (1987), « Zanzibar, Portugal and Mozambique: Relations from the late eighteenth Century to 1890 », *Working Papers in African Studies*, no. 123, Boston : Boston University's African Studies Center.

BORGES COELHO, João Paulo (2011), « Uneasy shores: The Indian Ocean and the challenges to SADC's maritime security », présentation au séminaire *SADSEM-FES Annual Regional Security Dialogue on Security Cooperation in Southern Africa*, Maputo, Hotel Avenida, 27-28 October. En ligne sur : <http://cesab.edu.mz/publicacoes/>

CAMPBELL, Gwyn (1988), « Madagascar and Mozambique in the slave trade of the Western Indian Ocean 1800-1861 » *Slavery and Abolition*, Vol.9, n°3, pp.166-193.

--- (2007) « Islam in Indian Ocean Africa prior to the Scramble. A New Historical Paradigm » in Edward Simpson and Kai Kresse (eds), *Struggling with History: Islam and Cosmopolitanism in the Western Indian Ocean*, pp.1-50. Londres: Hurst.

--- (2011) « Africa, the Indian Ocean World and the 'early modern': Historiographical Conventions and Problems » in Toyin Falola and Emily Brownell (eds). *Africa, Empire and Globalization: Essays in Honor of A.G. Hopkins*, Durham, NC: Carolina Academic Press, pp.81-92.

CAPELA, José (1988), « Apontamento sobre os negreiros da ilha de Moçambique, 1900-1920 », *Arquivo : Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique*, n°4, p.83-90.

CAPELA, José et MEDEIROS, Eduardo (1987), *O tráfico de escravos de Moçambique para as Ilhas do Índico, 1720-1902*. Maputo: Núcleo Editorial da Universidade Eduardo Mondlane, Collection 'Moçambique e a sua história', Vol.3.

CONCEIÇÃO, António Rafael da (2006), *Entre o Mar e a Terra. Situações identitárias do Norte de Mocambique*, Maputo: Promédia.

--- (1990) « L'aire swahili comme facteur de détermination des sociétés côtiers [sic] du nord du Mozambique: l'exemple des sociétés de Cabo Delgado », *Swahili Language and Society: Notes and News*, n°7, pp.47-56

CRUZ E SILVA, Teresa (1992), « Igrejas Protestantes no Sul de Moçambique e Nacionalismo: O caso da 'Missão Suíça' (1940-74) ». *Estudos Moçambicanos*, n°10, pp.19-39.

DUARTE, Ricardo T. (1987), « Mocambique eo indico: Evidencias Arqueologicas do Passado de Mocambique na sua Relacao com a Historia dos Contactos Comerciais entre os Diversos Povos de Oceano Indico », *Trabalhos de Arqueologia e Antropologia*, n°3, pp.3-20.

--- (1993), « Northern Mozambique in the Swahili World », *Studies in African Archaeology* (Uppsala), n°4, 154p.

FAWAZ, Leila et BAYLY, Christopher A., eds (2002), *Modernity and Culture from the Mediterranean to the Indian Ocean, 1890-1920*, New York : Columbia University Press.

HARRIES, Patrick (1988), « The Roots of Ethnicity: Discourse and the Politics of Language Construction in South-East Africa, » *African Affairs*, vol.87, n°356, pp.25-52.

--- (2005) « Making Mozbiekers: History, Memory and the African Diaspora at the Cape », in Benigna ZIMBA, Edward A. ALPERS et Allen F. ISAACMAN (eds.), *Slave Routes and Oral Tradition in Southeastern Africa*, Maputo: Filsom Entertainment, pp. 91-123.

HAWLEY, John C., ed. (2008) *India in Africa, Africa in India: Indian Ocean Cosmopolitanisms*, Indiana University Press.

HOFMEYR, Isabel (2007), « The Black Atlantic Meets the Indian Ocean: Forging New Paradigms of Transnationalism for the Global South – Literary and Cultural Perspectives », *Social Dynamics*, vol.33, n°2, 3-32.

HOFMEYR, Isabel, KAARSHOLM, Preben & FREDERIKSEN, Bodil Folke (2011), « Introduction: Print cultures, Nationalisms and Publics of the Indian Ocean », *Africa*, n°81, pp.1-22.

LABAN, Michel (1995), « Ecrivains et pouvoir politique au Mozambique après l'indépendance », *Lusotopie*, Paris : Karthala, pp.171-180.

MACHADO, Pedro (2003), « A Forgotten Corner of the Indian Ocean: Gujarati Merchants, Portuguese India and the Mozambique Slave-Trade, c. 1730–1830 », *Slavery and Abolition*, vol.24, n°2, pp.17-32.

--- (2008), « Cloths of a New Fashion: Networks of Exchange, African Consumerism and Cloth Zones of Contact in India and the Indian Ocean in the Eighteenth and Nineteenth Centuries », in Tirthankar Roy, Om Prakash, Kaoru Sugihara et Giorgio Riello (eds), *How India Clothed the World*, Leyde: Brill.

--- (2014), *Ocean of Trade: South Asian Merchants, Africa and the Indian Ocean, c.1750-1850*, Cambridge : Cambridge University Press.

MUTIUA, Chapane (2012), « O Significado do Mar para as Comunidades Costeiras do Norte de Moçambique: uma reflexão », *Working Papers du CESAB*, online sur : <http://cesab.edu.mz/publicacoes/>

RAY, Himanshu P. et ALPERS, EDWARD A. eds. (2007), *Cross Currents and Community Networks: The History of the Indian Ocean World* (New York: Oxford University Press).

RODRIGUES, Eugenia (2011), « Moçambique e o Índico: a circulação de saberes e práticas de cura », *Métis: história & cultura*, vol.10, n°19.

SHERIF, Abdul (2010), *Dhow Cultures of the Indian Ocean: Cosmopolitanism, Commerce and Islam*, Londres : Hurst & Co.

SHERIF, Abdul et Engseng HO (2014), *The Indian Ocean*, Londres : Hurst & Co.

SHIHAN DE SILVA, Jayasuriya et PANKHURST, Richard (2001), *The African Diaspora in the Indian Ocean*, Trenton (NJ): Africa World Press.

SIMPSON, Edward & KRESSE, Kai (2007), *Struggling with History: Islam and Cosmopolitanism in the Western Indian Ocean*, New York: Columbia University Press.

VAIL, Leroy AND WHITE, Landeg (1983), « Forms of Resistance: Songs and Perceptions of Power in Colonial Mozambique », *American Historical Review*, Vol. 88, n°4, pp.883-919.

VINK, Markus P. M. (2007), « Indian Ocean Studies and the 'new thalassology' », *Journal of Global History*, n°2, pp.41-62.

ZIMBA, Benigna, ALPERS, Edward, et ISAACMAN, Allen, eds. (2005), *Slave Routes and Oral Tradition in Southeastern Africa*, Maputo: n/a.

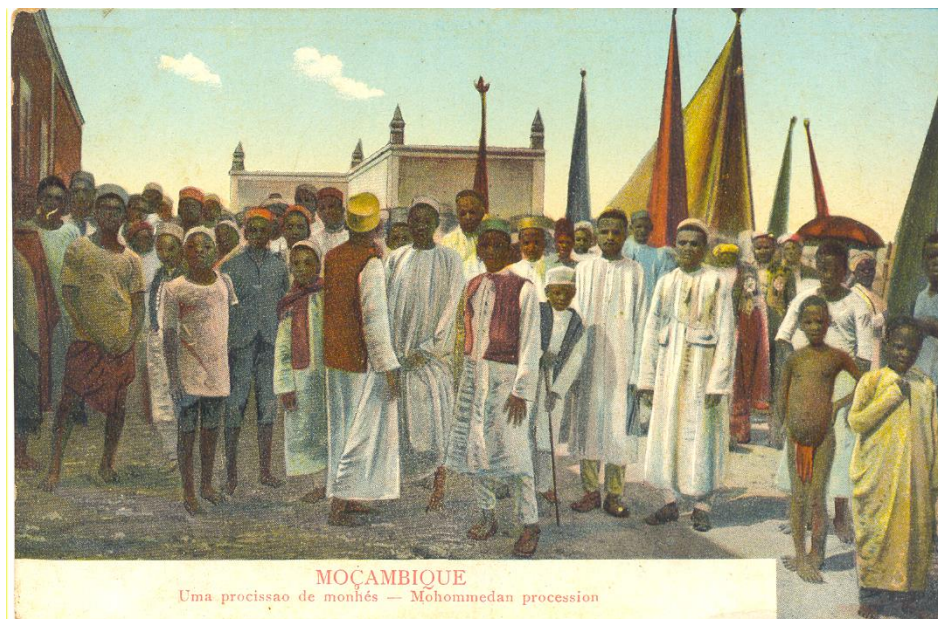


Photo YB 1, MO -- (c) Archives des Pères Blancs en Allemagne





**Maputo, quartier Polama Cimento, Greek Orthodox Church  
(Photo Fabrice Folio)**

## MARITIME MOZAMBIQUE

Edward ALPERS  
Research Professor  
University of California, Los Angeles

**Résumé :** Le Mozambique a une des plus longues côtes d'Afrique. Pour les historiens, l'exemple le plus évident des connections entre le Mozambique et l'océan Indien concerne l'exportation de l'or, de l'ivoire et des esclaves, et l'importation de textiles indiens. Sans vouloir minimiser l'importance de ces liens, cet article attire l'attention sur d'autres éléments qui ont contribué, et continuent de le faire, à jouer un rôle dans la relation entre le Mozambique et l'océan Indien. Il explore la culture maritime des habitants de la côte du Mozambique, inclus les efforts contemporains de protéger l'environnement et de développer une industrie de la pêche, et il souligne les aspects plus mondains de ce commerce entre le Mozambique et ses partenaires économiques de l'autre côté du canal du Mozambique. Finalement, l'article discute des connections humaines qui sont liées à ces réseaux économiques.

**Mots-clé :** Pêche, Commerce et commerçant dans l'océan Indien, Traite des esclaves.

**Abstract:** Mozambique has one of the longest coastlines in Africa. For historians, the most obvious examples of the connections linking Mozambique to the Indian Ocean are the export of gold, ivory and slaves and the import of Indian textiles. Without minimizing the importance of these linkages, this paper draws attention to several other elements that have contributed and continue to play a role in the relationship between Mozambique and the Indian Ocean. It explores the maritime culture of the inhabitants of coastal Mozambique, including contemporary efforts to protect the environment and develop the fishing industry, and highlights more mundane aspects of trade between Mozambique and its trading partners across the Mozambique Channel. Finally, it discusses the human connections that were enmeshed in all of these economic networks.

**Keywords:** Fishing, Indian Ocean trade and traders, slave trade.



Mozambique has one of the longest coastlines in Africa, measuring 2,770 km from the mouth of the Rovuma River in the north, which marks the border with Tanzania, to Ponta do Ouro in the south and the frontier with South Africa. Geologically it is located at the western edge of an oceanic ditch, the Mozambique Channel, of which Madagascar, which separated from India some 88 million years ago, forms the eastern side. The Mozambique littoral is marked by several diverse habitats, including beaches, coral reefs, river estuary systems, mangroves, seagrass beds, as well as many offshore islands, most notably the string of Kerimba Islands from Cape Delgado south to Pemba Bay, Mozambique Island (also known simply as the Ilha, or Island, in Mozambique), and Bazaruto Island. It should come as no surprise, then, that throughout its recorded history the peoples who inhabited the coastline of modern Mozambique have experienced an important ongoing relationship with the Indian Ocean.

For historians, the most obvious examples of the connections linking Mozambique to the Indian Ocean center on the export of gold, ivory and slaves and the import of Indian textiles. Politically, the fact that from the early sixteenth century to the mid-eighteenth century Portuguese East Africa was an administrative unit of the larger *Estado da Índia*, with a Viceroy based in Goa, constituted another prominent Indian Ocean connection. Without minimizing the importance of these linkages, in this paper I want to draw attention to several other elements that have contributed and continue to play a role in the relationship between Mozambique and the Indian Ocean. Specifically, I want to explore the maritime culture of the inhabitants of coastal Mozambique and to highlight more quotidian items of trade between Mozambique and its trading partners across the Mozambique Channel. In addition, I want to acknowledge the human connections that were enmeshed in all of these economic networks.

## **I) FROM INDIGENOUS TO INDUSTRIAL FISHING**

At the most basic level the coastal inhabitants of the Mozambique coast share an old culture of boatbuilding, producing a variety of dugout canoes, some with outriggers, others without. Initially, dugouts would have limited seaborne transportation to local coasting and communication along the many rivers that enter the Indian Ocean from the interior. North of the Zambesi River, the addition of outriggers reflects the influence of Austronesian shipbuilding culture that accompanied the maritime settlement of Madagascar over a period from about 400 CE to the end of the first millennium.<sup>1</sup> The stabilizing effect of outriggers enabled more secure oceanic communication along the coast, while the addition of sails further enhanced such travel and probably facilitated transportation across the Mozambique Channel to the Comoro Islands and northwest Madagascar. The first sails were probably rectangular and fabricated from woven reeds, like those of the *mtepe* of the Swahili coast. Eventually, influenced by Arab sailing culture, these were replaced by cloth lateen sails, possibly as early as 900-1000 CE. Sixteenth century Portuguese writers named these dugouts as *almadias*, while evidence of their seaworthiness is witnessed in the 1505 attack on the fleet of Francisco de Almeida off the coast of Madagascar.<sup>2</sup>

Outrigger canoes with lateen sails enabled Mozambique fishermen to move

---

<sup>1</sup> For a convenient and up-to-date summary, though one that is not without its own contentious hypotheses, see Solofo RANDRIANJA and Stephen ELLIS, *Madagascar: A Short History* (Chicago: The University of Chicago Press, 2009), pp. 17-43.

<sup>2</sup> Malyn NEWITT, *A History of Mozambique* (Bloomington & Indianapolis: Indian University Press, 1995), p. 7.

from casting nets from the shoreline to exploiting the rich oceanic resources of the Mozambique Channel, although it is likely that most fishers did not venture beyond sight of the coast. These small boats also facilitated communication for short distances up and down the coast with neighboring coastal settlements. This kind of small-scale maritime transportation persists to the current century.<sup>3</sup> More recently fishers have employed larger wooden vessels called *lanchas* that can accommodate crews of twenty men and even today are either rowed or sailed, although some of these larger boats are motorized.<sup>4</sup> As one fisherman noted, « Boats used to be of medium size (6-7 m). Now boats are 9-10 m, and we fish with gill nets that can go deep in the open ocean. In the past we didn't have these things. » Formerly, coastal fishers did not venture into the open sea, where feared spirits resided. Annual ceremonies used to be held « to ask the ancestors for good fishing conditions. »<sup>5</sup>

Although the archaeological record is thin, it seems likely that fishing provided a valuable protein supplement for the diets of Mozambique's coastal villagers, as well as a useful item of trade when fish were dried. Archaeological research at Chibuene, 7 km south of Vilanculos on the southern coast of Mozambique, indicates that in its early phases (600-900 CE) marine resources were especially significant, while in its later occupation (1300-1400 to 1650-1700 CE) shellfish assumed greater importance, probably as a consequence of a decline in agriculture caused by climate change.<sup>6</sup> Lying offshore about 20 km just to the north of Cabo São Sebastião, archaeological sites on Bazaruto Island indicate links to contemporary mainland settlements like Chibuene. The earliest written accounts of the five islands that comprise the Bazaruto Archipelago depict a wealthy area with several towns populated by « black moors » that were linked to the wider Indian Ocean trading system. The archipelago was the source of a rich variety of marine resources including shellfish, seed pearls, turtle shell, and dugong teeth.<sup>7</sup> Coastal northern Mozambique was also rich in shellfish and fish.<sup>8</sup>

Portuguese accounts from sixteenth-century coastal southern Mozambique mention oysters and fish as components of local diets. In addition, dugong and whales were hunted seasonally, the latter by specialists, with the distribution of both apparently involving many others in these communities and providing months of dried meat and oil.<sup>9</sup> Documentation of fishing becomes much more abundant in the eighteenth century;

<sup>3</sup> For a detailed exposition with excellent illustrations of the variety of coastal craft operating in the late colonial period, see Armando Reis MOURA, « Barcos do litoral de Moçambique », *Monumenta: Boletim da Comissão dos Monumentos Nacionais de Moçambique*, 8 (1972), pp. 7-39.

<sup>4</sup> Jessica L. BLYTHE, Grant MURRAY and Mark S. FLAHERTY, « Historical Perspectives and Recent Trends in the Coastal Mozambican Fishery », *Ecology and Society*, 18, no. 4 (2013), p. 65, <http://dx.doi.org/10.5751/ES-05759-180465>, accessed 29 April 2014.

<sup>5</sup> The fisher is quoted in *ibid.* *Lanchas* were probably introduced by the Portuguese as lighters and were used by the Portuguese at least since the early nineteenth century. For an illustration of a *lança* in front of Mozambique Island in the first decade of the nineteenth century, see Henry SALT, *A Voyage to Abyssinia ... in the Years 1809 and 1810; in which are included, An Account of the Portuguese Settlements on the East Coast of Africa, visited in the Course of the Voyage ...* (London: 1814).

<sup>6</sup> Anneli EKBLOM, Barbara EICHHORN, Paul SINCLAIR, Shaw BADENHORST, Amelie BERGER, « Land use history and resource utilization from A.D. 400 to the present, at Chibuene, southern Mozambique », *Vegetation History and Archaeobotany*, 23 (2014), pp. 15-32.

<sup>7</sup> *Ibid.*: 29; Ana Cristina ROQUE and Paul BRANDT, « Archaeology » in B.I. EVERETT, R.P. VAN DER ELST and M.H. SCHLEYER (eds.), *A Natural History of the Bazaruto Archipelago, Mozambique*, Oceanic Research Institute Special Publication No. 8 (Marine Parade, South Africa: South African Association for Marine Biological Research, 2008), p. 27: <http://www.saambr.org.za/uploads/files/orispecpubl08.pdf>, accessed April-May 2014.

<sup>8</sup> See Ricardo Teixeira DUARTE, *Northern Mozambique in the Swahili World: An Archaeological Approach*, Studies in African Archaeology 4 (Uppsala University, Department of Archaeology, 1993), pp. 63, 68, 72.

<sup>9</sup> Ana Cristina ROQUE, *Terras de Sofala: Persistências e Mudança – Contribuições para a História da Costa*

some of these name varieties of fish, but others are only passing references.<sup>10</sup> In the nineteenth century, however, more detailed descriptions of fishing begin to occur as Portuguese officials became more attuned to the development of a modern colony.

During his fortnight's sojourn at Mozambique Island in August-September 1809 and the Portuguese establishments on the opposing mainland, British diplomat Henry Salt remarked upon the wide variety of « muscles [sic], crabs, and other shell fish, » as well as sea cucumbers, that were available on the coast. In the evening, « a great number of slaves, men, women, and children, were always seen at low water, engaged in collecting shell fish, and the produce of their labour constitutes their chief means of subsistence, » although it seems more likely that this seafood supplemented a diet of manioc, which was widely cultivated on the mainland. Salt also observed that

*« some of the fishermen use wicker baskets, resembling our eel-baskets, which are left a little beyond low water mark during the flow of the tide, and on its retiring they seldom fail to furnish an ample supply of small fish. »*<sup>11</sup>

In September 1829 the Sheikh of the mainland settlement of Cabaceira Pequena, complained to the Portuguese Governor-General that fishermen from the mainland were being harassed at the Ilha's market. Two years later, during a severe famine that swept across southern Africa, charges were leveled against a fish monger on the island for selling only to preferred customers.<sup>12</sup> At the end of the century fresh, salted and fried fish were noted among items for sale at Mossuril, on the mainland opposite Mozambique Island.<sup>13</sup>

During the futile attempt by the Portuguese to establish a colony at Pemba, on Fernão Veloso Bay, one official reported « a prodigious abundance of fish », but that it was only some Swahili who were engaged in drying fish for sale.<sup>14</sup> Half a century after Salt's brief visit, the Governor of Cabo Delgado, Jeronymo Romero, wrote the first serious assessment of maritime resources along the coast.

*« In the different seaports along the coast and in the rivers of the district one finds a great abundance of good, varied, and delicious fish, and the natives of the country are regularly engaged with much success in that very important industry. »*<sup>15</sup>

He goes on to explain the different methods used to fish, such as by hook and line, traps, and nets, including the materials from which they are manufactured, as well as the boats employed in fishing. Much of the abundant catch was done by slaves of the free inhabitants of Ibo Town, but fishing was freely available to anyone along the coast. Romero also names several varieties of fish and shellfish caught in

---

*Sul-Oriental de África nos séculos XVI-XVIII* (Lisbon: Fundação Calouste Gulbenkian & Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2012), pp. 275, 277, 392, 393, 396.

<sup>10</sup> António Alberto de ANDRADE, *Relações de Moçambique Setecentista* (Lisboa: Agência Geral do Ultramar, 1955), pp. 148, 154, 156, 205, 235; Caetano MONTEZ, *Descobrimento e Fundação de Lourenço Marques* (Lourenço Marques: Minerva Central, 1948), p. 163.

<sup>11</sup> SALT, *Voyage*, pp. 50-51.

<sup>12</sup> Francisco SANTANA (ed.), *Documentação Avusa Moçambicana do Arquivo Histórico Ultramarino* (Lisboa: Centro de Estudos Históricos Ultramarinos, vol. 1 (1964), p. 1170 and 3 (1974), p. 121; see also vol. 2 (1967), p. 576 for regulating the island's fish market.

<sup>13</sup> Governo do Distrito de Moçambique, *Indicações Geraes sobre a Capitania-Mór do Mossuril, Appendice ao Relatorio de 1 de Janeiro de 1901* (Moçambique: Imprensa Nacional, 1901), p. 8.

<sup>14</sup> Francisco SANTANA, *op. cit.*, vol. 3, pp. 515, 521.

<sup>15</sup> Jeronymo ROMERO, *Supplemento á Memoria Descritiva e Estatistica do Districto de Cabo Delgado com um Noticia ácerca do Estabelecimento da Colonia de Pemba* (Lisboa: Typographia Universal, 1860), p. 135.

the waters of the district, including sea bass, perch, swordfish, dorade, shrimp, lobster, clams, and oysters. He notes various marine mammals, as well, but states that they were not hunted along the northern coast.<sup>16</sup> At the end of the century, when administrative responsibility for Cabo Delgado was being transferred from the Portuguese Crown to the Nyasa Company, fishing was again noted as a rich resource, although it was regarded as undeveloped both technically and economically. Still, one writer praised the local inhabitants as good fishers and sailors, although his description appears to be lifted from Romero's account.<sup>17</sup> The coast of southern Mozambique continued to be recognized as a rich fishing ground in the nineteenth century, though it was equally undeveloped.<sup>18</sup>

In addition to fishing for food, other maritime products attracted the attention of the Portuguese because of their potential commercial value: tortoise shell, cowry shells, pearls, and ambergris. The Kerimba Islands and the Sofala coast were both recognized as important sources for these products in the late eighteenth century. One report from that period even mentions a shipment of « good pearls and a quantity of seed pearls » from Sofala to Goa in 1696, while another claims that their quality equals that of the better known pearls of Ceylon.<sup>19</sup> Cowries were an important export to both India (Bengal and Surat being specifically identified) and West Africa, the majority being procured in the Kerimba Islands and along that coast.<sup>20</sup> In the nineteenth century Indian traders from Chiluané Island collaborated with African pearl divers in the Bazaruto Islands to supply pearls and seed pearls to India. During a famine in the 1880s this industry enabled the fishers to survive by trading their pearls for food.<sup>21</sup> In the 1830s Portuguese officials worried about coastal activity by foreign whalers, especially Americans, mainly around Delagoa Bay.<sup>22</sup> Exports of cowries remained an important source of revenue for the Portuguese customs house at Ibo in mid-century, while tortoise shell and pearls were regarded as possible sources of income in the early days of the Nyasa Company.<sup>23</sup>

Although the fishing industry began to attract a certain degree of attention during the modern colonial period, it remained undeveloped.<sup>24</sup> A South African geographer noted in the early 1960s,

« As in all countries with a long coastline, fish is an important item of food for

<sup>16</sup> Ibid., pp. 135-138.

<sup>17</sup> Perry da CAMARA, *Descrição dos Territórios do Districto de Cabo Delgado que fazem parte da concessão feita à Companhia do Nyassa* (Lisboa: Adolpho Modesto, 1893), p. 18; João d'Azevedo COUTINHO, *Do Nyassa a Pemba – Os Territórios da Companhia do Nyassa* (Lisboa: Typographia da Companhia Nacional, 1893), pp. 173-182.

<sup>18</sup> Alfredo Brandão Cró de Castro FERRERI, *Apontamentos de um ex-Governador de Sofalla* (Lisboa: Typographia Mattos Moreira, 1886), pp. 16, 196.

<sup>19</sup> ANDRADE, *Relações de Moçambique Setecentistia*, pp. 154, 371; see also p. 216

<sup>20</sup> Ibid., pp. 150, 214, 216, 352, 377.

<sup>21</sup> A. RITA-FERREIRA, *African Kingdoms and Alien Settlements in Central Mozambique (c.15<sup>th</sup>-17<sup>th</sup> Cent.)* (Coimbra: Departamento de Antropologia, Universidade de Coimbra, 1999), p. 15. See also FERRERI, *Apontamentos*, pp. 98-99, 197.

<sup>22</sup> SANTANA (ed.), *Documentação Avulsa Moçambicana*, 1, p. 473; 2, pp. 221, 440, 751; 3, p. 119.

<sup>23</sup> ROMERO, *Suplemento*, p. 130; CAMARA, *Descrição*, pp. 5, 7, 18-19; COUTINHO, *Do Nyassa a Pemba*, pp. 178-181. See FERRERI, *Apontamentos*, p. 196 for tortoises at Sofala and at pp. 50-51, 197, 205 where he notes the manufacture and trade to the mainland from Bazaruto of a locally strung bead called *mujenas* or *chudos* that combined small pieces of wood and the inside of shells in alternating order.

<sup>24</sup> See, e.g., *A Handbook of Portuguese Nyasaland*, I.D. 1161 (New York: Negro Universities Press, 1969 [1920]), pp. 68-69; António J. de FREITAS, « L'industrie », *Moçambique* (Paris: Exposition Coloniale Internationale, 1931), pp. 10-11.

*the coastal populations and the catching of fish, therefore, provides a livelihood for many hundreds of natives. This type of activity, however, is hardly deserving of the title "industry" ... »<sup>25</sup>*

The fact is, of course, that colonial accounts tended to dismiss the potential of African fishers in the hope that a robust Portuguese fishing industry might develop.<sup>26</sup> By the 1960s, only 433 fishers (fewer than 5% of the total population of the island) were registered at Mozambique, and most of these individuals also worked as sailors on coastal boats. According to Rui Falcão, « Fishing on the Ilha, as along most of the country's coast, was characterized by technical and technological weakness by virtue of a colonial political economy that made Mozambique a potential consumer of fish produced in the metropole and, later, in Angola ».<sup>27</sup> The gaining of independence in 1975, but mainly since the end of the civil war (1977-1992), marked a fundamental change in how government regarded maritime fishing.

In 2013 artisanal fishing, as local fishing is now officially designated, yielded an estimated 222,000 tons of fish and accounted for 87 percent of all national fishing production.<sup>28</sup> Historically, the richest fishing zone of the entire coast of Mozambique is the Sofala bank, which constitutes the largest part of the continental shelf. Contemporary fishers based at Zalala Beach, 30 km north of Quelimane, use gill nets, seine nets, and hand lines to secure their catch, about 70 per cent of which is dried, salted, or smoked, with the remainder being either frozen or sold fresh. Most of the catch is sold by middlemen to neighboring districts or consumed by the households of the fishers themselves.<sup>29</sup> Over the past two decades, however, the adoption of free-market reforms and demographic pressure resulting from the internal displacement of people from the interior to the coast during the civil war have combined to reduce both the average size of fish available near the shore and the volume of annual catches. As one Zalala Beach fisher lamented, « I have to travel further to catch the fish I want to with my [seine] net. Here, along the edge of the beach, you don't catch big fish anymore. To catch big fish you need to go to the open ocean with a gill net ».<sup>30</sup> As early as 1987 a similar tale of over-fishing appears to have reduced the annual catch and the consequent population of coastal inhabitants who pursued fishing for their living at Pemba Bay, in northern Mozambique. According to the account of a local historian recorded early in the 1990s, « the intensive long-term exploitation both inside and in the offing of the bay rendered the marine resources scarcer ».<sup>31</sup> This same lament was reiterated two decades later by Lucas António Matibe, a shrimper from coastal Inhambane Province for more than forty years, who commented on the decline in the

---

<sup>25</sup> C.F. SPENCE, *Moçambique (East African Province of Portugal)* (Cape Town: Howard Timmins, 1963), p. 119. For notices of local fishermen during a trip down the coast from Cape Delgado to Lumbo, opposite the Ilha, see François BALSAN, *Terres Vierges au Mozambique* (Paris: Librairie Plon, 1960), pp. 260, 269-270, 274, 286, 288-289.

<sup>26</sup> See, e.g., Oliveira BOLÉO, *Moçambique: Pequena Monografia*, 2<sup>nd</sup> ed. (Lisboa: Agência-Geral do Ultramar, 1966), pp. 120-125.

<sup>27</sup> Rui Manuel FALCÃO, « Notas Gerais sobre a actividade da pesca na Ilha de Moçambique », *Arquivo, Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique*, 4 (1988), pp. 23-29, quoted at 23.

<sup>28</sup> <http://www.macauhub.com.mo/en/2014/04/14/artisanal-fishing-in-mozambique-accounts-for-87-pct-of-overall-fishing-production/>, accessed 27 May 2014.

<sup>29</sup> BLYTHE, MURRAY and FLAHERTY, « Historical Perspectives ».

<sup>30</sup> Quoted in *ibid.*

<sup>31</sup> Luís [Carrilho] ALVARINHO, *Pemba, sua gente, mitos e a história, 1850 a 1960* (Pemba, Mozambique: Consultaria e Estudos de Desenvolvimento, 1992), p. 21 (« a intensiva exploração ao longo dos tempos dentro e ao largo da baía, tornaram os recursos marinhos mais escassos »).

number of fish available in those waters.

*« I can't explain why they are gone, but each year we catch less and less. I do not know what we would do if the fish disappeared – it is how we feed our families. We are proud of our tradition, but we need help. There are too many fishermen now because there are no jobs, so only those who can compete will survive. »<sup>32</sup>*

An equally long history of subsistence fishing exists for the Bazaruto Archipelago, where as recently as the beginning of the current century marine biologists reported that « artisanal fishing with traditional methods is the main economic activity for more than 70% of the local population » of some 2000 people.<sup>33</sup> Reminiscent of Salt's and Romero's nineteenth-century descriptions, these methods include

*« the use of fishing line made from raffia and other plants, stake nets that allow for the passive capture of fish on the change of tides, the drying of fish on frames braided from indigenous vegetation and the use of canoes made from hollowed out tree trunks. »*

These researchers report that « the most common fishing activity involves the simple gathering by women and children of marine life on the intertidal flats and in the seagrass meadows », where pearl oysters, sea cucumbers, sea urchins, and crabs are found. « Beach seining is a common fishing activity, especially during spring tides on the sheltered western shores » and stake nets are considered to be « an effective means of passive fishing. »<sup>34</sup> A different oceanic resource for coastal inhabitants of Mozambique used to be sea turtles, five species of which inhabit Mozambique waters today. In the Bazaruto Archipelago traditional fishing activity formerly included « seasonal gathering of turtles and turtle eggs »<sup>35</sup>; no doubt this practice was followed elsewhere. Whether they were hunted primarily for their meat or eggs or for their shells, sea turtles are now considered to be endangered species and are protected by law against poaching. Conservation efforts can engage local communities and sea turtle observation, as well as scuba diving and sport fishing, has also become a tourist attraction in the resorts of both the Kerimba and Bazaruto Islands.<sup>36</sup>

In late 2010 the World Wildlife Federation (WWF) and the Mozambican Ministry of Fisheries signed a Memorandum of Understanding to work together to

---

<sup>32</sup> « MOZAMBIQUE: Commercial overfishing threatens coastal livelihoods », IRIN humanitarian news and analysis, <http://www.irinnews.org/report/76611/mozambique-commercial-overfishing-threatens-coastal-livelihoods>, accessed 27 May 2014. For other sources on artisanal fishing in Mozambique, see Paula S. AFONSO, « Review of the state of world marine capture fisheries management: Indian Ocean ... Country review: Mozambique », September 2004, FAO Corporate Document Repository, <http://www.fao.org/docrep/009/a0477e/a0477e10.htm>,

accessed 27 May 2014. USAID, *Competitiveness of Mozambique's Fisheries Sector*, June 2010, [http://transparentsea.co/images/4/40/Mozambique\\_fisheries\\_report\\_final.pdf](http://transparentsea.co/images/4/40/Mozambique_fisheries_report_final.pdf), accessed 27 May 2014.

<sup>33</sup> EVERETT, VAN DER ELST and SCHLEYER (eds.), *A Natural History of the Bazaruto Archipelago*, p. 2.

<sup>34</sup> Rudy VAN DER ELST and Paula Santana AFONSO, « Fish and Fisheries » in *ibid.*, pp. 97-98.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>36</sup> See Alice COSTA, Helena MOTTA, Marcos A.M. PEREIRA, Eduardo J.S. VIDEIRA, Cristina M.M. LOURO & José JOÃO, « Marine Turtles in Mozambique: Towards an Effective Conservation and Management Program », *Marine Turtle Newsletter*, 117:1-3 (2007), <http://www.seaturtle.org/mtn/archives/mtn117/mtn117p1.shtml>, accessed 2 May 2014; Julie GARNIER, Nicholas HILL, Almeida GUISSAMULO, Isabel SILVA, Matthew WITT and Beverly GODLEY, « Status and community-based conservation of marine turtles in the northern Querimbas Islands (Mozambique) », *Oryx*, 46, Issue 3 (2012), pp. 359-367, <http://dx.doi.org/10.1017/S0030605311001566>, accessed 25 April 2014.

protect marine life and assist fisheries attain sustainability.<sup>37</sup> In the culmination of a CARE-WWF Alliance Mozambique initiative, two years later the Government of Mozambique declared the necklace of ten small islands known as the Primeiras e Segundas that lie off the coast between Angoche, in the north, and Pebane, to the south, as an « Environmental Protection Area ». In addition to involving several different government agencies this ambitious project is being managed by a CARE-WWF Alliance and also involves ICRAN, the International Coral Reef Action Network, the UN Foundation, the United Nations Environment Programme, and Conservation International. According to the WWF, covering an area of more than 10,410 km<sup>2</sup> this marine reserve is the largest in Africa. In the words of Florêncio Marerua, WWF's Country Director in Mozambique. « This is a great response to the appeal by local communities to help them protect their resources ».<sup>38</sup> Indeed, one of the declared features of this multi-faceted project is the close cooperation between project managers and coastal households, both to learn from them and to gain their cooperation in protecting marine resources so that they will thrive in the future. According to a local fisherman named Dino Francisco who heads a seine fishing crew of a dozen men, « Today, the weather is changing, and we don't know what kind of catch to expect... When I was young, there were a lot more fish. I don't know why there are less fish now ».<sup>39</sup>

In addition to climate change, part of the problem causing overfishing goes back to the movement of inland people to the coast in the aftermath of the civil war, as mentioned above. As noted by an older fisher named Ishmael who worked as a translator for the CARE-WWF team on the islands, « The number of fishermen here has been growing in recent years, so we need to understand how to protect the oceans, so people can survive ».<sup>40</sup> A key to the success of this ambitious project will be the ability of the project managers to gain support from local communities and fishing associations to secure « their exclusive rights to control their lands and traditional fishing spots », to communicate these concerns to local and national government officials, and to gain « their commitment to put long-term benefits on equal footing with the pressures of the day ».<sup>41</sup> Whether these goals articulated by Primeiras e Segundas project manager John Guernier will actually be achieved on the ground remains to be seen, of course, but the project itself seems to be clear evidence that Mozambique is paying greater attention to its marine resources than ever before.

Two specific problems present challenges to efforts to protect Mozambique's rich fisheries. The first concerns illegal fishing for sharks to supply the apparently insatiable Chinese market for shark fins. The waters of Mozambique support more than 120 different sharks, rays, and skates (elasmobranch species), 20 percent of which are listed as threatened. These fish are among the tourist attractions of southern Mozambique. Some sharks have always been a byproduct of the prawn trawling

---

<sup>37</sup> « WWF and Mozambique government join forces to protect Marine resources = », WWF Global, 7 December 2010, <http://wwf.panda.org/?197671/WWF-and-Mozambique-government-join-forces-to-protect-marine-resources>, accessed 4 June 2014.

<sup>38</sup> « Mozambique creates Africa's largest coastal marine reserve », WWF Global, 6 November 2012, <http://wwf.panda.org/?206632/Mozambique-creates-Africa's-largest-coastal-marine-reserve>, accessed 4 June 2014.

<sup>39</sup> Alex MACLENNAN, « Primeiras e Segundas », *World Wildlife Magazine*, Winter 2013, <http://www.worldwildlife.org/magazine/issues/winter-2013/articles/primeiras-e-segundas-infographic>, accessed 27 May 2014. Age 23, Dino Francisco has been fishing these waters for ten years, since he was 14.

<sup>40</sup> Ibid.

<sup>41</sup> Ibid.

industry, but a particular concern is the rise of illegal artisanal shark fishing. Although data are slender and virtually non-existent for northern Mozambique, a recent survey reports a camp north of Vilanculos that collected and dried shark fins that were sold to Chinese in Vilanculos. Around Pomene, on the coast about 170 km south of Vilanculos, since 2003 there have been several conflicts over shark fishing. « Resentment built towards these fishers due to their lack of consultation with tribal heads and disregard for tribal laws, and the local community forced these fishers to leave as well ».<sup>42</sup>

The second problem focuses on tuna fishing. As it happens, how best to exploit and protect the tuna fisheries of Mozambique also raises important questions about how such large development projects are financed and the existence of offshore natural gas fields. Tuna first garnered international attention when a rumor circulated in 2012 that Lonrho's Oceanfresh Seafood Division had been granted exclusive fishing rights for tuna in both the 12-mile territorial waters and the 200-mile Exclusive Economic Zone (EEZ) of Mozambique.<sup>43</sup> Whatever may have been the case, by early 2014 the Government of Mozambique denied categorically that Lonrho had ever possessed these rights.<sup>44</sup> In fact, in August 2013 the government created a new state agency named Empresa Moçambicana de Atum SA (EMATUM), or the Mozambique Tuna Company, to organize « the fishery activity of tuna and other fish resources ». According to the Minister of Fisheries, Victor Borges, the reasoning behind this decision was that « tuna fishing in Mozambique is currently dominated by foreign companies ». Out of 130 ships engaged in tuna fishing, he reported that « only one is Mozambican ».<sup>45</sup> A month later EMATUM issued the first ever government-guaranteed bond for « financing the purchase of fishing infrastructure, comprising of 27 vessels, an operations centre and related training ».<sup>46</sup> Initially issued at US\$500 million, the value of the bond was subsequently raised to US\$850 million. According to Prime Minister Alberto Vaquina, « the activity of the company will allow our country, for the first time, to enjoy access to fresh tuna that Mozambicans can eat, thus contributing to better household food and nutritional security ». To be sure, floating this bond has enabled EMATUM to purchase 24 tuna trawlers and six patrol vessels from Constructions Mécaniques de Normandie, a major French ship builder at a cost of about US\$270 million. This fleet, the Prime Minister stressed « is intended to endow Mozambique with the capacity to exploit one of its own resources, to the benefit of its people and its economy ».<sup>47</sup>

Since the purchase price of the tuna fleet amounts to less than one-third of the total amount of the bond issue, numerous questions have been raised regarding its actual purpose. International donors, in particular, have questioned if its stated purpose

---

<sup>42</sup> Simon PIERCE, Marcus TRERUP, Chris WILLIAMS, Alex TILLEY, Andrea MARSHALL and Nick RABA, *Shark Fishing in Mozambique: A preliminary assessment of artisanal fisheries* (Maputo: Eyes on the Horizon, 2008), p. 6 for the quotation, [http://transparentsea.co/images/c/c8/Shark\\_fishing\\_in\\_Mozambique\\_.pdf](http://transparentsea.co/images/c/c8/Shark_fishing_in_Mozambique_.pdf), accessed 27 May 2014. BALSAN, *Terres Vierges*, p. 297, reported that sea cucumber (locally called *macajojo*) was dried and sold for the Chinese market.

<sup>43</sup> See «REG – Lonrho PLC – Mozambique Tuna Quota awarded to Oceanfresh », Reuters, 12 September 2012, <http://uk.reuters.com/article/2012/09/12/idUS47064+12-Sep-2012+RNS20120912>, accessed 6 June 2014.

<sup>44</sup> « Government denies granting Lonrho tuna rights », all Africa, 3 February 2014, <http://allafrica.com/stories/201402040302.html>, accessed 27 May 2014.

<sup>45</sup> Quoted in William FELIMAO, « Mozambique Targets \$90 Million Income as It Starts Tuna Fleet », Bloomberg, 28 November 2013, <http://www.bloomberg.com/news/2013-11-28/mozambique-targets-90-million-income-as-it-starts-tuna-fleet.html>, accessed 27 May 2014.

<sup>46</sup> « Mozambique sells \$500 mln bond to fund tuna fishing », Reuters, 5 September 2013, <http://uk.finance.yahoo.com/news/mozambique-sells-debut-500-mln-211630801.htm>, accessed 27 May 2014.

<sup>47</sup> Quoted in « Mozambique: Government Justifies Purchase of Tuna Fishing Fleet », allAfrica, 27 November 2013, <http://allafrica.com/stories/201311280290.html?viewall=1>, accessed 7 June 2014.



is equally a means to acquire armed boats for Mozambique's puny navy, whether to protect against piracy or violations of its EEZ by foreign fishing fleets, or more broadly to purchase other military equipment.<sup>48</sup> Other worries are that the declared focus on fishing does not jibe with Mozambique's official Poverty Reduction Strategy Paper.<sup>49</sup> A further complication is the discovery of enormous natural gas reserves in Mozambique's EEZ. As Laura Henson observes in a recent blog,

*« Most of Mozambique's discovered hydrocarbon resources are offshore, and the infrastructure needed to extract and export them, such as dredging for pipe-laying, will change aspects of the physical coastline, while prospecting for new fields could affect tuna migration. »*



The image appears in Laura HENSON, « Natural Gas and Albacore: What Tuna Says About the Future of Mozambique », New Security Beat, 13 January 2014, <http://www.newsecuritybeat.org/2014/01/natural-gas-albacore-tuna-future-mozambique/>

Elsewhere in her article she notes astutely:

*« If managed justly, the development of a larger, more organized national tuna*

<sup>48</sup> Boris KORBY, Paul BURKHARDT and Lyuboy PRONINA, « Mozambique Tuna Bonds Fund Anti-Pirate Fleet in Surprise », Bloomberg, 12 November 2013, <http://www.bloomberg.com/news/2013-11-13/mozambique-tuna-bonds-fund-anti-pirate-fleet-in-surprise.html>, accessed 27 May 2014; « Mozambique attempts to placate donors about \$850m bond », Mail & Guardian, 14 November 2013, <http://mg.co.za/article/2013-11-14-mozambique-placates-donors-about-850m-bond>, accessed 27 May 2014. In the end, although some donors reduced their annual awards to Mozambique, they have mostly maintained their aid packages. See Joseph Hanlon (ed.), *Mozambique 263: News Reports and Clippings*, 17 June 2014; while I subscribe to this newsletter it is also available at [http://www.open.ac.uk/technology/mozambique/sites/www.open.ac.uk/technology/mozambique/files/files/Mozambique\\_263-17June2014\\_Beira\\_budget\\_war\\_map.pdf](http://www.open.ac.uk/technology/mozambique/sites/www.open.ac.uk/technology/mozambique/files/files/Mozambique_263-17June2014_Beira_budget_war_map.pdf).

<sup>49</sup> See, e.g., International Monetary Fund, *Republic of Mozambique: Poverty Reduction Strategy Paper – Progress Report*, IMF Country Report No. 14/147, May 2014, which only briefly notes fishing at pp. 6 and 9.

*industry could increase the livelihood stability and economic prosperity for many of these people [artisanal fishers] while keeping marine resource wealth within the country.*

*How the government balances the development of a national tuna industry and its offshore gas fields – which overlap tuna migration routes – will be an important test for the burgeoning coastal nation. »<sup>50</sup>*

Indeed, the larger question is how these ambitious plans to develop both a Mozambican tuna industry and the nation's offshore gas reserves may in the long term affect the environmental plans to protect the coastline and the trajectory of artisanal fishing in Mozambique.

## II) INDIAN OCEAN NETWORKS: GOODS, PEOPLE, IDEAS

Leaving the present and future state of Mozambique's fishing industry, there remain several other elements in this long history that merit discussion. By the time the Portuguese entered the Indian Ocean at the end of the fifteenth century Mozambican boatbuilding had developed beyond dugouts. Although most large dhows, which were described as *zambucos*, were probably built either in the Gulf or western India, smaller sea-going versions called *bangwas* or *pangaios* were certainly locally manufactured.<sup>51</sup> Like their larger models, these vessels were carvel-built, that is with planks laid edge to edge and then sewn together with coir or reed rope and sealed with vegetable matter. They were capable of carrying larger loads along the coast, but also across the Mozambique Channel. In the pre-Portuguese era it was the larger dhows that transported goods between the major ports of Mozambique and those of the wider world of the Indian Ocean.

As early as the ninth century Arab sources indicate that the most important Indian Ocean port of trade in this period was located at Sofala, just south of the mouth of the Buzi River. To Indian Ocean traders, however, the « land of Sofala » included the entire southern coast of Mozambique from the Buzi, across the Sabi River, and possibly as far south as Bazaruto. Although there was a local industry producing iron for export to India, as well as some enslaved captives, Sofala's claim to fame was as the principal coastal outlet for the gold mines of the Zimbabwe plateau. To the Arabs it was known as « Sofala of the gold (*sufālat adh-dhanab*) ».<sup>52</sup> According to the great medieval Persian scholar al-Biruni (973-1048), the famous Hindu maritime center of Somnath, on the Saurashtra Peninsula of Gujarat in western India, « was a harbor for seafaring people, and a station for those who went to and fro between Sofāla in the country of the Zanj and China ». During the same period, when the Buyid dynasty (932-1044) was in power in Persia, ships from Siraf (the dominant port in the Gulf) also frequented Sofala.<sup>53</sup> Although the intrepid Moroccan world traveler Ibn Battuta did not travel

---

<sup>50</sup> Laura HENSON, « Natural Gas and Albacore: What Tuna Says About the Future of Mozambique », New Security Beat, 13 January 2014, <http://www.newsecuritybeat.org/2014/01/natural-gas-albacore-tuna-future-mozambique/>, accessed 27 May 2014.

<sup>51</sup> See G. LIESEGANG, « A First Look at the Import and Export Trade of Mozambique, 1800-1914 » in G. LIESEGANG, H. PASCH, A. JONES (eds.), *Figuring African Trade* (Berlin: Dietrich Reimer, 1986), p. 494. For a late sixteenth-century description of traveling by *pangaio* from Mozambique Island to Sofala, see João dos Santos, *Ethiopia Oriental* (Lisboa: Bibliotheca de Classicos Portuguezes, 1891 [1609]), pp. 191-196, with other short descriptions of sailing up and down the coast throughout Book 3 of this work.

<sup>52</sup> André WINK, *Al-Hind: The Making of the Indo-Islamic World* (Boston & Leiden: Brill, 2002), vol. 1, pp. 29, 31, 54.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 307, 55.

south along the coast of eastern Africa beyond Kilwa Kisiwani, when he visited what was then the dominant city-state of the Swahili coast in 1331, he reported, « I was told by a merchant that the town of Súfala lies a fortnight's journey [south] from Kulwá, and that gold is brought to Sufála » from the interior.<sup>54</sup> It is no coincidence that one of the most well-known writings of the leading Arab navigator of the fifteenth century, Ahmad b. Majid al-Najdi, is the long poem entitled *al-Sofāliya* that describes the route from India to Sofala.

In the fourteenth century Sofala was controlled by the rulers of Kilwa, who a century later had also established an intermediary outpost at Mozambique Island, where a vibrant boat building industry flourished. A century later, partly following internal dissension among political rivals at Kilwa, Swahili and Arab immigrants established new towns at both Angoche and Quelimane to take advantage of the changing routes for transporting gold from the interior to the coast.<sup>55</sup> By the time the Portuguese first reconnoitered Sofala, its Muslim ruler had declared himself independent of Kilwa. In the first decade of the sixteenth century, however, the Portuguese seized control of Sofala. They replaced the reigning Muslim ruler with one more to their liking, began construction of a fort near the main Muslim town, and began to trade for gold. Between 1506 and 1513 they sent almost 82 kilos of gold to India, where in 1510 Afonso de Albuquerque established the administrative headquarters of the Portuguese *Estado da Índia* on the western coast of Karnataka at Goa.<sup>56</sup> By this time, however, the gold trade from Sofala was already losing ground to the Zambesi route to Quelimane and Angoche, so that the actual totals of gold exports from Mozambique to India were undoubtedly higher than official Portuguese shipments. Ultimately, the gold sources of the Zimbabwe plateau were limited and by the second quarter of the sixteenth century ivory replaced gold as the most important export of Mozambique.

For the first 250 years of Portuguese presence in East Africa it was dependent upon Goa, where a Viceroy ruled over the Portuguese Indian Ocean thalassocracy. Portuguese governors at Mozambique Island reported to the Viceroy so that all official correspondence went first to Goa before it was sent on to Lisbon. Like all other forms of shipping in the Indian Ocean, communication between Mozambique and India was regulated by the seasonal monsoons. The *carreira da Índia*, as the royal fleet was designated, not only linked Mozambique to Portugal and India, but also to other outposts of Portuguese administration in the Indian Ocean world.<sup>57</sup> One peculiar effect of this reality, peculiar at least for a historian, is that there was an annual flurry of activity each August as the Portuguese fleet readied to depart from Mozambique Island to Goa so official correspondence often bears the same date for many different letters. A more significant impact was the regular landing of the Portuguese fleet, which could double the island's population and placed enormous strains on the meager resources of the island.<sup>58</sup>

---

<sup>54</sup> IBN BATTÚTA, *Travels in Asia and Africa 1325-1354*, translated and selected by H.A.R. GIBB (London: Darf Publishers, 1983 [1929]), p. 112.

<sup>55</sup> NEWITT, *History of Mozambique*, pp. 10-12.

<sup>56</sup> Ibid., p. 20; A.R. DISNEY, *A History of Portugal and the Portuguese Empire*, vol. 2: The Portuguese Empire (Cambridge: Cambridge University Press, 2009), pp. 129-134.

<sup>57</sup> Charles R. BOXER, « Moçambique Island and the Carreira da Índia », *Stvdia* 8 (1961), pp. 95-132; A.T. DE MATOS and L.F.R. THOMAS (eds.), *A carreira da Índia e as rotas dos estreitos. Actas do VIII seminário internacional de história indo-portuguesa* (Angra do Heroísmo: O Seminário, 1998).

<sup>58</sup> NEWITT, « Mozambique Island: The Rise and Decline of an East African Coastal City, 1500-1700 »,

As in the case of the gold trade, the Portuguese sought to control the export of ivory by establishing new outposts on the coast where they could, at least in theory, tax the trade, which was controlled by African suppliers and Indian Ocean merchants, most of whom were Indians. By 1545 the annual export of ivory from Sofala had risen to 26,000 kilos, which very likely represents the slaughter of more than one thousand elephants.<sup>59</sup> A century later the English merchant Nicholas Buckeridge noted a little ivory for sale at Sofala, which he described as being in decline, but more at Inhambane.<sup>60</sup> Southern Mozambique remained an important source of ivory exports to India into the eighteenth century, although Sofala was supplanted as the major port along that part of the coast after the Portuguese established a permanent settlement at Inhambane in 1729-1730.<sup>61</sup> Three decades later, however, the most important ivory market by far was on the mainland opposite Mozambique Island, which in the 1760s yielded about two-thirds of all ivory entering the Portuguese customs house on the island.<sup>62</sup> From the late eighteenth century deep into the nineteenth century ivory was supplanted by the export of enslaved labor, and the first quarter of the latter century witnessed a steady decline in ivory exports from Mozambique. Among several factors causing this decline was the rise of Zanzibar as the principal ivory market of East Africa, to the north, and the combined impact of the expansion of the Gaza Nguni state into the hinterland of southern Mozambique and penetration of the South African Highveld by European hunters, to the south.<sup>63</sup>

Although the ivory trade had for more than two centuries been the most important economic export linking Mozambique to the Indian Ocean it was the traffic in forced human labor that dominated the nineteenth century. Inhambane and Mozambique Island were the first loci for the export slave trade and the principal destination of African captives from these ports were the developing French colonial plantations located on the Mascarene Islands of Île Bourbon and Île de France.<sup>64</sup> During the last decades of the eighteenth century the Kerimba Islands contributed to this trade, as well, both by sending captives down the coast to Mozambique Island for trans-shipment on to the Mascarenes and by welcoming French slavers at its many small ports. At the same time, Arab and Swahili slavers were trading for captive labor to carry north to the slowly developing slave market at Zanzibar, from where they were often dispatched yet again for the Gulf. Emerging from its sleepy past under loose Portuguese overrule, following the administrative separation of Portuguese East Africa

---

*Portuguese Studies*, 20 (2004), p. 17.

<sup>59</sup> NEWITT, *History of Mozambique*, p. 25. My very rough estimate of the number of elephants necessary to produce this weight of tusks assumes an average tusk weight of 23kg, although the largest tusks could weigh up to 60kg.

<sup>60</sup> John R. JENSON (ed.), *Journal and Letter Book of Nicholas Buckeridge 1651-1654* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1973), pp. 32, 43, 54, 66.

<sup>61</sup> LIESEGANG, « Archaeological Sites on the Bay of Sofala » *Azania*, 7 (1972), p. 152. For ivory as the dominant export from Inhambane in the 1760s, see NEWITT, *History of Mozambique*, pp. 164-165.

<sup>62</sup> Edward A. ALPERS, *Ivory and Slaves in East Central Africa* (London: Heinemann, 1975), pp. 104-105.

<sup>63</sup> See Abdul SHERIFF, *Slaves, Spices & Ivory in Zanzibar* (Athens: Ohio University Press, 1987); Pedro Alberto da Silva Rupino MACHADO, « Gujarati Indian Merchant Networks in Mozambique, 1777-c.1830 », Ph.D. thesis, School of Oriental and African Studies, University of London, 2005, pp. 161-211; NEWITT, *History of Mozambique*, pp. 253-262; LIESEGANG, « A First Look », p. 503.

<sup>64</sup> See ALPERS, « The French Slave Trade in East Africa (1721-1810) », *Cahiers d'Études Africaines*, 10/37 (1970), pp. 80-124; J.M. FILLIOT, *La traite des esclaves vers les Mascareignes au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris: ORSTOM, 1974); José CAPELA and Eduardo MEDEIROS, « La traite au départ du Mozambique vers les îles françaises de l'Océan Indien – 1720-1904 », in U. BISSOONDOYAL and S.B.C. SERVANSING (eds.), *Slavery in South West Indian Ocean* (Moka, Mauritius: Mahatma Gandhi Institute, 1989), pp. 247-309.

from India in 1752, the new Mozambican administration sought to shore up its official presence in the Kerimba Islands, completing a fort at Ibo in the 1770s and a customs house in 1786.<sup>65</sup> Ibo now joined Inhambane and Mozambique Island as an important market for the export of enslaved labor to the Mascarenes. A much smaller branch of the Indian Ocean slave trade connected Mozambique to Cape Town.<sup>66</sup>

In the first three decades of the nineteenth century Mozambique also developed a vigorous slave trade to Rio de Janeiro in which merchants at Mozambique Island and Inhambane both participated. It was, however, the Zambesi delta port of Quelimane that dominated this trade into the South Atlantic.<sup>67</sup> For the most part, Quelimane had little connection to the Indian Ocean world and with the exception of some individual Brazilian slavers who included the Mascarenes in their trading activities in the southwest Indian Ocean, this branch of the slave trade did not directly affect the Indian Ocean world.

The British defeat of France in the Napoleonic Wars resulted in the seizure of Île de France in 1810 and its formal transfer to Great Britain by the Treaty of Paris in 1815. Renamed Mauritius, under British rule the slave trade was declared illegal, although slaving under various guises continued until emancipation was effected in 1835.<sup>68</sup> Returned to France by the same treaty, Île Bourbon remained a destination for enslaved Africans from Mozambique, as also for Malagasies, until abolition in 1848, when the island was re-designated as La Réunion. While Great Britain was able to meet the post-emancipation labor needs of its burgeoning sugar plantations on Mauritius with indentured labor from India, France was not able to satisfy its labor needs from India, where it now held on to only a tiny foothold at Pondicherry. Accordingly, French planters on Réunion, who were soon joined by their compatriots on the small islands of Nosy Bé, off the northwest coast of Madagascar, and Mayotte (Maore), located closest to Madagascar in the Comoros archipelago, sought to mount a legalized form of the slave trade in the so-called « *libres engages* » or « free labor emigration » scheme.<sup>69</sup> From the 1850s to the 1870s Ibo was the most important point of departure for those individuals unfortunate enough to be caught up in this system. In the 1880s the French made a final attempt to re-invigorate this system of bonded labor migration from Mozambique to Nosy Bé and Mayotte. In June 1881 the Portuguese government declared its official approval of this arrangement, which was then extended to Réunion

---

<sup>65</sup> NEWITT, *History of Mozambique*, p. 192.

<sup>66</sup> See Patrick HARRIES, « Making Mozbiekers: History, Memory and the African Diaspora at the Cape », in Benigna ZIMBA, Edward A. ALPERS and Allen F. ISAACMAN (eds.), *Slave Routes and Oral Tradition in Southeastern Africa* (Maputo: Filsom Entertainment, 2005), pp. 91-123 and « Middle Passages of the Southwest Indian Ocean: A Century of Forced Immigration from Africa to the Cape of Good Hope », *The Journal of African History*, 55, no. 2 (2014), pp. 173-190.

<sup>67</sup> ALPERS, « 'Mozambiques' in Brazil: Another Dimension of the African Diaspora in the Atlantic World », in José C. CURTO and Renée SOULOUUDRE-LAFRANCE (eds.), *Africa and the Americas: Interconnections during the Slave Trade* (Lawrenceville, NJ: Africa World Press, 2005), pp. 43-64.

<sup>68</sup> See Richard ALLEN, *Slaves, Freedmen, and Indentured Laborers in Colonial Mauritius* (Cambridge University Press, 1999) and Anthony BARKER, *Slavery and Antislavery in Mauritius, 1810-33: The Conflict between Economic Expansion and Humanitarian Reform under British Rule* (Houndsmills, London, and New York, 1996).

<sup>69</sup> See Virginie CHAILLOU[-ATROUS], « L'engagisme africain à La Réunion: entre ruptures et résurgences d'un système condamné », in M. DORIGNY & M.-J. ZINS (eds.), *Les traites négrières coloniales. Histoire d'un crime* (Paris: Éditions Cercle d'Art, 2009); Jehanne-Emmanuelle MONNIER, *Esclaves de la Canne à Sucre: Engagés et Planteurs à Nossi-Bé, Madagascar 1850-1880* (Paris: L'Harmattan, 2006); Hubert GERBEAU, "Engagees and coolies on Réunion Island: slavery's masks and freedom's constraints," in P.C. EMMER (ed.), *Colonialism and Migration; Indentured Labour Before and After Slavery* (Dordrecht, Boston, Lancaster: Martinus Nijhoff Publishers, 1986), pp. 220-223.

in 1887. To simplify a complicated story, French attempts to recruit such workers at Ibo failed utterly and a final push to extend the system to Inhambane had only brief and very limited success.<sup>70</sup>

The traffic in captive Africans from Mozambique was not, of course, limited to French plantations in the southwest Indian Ocean. During the nineteenth century a limited slave trade to the Comoros continued and a new, much larger trade in slave labor flourished to the Sakalava kingdoms of western Madagascar.<sup>71</sup> Maritime connections between continental Africa and these offshore islands dated to a much earlier period during which both the Comoros and Madagascar came to be populated and, later, Islam was introduced. During the first two decades of the nineteenth century both the Comoros and the Kerimba Islands were subjected to slave raiding attacks launched by the Betsimisaraka and Sakalava of Madagascar. These raids devastated Ibo and although they never actually reached as far south as Mozambique Island, the Portuguese greatly feared that they might.<sup>72</sup> After the Malagasy raids ended, the Sakalava kingdoms of western Madagascar experienced a period of economic activity giving rise to the development of agricultural production that was fueled by enslaved African labor from Mozambique. There is no clearer testimony to the magnitude of this intense period of the forced migration of bonded labor from Mozambique to western Madagascar than the persistence of modern communities of so-called Masombika and Makua in Madagascar. Although these diasporic Africans have lived in Madagascar for more than a century and now speak Malagasy as their first language, a dialect of the Emakhuwa (Makua) language persisted well into the twentieth century and remains a ritual language for many descendants of these Mozambicans, who have been kept at arms' length by their Malagasy host communities.<sup>73</sup>

Indeed, wherever Africans from Mozambique were enslaved they were primarily grouped together and identified by those who enslaved them as « Mozambiques », whatever their actual ethnicities or original ports of embarkation. This was as true on the French plantation islands as it was in Madagascar and the Comoros.<sup>74</sup> In Mauritius this appellation still bears the stigma of slavery so that being called or referred to by that name is regarded as a personal affront. Yet slave traders and slave owners realized that there were numerous different ethnicities lumped together

---

<sup>70</sup> I discuss this episode in an unpublished conference paper, ALPERS, « Les caractéristiques d'une traite d'esclaves déguisée ? Labor recruitment for La Réunion at Portuguese Mozambique, 1887-1889 », International Conference on Slave Trade, Slavery and the Transition to Indenture in Mauritius and the Mascarenes 1715-1848, University of Mauritius, Moka, 11-13 April 2011.

<sup>71</sup> Gwyn CAMPBELL, « Madagascar and Mozambique in the slave trade of the western Indian Ocean, 1800-1861 », *Slavery and Abolition*, 9 (1988): 166-193 and « The East African Slave Trade, 1861-1895: The 'Southern' Complex », *International Journal of African Historical Studies*, 22/1 (1989): 1-27.

<sup>72</sup> ALPERS, *East Africa and the Indian Ocean* (Princeton: Markus Wiener, 2009), pp. 131-146.

<sup>73</sup> See, e.g., ALPERS, « The African Diaspora in the Indian Ocean: A Comparative Perspective », in Shihan de Silva JAYASURIYA and Richard PANKHURST (eds.), *The African Diaspora in the Indian Ocean* (Trenton and Asmara: Africa World Press, 2003), pp. 35-36. For what will be the most thorough study of Makua communities in western Madagascar, look for the Ph.D. thesis being completed by Klara BOYER-ROSSOL, « D'une rive à l'autre du canal du Mozambique : Histoire et mémoires des Makoa de l'Ouest de Madagascar (milieu XIXe-début XXe siècles) » at the Université de Paris 7 Diderot. In the meantime, see BOYER-ROSSOL, « Les Makoa en pays sakalava : Une ancestralité entre deux rives, Ouest de Madagascar, XIXe-XXe siècles », in M. COTTIAS, E. CUNIN, A. de Almeida MENDES (eds.), *Les traites et les esclavages. Perspectives historiques et contemporaines* (Paris: Karthala, 2010), pp.189-199.

<sup>74</sup> ALPERS, « Becoming 'Mozambique': Diaspora and Identity in Mauritius », in Vijayalakshmi TEELock and Edward A. ALPERS (eds.), *History, Memory and Identity* (Port Louis: Nelson Mandela Centre for African Culture, 2001), pp. 117-155.

under the common shorthand name of « Mozambiques ». In the case of Madagascar and the Comoros, however, because of the close connection to the ports of northern Mozambique and the fact that most captive Africans in the nineteenth century belonged to one or another Makhuwa community, « Makua » identity persisted. In Réunion, the name « Nyambane » was given to identify enslaved Africans who had been shipped directly from Inhambane.<sup>75</sup> In fact, most of these individuals were undoubtedly Tsonga who had been displaced and then victimized by the Gaza Nguni conquests.

What emerges from this discussion of the slave trade from the various ports of Mozambique to the islands of the southwest Indian Ocean is that the economic factors that linked these far flung places in the eighteenth and nineteenth centuries continue to have everyday ramifications related to the identities and sense of citizenship of the descendants of the enslaved. The same set of factors holds true in varying degrees for Zanzibar, India, and the Gulf, all of which received captives who were shipped from either Mozambique or the Kerimba Islands.<sup>76</sup> The case of Afro-Indians of Mozambican origins, who constitute one component of Sidi communities in southern Gujarat and Karnataka, is especially interesting, both because their numbers were small and because they have in recent years become intensely aware of their diasporic connections to Africa, including Mozambique.<sup>77</sup>

The economic and human connections joining Mozambique to the Indian Ocean were not, however, a one-way traffic. It is well known that the most important commodity that was employed as currency to purchase ivory at Mozambique was Indian textiles. These were mostly cotton stuffs that were manufactured in Gujarat and the Deccan and shipped on Indian dhows from Diu and, to a much lesser extent, Goa.<sup>78</sup> The variety of textiles available in western India and the market sensitivity of the African traders who brought ivory to market combined to make this nexus one of the most intricate and demanding of Mozambique's connections to the Indian Ocean world. Until the infusion of specie, mainly in the form of Spanish dollars or *patacas* in the late eighteenth and nineteenth centuries to pay for the export of enslaved labor to the Mascarenes and Brazil, Indian textiles dominated the purchase of goods in the ports and interior of Mozambique. When some misfortune, such as shipwreck, or the diversion of a ship to trade at Kilwa, caused the annual supply of Indian textiles to drop, it inevitably caused a panic at Mozambique Island. Only from the middle of the nineteenth century, when plain sheeting (called *merikani* for its original source in the northern mills of the United States) became the preferred cotton in up-country East Africa, did Indian textiles lose their grip on the Mozambique market. Even then they retained their presence in the market, mostly

---

<sup>75</sup> See the 1853 lithograph by Adolphe Martial Potémont of a liberated « yambane » reproduced in *Île de La Réunion, Regards croisés sur l'esclavage 1794-1848* (Saint-Denis: CNH and Paris: Somogy éditions d'art, 1998), p. 247, Plate 370; also, for language evidence, Robert CHAUDENSON, *Le Lexique du Parler Créole de La Réunion* (Paris: Librairie Honoré Champion, 1974), vol. 2, p. 1093.

<sup>76</sup> In the case of Zanzibar I am not here including those thousands of individuals whose origins were in northern Mozambique but were forced to march overland to the dominant slaving port of Kilwa Kivinje on the southern coast of modern mainland Tanzania.

<sup>77</sup> See, e.g., Amy CATLIN-JAIRAZBHOY and Edward A. ALPERS (eds.), *Sidis and Scholars: Essays on African Indians* (Noida: Rainbow Publishers Limited, Delhi, 2004).

<sup>78</sup> Pedro MACHADO, « Awash in a Sea of Cloth: Gujarat, Africa, and the Western Indian Ocean, 1300-1800 », in Giorgio RIELLO and Prasanna PARTHASARATHI (eds.), *The Spinning World: A Global History of Cotton textiles, 1200-1850* (Oxford: Oxford University Press, 2009), pp. 161-79 and « Cloths of a New Fashion: Indian Ocean Networks of Exchange and Cloth Zones of Contact in Africa and India in the Eighteenth and Nineteenth Centuries », in Giorgio RIELLO and Tirthankar ROY (eds.), *How India Clothed the World: the world of South Asian textiles, 1500-1850* (Leiden and Boston: Brill, 2009), pp. 53-84; ALPERS, « Indian Textiles at Mozambique Island in the Mid-Eighteenth Century », *forthcoming in Textile History*.

through the continued appeal of an indigo dyed cloth named *kaniki*. As late as 1876 a third of Mozambique's imports came from Bombay and more than 57 per cent of its exports went to that British colonial port. By comparison, less than 3 per cent of its imports and not quite 4 per cent of its exports linked Mozambique to Portuguese India, which included Goa, Diu, and Damán. Not surprisingly, Indian merchants still dominated the import-export trade of Mozambique.<sup>79</sup>

When French slavers from the Mascarenes began to come to Mozambique Island to obtain labor in the eighteenth century, they discovered the degree to which the Portuguese settlement depended on the importation of food supplies.<sup>80</sup> In fact, the inability of Mozambique Island to feed itself was a common feature of the port cities of the *Estado da Índia*, which « had to rely on foodstuffs imported by sea ». <sup>81</sup> Although it was true that in the case of Mozambique Island the Portuguese sought provisions from their very limited mainland holdings and trade with the local Makhuwa, the persistence of regular hostilities rendered vulnerable this undependable source of provisioning. To some extent this problem was overcome by coastal trading with Ibo, as well as from the Swahili ports located to the north of Cape Delgado, but even more important was the development of regular trade in provisions with the Comoro Islands and northwestern Madagascar. Comorian traders from Nzwani regularly carried rice, sorghum, finger millet, a kind of sago used exclusively for feeding slaves, coconuts, goats and cattle, as well as other kinds of foodstuffs. Arab merchants from Zanzibar brought rice and salted beef from the Sakalava port of Bombetoka (in the same bay as modern Mahajanga). Even fresh beef was sometimes shipped to Mozambique.<sup>82</sup> A signal testament to the food vulnerability of the Portuguese island came during the devastating southern African famine of 1831, when Governor-General Paulo José Miguel de Brito sent a plea to the rulers of Madagascar, Bombetoka, Nzwani (Anjouan), and Ngazidja (Grande Comore) « to send their *pangaois* with provisions and cattle to Mozambique ». <sup>83</sup> According to British Consul at Mozambique Lyons McLeod writing about Madagascar, in the 1850s « about eighty or ninety tons of rice are exported annually, which is generally bought up by a Portuguese trader for the Mozambique market, who supplies it to the Government of that place for one dollar for one hundred pounds weight ». <sup>84</sup> Further evidence of the continued activity of Swahili, Arab, Indian and Malagasy shipping between the ports of Mozambique and those of both the Comoros and western Madagascar is revealed in the numerous passports and records of maritime movement preserved in the extensive nineteenth-century holdings of the Arquivo Histórico de Moçambique in Maputo.<sup>85</sup>

All of these economic exchanges involved not only the regular presence of merchants and sailors at Mozambique Island, but over time the settlement of specific communities of individuals from other parts of the Indian Ocean world. Mozambique Island was without question the most diverse of the coastal settlements, but it was not unique. Most prominent among the stranger communities in Mozambique (not counting the Portuguese) were Indians. The Indian presence at Mozambique undoubtedly

---

<sup>79</sup> See NEWITT, *History of Mozambique*, p. 321, Fig. 14.1 and Table 14.1.

<sup>80</sup> ALPERS, *Ivory and Slaves*, p. 96.

<sup>81</sup> DISNEY, *A History*, vol. 2, p. 146.

<sup>82</sup> NEWITT, *History of Mozambique*, pp. 172-175; ALPERS, *East Africa and the Indian Ocean*, pp. 28-30.

<sup>83</sup> Quoted in *ibid.*, p. 30.

<sup>84</sup> Lyons MCLEOD, *Madagascar and its People* (London: Longman, Roberts & Green, 1865), p. 246.

<sup>85</sup> See, i.a., Arquivo Histórico de Moçambique, Fundo do Século XIX, Governo Geral 8.27, M.1 (#3-5), M.2 (#5); Cabo Delgado, Códices 11-1560, 1655, 1676, 1681.



predated the arrival of the Portuguese in the Indian Ocean and afterwards reflected the domination of the trade of ivory for Indian textiles that I have summarized above. In the seventeenth century a small number of Indians, identified in Portuguese records as Canarins (from the coastal region of Kanara to the immediate south of Goa but eventually applied by the Portuguese to Indians of Goa, as well), had settled in the Zambesi valley.<sup>86</sup> In 1722 the Indian population of Zambesia was reckoned at 178 individuals; in the second half of the eighteenth century Canarins and other Indians were counted among the inhabitants and traders of Quelimane, Sena, and Tete.<sup>87</sup> Arguably the most powerful Zambesi warlord in the second half of the nineteenth century was a Goan-born Canarim named Manuel António de Sousa, who dominated the entire valley and its southern reaches, collaborating with Portuguese officials to help them secure the interior and to enhance his own personal fortune and family holdings.<sup>88</sup>

In 1686 the Portuguese authorities granted a Diu-based Indian organization named the Company of Mazanes a monopoly of the trade between that port city and Mozambique. This commercial firm was controlled by members of the Hindu *vanīyā* guild. In the 1750s the Indian community on the Ilha numbered about 200 souls. Most were Gujaratis and most were *vanīyā*, although there were some Muslims and Canarins, as well. The dissolution of the Company of Mazanes in 1777 apparently opened up the Mozambique market to a larger number of mainly *vanīyā* traders. By the early 1780s the Indian community had grown to about 300 individuals, most of whom were single men, or at least married men without their wives, who would have remained in India. By 1830 their population had declined back to 200 with the drop reflecting mainly the loss of a large number of Muslims. Not all these men were merchants, however; they included cashiers, artisans, and cooks, probably all of them attached in one way or another to the different trading houses.<sup>89</sup>

Of course, Indians were not the only non-Portuguese to migrate to the Indian Ocean ports of Mozambique during these centuries. Swahili from the coast above Cape Delgado lived among the local Swahili of the Kerimba Islands, as did some Comorians, who were known locally as Mujojos.<sup>90</sup> There is also evidence that at least some Comorians had settled around Angoche, where a local chief was named Mujojo Bimo Damune.<sup>91</sup> In addition, a significant number of Muslims from western Madagascar, who were known as Antalaotra, fled from political struggles on the Grande Île that featured the Imerina conquest of Mahajanga and its neighboring Sakalava kingdoms in the middle decades of the nineteenth century. The majority of these refugees fled to Zanzibar Town, where they established a Malagasy quarter across the creek at Ng'ambo.<sup>92</sup> It seems that at least some Malagasy also settled in Pemba, lying just to the south of the Kerimba Islands.<sup>93</sup> In view of the close slave trading connections in the

<sup>86</sup> NEWITT, *History of Mozambique*, pp. 181-182; P.P. SHIRODKAR, *Researches in Indo-Portuguese History*, vol. 1 (Jaipur: Publication Scheme, 1998), pp. 173, 175.

<sup>87</sup> NEWITT, *History of Mozambique*, pp. 141-145, 227.

<sup>88</sup> For Sousa's life history see NEWITT, *Portuguese Settlement on the Zambesi* (Harlow: Longman, 1973), pp. 312-340.

<sup>89</sup> ALPERS, *East Africa and the Indian Ocean*, pp. 17-20; for greater detail on the *vanīyā*, see MACHADO, «Gujarati Indian Merchant Networks», pp. 12-60. Machado's revised thesis is as *Ocean of Trade: South Asian Merchants, Africa and the Indian Ocean, c.1750-1850* (Cambridge: Cambridge University Press, 2014).

<sup>90</sup> ALVARINHO, *Pemba*, p. 17.

<sup>91</sup> José CAPELA, *O Escravismo Colonial em Moçambique* (Porto: Edições Afrontamento, 1993), p. 33.

<sup>92</sup> I am grateful to Klara Boyer-Rossol for sharing a draft section from her thesis before it has been defended that notes this settlement.

<sup>93</sup> Alvarinho, *Pemba*, p. 17; Eduardo da Conceição MEDEIROS, *História de Cabo Delgado e do Niassa* (C.

second half of the century between Angoche and Madagascar, it also seems possible that a few Malagasy may have settled in or around Angoche, if only for a short while.<sup>94</sup>

What I have subsumed under the rubric of « maritime Mozambique » changed significantly with the imposition of effective Portuguese colonial rule. The administrative ties to Portuguese India had long since expired; indeed, with the declaration of Brazilian independence in 1822 Africa became the focus of the Portuguese empire, which was definitely no longer a thalassocracy. Nevertheless, Portuguese officials took advantage of their western Indian Ocean colonies of Goa and Mozambique by dispatching people convicted of both major and minor crimes, some as insignificant as theft, to serve their sentences in the other territory. Apparently, some criminals from Portuguese India even decided to remain in Mozambique.<sup>95</sup>

The Portuguese paid little attention to the maritime resources of Mozambique during the twentieth century. The decision in 1902 to remove the Portuguese administrative center from the Ilha to Lourenço Marques (today Maputo), located in the excellent deep water port of Delagoa Bay at the far southern extremity of Mozambique, was a conscious decision to link the economy of Mozambique to the burgeoning mining sector of South Africa. Consequently, rather than flowing out across the waters of the Indian Ocean coerced labor now either moved inland to the mines of the Rand, to the settler plantations of Southern Rhodesia (now Zimbabwe), across the border to British Tanganyika (mainland Tanzania) to work on the sisal plantations or the coconut plantations of Zanzibar, or was directed more forcibly towards cotton cultivation in central and northern Mozambique.<sup>96</sup> Certainly, both indigenous shipping and steamships plied the coastal waters of Mozambique, the latter carrying people, mail, and goods from Lourenço Marques to Beira, Quelimane, and the deep water port at Nacala (just to the north of Mozambique Island), which was only developed at the very end of the colonial period, but except perhaps for the employment of Mozambican maritime labor and port workers the connection to the Indian Ocean was clearly reduced under colonialism.<sup>97</sup>

An important continuity that still linked India to Mozambique was the employment of Christian Goans as colonial civil servants and teachers in Portuguese East Africa.<sup>98</sup> In addition, other Indian communities, notably Ismailis from Gujarat, plus Chinese from Portuguese Macao, established small communities in colonial Mozambique. According to the 1928 census of the « non-indigenous » population of Mozambique, Portuguese Indians numbered 3,478, while British Indians totaled 4,997

---

1836 – 1929) (Maputo: Central Imprensa, 1997), p. 62.

<sup>94</sup> NEWITT, « Angoche, the Slave Trade and the Portuguese c. 1844-1910 », *Journal of African History*, 13, no. 4 (1972): 659-672.

<sup>95</sup> SHIRODKAR, *Researches*, p. 183.

<sup>96</sup> For an overview of labor migration to South Africa and Southern Rhodesia, see NEWITT, *History of Mozambique*, pp. 482-516; for more detail on the flow of labor to South Africa and its impact in southern Mozambique, see Ruth FIRST, *Black Gold: The Mozambican Miner, Proletarian and Peasant* (Brighton: Harvester Press, 1983); for the Tanganyika connection, see ALPERS, « 'To Seek a Better Life': The implications of migration from Mozambique to Tanganyika for class formation and political behavior », *Canadian Journal of African Studies*, 18/2 (1984): 367-388.

<sup>97</sup> For the importance of the port of Lourenço Marques for the labor history of Mozambique, see Jeanne PENVENNE, *African Workers and Colonial Racism: Mozambican Strategies for Survival in Lourenço Marques, Mozambique 1877-1962* (Portsmouth: Heinemann, 1995), pp. 31-39, 78-90.

<sup>98</sup> See Pamila GUPTA, « The Disquieting of History: Portuguese (De)Colonization and Goan Migration in the Indian Ocean », *Journal of Asian and African Studies*, 44, no. 1 (2009), pp. 19-47.

and « Yellow », which is to say Chinese, counted for 896 individuals.<sup>99</sup> The relative size of the British Indian community comes as no surprise, since over the course of the nineteenth century Bombay had emerged as the most important commercial center of the western Indian Ocean. It was also a hotbed of religious activity. Indeed, based on what we know about the religious connections between Bombay and Durban, South Africa, it seems reasonable to assume that both Indian Muslims and perhaps also Parsis in Lourenço Marques experienced similar trans-Indian Ocean influences.<sup>100</sup> Today the total Indian population of Mozambique, exclusive of Indian nationals, is reckoned at about 20,000.<sup>101</sup>

For the most part Islam is more prevalent in northern Mozambique than in the south, where Christianity has established a stronger hold. This regional distinction in religious persuasion is partly a consequence of the long presence of Islam in the Swahili communities of the coast, but it also reflects the late nineteenth- and early twentieth-century expansion of the two major Sufi Ways (*turuq*; singular *tariqa*) from Ngazidja and Zanzibar to Mozambique Island, and thence through Muslim missionary activities into the coastal hinterland. The key figure here was the Hadrami sharif Shaykh Muhammad Ma'ruf b. Shaykh Ahmed b. Abi Bakr (1853-1905), who introduced the Yashruti branch of the Shadhiliyya from Moroni, Ngazidja to Mozambique Island in 1897. Less than a decade later the rival *tariqa*, the Qadiriyya, was introduced at the Ilha by Shaykh Isa b. Ahmad from Zanzibar.<sup>102</sup>

## FINAL THOUGHTS

Although the historiography of colonial Mozambique has focused overwhelmingly on labor and its abuses, while studies of the post-colonial period since independence in 1975 have emphasized the armed liberation struggle, the civil war,<sup>103</sup> and development, Mozambique yet maintains a face outward to the Indian Ocean. At the official level Mozambique was a founding member in 1997 of the Indian Ocean Rim Association for Regional Cooperation. It has also established important linkages to Mauritius that are intended to address the human and cultural consequences of the slave trade.<sup>104</sup> An altogether different Indian Ocean heritage is the rapid emergence of Mozambique as a tourist attraction known for its beautiful beaches, snorkeling, and sport fishing. No less significant, as I have discussed above, is the parallel development of a national tuna fishing industry and the exploitation of offshore hydrocarbon resources. It is these often overlooked geographical attributes of maritime Mozambique that remain important to the lives of both coastal inhabitants and global visitors.

<sup>99</sup> NEWITT, *History of Mozambique*, p. 442, Table 16.5.

<sup>100</sup> See Nile GREEN, *Bombay Islam: The Religious Economy of the West Indian Ocean, 1840-1915* (Cambridge: Cambridge University Press, 2011), pp. 208-234.

<sup>101</sup> [http://www.theodora.com/wfbcurent/mozambique/mozambique\\_people.html](http://www.theodora.com/wfbcurent/mozambique/mozambique_people.html) and <http://www.hicomind-maputo.org/maputo.php?id=Indian%20Community>, both accessed 22 May 2014.

<sup>102</sup> See ALPERS, « East Central Africa », in Nehemia Levtzion & Randall L. Pouwels (eds.), *The History of Islam in Africa* (Athens: Ohio University Press, 2000), pp. 310-312. For more detail on both these men, see B.G. Martin, *Muslim Brotherhoods in Nineteenth-Century Africa* (Cambridge: Cambridge University Press, 1976), pp. 152-176. See also Preben Kaarsholm, « Zanzibaris or Amakhuwa? Sufi Networks in South Africa, Mozambique, and the Indian Ocean », *The Journal of African History*, 55, no. 2 (2014), pp. 191-210.

<sup>103</sup> Various authorities have stated that Renamo received logistics support from apartheid South Africa through the Comoro Islands during the height of the civil war in the 1980s. ALPERS, *East Africa and the Indian Ocean*, p. 166 and sources cited in n.64, pp. 229-230.

<sup>104</sup> The original cultural agreement was signed in 1993 and renewed in 2006. See « Mozambique And [sic] Mauritius Renew Cultural Agreement », allAfrica, 3 October 2006, <http://allafrica.com/stories/200610030746.html>, accessed 4 June 2014.

## MOZAMBIQUE : L'OCÉAN INDIEN ET LA DISPERSION IDENTITAIRE

Francisco NOA<sup>1</sup>  
Université Lúrio  
Mozambique

**Résumé :** Cet article examine la question identitaire au sein de la littérature mozambicaine. Le texte commence par une histoire de la littérature dans ce pays, de sa fondation où dominait un imaginaire identitaire tellurique et nationaliste à un élargissement des perspectives durant les années 1980. Il discute, ensuite, avec un ample recours à des citations, de l'importance de l'Île du Mozambique comme point de départ de l'imagination de nombreux auteurs désirant s'ouvrir au monde. Enfin, il analyse le type d'identités imaginées et élaborées par une nouvelle génération de poètes mozambicains – des identités plus transversales, maritimes et cosmopolites.

**Mots-clés :** Mozambique; océan Indien, identité, littérature, poésie, cosmopolitisme.

**Abstract:** *This article examines the issue of identity within the Mozambican literature. The text starts with a history of literature in the country, from its beginnings when a telluric and nationalist imaginary dominated to a broadening of perspectives in the 1980s. The text then discusses, with many citations, the importance of the Island of Mozambique as a starting point for many authors to develop an imagination open to the world. Finally, the text analyses the types of identities imagined and developed by a new generation of Mozambican poets – identities which are more transversal, maritime and cosmopolitan.*

**Keywords:** *Mozambique; Indian Ocean, identity, literature, poetry, cosmopolitanism.*

---

<sup>1</sup> Communication présentée à la Conférence Internationale « Les Intellectuels Africains Face aux Défis du XXI<sup>ème</sup> siècle » *En Mémoire de Ruth First / Célébration des 50 ans de l'UEM*, organisée par le Centre d'Etudes Africaines de l'Université Eduardo Mondlane, Maputo, 28 et 29 Novembre, 2012. Texte traduit par Eric Morier-Genoud. L'article original en portugais est disponible sur le site du CRESOI.

Est-il possible de réfléchir aux littératures africaines, en particulier au Mozambique, en les dissociant des questions identitaires ? Et, pourquoi cette question s'est-elle imposée, ouvertement ou de manière cachée, comme un des sujets de ces littératures dont la discussion s'étend invariablement à ses auteurs aussi ?<sup>2</sup> Sans parler des crispations et de la gêne que ce thème suscite à différents niveaux.

La réponse peut, jusqu'à un certain point, être affirmative et non polémique si l'on prend en considération les facteurs multiples qui jouèrent un rôle dans l'apparition de ces littératures :

- une émergence en situation coloniale ;
- le fait que ces systèmes littéraires soient relativement récents, avec environ un siècle d'existence, voire moins ;
- des auteurs qui durent écrire dans une langue imposée avec des valeurs culturelles, éthiques, religieuses et civilisationnelles importées de l'extérieur, contribuant ainsi à une situation canonique de dualisme ou pluralisme culturel ;
- le fait d'être un phénomène essentiellement urbain ;
- et, enfin, le fait que le processus assimilationniste ait généré, pour pouvoir contribuer à reformater les identités individuelles et collectives, des conflits, des ambiguïtés et des contradictions de difficile résolution.

On peut affirmer qu'un certain niveau de non-résolution et de problèmes est devenu l'image de marque de ces mêmes identités.

Si on comprend que la littérature, comme phénomène d'écriture et comme espace de représentations, incorpore et fait refluer tout ce cadre problématique créé par les dessins de la modernité de matrice eurocentriste qui est souvent en conflit avec un ordre existentiel préexistant, on peut alors immédiatement entrevoir les inquiétudes identitaires qui sont intimement liées à une vision du monde qui oscille entre différents univers socio-culturels.

La trajectoire de la littérature mozambicaine depuis ses origines montre des moments d'ouverture et d'autres de repli sur soi. Le premier moment d'ouverture se situe dans les années 1940 et 1950, lorsque la littérature s'établit comme un système<sup>3</sup>, moment où l'on peut identifier des orientations esthétiques spécifiques qui marquent son surgissement malgré leur convergence avec les dénonciations de l'arbitraire de la société coloniale, les sentiments de révolte, et les inquiétudes existentielles et identitaires.

Si on note des sentiments forts en relation à la question de la terre et un appel clair pour un destin collectif dans l'œuvre de Fonseca Amaral, Noémia de Sousa, José Craveirinha, Orlando Mendes et Rui Nogar, entre autres, ce qui domine chez Virgílio de Lemos et Rui Knopfli, sans que cet appel y soit complètement absent, du moins dans leur phase initiale, c'est un sentiment existentiel plus cosmopolite ainsi que l'affirmation d'une liberté subjective au travers de la création poétique. De manière symptomatique, c'est dans l'œuvre de ces deux derniers auteurs que la relation à l'océan Indien, en particulier au travers de l'Île du Mozambique, sera la plus assumée

---

<sup>2</sup> Il existe déjà une bibliographie significative sur le sujet; on trouvera les principales références dans mon article : F. NOA (2012), « O Oceano Índico e as Rotas de Transnacionalidade na Poesia Moçambicana », en ligne sur : <http://cesab.edu.mz/wp-content/uploads/2012/10/OceanoIndicoTransnacionalidadePoesiaMocambicana-2012.pdf>

<sup>3</sup> Nous ne pouvons pas ignorer les cas importants, quoique atomisés, isolés et dispersés, d'auteurs comme Campos OLIVEIRA (XIX<sup>ème</sup> siècle), João ALBASINI avec son livre *O Livro da Dor* (édition posthume, 1925), Rui de NORONHA avec *Sonetos* (édition posthume, 1943) ainsi que João DIAS avec *Godido e Outros Contos* (édition posthume, 1953).

et la plus prononcée, comme nous le verrons ci-dessous.

D'un autre côté, le renfermement dans la littérature mozambicaine a lieu dans des proportions directement liée au fait que, face à l'affinement des mécanismes de la répression de la société coloniale, on voit non seulement l'émergence d'une plus grande conscience nationaliste mais aussi une croissante sophistication esthétique et littéraire, principalement en réponse à la censure. Cela se traduit par une aspiration utopique d'une nation à venir, libre, indépendante et souveraine, comme le sous-entendent les poèmes d'Orlando Mendes, José Craveirinha ou Noémia de Sousa.

Ce rétrécissement progressif de la pyramide, ayant comme référent la nation politique qui émerge le 25 juin 1975 avec l'indépendance nationale, croise la décennie 1960 qui, malgré le fait qu'elle ait été plus contrôlée et réprimée, ne se laissa pas inhiber que ce soit dans la production littérature ou dans l'intervention politique plus systématique (encore que clandestine) avec des auteurs comme Luís Bernardo Honwana ou les cas déjà cités de José Craveirinha, Orlando Mendes et Rui Nogar. Ceci conduisit certains d'entre eux dans les geôles de la police politique coloniale.

L'indépendance politique représente, plus tard, le point de contact entre une pyramide dont la pointe culmine dans son propre sommet et une autre, inversée, qui s'ouvre à l'infini. C'est dans la rencontre de ces deux sommets que confluent toute la charge idéologique et révolutionnaire qui contamine les arts en général et la littérature en particulier, et qui prévaut jusqu'à la moitié des années 1980 quand de nouvelles voix commencèrent à apparaître pour affirmer leur liberté subjective et créative afin, selon l'expression de Fátima Mendonça<sup>4</sup>, de contribuer à « une définition de la littérature mozambicaine à partir de valeurs intrinsèques ».

La génération de la revue *Charrua* (lancée en 1984) représente le triomphe des nouvelles tendances de la littérature mozambicaine qui s'affirment graduellement jusqu'à aujourd'hui, avec des préoccupations très distinctes de celles qui dominaient auparavant, depuis l'indépendance, quand était cultivée de manière dominante une préoccupation avec la nation. Avec le déclin de cet idéal, on va assister à une ouverture graduelle vers une diversité thématique et esthétique dans laquelle l'idée de la nation est soit absente soit l'objet de dépassement au travers d'une translocalisation.

Si la question identitaire était incontournable durant la période qui précède l'indépendance, les contours identitaires durant la période suivante deviennent de plus en plus complexes (en bonne partie aussi à cause des mouvements résultant de la globalisation) dans les mêmes proportions que les frontières se révèlent incertaines entre les différents mondes qui sont en dialogue quand ils ne sont pas en confrontation.

Un autre aspect important à ce propos a trait à la base sur laquelle se développe la discussion qui, de manière dominante, recourt soit aux représentations liées à la plateforme continentale, où ces identités sont associées à une perspective plus tellurique, soit en relation à la dichotomie nord-sud où se jouent les arguments de l'identité construites d'un genre presque toujours vertical, inégal et de nature hégémonique.

Parce qu'elle est une des manifestations esthétiques où sont présents et s'articulent de manière singulière certains éléments centraux de la réflexion sur la question identitaire, c'est vers la poésie que nous mettrons l'accent de notre analyse. De fait, c'est le genre qui domine dans l'histoire de la littérature mozambicaine depuis ses origines. Et c'est l'espace où se projettent, de manière dynamique et permanente,

---

<sup>4</sup> Fátima MENDONÇA, (2008), page 28. « Literaturas Emergentes, Identidades e Cânone » in M.C. RIBEIRO; & P. MENESES (Coord.), *Moçambique. De palavras escritas*, Porto : Edições Afrontamento, pp.19-45.

les représentations de la subjectivité qui traduisent de façon aiguë les complexités, les contradictions et les conflits découlant des différents contextes historiques et socio-culturels. Enfin, la poésie est le lieu où s’articulent le mieux le langage et le fondement de l’idée d’identité en tant que représentation.

**I) L’ÎLE DU MOZAMBIQUE ET L’OUVERTURE A D’AUTRES MONDES**

De par sa nature, en termes de représentations et de symboles, la mer se prête à être un espace de dispersion, en contrepoint à la terre qui est plus propice à des mouvements apparemment plus stables en matière de cohésion, convergence et de célébration identitaire. En témoignent, côté mer, les écrits fondateurs de Fonseca Amaral, José Craveirinha, Noémia de Sousa, Orlando Mendes ou Rui Nogar.

En choisissant l’Île du Mozambique comme un espace établissant une relation métonymique et métaphorique avec l’océan Indien, Virgílio de Lemos et Rui Knopfli iront explorer d’autres dimensions, inscrites non seulement dans des lignes thématiques et esthétiques différenciées, mais aussi et surtout ayant trait à la problématique identitaire. C’est plus que la marque d’une identité des sujets. C’est l’affirmation d’un lieu qui fonctionne aussi comme allégorie d’un territoire appelé Mozambique :

África ficou no umbral das portas, no calor da praça; aqui principia a Europa. Porém, da parede lateral, sob um baldaquino hindu e num desvario de cores e santos hieráticos, salta o púlpito oitavado e é o Oriente que chega com seus monstros.	<i>L’Afrique resta dans l’encadrement de la porte, dans la chaleur de la place ; ici commence l’Europe. Toutefois, depuis la porte latérale, sous le baldaquin hindou et dans un délire de couleur et de saints hiératiques, la chaire octogone saute et c’est l’Orient qui arrive avec ses monstres</i>
RK, “A Capela” <sup>5</sup>	RK, “A Capela”

La triangulation culturelle et identitaire « Afrique-Europe-Occident » est ici symbolisée comme une impression digitale d’un lieu qui se projette dans une composition d’éléments qui ne se diluent pas et qui instituent une ouverture aux contours pas toujours précis.

D’autres poètes surgirent après indépendance qui ont aussi comme référence l’Île du Mozambique, autour de ce qu’elle indique et facilite du point de vue identitaire, dans un dialogue ouvert avec les autres mondes inter-reliés par le bais de la mer. C’est le cas de Luís Carlos Patraquim pour qui l’île est, d’un côté, un motif et une inspiration pour des voyages qui, quoique d’une dimension résolument sensuelle et érotique, n’en laissent pas moins entrevoir une certaine mémoire historique face à l’inquiétante dégradation physique d’un espace qui offre autant en terme de documents que de monuments :

<sup>5</sup> Les poèmes de Rui Knopfli analysés ici viennent de *A Ilha de Próspero* (1972) et ils sont intégrés dans l’anthologie *Memória Consentida : 20 Anos de Poesia, 1959/1979, (1982)*, p. 345

<p>Ilha, corpo, mulher. Ilha, encantamento. Primeiro tema para cantar. Primeira aproximação para ver-te, na carne cansada da fortaleza ida, na rugosidade hirta do casario decrepito, a pensar memórias, escravos, coral e açafrão. Minha ilha/vulva de fogo e pedra no Índico esquecida. Circum-navego-te, dos crespos cabelos da rocha ao ventre arfante e esculturo-te de azul e sol. Tu, solto como o colmo a oriente, para sempre de ti exilada.</p> <p>(LCP, <i>Vinte e tal Novas Formulações e uma Elegia Carnívora</i>, p.41)<sup>6</sup></p>	<p><i>Île, corps de femme. Île, enchantement. Premier thème pour chanter. Première approximation pour te voir, dans la chair fatiguée de la forteresse partie, dans la rugosité rigide de la maison décrépète, à penser les mémoires, les esclaves, le corail et le safran. Mon île/vulve de feu et pierre dans l'océan Indien oublié. Je te navigue autour, depuis les cheveux crépus de la roche à ton ventre palpitant et je te sculpte de bleu et de soleil. Toi, libéré comme du chaume en orient, pour toujours exilée de toi.</i></p> <p>(LCP, <i>Vinte e tal Novas Formulações e uma Elegia Carnívora</i>, p.41)</p>
---	--

D'un autre côté, on a la référence, une fois encore, à la composition culturelle et identitaire créée par l'île elle-même, telle qu'évoquée par Knopfli auparavant :

<p>Ilha, capulana estampada de soldados e morte. Ilha elegíaca nos monumentos. Porta-aviões de agoirentos corvos na encruzilhada das monções. De oriente a oriente flagelaste o interior da terra. De Calicut e Lisboa a lança que o vento lascivo trilou em nocturnos, espasmódicos duelos e a dúvida retraduzindo-se agora entre campanário e minarete. Muezzin alcandorado, inconquistável.</p> <p>Porque no princípio era o mar e a Ilha. Sinbad e Ulisses. Xerazzade e Penélope. Nomes sobre nomes. Língua de línguas em Macua matriciadas. (p. 42)</p>	<p><i>Île, tissu imprimé de soldats et de mort. Île élégiaque dans les monuments. Porte-avions des corbeaux de mauvais augure dans la croisée des moussons. De l'orient à l'orient, tu as flagellé l'intérieur des terres. De Calicut et Lisbonne la lance que le vent lascif a fait chanter dans des duels nocturnes et sporadiques et le doute se traduisant maintenant de nouveau entre la tour de l'église et le minaret. Muezzin sur le mont, inconquérable.</i></p> <p><i>Parce qu'au début il y avait la mer et l'Île. Sinbad et Ulysses. Xerazzade et Pénélope. Noms sur des noms. Langue de langues issues de la matrice Macua. (p. 42)</i></p>
--	--

Synthèse qui se prolonge et se réalise dans le propre sujet lyrique représenté entre-temps dans le propre sujet lyrique:

<p>Agora eu, moçambicana concha, madeirame de açoitada nau escorando-me os músculos, índica missanga perdida, sobre o teu corpo, minha mulher, minha irmã, minha mãe, percorro-te. Sou. (p. 43).</p>	<p><i>Maintenant moi, coquille mozambicaine, masse de bois d'un bateau battu appuyant mes muscles, verrerie indienne perdue, sur ton corps, ma femme, ma sœur, ma mère, je te parcours. Je suis.</i></p> <p>(p. 43)</p>
--	---

<sup>6</sup> Luís Carlos PATRAQUIM, (1991). *Vinte e tal Formulações e uma Elegia Carnívora*. Lisboa: Vega



Sujet qui contient en soit des ondulations qui sont une affirmation, d’un côté, d’une image identitaire dynamique et complexe et, de l’autre coté, la négation d’une éventuelle condition statique, fermée et prévisible :

<p>Olhem onde não me posso esconder, no laborioso percurso das tardes jogando-me, brincando, obsessivo gerúndio doutra estória às avessas da história, onde não me vissem mais, quando me distraio, viandante de mim nos alvéolos iluminados do tempo.</p> <p>(p. 45)</p>	<p><i>Regardez où je ne peux pas me cacher, dans le parcours laborieux des après-midi, me jetant, marivaudant, gérondif obsessif d'une autre histoire au contraire de l'histoire où ils ne me verraient plus, quand je me distrais, voyageant de moi dans les alvéoles illuminées du temps.</i></p> <p>(p.45)</p>
---	---

A son tour, pour Adelino Timóteo, l’île arrête d’être un destin, un point d’arrivée, dans sa relation avec l’océan Indien et le monde, pour s’instituer en un point de départ, un chemin qui s’ouvre :

<p>A ilha é mágica e misteriosa, tu sabes, e eu gosto dela assim pura. Ilha-caminho para o oriente. Ilha-Mitologia, magia vibrátil, contagiante, em sua esteira aérea e calorosa, desces-me. Como a luz atravessas-me. Tu que és os ritos, o entreposto e a rota para a Índia, a Arábia Saudita, teu folclore encandeia-me o horizonte. (p. 13).</p>	<p><i>L'île est magique et mystérieuse, tu le sais, et je l'aime ainsi, pure. Île-chemin vers l'orient. Île-Mythologie, magie vibrante, contagieuse, sur son tapis aérien et chaleureux, tu me descends. Comme la lumière, tu me traverses. Toi qui es rites, l'entrepôt et la route des Indes, l'Arabie Saoudite, ton folklore m'enchante l'horizon. (p. 13)</i></p>
--	---

D’où le thème du voyage, à l’image d’autres de sa génération, thème qui traverse l’œuvre de cet auteur intitulée justement *Voyage pour la Grèce par l’Île du Mozambique* [*Viagem à Grécia através da Ilha de Moçambique*]<sup>7</sup>, comme si la réalisation identitaire du sujet se consommait dans cette trajectoire aux contours pas toujours très précis:

<p>Beijo-te logo isento-me. Beijo-te logo viajo. É que não há modelo melhor de conhecer o mundo, senão o de adorar-te. Sabes, umas vezes em tuas pernas vejo-me em Pernambuco, Toronto, Oslo, em teus seios, no Atlas, e não sei meio viável de conhecer o globo senão assim...</p> <p>(p. 16)</p>	<p><i>Je t’embrasse donc je m’absente. Je t’embrasse donc je voyage. C’est qu’il n’y a pas de meilleur modèle pour connaître le monde, si ce n’est de t’adorer. Tu sais, des fois entre tes jambes, je me vois à Pernambuco, Toronto, Oslo, entre tes seins dans l’Atlas, et je ne connais pas de meilleur moyen pour connaître le globe...</i></p> <p>(p.16)</p>
--	---

<sup>7</sup> Adelino TIMOTEO, (2002). *Viagem à Grécia através da Ilha de Moçambique*. Maputo: Ndjira.

Le sujet poétique instaure une espèce de vertige qui contribue au fait que les espaces, aussi méconnus dans le temps et vers où il se laisse emmener par l’imagination, se confondent avec eux-mêmes dans une sorte d’identification presque organique :

<p>És a terra que busco na poesia, pouco a pouco, nos teus cabelos, descubro a praia, pela vaga e pela funda onde a minha se perde, onde eu à fogueira indormente exalto-te no poema, exalto a exegese das epopeias, à deusa acorçada que és o Índico, ó mãe que me reapareces em Roma, entre os celtas e os bosquímanos... (p. 17)</p>	<p><i>Tu es la terre que je recherche dans la poésie, petit à petit, dans tes cheveux je découvre la plage, par la vague et par le profond où la mienne se perd, où moi, à la lumière du feu insomniaque, je t'exalte dans le poème, j'exalte l'exégèse des épopées, de la femme dieu réveillée que tu es, Oh océan Indien, Oh mère qui me réapparaît à Rome entre les celtes et les bushman...</i> (p.17)</p>
---	--

Avec une vocation identitaire orientée vers la dispersion, voilà que le sujet poétique proclame en guise de manifeste : « J’ai comme moyen une aile et comme destin l’errance » (« Tenho como ofício uma asa e como destino a errância » p. 26).

On serait ici devant une métaphorisation de la pérégrination réalisée dans les faits par le poète indien Rabindranath Tagore (1861-1941), un poète qui s’assumait global et qui voyait l’océan Indien comme une arène interrégionale qui devrait être considérée comme une puissante unité de culture et de poésie<sup>8</sup>.

L’importance de l’océan Indien, que ce soit au niveau des échanges commerciaux, régionaux ou globaux, ou que ce soit au niveau des interactions culturelles au long des siècles, a été soulignée par différents auteurs qui faisaient de l’océan un objet de leurs recherches. Milo Kearney, par exemple, n’hésite pas à affirmer dans *The Indian Ocean in World History* que « l’ascension et la chute des principaux états et régions du monde au travers de l’histoire est liée en grande mesure au degré de leur participation dans le commerce de l’océan Indien »<sup>9</sup>.

Il affirme aussi que, de par sa configuration et sa « gigantesque forme de baie »<sup>10</sup>, l’océan Indien facilitait et facilite encore la rencontre de différents peuples (arabes, européens, africains, indiens, chinois) grâce, initialement, aux intérêts commerciaux qui se transformaient ensuite en architectures sociales et culturelles que le temps se chargea de consolider.

## II) LA MER ET L’OUVERTURE A D’AUTRES MONDES

Nées en pleine époque coloniale, les littératures africaines, tout comme leurs auteurs pionniers, projetèrent des identités relationnelles dominées surtout, mais pas seulement, par la relation colonisés-colonisateurs. Identifiés comme « zones de contact », espaces sociaux où les cultures se croisent, se choquent et se combattent<sup>11</sup>,

<sup>8</sup> Sugata BOSE, (2006), page 233. *A Hundred Horizons: the Indian Ocean in an Age of Global Imperialism*. London/Cambridge (Mass.): Harvard University Press.

<sup>9</sup> Milo KEARNEY, (2004), page 6. *The Indian Ocean in World History*. New York/London: Routledge.

<sup>10</sup> Milo KEARNEY, (2004), *ibidem*, page 2.

<sup>11</sup> Mary Louise PRATT, (1991), page 34. « Arts of Contact Zone », *Professions*, p.33-40

ces territoires traduisent les dynamiques, les transformations et les conflits générés tant par les échanges commerciaux que par la colonisation caractérisée par la superposition culturelle, éthique et civilisationnelle, dont la représentation ou le questionnement s'imposèrent comme éléments structurants plus ou moins assumés au niveau de la création littéraire.

La question de l'identité ne se pose pas, dans ce cas, seulement entre être/se situer entre la mer et la terre, mais aussi au travers des croisements culturels multiples et diversifiés produits au long de l'Histoire avec un accent mis sur la mer. Et ces identités ne sont pas monolithiques, programmatiques, fixes et prévisibles, mais plutôt justement des identités en conjonction avec des mouvements cycliques et interminables de l'océan, des identités qui se tissent, d'un côté, dans ce qui est permanent et constant dans ces mouvements et, de l'autre côté, dans ce qui est contingent et instable.

Dans le livre *Janela para Oriente [Fenêtre vers l'Orient]* d'Eduardo White<sup>12</sup>, on voit un sujet qui pousse à la limite le dualisme entre la dimension qui l'enracine dans la terre et une autre dimension qui le transporte par l'Océan et l'imagination vers d'autres mondes auxquels soit il semble vouloir être, soit il est indissolublement lié :

<p>Em mim que não ambiciono nada em definitivo se não a magia de viajar. Dormir nas margens do Zambeze, ou urinar sobre o Nilo.</p> <p>Conhecer a Holanda, líquida e em equilíbrio, a África Ocidental, as ruas de Zanzibar. E o Japão. É verdade, como eu gostava de ver o Japão sem ser da minha janela.</p> <p>[...]</p> <p>Na correnteza dos mares o teu nome apruma a linha de onde te vejo, Japão que não te conheço, oblíqua serpente, vou chegar-me devagar à janela, levar as mãos para mais perto do que não fica aí de mim.</p> <p>Não quero outra coisa senão este mistério em que me invento. Estou tão aqui, tão acomodado a este lugar perene da minha nostalgia. Nunca estive tão longe como o sou, nunca fui mais distante como quando penso deste quarto frio. Por isso eu o amo e a toda a liberdade que me dá. [...] Gosto do porto que é para este barco da imaginação, da sua janela infinita, infinita como o céu que por ela me chega.</p> <p>(p. 31).</p>	<p><i>En moi que je n'ambitionne rien de définitif si ce n'est la magie de voyager. Dormir sur les marges du Zambèze, ou uriner sur le Nil.</i></p> <p><i>Connaître la Hollande, liquide et en équilibre, l'Afrique Occidentale, les rues de Zanzibar. Et le Japon. C'est vrai, comme j'aimerais voir le Japon sans que cela soit de ma fenêtre.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Dans la familiarité des mers ton nom redresse la ligne d'où je te vois, Japon que je ne te connais pas, serpent oblique, je vais m'arriver lentement à la fenêtre, amener les mains plus proches que ce qui n'est pas loin de moi. Je ne veux pas autre chose si ce n'est ce mystère dans lequel je m'invente. Je suis tellement ici, tellement accommodé à cet endroit éternel de ma nostalgie. Jamais je n'ai été aussi loin que je suis maintenant, jamais je n'ai été aussi distant que quand je pense depuis cette chambre froide. Pour cela je t'aime et toute cette liberté que tu me donnes. [...] J'aime le port qui est destiné à ce bateau de l'imagination, de sa fenêtre infinie, infinie comme le ciel qui arrive jusqu'à moi par elle (p. 31).</i></p>
--	--

<sup>12</sup> Eduardo WHITE, (1999). *Janela para Oriente*. Lisboa: Caminho.

En plus d'être un outil signifiant et communicatif de plus en plus incontournable pour faire face aux exigences d'une réalité complexe et difficile à comprendre, l'imagination est une aide puissante pour comprendre les différentes matrices dans lesquels cette réalité se révèle. Et imaginer, comme l'explique René Barbier<sup>13</sup>, signifie juxtaposer, articuler et synthétiser des images ou des idées pour les reproduire au travers d'une figuration ou, à partir de là, faire un archivage ou des arrangements déterminés qui nous conduiront à l'idée de l'imaginaire.

Un imaginaire qui sera déterminé par le « coefficient de transversalité », à savoir la multiplicité opaque des différences individuelles et sociales institutionnalisées qui renvoient, pour chacun, aux références et origines variées et non-affirmées explicitement, mais présentes de formes diffuses<sup>14</sup>.

Transversalité qui se confond, donc, avec le propre imaginaire, comme un réseau symbolique, relativement structuré et stable, constitué comme un assemblage de signifiants où se mélangent des significations, des références, des valeurs, des mythes et des symboles internes au sujet, dans lequel ce dernier est baigné et au travers duquel sa vie gagne un poids existentiel.

Si d'un côté l'imaginaire traduit non seulement les complexités du réel mais aussi les ambivalences radicales du sujet, d'un autre côté il faut reconnaître que chaque type d'imaginaire engendre sa propre transversalité, comme on peut le vérifier en relation aux représentations et significations inscrites en chacune des œuvres des poètes étudiés ici.

Il s'agit en effet de dimensions qui paraissent se confondre tant avec la masse liquide et informe de l'océan qu'avec les possibilités illimitées de cette même imagination comme projection d'une réalité avec laquelle le sujet, dans ce cas spécifique Eduardo White, se mélange organiquement et symboliquement, se diluant dans une pluralité qui l'identifie comme un être dispersé et divers :

<p>... e eu sou igualmente o medo todo da pequenez que me move, o cósmico primitivo da alma que atribuo a esta viagem, e vivo, não obstante pensar o quanto em mim ignoro eu Bramane, eu Khishatrya, eu Vaisya, eu Sudra em consciência de tudo haver desconhecido no nativo que sou da janela desta cozinha.</p>	<p><i>... et je suis également toute la peur de la mesquinerie qui me motive, le cosmique primitif de l'âme que j'attribue à ce voyage, et je vis, non sans penser combien en moi j'ignore le moi Bramae, le moi Khishatrya, le moi Vaisya, le moi Sudra avec la conscience d'avoir méconnu tout de l'indigène que je suis depuis la fenêtre de cette cuisine.</i></p>
---	--

Assumer cette identité dispersée opère comme un facteur de dépassement et d'affirmation de la condition existentielle qui transcende l'immobilité astreignante et triviale du lieu où une partie de soi se trouve, la fenêtre, ou mieux, la terre. Si la fenêtre représente le port dans lequel le sujet se positionne, ce que l'imagination offre est une

<sup>13</sup> René BARBIER, (2009), page 21. « Nouvelle synthèse sur l'imaginaire », *Le Journal des Chercheurs*, Jeudi 2 Avril 2009". En ligne sur : [http://www.barbier-rd.nom.fr/journal/article.php3?id\\_article=1098](http://www.barbier-rd.nom.fr/journal/article.php3?id_article=1098)

<sup>14</sup> René BARBIER, (2009), *ibidem*, page 5.

séduction infinie d'un sentiment d'appartenance plus large et défiant, avec un capital notable d'indétermination.

Si cette condition se relie à une condition locale, l'ouverture au travers de l'océan et de l'imagination représente son aspiration à une réalisation suprême: le cosmopolitisme ou le transnationalisme.

Cette aspiration est d'ailleurs adéquatement interprétée par Sugata Bose<sup>15</sup> quand, en analysant les différentes tendances ou formes de l'universalisme dans notre monde, il défend que les cultures locales, régionales et nationales, en différents points du globe, ne sont pas seulement les gardiennes des choses ayant leur propres spécificités, mais désirent aussi prendre part et contribuer à l'élargissement des échanges culturels.

Dès lors, on peut dire que l'océan Indien s'affirme comme une source et une motivation de différents universalismes et modernités qui, d'une certaine manière, défient les variantes européennes et occidentales, surtout celles qui sont inévitablement liées au processus d'affirmation hégémonique.

Ainsi on voit se dessiner une cartographie qui va bien plus loin que les limites des frontières, qu'elles soient locales ou nationales, qui, pariant sur l'imagination, transcendent l'« ère de la territorialité »<sup>16</sup> identitaire et culturelle qui a caractérisé la période de l'affirmation nationaliste.

C'est ainsi que pour un poète comme Júlio Carrilho, dans l'œuvre poétique duquel s'affirme un discours imaginaire maritime, le défi est aujourd'hui de « répéter la mer/toutes les nuits/les matinées entières »<sup>17</sup> de telle manière que la dimension de l'être qui était associé jusque-là à la nation ne semble plus faire sens:

Hoje já não creio que só o futuro é que nos traz mensagens. E a Nação? Era candura a minha, essa de fazer da história uma tábua de passar a ferro. E queimei-me nas minhas próprias subtilidades de argumentação. (p. 61).	<i>Aujourd'hui je ne crois plus que c'est seulement le futur qui nous amène des messages. C'est la Nation? C'était ma candeur que de croire que l'on pouvait faire du passé une table à repasser. Et je me suis brûlé dans mes propres subtilités d'argumentation. (p.61)</i>
--	---

A participer intensément de cette nouvelle utopie identitaire qui se traduit dans cet imaginaire maritime, et qui a comme toile fond l'océan Indien dans lequel se récupèrent et se réinventent des éléments comme l'individualité, la liberté, la mémoire, l'iconoclastie, la permanence, la mobilité et la fugacité, on trouve aussi le poète Guita Jr qui met en scène, sous forme de manifeste, une rencontre entre lui-même et un destin qui se consomme dans sa propre dispersion et qui se rapproche d'un plénitude existentielle :<sup>18</sup>

<sup>15</sup> Sugata BOSE, (2006), page 268. *A Hundred Horizons: the Indian Ocean in an Age of Global Imperialism*. London/Cambridge (Mass.): Harvard University Press.

<sup>16</sup> Sugata BOSE, (2006), *ibidem*, page 277.

<sup>17</sup> Júlio CARRILHO, (2001), page 14. *NónuMar*. Maputo: Ndjira.

<sup>18</sup> Guita Jr., (2006). *Os Aromas Essenciais*. Lisboa: Caminho.

Agora ou nunca	<i>Maintenant ou jamais</i>
o içar a vela sobre o mar	<i>la levée de la voile sur la mer</i>
o esticar a corda	<i>la tirée de la corde</i>
o sentir a virilidade do leme	<i>la sensation de virilité du gouvernail</i>
e ter que partir	<i>et devoir partir</i>
[...]	<i>[...]</i>
e embarcar sim e explodir	<i>et embarquer oui et exploser</i>
na crista e na impetuosidade da onda e	<i>sur la crête et dans impétuosité de l'onde</i>
temer a vaga	<i>et craindre la vague</i>
e navegar e encalhar na corrente do sul	<i>et voguer et échouer dans le courant du</i>
[...]	<i>sud</i>
deixar tudo e partir	<i>[...] laisser tout et partir</i>
e	<i>et</i>
sem rota nem bússola	<i>sans route ni boussole</i>
sem mapa nem nada	<i>sans carte et sans rien</i>
sem alibi nem compaixão rasgar o vento...	<i>sans alibi et sans compassion déchirer le</i>
(p. 29)	<i>vent... (p.29)</i>

Plus qu'un escapisme amateur et gratuit, il s'agit de nier les amarres territoriales et culturelles astreignantes et affirmer un sentiment d'appartenance et une citoyenneté globales, dans ce cas précis, au travers de la poésie, de l'imagination et de l'océan Indien, comme le défendait et le pratiquait déjà Tagore dans le passé.

C'est dans ce même courant que s'insèrent les écrits d'un jeune poète tel que Sangare Okapi dans lesquels se manifestent aussi une « volonté de partir/le départ d'une volonté »<sup>19</sup> (p. 23). Avec ce poète, comme avec les autres auxquels nous avons fait référence, l'océan Indien est une réelle obsession : « la mer/ est ma/ prison/ mais tout est chanson en son sein » [“O mar/ é minha/ prisão/ mas nele tudo é canção”] (p. 22). De telle manière que « Dans la mer nos voix construisent leur temple » [“No mar nossas vozes seu templo constroem”] (p. 29).

Assumer cette identité, qui transcende la traditionnelle limitation de l'idée de la nation à un ordre territorial fixe et stable, montre qu'une perspective plus sceptique et pessimiste en relation à la globalisation, vue comme prédatrice et destructrice des cultures de la périphérie, perd ici beaucoup de sa raison d'être. A savoir, cet imaginaire identitaire qui s'assume transnational et dispersif, avec une intense vocation maritime, semble rejoindre le pragmatisme d'un John Tomlinson<sup>20</sup> pour qui la globalisation, loin de détruire l'identité culturelle, serait peut-être la force la plus significative de sa création et de sa prolifération.

Les différents exemples de la poésie mozambicaine que nous avons présentés ici montrent une appropriation de l'amplitude du monde et une déterritorialisation des localismes et des appartenances routinières fixes. Ils célèbrent d'un côté la pluralité et la diversité identitaire d'une nation comme le Mozambique et, d'un autre côté, célèbrent la dissémination des identités, la mobilité et la complexité qui caractérisent notre temps. Et, significativement, sans perdre de vue la dimension individuelle et subjective de cette même identité traduite dans le profil poétique de chacune de ces voix.

<sup>19</sup> Sangare OKAPI, (2007). *Mesmos Barcos ou Poemas de Revisitação do Corpo*. Maputo: AEMO.

<sup>20</sup> John TOMLINSON, (2003), page 270. « Globalization and Cultural Identity », in David Held (ed.) *The Global Transformations Reader*, Cambridge: Polity.

## CONCLUSION

Nous avons cherché avec cette réflexion à retracer quelques tendances inscrites dans la poésie mozambicaine qui traduisent des visions du monde qui transcendent la prévalence d'un paradigme identitaire dominé par les idéaux de la territorialité, de la nationalité et de la localité, articulés à des projets d'identités culturelles plus ou moins anachroniques et de plus en plus insoutenables.

En recouvrant le rôle et l'importance de l'océan Indien dans la constitution socio-culturelle et d'une grande partie des identités individuelles et collectives d'un pays comme le Mozambique, la poésie des auteurs dont on a discuté, qui représentent différentes générations, ne fait rien d'autre que d'instaurer un espace d'affirmation identitaire conciliée avec une vocation universaliste et transnationale, qui résulte des mouvements migratoires, réels ou imaginaires, de notre temps. Des mouvements qui n'ont pas seulement à voir avec les personnes, les biens et les technologies, mais aussi et surtout avec les langages, les idées et les imaginaires.

C'est en effet dans cette conformité que, selon la perception lucide de René Barbier<sup>21</sup>, l'art, la poésie et la littérature nous transportent vers des univers où le symbole nous suggère sans cesse un autre regard possible sur le monde, une autre relation et une autre signification, inaccessibles mais actualisés selon d'autres logiques, dans une œuvre d'art.

C'est au travers de ces regards que, choisissant la mer comme un facteur constituant de leur écriture, nous voyons exercée la liberté quasiment illimitée d'écrire, de penser, de se sentir et d'être dans le monde. Des destins privés ou collectifs se traduisent et se réinventent avec l'océan Indien comme toile de fond, thème, motivation ou facteur structurant, dans une démonstration du fait que l'identité doit toujours être vue comme étant essentiellement un processus, mais un processus inachevé.

Cela veut dire que, comme la mer, l'identité est faite non seulement de flux et de reflux, mais elle a aussi une dimension dotée d'une énorme charge transversale et des ambiguïtés où se croisent des valeurs, des références, des symboles variés, multiples, connexes, harmonieux, contradictoires, internes et externes.

Nous pouvons conclure de cela que la poésie met en scène de manière supérieure le principe selon lequel les identités culturelles, de par leur profondeur et complexité, sont beaucoup plus des choix délibérés, d'un côté, et, de l'autre, beaucoup moins une acquisition pacifique, définitive et automatique.

*Maputo, Mai 2013*



---

<sup>21</sup> René BARBIER, (2009). « Nouvelle synthèse sur l'imaginaire », *Le Journal des Chercheurs*, Jeudi 2 Avril 2009. En ligne sur : [http://www.barbier-rd.nom.fr/journal/article.php3?id\\_article=1098](http://www.barbier-rd.nom.fr/journal/article.php3?id_article=1098)

# LA CIRCULATION DES CONNAISSANCES MÉDICALES ENTRE LE MOZAMBIQUE ET L'OCÉAN INDIEN, DE LA FIN DU XVIII<sup>ème</sup> SIÈCLE AU DÉBUT DU XIX<sup>ème</sup> SIÈCLE\*

Eugénia RODRIGUES

*Chercheuse senior*

Centre d'Histoire de l'Université de Lisbonne (CH-UL)

Portugal\*\*

**Résumé :** Cet article examine, sous l'angle de la santé, les interactions entre l'Île de Mozambique et les autres ports de l'océan Indien. Des agents de soin, des malades ainsi que des thérapies (surtout des médicaments) se déplaçaient dans le contexte des réseaux commerciaux et sociaux qui reliaient le Mozambique avec un grand nombre d'autres lieux dans cet océan. Des médicaments étaient aussi exportés du Mozambique vers l'océan Indien où ils s'inséraient dans des réseaux globaux ; c'est au travers de ces échanges bilatéraux que les pratiques de soin circulaient aussi.

**Mots-clés :** Mozambique; océan Indien, hôpitaux, apothicairerie, pratique de guérison, circulation des savoirs

**Abstract:** *This article looks at the interaction between Mozambique and other ports of the Indian Ocean through the lens of health. Agents of cure and sick people as well as therapies, especially medical drugs, travelled within the social and commercial networks which connected the island to multiple places in this Ocean. Medicines were exported from Mozambique Island to the Ocean where they entered global networks; it is through these bidirectional exchange that practices of cure also circulated.*

**Keywords:** *Mozambique; Indian Ocean, hospitals, apothecary, healing practises, circulation of knowledge*

---

\* La recherche pour cet article a été financée par la FCT Portugal (Fondation pour la Science et la Technologie), dans le cadre du projet HC/0121/2009, *Medical Treatise on the Climate and Diseases in Mozambique*. Je suis très reconnaissante à Eric Morier-Genoud pour la traduction de ce texte du portugais au français. L'article original en portugais est consultable sur le site du CRESOI.

\*\* UID/HIS/04311/2013



Michael Pearson décrit l'océan Indien comme « un lieu de mouvements, de circulation, de contacts et de voyages de longues distances »<sup>1</sup>. Une littérature abondante s'est penchée sur les échanges dans cet océan, montrant une circulation intense de personnes, de biens, de techniques, d'information et d'idées<sup>2</sup>. Mais, comme le suggèrent Himanshu Ray et Edward Alpers, la recherche sur la dimension africaine de l'océan Indien reste limitée<sup>3</sup>.

Dans le but d'étendre nos connaissances des connections entre l'Afrique orientale et l'océan Indien, le présent article porte sur les interactions concernant les questions de la santé. Les échanges commerciaux et humains dans cet espace favorisaient la diffusion de maladies,<sup>4</sup> mais nous en savons encore peu sur les dynamiques des modes de soin. Dans ce cadre, notre texte analyse le mouvement des acteurs de maladie et de leur soin ainsi que des médicaments et des cures; ce qui implique également l'étude de la circulation des savoirs et des pratiques.

Comme plusieurs études l'ont montré, la circulation implique interaction et transformation dans un contexte de négociation sociale<sup>5</sup>. Dans le cadre du domaine de la santé, les circulations entre le Mozambique et l'océan Indien se déroulaient dans les deux sens, utilisant en général les routes commerciales. Et c'est au travers de ces dernières que les acteurs de la santé, les patients, les remèdes, les idées et les pratiques de soin se déplaçaient. Le présent article explore ces connections durant la période qui va de la fin du XVIII<sup>ème</sup> au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, prenant comme point de départ l'Île de Mozambique qui était la capitale de la colonie portugaise, colonie qui correspondait alors seulement à une partie du territoire du Mozambique moderne.

Ces dynamiques sont bien documentées du point de vue des institutions portugaises comme c'est le cas pour l'Hôpital Royal implanté sur l'Île de Mozambique. Mais, même dans ce cas, ce sont principalement les liens avec l'État portugais de l'Inde, et particulièrement sa capitale, Goa, qui méritent le plus grand nombre de références. Il est important de noter ici que de nombreuses relations qui unissent les peuples du territoire de l'actuel Mozambique, y compris dans le domaine de la santé, à d'autres régions de l'océan Indien sont absentes des archives coloniales. Tout d'abord parce que de nombreuses transactions se faisaient par des ports qui ne font pas partie de la colonie portugaise ou dont la présence portugaise était faible; ensuite parce que, même dans les lieux où les portugais exerçaient leur contrôle, de nombreuses transactions échappaient à la surveillance de leur administration.

Dans cet article, nous considérons l'océan Indien dans le sens suivant, en référence au concept de l'Afrique orientale défendu par Edward Alpers qui en définit l'espace comme étant « la totalité de la côte depuis la mer Rouge jusqu'au Cap de

---

<sup>1</sup> Michael PEARSON, *The Indian Ocean*, London and New York, Taylor & Francis, 2010, 63.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, Kenneth MCPHERSON, *The Indian Ocean: A History of People and the Sea*, New Delhi, Oxford University Press, 1998; Himanshu PRABHA RAY and Edward A. ALPERS (ed.), *Cross Currents and Community Networks. The History of the Indian Ocean*, Delhi, Oxford University Press, 2007; Edward A. ALPERS, *East Africa and the Indian Ocean*, Princeton, Marcus Wiener Publishers, 2009.

<sup>3</sup> RAY et ALPERS, *Cross Currents*, 1-2, 6.

<sup>4</sup> David ARNOLD, "The Indian Ocean as a Disease zone, 1500-1950", *Journal of South Asian Studies*, v. 14, n°2, 1991, 1-21; Amina A. ISSA, "Dhows and Epidemics in the Indian Ocean Ports", *Ziff Journal*, n°3, 2006, 63-69.

<sup>5</sup> Lissa ROBERTS, "Situating Science in Global History. Local exchanges and networks of circulation", *Itinerario*, v. XXXII, n°1, 2009, 9-30; Claude MARKOVITS, Jacques POUCHPADASS et Sanjay SUBRAHMANYAM (ed.), *Society and Circulation: Mobile People and Itinerant Cultures in South Asia 1750-1950*, Delhi, Permanent Black, 2003, 1-22.

Bonne Espérance, inclus les principales îles africaines »<sup>6</sup>, une perspective qui s'applique parfaitement à la période considérée ici.

Le texte se divise en quatre sections : dans une première, nous nous focalisons sur les médicaments en circulation sur l'Île de Mozambique ; dans une seconde, nous montrons comment les institutions de santé au Mozambique dépendaient des professionnels indiens ; dans une troisième partie, nous analysons les routes de l'océan Indien en relation à la fourniture de médicaments à l'Île de Mozambique ; et enfin, dans la quatrième partie, nous explorons la circulation des médicaments mozambicains.

## I) MOZAMBIQUE : LA PLURALITÉ DES MODES DE SOINS

L'Île de Mozambique a été une importante place portuaire avec de multiples points de contact dans l'océan grâce aux réseaux commerciaux par lesquels transitaient des produits et des personnes, inclus des individus transportés comme marchandises. Partie intégrante de l'empire portugais dans l'océan Indien depuis le début du XVI<sup>ème</sup> siècle, le Mozambique fit partie de l'État portugais de l'Inde jusqu'en 1752, date à laquelle il passa sous l'administration directe de Lisbonne. Les liens commerciaux et humains avec l'Inde, en particulier avec Goa, Daman et Diu, restèrent très forts malgré tout après cette date.

Tout comme les autres centres urbains de la côte, résultat de contacts séculiers entre différents peuples<sup>7</sup>, la population de l'île et du littoral voisin était alors composée de personnes d'origines diverses. Aux Macuas et Swahili, les dynamiques impériales ajoutèrent les colons portugais et des individus originaires d'autres régions de son empire, notamment de Goa et Diu et, plus tard, du Brésil<sup>8</sup>. Dans ce contexte il existait dans la région une pluralité de médecines qui étaient, de fait, tolérées par le pouvoir colonial. Dans la région de l'Île de Mozambique et de son littoral, plusieurs connaissances de soin développées par les Macuas coexistaient et interagissaient<sup>9</sup> avec celles venues de la médecine musulmane (*unani*), intégrées depuis longtemps par les communautés swahili<sup>10</sup> ; avec celles importées d'Inde par les marchands baneanes, en majorité hindous, savoirs qui constituaient déjà une synthèse de la médecine ayurvédica et *unani*<sup>11</sup> ; et avec finalement des connaissances d'origines européennes amenées par les Portugais d'Europe et les Indiens de Goa, ces derniers ayant déjà hybridé la médecine européenne avec celle de l'Inde<sup>12</sup>.

Nous connaissons encore peu de choses à propos de l'histoire de ces médecines

---

<sup>6</sup> ALPERS, *East Africa*, vii.

<sup>7</sup> A propos des sociétés côtières, voir ALPERS, *East Africa*, 167-180; Michael N. PEARSON, *Port Cities and Intruders. The Swahili Coast, India, and Portugal in the Early Modern Era*, Baltimore et Londres, Johns Hopkins University Press, 1998.

<sup>8</sup> Malyn NEWITT, *A history of Mozambique*, London, Hurst & Company, 1995.

<sup>9</sup> A propos de la médecine africaine, voir par exemple Gloria WAITE, *A history of traditional medicine and health care in pre-colonial East- Central Africa*, New York, E. Mellen Press, 1992.

<sup>10</sup> A propos de la médecine africaine de tradition swahili, voir Randall L. POUWELS, *Horn and Crescent: Cultural change and Traditional Islam on the East African Coast, 800-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 88-93; David OWUSU-ANSAH, "Prayer, Amulets, and Healing", in Nehemia LEVTZION & Randall L. POUWELS (ed.), *The History of Islam in Africa*, Athens, Ohio University Press; Oxford, James Currey; Cape Town, David Philip, 2000, 477-488.

<sup>11</sup> David ARNOLD, *Science, Technology and Medicine in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 4.

<sup>12</sup> Cristiana BASTOS, "Medical Hybridisms and Social Boundaries: Aspects of Portuguese Colonialism in Africa and in India in the Nineteenth Century", *Journal of Southern African Studies*, v. 33, n. 4, 2007, 764-782.

et de la manière dont elles interagissaient au Mozambique. Il semble qu'elles maintenaient leur autonomie et possédaient chacune leurs propres agents, mais qu'il existait aussi une certaine porosité entre elles. Vu que les médecines ayurvédica, musulmane et européenne partageaient la théorie des humeurs, elles partageaient beaucoup d'autres éléments, que ce soit en termes de conception des maladies, vues comme liées à des causes organiques ou que ce soit en terme de thérapie. Quoique le surnaturel y domine, sans être exclusif, la médecine africaine au Mozambique s'appuyait, comme les autres, sur l'utilisation médicale de produits naturels. Les colons portugais recouraient normalement à des spécialistes de soin africains, les *n'ganga*, ainsi qu'à d'autres guérisseurs, que ce soit à cause du manque chronique de médecins, chirurgiens et pharmaciens européens, ou que ce soit à cause de leur longue interaction avec les africains. Ainsi ils réussissaient à négocier avec les *n'ganga* leur pratique de soin, spécifiquement l'emploi de certains produits naturels<sup>13</sup>. Au travers de cette connaissance diffusée principalement par l'élite coloniale, le médecin-chef Luís Vicente de Simoni réussit, par exemple, à faire une liste en 1821 de l'usage africain de 23 plantes différentes<sup>14</sup>. L'appropriation des connaissances africaines sur l'usage thérapeutique de la nature était, d'ailleurs, promue par le pouvoir colonial. Si toutes les médecines laissèrent des marques dans les registres portugais, il n'y a pas de doute que la médecine la mieux documentée est celle d'origine européenne, dans ses interactions avec les autres médecines, en particulier au travers des activités de l'Hôpital Royal.

L'hôpital de l'Île de Mozambique fut créé au début du XVI<sup>ème</sup> siècle par la couronne portugaise pour servir les résidents portugais, le régiment militaire du fort et les navires qui voyageaient dans l'océan Indien. Les esclaves de la couronne portugaise y était aussi traités depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle au moins. Au long des années, plusieurs institutions dirigèrent l'hôpital jusqu'à ce qu'en 1763 il passa sous l'administration directe du gouvernement du Mozambique. Une série de réformes, inspirées par la pensée des Lumières dans le domaine de la santé<sup>15</sup>, cherchèrent alors à transformer l'hôpital d'une institution d'assistance en une institution de traitement. Ce processus fut progressif et lent, mais particulièrement marqué à partir de la décennie de 1780<sup>16</sup>. Des médecins et des chirurgiens furent alors engagés au Portugal comme dans d'autres pays européens, dans l'espoir d'améliorer les soins des malades. Cet effort se heurta à la difficulté de recrutement et à la mortalité élevée parmi ceux qui virent au Mozambique. C'est à partir de cette décennie que plusieurs règlements hospitaliers furent mis en place afin d'améliorer les conditions

<sup>13</sup> Eugénia RODRIGUES, “‘Uma celebrada negra, que se chamava Joana’. Rituais africanos e elite colonial em Quelimane no século XVIII”, *Povos e Culturas*, n°11, 2007, 231-254; Eugénia RODRIGUES, “A ciência europeia e a medicina africana de Moçambique: explorações, apropriações e exclusões, entre finais do século XVIII e meados do século XIX”, *8º Congresso Ibérico de Estudos Africanos*, Madrid, 2012. URL: [http://www.ciea8.org/ocs/index.php?conference=CIEA2012&schedConf=pan10&page=paper&op=view&path\[\]=304](http://www.ciea8.org/ocs/index.php?conference=CIEA2012&schedConf=pan10&page=paper&op=view&path[]=304)

<sup>14</sup> Luís Vicente DE SIMONI, “Tratado Medico sobre o Clima e Enfermidades de Moçambique”, 1821, Biblioteca Nacional do Rio de Janeiro, Secção de Manuscritos, cód. I-47,23,17, fls.213v-214.

<sup>15</sup> A propos de la pensée des Lumières en relation à la santé, voir Mary LINDEMANN, *Medicine and Society in Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 160-161.

<sup>16</sup> Ces efforts furent visibles après 1782 quand fut nommé le premier médecin-chef après cette réforme, l'italien Gaspar António Trivaleti, qui décéda, toutefois, durant le voyage. Lettre de Pedro Saldanha de Albuquerque au secrétaire d'état, 24/8/1782, Arquivo Histórico Ultramarino (AHU), Moçambique (Moç.), caisse (cx.) 39, document (doc.) 17. Les guerres au Portugal entre les libéraux et les absolutistes après la révolution libérale de 1820 affectèrent ces efforts de manière importante.

Plano do Hospital Militar do Estado do Maranhão

Plano Geral

Plano alto

50 paces

Les connections entre l'Hôpital Royal de l'Île de Mozambique et l'océan Indien s'inscrivaient dans les circulations qui liaient le Mozambique à cet océan, en particulier à l'État portugais de l'Inde. Des réseaux marchands et sociaux extensifs persistaient aussi de fait après la séparation des deux territoires, alimentés par les bateaux qui reliaient annuellement l'Île de Mozambique à Goa, Daman et Diu. L'augmentation du trafic d'esclaves à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle établit des relations avec d'autres points de l'océan Indien qui constituaient des nouveaux marchés pour vendre cette main-d'œuvre, notamment l'Île de France, l'île Bourbon et la cité du Cap. En même temps, les liens avec les cités swahilis de la côte et des îles, ainsi qu'avec Madagascar, se renforcèrent, par le commerce des esclaves et des denrées alimentaires nécessaires pour les nourrir<sup>18</sup>. Toutes ces voies offraient aussi des chemins pour l'échange au niveau de la santé entre le Mozambique et l'océan Indien.

<sup>17</sup> Eugénia RODRIGUES, “Moçambique e o Índico: a circulação de saberes e práticas de cura”, *Métis: História & Cultura*, n. 19, 2011, 15-42. URL: [www.ucs.br/etc/revistas/index.php/metis/article/download/1691/1083](http://www.ucs.br/etc/revistas/index.php/metis/article/download/1691/1083); Eugénia RODRIGUES et Miguel BRITO, “Colonização e polícia médica em Moçambique no final do período moderno”, in Ana Cristina ROQUE et Eugénia RODRIGUES (eds), *Actas do Congresso Internacional Saber Tropical em Moçambique: História, Memória e Ciência*. Lisbonne, IICT. CDRom. 2013.

51

## INDIEN: MEDECINS MIGRANTS ET MALADES VOYAGEURS

Les acteurs sociaux se déplaçaient dans le contexte de réseaux commerciaux denses et ils transportaient leur savoir médical au Mozambique, ou du Mozambique vers d'autres points de l'océan, dans le cadre de leurs recherches pour connaître et traiter les maladies. Les efforts de la Couronne portugaise afin de médicaliser les services de santé au Mozambique, manifestes depuis les deux dernières décennies du XVIII<sup>ème</sup> et durant la première du XIX<sup>ème</sup> siècle se traduisirent par le recrutement de professionnels en Europe. Cependant ces professionnels furent insuffisants, pour les raisons que nous avons déjà mentionnées, pour répondre aux nécessités de l'hôpital et des autres bourgades de la colonie. Dans ce contexte, la participation de personnes venant d'Inde pour les prestations de soin de santé fut particulièrement importante. Le Mozambique constituait un territoire prisé par les ressortissants de Goa, Daman et Diu qui étaient à la recherche d'opportunités de promotions sociales supérieures à celles qui existaient dans leurs pays.

Les Goanais, en particulier, occupèrent un nombre important de postes subalternes dans l'appareil bureaucratique colonial, qui étaient indispensables au bon fonctionnement de l'hôpital comme magasiniers, intendants ou secrétaires. La politique de médicalisation de la santé créa un contexte favorable au recrutement de professionnels de santé indiens au sein de la diaspora goanaise au Mozambique.

Plusieurs hôpitaux existaient à Goa, parmi lesquels l'Hôpital Royal, où était dispensée une certaine formation à la médecine européenne au travers de l'expérience du traitement de maladies, encore que tout indique que, fréquemment, l'institution fut aux mains des Goanais eux-mêmes<sup>19</sup>. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, un enseignement théorique fut introduit par le biais d'un « Cours de Médecine et Chirurgie » créé par le médecin-chef António Miranda e Almeida en 1801. Suspendu en 1815, quand le médecin retourna au Portugal, ce cours reprit en 1821 pour une brève période, enseigné par un autre médecin, le docteur António Lima Leitão, qui avait une expérience identique au Mozambique. Les professionnels formés à Goa, que ce soit ceux qui détenaient seulement une expérience pratique ou ceux qui avaient suivi une formation théorique, recevaient un certificat du gouverneur ou du vice-roi d'Inde pour pratiquer leur profession. Ce type d'autorisation pouvait aussi s'obtenir au Mozambique pour ce qui est des individus avec une certaine pratique de soin à l'hôpital ou ailleurs (ces derniers recevaient une licence de la part du gouverneur)<sup>20</sup>.

La position du pouvoir colonial en relation au rôle de ce personnel de santé ne fut pas monolithique. Au Mozambique, ce dernier travaillait comme médecins, chirurgiens, saigneurs, infirmiers et pharmaciens. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, le gouverneur informa qu'il y avait à l'Île de Mozambique un nombre significatif de « Goanais avec une certaine pratique de guérir » au sujet desquels il exprima un avis négatif<sup>21</sup>. Toutefois, la Couronne portugaise ayant des difficultés à recruter des médecins pour cette colonie africaine, vit en ces individus une solution au problème persistant du manque de personnel. Durant la décennie de 1810, par exemple, le pouvoir

---

<sup>19</sup> Cristiana BASTOS, "Hospitais e sociedade colonial. Esplendor, ruína, memória e mudança em Goa", *Ler História*, n. 58, 2010, 61-79.

<sup>20</sup> RODRIGUES, "Moçambique e o Índico".

<sup>21</sup> Correspondance de Marcos Caetano de Abreu e Meneses au secrétaire du gouvernement, 2/11/1815, AHU, Moç., cx. 149, doc. 61.

donna des ordres pour utiliser les médecins goanais présents au Mozambique, perçus par la cour comme étant très spécialisés, pour satisfaire aux besoins de la colonie<sup>22</sup>.

Cette position fut répétée en 1832 face aux lamentations du gouverneur quant au manque de physiciens<sup>23</sup>. L'engagement de ces médecins deviendra plus systématique après l'instauration en 1842 de l'École Médico-chirurgicale de Goa. Selon Cristiana Bastos, une des fonctions de cette école était la formation de médecins pour l'empire, nommément pour l'Afrique Orientale<sup>24</sup>. Vu que ces Goanais avaient des noms chrétiens, il est parfois difficile de les distinguer des Portugais qui travaillaient au Mozambique. Il n'en reste pas moins qu'il existe des références à leur activité et qu'il est possible d'identifier certains d'entre eux. Certains avaient un travail à l'Hôpital Royal, dans les compagnies du régiment militaire, ou dans les villages de la colonie. D'autres, plus difficiles à reconnaître, offraient leurs services à titre privé aux résidents ou aux bateaux de trafiquants d'esclaves<sup>25</sup>. Luís António da Silveira était l'un de ces médecins qui passa d'une fonction à l'hôpital au service privé. Il s'installa à l'Île de Mozambique à une date incertaine après avoir fait ses études à Goa et avoir travaillé comme médecin-chef à Diu. Il fut nommé médecin-chef intérim en 1818 après avoir rendu « l'opinion publique favorable à sa personne »<sup>26</sup>. Après avoir abandonné ce poste, il resta à l'Île où il exerça une activité privée.

Ces médecins transportaient en Afrique leur pratique de soin. Les recherches faites à propos de l'hôpital et l'école de médecine de Goa ont montré comment, la majeure partie du temps, ces organisations dépendaient d'agences locales. L'hybridité entre la médecine européenne et les médecines d'Inde caractérisait la pratique dans ces institutions<sup>27</sup>. Les recherches sur les modes de soin en cours à l'Hôpital de Goa révèlent une appropriation par la médecine européenne des médicaments locaux et des savoirs associés à leur usage. Comme l'a montré Timothy Walker : « les institutions étatiques de santé à Goa, Daman et Diu étaient le produit d'une culture hybride Indo-portugaise »<sup>28</sup>. Ainsi, ce sont des savoirs hybrides entre la médecine indienne et européenne qui circulèrent au Mozambique avec les guérisseurs venus de l'autre côté de l'océan Indien. On peut interpréter dans ce sens par exemple la position du gouverneur du Mozambique quand il se plaignait que les Goanais « font, honteusement, très peu de progrès dans la médecine »<sup>29</sup>. On sait encore peu de choses sur l'interaction des médecines et pratiques de soin qui circulaient au Mozambique, en particulier en relation aux médecines et pratiques africaines, et peu de choses aussi sur

---

<sup>22</sup> Correspondance de Marcos Caetano de Abreu e Meneses au secrétaire du gouvernement, 2/11/1815, AHU, Moç., cx. 149, doc. 61; du secrétaire du gouvernement à José Francisco de Paula Cavalcante e Albuquerque, 2/7/1818, AHU, Moç., cx. 158, doc. 65.

<sup>23</sup> Consultation du Conseil de l'Outre-mer, 1/2/1832, in Francisco SANTANA (ed.), *Documentação Avulsa Moçambicana do Arquivo Histórico Ultramarino*, Lisbonne, CEHU, 1967, v. II, 1003-1004; du secrétaire d'état au gouvernement intérim, 16/4/1832, in SANTANA, *Documentação*, 1974, v. III, 733.

<sup>24</sup> Cristiana BASTOS, "Um centro Subalterno? A Escola Médica de Goa e o Império", in Cristiana BASTOS, Miguel VALE DE ALMEIDA et Bela FIELDMAN-BIANCO (coord.), *Trânsitos coloniais: diálogos críticos luso brasileiros*, Lisbon, ICS, 2002, 133-150.

<sup>25</sup> Eugénia RODRIGUES, "O Real Hospital de Moçambique e as suas conexões goesas: homens, saberes e produtos", in Artur Teodoro DE MATOS et João Manuel TELES DA CUNHA (eds), *Goa: Passado e Presente*, Lisbon, CEPCEP/CHAM, 2013, 519-542.

<sup>26</sup> Gouvernement intérim au secrétaire d'état, 13/1/1819, AHU, Moç., cx. 161, doc. 19.

<sup>27</sup> BASTOS, "Medical Hybridisms".

<sup>28</sup> Timothy WALKER, "Evidence of the use of ayurvedic medicine in the medical institutions of Portuguese India", in Ana SALEMA (ed.), *Ayurveda at the Crossroads of Care and Cure*, Lisbonne, CHAM, 2002, 82.

<sup>29</sup> Marcos Caetano de Abreu e Meneses au secrétaire du gouvernement, 2/11/1815, AHU, Moç., cx. 149, doc. 61.

la manière dont ceux qui retournaient à Goa y ramenèrent des savoirs acquis en Afrique. Toutefois, tout indique que, comme les Européens, ils furent des agents de circulation des savoirs africains, par exemple pour l'adoption par la médecine indienne de certains médicaments africains, comme on le verra ci-dessous.

La mobilité géographique n'était pas le seul fait de ceux qui vivaient de la médecine. Elle était le propre aussi des malades qui parfois empruntaient la même route que le trafic des esclaves. C'est le cas par exemple en 1807 d'Eugénio Cabral da Cunha Godolfim qui demanda une autorisation au Gouverneur pour voyager avec son oncle, André Avelino de Sousa, à l'Île de France pour s'y faire soigner<sup>30</sup>. Pour ce qui concerne la ville du Cap, c'étaient les voies du commerce de l'esclavage qui définissaient les chemins de la cure. Les résidents de l'île de Mozambique se dirigeaient vers cette ville à la recherche des chirurgiens réputés de l'East India Company. Sous prétexte de manque de « médicament et professeurs habiles » au Mozambique, Luís Correia Monteiro de Matos fut un de ces individus, qui obtint en 1803 une licence pour aller se faire traiter dans cette ville<sup>31</sup>. Goa et d'autres ports indiens constituaient aussi des destinations recherchées par ces voyageurs. C'est ainsi qu'en 1800 Dona Maria Severina de Sá demanda une permission au gouverneur pour voyager jusqu'à un de ces ports d'Asie sur un bateau de son mari, le trafiquant d'esclaves goanais Joaquim do Rosário Monteiro, résident à l'Île de Mozambique<sup>32</sup>. C'est pour des motifs similaires qu'en 1828 le capitaine de navire José Caetano Malho demanda une autorisation pour aller à Goa<sup>33</sup>, comme le fit l'année suivante le marinier Francisco José et le chirurgien José António de Almeida<sup>34</sup>. Ce type de tourisme médical avant l'heure reflétait la fragilité des soins dispensés par les institutions coloniales au Mozambique, fragilité qui amenait les malades à rechercher des services en d'autres points de l'océan Indien.

La circulation des personnes dans l'océan Indien pour des raisons de santé (celles qui offraient des soins, mais aussi celles qui les recevaient) étaient imbriquées dans les mailles commerciales. Les spécialistes et les malades transportaient avec eux des expériences d'un point à l'autre de l'océan et ils faisaient circuler des nouvelles idées sur les maladies et les moyens de les soigner.

### III) APOTHICAIRES DU MOZAMBIQUE ET ROUTES DE L'OCÉAN INDIEN

Les interactions entre les pratiques de santé du Mozambique et celles des autres marges de l'océan Indien s'opéraient aussi par la voie de la circulation des médicaments. On retrouve parmi les drogues médicales qui arrivaient au Mozambique des spécimens d'Asie, que ce soit au travers de la progressive intégration dans la pharmacopée européenne ou que ce soit par voie directe par l'interaction avec les ports de l'océan Indien qui étaient, eux aussi, fournisseurs de médicaments pour l'Europe.

La pharmacie de l'hôpital du Mozambique, et au travers de ce dernier les habitants de la colonie en entier, devaient être fournis par Lisbonne au travers des

<sup>30</sup> Demande de Eugénio Cabral da Cunha Godolfim, avant le 7/11/1807, AHU, Moç., cx. 121, doc. 80.

<sup>31</sup> Demande de Luís Correia Monteiro de Matos, avant le 26/7/1804, AHU, Moç., cx. 106, doc. 94.

<sup>32</sup> José CAPELA, *Dicionário de negreiros em Moçambique, 1750-1897*, Porto, CEAUP, 2007, 26. URL: <http://www.africanos.eu/ceaup/uploads/EB004.pdf>.

<sup>33</sup> CAPELA, *Dicionário*, 142.

<sup>34</sup> Demande de Francisco José, 9/9/1829, in SANTANA, *Documentação*, v. I, 1166; demande de José António de Almeida avant 22/8/1829, in SANTANA, *Documentação*, v. I, 1172.

navires qui voyageaient annuellement vers l'Inde. Toutefois, au vu des irrégularités avec lesquelles ces embarcations accostaient l'île à cette époque, les approvisionnements allaient souvent directement à Goa d'où ils étaient renvoyés au Mozambique avec d'autres médicaments obtenus en Inde<sup>35</sup>.

Les envois de Lisbonne comprenaient, entre autres, des médicaments d'Asie dont l'incorporation dans la médecine européenne, en certains cas plus vieille, s'était faite progressivement depuis le début de l'expansion européenne<sup>36</sup>.

Dans le contexte des Lumières, l'intérêt des Européens pour l'exploration des produits naturels avait augmenté au plan mondial, et donc aussi en relation à l'Asie. Ainsi, les remèdes indiens intégraient de plus en plus les pharmacopées européennes<sup>37</sup>. Les études menées à bien sur les pharmacopées portugaises au XVIII<sup>ème</sup> siècle révèlent une appropriation des médicaments asiatiques. La première pharmacopée officielle portugaise, la *Pharmacopeia Geral* (1794), contenait ainsi 17,9% de produits venant d'Asie et d'Afrique<sup>38</sup>.

Cependant tout indique que les remèdes indiens avaient acquis une importance supérieure dans les pratiques thérapeutiques. Dans la pharmacie du Collège de Santo Antão à Lisbonne, les jésuites, grands agents de la circulation globale des remèdes, incluaient dans leurs prescriptions des produits d'origine végétale venant d'Inde. Parmi ces médicaments, dont certains servaient aussi d'aliment, on trouve entre autres les aloès, le benjoin, le tamarin, la rhubarbe, l'ase fétide, l'ambre gris, les pierres de fiel (bézoard), la cannelle, le clou de girofle, le poivre et la zédoaire<sup>39</sup>. Ce type de remèdes indiens se trouvait aussi dans la pharmacie du Mozambique<sup>40</sup>. Certains médicaments d'Inde voyageaient ainsi au Mozambique par l'intermédiaire des fournisseurs d'Europe. Et à l'image de ces expéditions, la pharmacie et les résidents du Mozambique acquéraient des remèdes sur l'île, qu'ils soient d'Afrique où qu'ils viennent d'autres lieux de l'océan Indien<sup>41</sup>.

Ce système d'approvisionnement résultait en un manque récurrent de médicaments dans la pharmacopée européenne, et dans la mise à disposition de médicaments en mauvais état ou considérés inadéquats pour le traitement des maladies qui existaient au Mozambique. Dès lors, des voix critiques s'élevèrent pour prôner l'acquisition de remèdes dans les marchés plus proches de l'océan Indien. En 1792, le Conseil de l'Outre-mer<sup>42</sup>, à Lisbonne, reconnut cette situation précaire, et il demanda au gouverneur général des solutions à ces problèmes. Le gouverneur, D. Diogo de Sousa, qui avait un intérêt marqué pour les sujets scientifiques, proposa en 1794 un

---

<sup>35</sup> RODRIGUES, "Moçambique e o Índico".

<sup>36</sup> Voir, par exemple, Serge GRUZINSKI, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris, Éditions de La Martinière, 2004, 201-206.

<sup>37</sup> LINDEMANN, *Medicine and Society*, 216; Londa SHIEBINGER, *Plants and empire: colonial bioprospecting in the Atlantic World*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2007,

<sup>38</sup> João RUI PITA, *Farmácia, Medicina e Saúde Pública em Portugal (1772-1836)*, Coimbra, Minerva, 1996, 176-182, 222.

<sup>39</sup> Timothy WALKER, "Remedies from the Carreira da Índia: Asian Influences on Portuguese Medicine during de Age of Enlightenment", *Portuguese Studies Review*, v. 9, n. 1-2, 2001, 170-177.

<sup>40</sup> "Livro primeiro da receita e despesa do administrador da botica do Real Hospital Luis Xavier do Rozario dezde 1º de Julho de 1800 te o fim de Junho de 1801", Arquivo Histórico de Moçambique, Fundo do século XIX, cód. 11-1728.

<sup>41</sup> RODRIGUES, "Moçambique e o Índico".

<sup>42</sup> Le Conseil d'Outre-Mer était un organisme de conseil pour le roi qui donnait son avis sur les affaires relatives à l'empire.



plan de réforme basé sur des considérations tant thérapeutiques qu'économiques. Le gouverneur proposa qu'au lieu d'être envoyés de Lisbonne, les médicaments soient acquis par le gouvernement du Mozambique dans l'océan Indien directement (que ce soient des médicaments simples venant de divers continents ou des médicaments plus complexes composés de la pharmacopée européenne). Il souligna que les plantes indigènes du Portugal existaient aussi au Mozambique et en Asie et, plus encore, que beaucoup des drogues utilisées en Europe venaient des Indes Orientales. Il argumenta ensuite que les médicaments faits par les Européens étaient en général absurdes et arrivaient dans l'océan Indien gâtés. Et il dénonça que ces médicaments étaient « choisis sans la nécessaire sélection faite grâce aux connaissances pratiques des maladies endémiques de ces climats », alors que manquaient au Mozambique les remèdes nécessaires. Ces accusations s'articulaient à l'idée qu'au vu des particularités du milieu mozambicain, les maladies y prenaient des caractéristiques propres, ou elles devenaient même spécifiques à la région, une perspective qui était aussi celle des médecins britanniques en Inde<sup>43</sup>.

En somme, l'acquisition de médicaments dans l'océan Indien constituait un gain pour la santé des malades. Le gouverneur avançait, encore, des motifs économiques, analogues à ceux qui étaient évoqués par les gouverneurs coloniaux en Inde. Utilisant une table de comparaison des prix des médicaments offerts par Lisbonne en 1763, et les comparant à ceux négociés dernièrement à l'Île de France, il montra que les mêmes concoctions européennes étaient meilleures marché dans l'océan Indien. Il argumenta du coup en faveur d'une acquisition des remèdes à Goa, Bombay, Surate et à l'Île de France. D. Diogo de Sousa mit en œuvre ce plan immédiatement<sup>44</sup>, et il fut applaudi à Lisbonne<sup>45</sup>.

Ce modèle d'approvisionnement, aligné sur les exigences financières du gouvernement colonial et ajusté à la perspective des Lumières en relation à la médecine et la pharmacie, institutionnalisa les réseaux existants d'approvisionnement dans l'océan Indien pour compenser l'incapacité de la Couronne portugaise à assurer les flux nécessaires pour fournir des drogues médicales. Il n'est pas clair si l'envoi de médicaments de Lisbonne cessa complètement, car durant les premières années du XIX<sup>ème</sup> siècle la pharmacie fut administrée par la Santa Casa da Misericórdia<sup>46</sup> et la documentation sur son activité à cette époque est rare. Le plus probable est que les flux de médicaments se soient élargis, connectés maintenant au commerce trans-océan Indien. De fait, on note parmi les dépenses du gouvernement du Mozambique des achats de médicaments<sup>47</sup>.

Quand la Couronne portugaise s'installa au Brésil de 1808 à 1821<sup>48</sup>, les envois de médicaments, faits jusque-là depuis Lisbonne le furent depuis Rio de Janeiro. Dans la liste des médicaments qui arrivèrent à l'Île de Mozambique, on continue de trouver des drogues asiatiques, comme la rhubarbe, la gomme de lanstique, le salsepareille,

<sup>43</sup> Mark HARRISON, *Public Health in British India. Anglo-Indian Preventive Medicine 1859-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 36-37.

<sup>44</sup> D. Diogo de Sousa à la reine, 6/8/1794, AHU, Moç., cx. 68, doc. 60.

<sup>45</sup> Francisco Tavares à la reine, 1/2/1796; disposition du Conseil d'Outre-Mer, 8/10/1795, AHU, Moç., cx. 77, doc. 58.

<sup>46</sup> La Santa Casa da Misericórdia (Sainte Maison de la Misericorde) est une institution de bienfaisance sous la protection de la couronne portugaise transposée pour l'empire.

<sup>47</sup> Budget du Trésor Royal, 1803, AHU, Moç., cx. 107, doc. 102; Budget du Trésor Royal, 1807, AHU, Moç., cx. 125, doc. 20.

<sup>48</sup> La couronne portugaise se transféra à Rio de Janeiro suite à l'invasion du Portugal par les armées de Napoléon.

l'opium et même certains produits qui existaient au Mozambique comme le tamarin ou la manne<sup>49</sup>. Néanmoins, comme avec les anciens réseaux, les drogues furent envoyées du Brésil en état adultéré<sup>50</sup>, ou sans être approuvées pour les maladies prévalentes en Afrique orientale. En 1815, par exemple, les remèdes ne correspondirent pas à la demande faite par le médecin-chef du Mozambique. Le gouverneur protesta contre cet envoi, dénonçant le manque « de beaucoup d'articles ici mentionnés, et renvoyant certains articles entièrement superflus, comme la manne, le séné et d'autres plantes médicinales qui abondent dans ce territoire »<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup> António de Melo Castro e Mendonça au secrétaire d'état, 3/12/1809, AHU., Moç., cx. 130, doc. 23; "Relação dos objectos de Medicamentos que se remettem para fornecimento do Hospital Real de Mossambique", 6/6/1810, AHU, cód. 1383, fl.181-181v; "Relação dos objectos de medicina que se remettem pela Nau de Viagem Europa para fornecimento do Hospital Real de Mossambique", 6/6/1811, AHU, cód. 1385, fls.111-112; "Relação das drogas, que por ordem da Secretaria de Estado dos Negocios da Marinha aviou Francisco Jozé Gonçalves para supprimento da Botica do Hospital de Moçambique", 20/7/1819, AHU, cód. 1391, fls.150-151.

<sup>50</sup> Luís Vicente de Simoni à João da Costa de Brito Sanches, 14/11/1820, AHU, Moç., cx. 174, doc. 25.

<sup>51</sup> Marcos Caetano de Abreu Meneses à António de Araújo de Azevedo, 3/11/1815, AHU, Moç., cx. 149, doc. 69.



**Illustration n°2. Église de Nossa Senhora da Saúde, sur la place de la Santé ou de Saint João, où se situe également l'hôpital. Il y a un cimetière à côté de l'église où étaient enterrés les morts de l'hôpital. (Photo d'Augusto Nascimento, 2007)**

Dans ce contexte, le pharmacien de l'hôpital, tout comme les résidents de l'Île, continuèrent à acquérir des médicaments sur le marché local. Ainsi, en 1817 par exemple le gouverneur passa une commande au magasinier pour qu'il achète une épah de marcela (*Achyrocline satureioides*) pour la pharmacie de l'hôpital<sup>52</sup>. Trois années plus tard, dans le contexte d'un processus judiciaire, une accusation surgit comme quoi le médecin-chef Antônio José Lima Leitão avait fait des bénéfices illicites avec la pharmacie dont il était aussi le directeur. Le greffier de la pharmacie établit, dans sa

---

<sup>52</sup> Ordre au gardien des Entrepôts Royaux, 3/10/1817, AHU, cód. 1382, fl.217v.

déposition, que le médecin achetait des remèdes à l'île pour fournir la pharmacie<sup>53</sup>. Le médecin chef, Luís Vicente de Simoni, expliqua que c'étaient les manques de la pharmacie de l'hôpital qui amenaient les résidents à importer leurs médicaments<sup>54</sup>. A la fin de la décennie, le gouverneur se plaignit encore des dépenses excessives l'année précédente pour l'acquisition de médicaments, pour un montant 4 213 000 reis, sans compter ceux qui avaient été envoyés de Lisbonne<sup>55</sup>. De fait, il existait un vrai marché des médicaments sur l'Île de Mozambique qui était alimenté, en plus des remèdes natifs, par des importations. C'est ce que raconte en 1821 Luís Vicente de Simoni qui souligne que les médicaments disponibles au Mozambique étaient « d'origine indienne, pour d'autres américaine, et d'autres européenne »<sup>56</sup>.

#### IV) DU MOZAMBIQUE A L'OCEAN INDIEN : MÉDICAMENTS ET CHEMINS DE LA GLOBALISATION

Si les pratiques de soin au Mozambique dépendaient fréquemment des remèdes reçus d'autres ports de l'océan Indien, ces derniers constituaient de plus en plus un marché pour les produits de la médecine mozambicaine. L'Île de Mozambique exportait vers l'Inde des remèdes récoltés par les Africains sur le continent et même des remèdes produits sur d'autres îles de l'océan Indien comme par exemple le clou de girofle de l'Île de Bourbon<sup>57</sup>.

Parmi ces produits, on trouve des remèdes dont l'utilisation thérapeutique fait partie de la pharmacopée africaine et dans lesquels les agents de la médecine européenne identifiaient des similarités avec les médicaments qu'ils utilisaient eux-mêmes. D'autres produits leur étaient complètement inconnus. Il est nécessaire toutefois de souligner que même les médicaments déjà connus pouvaient avoir des applications médicinales nouvelles à partir des usages africains. Il est probable que d'autres plantes quittèrent le Mozambique avec les équipages et les passagers des navires qui fréquentaient le port, mais les registres ne prenaient en compte que les éléments ayant une valeur commerciale. L'ambre gris et la manne étaient des produits traditionnellement envoyés vers l'Inde. La médecine européenne et du monde musulman utilisait l'ambre depuis longtemps afin, entre autres, d'aider les problèmes digestifs<sup>58</sup>. L'ambre gris, une substance produite par les intestins des baleines était très commun dans l'océan Indien, constituant un article important du commerce musulman. A la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'Île de Mozambique exportait annuellement près de 3 arobases d'ambre vers l'Inde<sup>59</sup>. La manne, une substance sucrée extraite du tronc de l'arbre du même nom (*fraxinus* spp.), existait principalement aux îles de Cabo Delgado où il était récolté en « grandes proportions »<sup>60</sup>. De nombreuses sources portugaises font

<sup>53</sup> “Auto sumário de António José de Lima Leitão”, 24/11/1819, AHU, Moç., cx. 167, doc. 88.

<sup>54</sup> Luís Vicente de Simoni à João da Costa de Brito Sanches, 14/11/1820, AHU, Moç., cx. 174, doc. 25.

<sup>55</sup> Paulo José Miguel de Brito au secrétaire d'état, 26/11/1829, in SANTANA, *Documentação*, v. I, 757-758.

<sup>56</sup> Luís Vicente de Simoni, “Tratado Medico”, fl.232v.

<sup>57</sup> “Mappa do marfim e mais generos que se despacharão nesta alfandega”, 8/1809, AHU, cód. 1381, fl.4v.

<sup>58</sup> Efraim LEV et Zohar AMAR, *Practical Materia Medica of the Medieval Eastern Mediterranean According to the Cairo Genizah*, Leiden, Brill, 2008, 331-333.

<sup>59</sup> Anonyme, “Memórias da Costa d'África Oriental e algumas reflexões uteis para estabelecer melhor, e fazer mais florente o seu comércio” (1762), in António Alberto BANHA DE ANDRADE (ed.), *Relações de Moçambique Setecentista*, Lisbon, AGU, 1955, 216; “Relação dos géneros e mais efeitos do comercio que se extrahem do Porto de Mossambique, Ilhas de Quirimba, Sofala, Quilimane, Inhambane, e Rios de Sena”, 1779, Arquivo Nacional da Torre do Tombo (ANTT), Ministério do Reino (MR), maço 602.

<sup>60</sup> Jerónimo José NOGUEIRA DE ANDRADE, “Descripção do estado em que ficavão os negócios da capitania de Mossambique nos fins de Novembro de 1789”, *Arquivo das Colonias*, 1917, v. 1, n. 3, 126; voir aussi

référence à l'usage local intense du manne comme purgatif ainsi que de son exportation vers « toute l'Inde » où il se vendait à un « bon prix »<sup>61</sup>. Les deux drogues étaient très recherchées aussi par les marchands français qui venaient faire escale dans les îles de l'archipel des Quirimbas. Probablement à cause de cette forte demande, le prix de la manne mozambicaine était plus élevée que celui du manne importé de Calabre, alors même que les médecins européens au Mozambique le considéraient comme étant d'une efficacité inférieure.

A ces produits exportés s'ajoutaient d'autres produits à la fin du XVIII<sup>ème</sup>/début du XIX<sup>ème</sup> siècle. En 1809, le médecin-chef considérait que les remèdes les plus populaires, outre l'ambre et le manne, étaient le tamarin, l'abútua et le calumba<sup>62</sup>. Les guides marchands utilisés par les Européens pour orienter leurs profits en Orient listaient comme biens de grand intérêt l'ambre, le manne et le calumba<sup>63</sup>.

Le tamarin, fruit du tamarinier (*Tamarindus indica*, Lin.), qui avait une place importante dans les médecines d'Inde, comme laxatif, digestif et fébrifuge, avait aussi été intégré dans la pharmacie européenne<sup>64</sup>. Au Mozambique, la plante se retrouvait parmi les plantes les plus utilisées. Étant donné que le tamarinier, d'origine africaine, s'implanta bien dans d'autres territoires de l'océan Indien, son exportation n'était pas notoire. Toutefois, les fruits du tamarinier étaient, au minimum, offerts au navire qui faisaient escale à l'Île de Mozambique, comme ce fut le cas en 1809, quand la galère *Aurora* fut chargée d'une arobase de ce produit pour sa pharmacie<sup>65</sup>. L'abútua<sup>66</sup> était une des plantes médicinales les plus diffusées d'Afrique orientale, sa racine étant prescrite comme anti-inflammatoire et cicatrisant. La variété brune était courante. Celle de couleur blanche, originaire de Butua, territoire du chef *changamira* au sud du fleuve Zambèze, était très réputée<sup>67</sup>. Au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, elle était vendue par les Portugais à Sena « aux pharmaciens du monde entier »<sup>68</sup>, quoique l'on ne sache pas grand chose de ce commerce autrement.

Durant la période considérée, toutefois, le calumba (*Jateorhiza palmata*, Miers) ou columbo, une plante native de la région du Mozambique, était la drogue médicinale qui avait le plus pénétré les réseaux commerciaux trans-océan Indien, ce qui permettait sa circulation globale. Cette racine était partie intégrante de la pharmacie africaine et ses usages avaient été adoptés par l'élite coloniale, étant même décrite dans des mémoires contemporains<sup>69</sup>. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la fonction du calumba était

---

“Relação dos gêneros e mais efeitos”.

<sup>61</sup> Anonyme, “Memórias da Costa d'África”, 214-216; Francisco de Melo e Castro au secrétaire d'état, 20/11/1753; António José de Melo “Proposta sobre o estabelecimento do negocio de Mossambique”, s.d., [1753], ANTT, MR, maço 603; José Joaquim de Sequeira Magalhães Lanções au Vicomte de Vila Nova de Cerveira, 5/8/1779; “Relação dos gêneros e mais efeitos do comercio que se extrahem do porto de Mossambique, Ilhas de Querimba, Sofala, Quilimane, Inhambane, e Rios de Sena”, s.d. 1779, ANTT, MR, maço. 602.

<sup>62</sup> José de Melo à António de Melo e Castro e Mendonça, 28/12/1809, AHU, Moç., cx. 130, doc. 22; Luís Vicente de Simoni à João da Costa de Brito Sanches, 14/11/1820, AHU, Moç., cx. 174, doc. 25..

<sup>63</sup> “Diferentes Candies, que há na Costa de Malabar, Coromandel, e Madrastra”, s.d., AHU, Índia, cx. 84.

<sup>64</sup> WALKER, “Evidence of the use”, 92-93.

<sup>65</sup> Ordre donné par le gouverneur-général au pharmacien-chef, 24/12/1809, AHU, cód. 1382, fl.22-22v.

<sup>66</sup> Abútua est la désignation de plusieurs plantes du genre *abuta*, la plus connue étant le type vigne-paireire, *Cissampelos pareira*, Lin.

<sup>67</sup> Francisco de Melo e Castro au secrétaire du gouvernement, 20/11/1753; António José de Melo, “Proposta sobre o estabelecimento do negocio de Mossambique”, s.d., [1753], ANTT, MR, maço 603; António de Melo e Castro, “Relação de varias Raizes, e algumas couzas medicinaes”, 14/6/1785, AHU, Moç., cx. 49, doc. 59.

<sup>68</sup> Rapport de Frère Rolim de Santa Rita, c. 1750, AHU, Moç., cx. 6, doc. 30.

<sup>69</sup> António Pinto de Miranda, “Memória sobre a Costa de África”, (1766), in ANDRADE, *Relações de*

fermement établie dans les pratiques médicales européennes au Mozambique. Elle faisait partie de l'inventaire de la pharmacie de l'hôpital,<sup>70</sup> et était communément fournie aux pharmacies des embarcations qui s'arrêtaient au Mozambique<sup>71</sup>.

La plante était connue depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle au Portugal<sup>72</sup> comme dans le reste de l'Europe. Cependant, elle fut incorporée dans les matières médicinales seulement après que, en 1773, Thomas Percival (1740-1804) l'ait recommandée comme puissant anti-vomissement<sup>73</sup>. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la demande de calumba augmenta significativement dans l'océan Indien. Le gouverneur de Mozambique l'inscrivit parmi les marchandises les plus importantes avec l'or, l'ivoire, les cornes de rhinocéros, les tortues, le cauri et les esclaves<sup>74</sup>. Les marchands de l'île envoyaient leurs agents parcourir le littoral, dans de petites embarcations, pour acheter le calumba aux Macuas. Divers passeports concédés à ces négociants montrent l'importance de ce commerce qui, localement, était associés à celui des vivres. Par exemple, Pedro da Costa Xavier, demanda en 1801 un passeport pour envoyer son agent baneane, Magagi Samogi, acheter du calumba sur les terres de Motomonho, une chefferie située dans la baie de Mocambo, au sud de l'Île de Mozambique<sup>75</sup>.

La racine était exportée vers les territoires portugais d'Inde où elle trouvait un marché important dans les ports de l'East India Company comme Bombay d'où elle était réexportée vers l'Europe. Une liste des embarcations des résidents du Mozambique en activité en 1801 montre un total de 14 navires. Quatre avaient comme seule cargaison le calumba destiné à différents ports : le navire *Bela Africana*, de 350 tonnes, qui appartenait à Domingos José Leite & C. leva l'ancre pour Daman et Diu ; le bergantin *Bom Sucesso*, de 150 tonnes, propriété de Rafi Bai et Rasul Bai, sortit pour Daman et Bombay ; le *Feliz Aurora*, un pal de 200 tonnes, appartenant à Subachande Sauchande & C., se dirigea à Daman et Bombay ; et le dernier, la goélette *Emboscada* de 150 tonnes, du gouvernement du Mozambique, était affrétée pour faire le transport de calumba vers Bombay. En plus de ces navires, trois ou quatre autres allaient annuellement de Diu, Daman et Goa au Mozambique, et quelques autres venaient d'autres port et fréquentaient occasionnellement l'Île, transportaient du calumba<sup>76</sup>.

Cette expansion du commerce du calumba était liée à sa projection globale comme moyen thérapeutique, auxquels contribuaient significativement les réseaux commerciaux et scientifiques qui liaient le Mozambique, l'Île de France et différents ports de l'océan Indien. Cette histoire illustre parfaitement l'importance des circulations dans l'océan Indien et la manière dont l'océan se connectait au travers de

---

*Moçambique*, 235; João Baptista de Montauray, "Moçambique, Ilhas Querimbas, Rios de Sena, Villa de Tete, Villa de Zumbo, Manica, Villa de Luabo, Inhambane" (c. 1778), in ANDRADE, *Relações de Moçambique*, 360; António Manuel de Melo e Castro, "Relação de varias Raizes, e algumas couzas medicinaes", 14/6/1785, AHU, Moç., cx. 49, doc. 59.

<sup>70</sup> Inventaire de la pharmacie, 17/6/1817, AHU, Moç., cx. 153, doc. 91.

<sup>71</sup> Rapport sur la médication nécessaire pour le brick Senhora dos Milagres, 10/4/1809, AHU, Moç. cx. 126, doc. 65; Rapport sur la médication nécessaire pour la gallère Aurora, 24/12/1809, AHU, cód. 1382, fl.22v.

<sup>72</sup> Conde DE FICALHO, *Plantas úteis da África Portuguesa*, Lisbon, AGU, 1947, 80-81.

<sup>73</sup> John Uri LLOYD, *Jateorhiza Calumba*, Chicago, 1898, 3.

<sup>74</sup> Francisco Carvalho e Meneses da Costa au secrétaire d'état, 11/1/1802, AHU, Moç., cx. 92, doc. 27.

<sup>75</sup> Passeport de Pedro da Costa Xavier, 18/03/1801, AHU, Moç., cx. 87, doc. 45; voir d'autres passeports aux AHU, Moç., cx. 87; cód. 1356, 1329 et 1355.

<sup>76</sup> "Relação das Embarcações de Gavia, que actualmente pertencem aos Negociantes de Mossambique", 21/08/1801, ANTT, MR, maço 499; "Mappa do marfim e mais generos que se despacharão nesta alfandega", 8/1809, AHU, cód. 1381, fl.4v.

ces réseaux à d'autres points du monde.

Jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, le calumba (ou columbo) était référencé comme étant une plante de Ceylan à cause de la proximité phonétique de son nom avec la cité de Colombo, ou alors comme étant une plante d'Inde parce que les Portugais la transportaient de là-bas, soi-disant pour camoufler son origine mozambicaine. En vérité, c'était parce que, en raison du régime des courants et des moussons dans l'océan Indien, les navires qui faisaient le trajet entre Lisbonne et Goa ne s'arrêtaient à l'Île de Mozambique qu'à l'aller. Le calumba était embarqué à ce moment, donnant l'impression que les portugais voulaient cacher son origine<sup>77</sup>. On peut ajouter à cela le fait que durant longtemps les Européens n'avaient de contact qu'avec des espèces mâles de la plante qui, conformément, à la science linnéenne, ne permettait pas sa classification botanique.

Ainsi on trouve, parmi les plantes recueillies durant la décennie 1770 par le médecin naturaliste français Philibert Commerson (1727-1773) à l'Île de France, un exemplaire mâle de calumba obtenu au Jardin Botanique de Pamplemousses (île de France) établi par le botaniste Pierre Poivre (1719-1786), alors intendant à l'Île de France et Bourbon<sup>78</sup>. Poivre obtint la plante probablement grâce aux navires français ou portugais qui transportaient des esclaves de la côte du Mozambique. Après la mort de Commerson, ce spécimen fut étudié en 1797 par Lamarck (1744-1829) qui le considéra comme similaire au calumba supposé indien. Peu après, en 1805, J.F. Fortin, un Français établi à Madras, emmena du Mozambique une plante qui fut cultivée à Madras par le médecin-chef de l'East India Company, le Dr. James Anderson (1739-1809)<sup>79</sup>. Son neveu, le Dr. Andrew Berry (1764-1833), lui aussi médecin à Madras, la décrit dans un article publié en 1811 dans la revue *Asiatic Researches*<sup>80</sup>. Cet article diffusa l'idée de l'origine africaine du calumba et de ses usages natifs, contribuant ainsi à augmenter l'intérêt à son propos.

En attendant, la plante femelle restait inconnue. En 1825 le capitaine William Owen (1774-1857) emmena de l'île de Ibo, au nord du Mozambique, des caisses avec des espèces des deux sexes, qu'il transporta aux îles Maurice, Seychelles et à Bombay. A l'île Maurice, où il a fallu emmener des plantes femelles des Seychelles car, en fin de compte, seules des plantes mâles y avaient été amenées, la plante fut cultivée dans le jardin royal et dessinée par le naturaliste Wenceslas Bojer (1795-1856). A partir de ces observations, et d'envois postérieurs de plantes en Angleterre, le calumba devint intensivement intégré dans la littérature botanique et médicale d'Europe et des États-Unis<sup>81</sup>.

---

<sup>77</sup> L'historiographie récente incorpore ces perspectives. Voir Pratik CHAKRABARTI, "Neither of meate nor drink, but what the Doctor alloweth". Medicine amidst War and Commerce in Eighteen-Century Madras", *Bulletin of the History of Medicine*, v. 80, n. 1, 2006, 1-38.

<sup>78</sup> A propos de Commerson et Poivre, voir Richard H. GROVE, *Green imperialism. Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 216-247.

<sup>79</sup> Concernant James Anderson, voir Anantanarayanan RAMAN, "Economic biology and James Anderson in eighteenth century Coromandel", *Current Science*, v. 100, n. 7, 2011, 1092-1096.

<sup>80</sup> Andrew BERRY, "An account of the male plant, with furnishes the medicine generally called columbo, or calumba root", *Asiatic Researches; or, Transactions of the society instituted in Bengal*, v. X, 1811, 385-388; William ROXBURGH, *Flora Indica, or, Descriptions of Indian Plants*, Calcutta, W. Thacker and C<sup>o</sup>; London, Parbury, Allen and C<sup>o</sup>, 1832, v. 3, 807-808.

<sup>81</sup> Voir, par exemple, Whitelaw AINSLIE, *Materia indica; or some account of those articles which are employed by the hindoos and other eastern nations in their medicine, arts, and agriculture*, Londres, Longman, Rees, Orme Brown, and Green, 1826, v. 1, 86-88; Edward POLEHAMPTON and John M. GOOD, *The Gallery of Nature and Art; or, a tour through creation and science*, Londres, R. N. Rose, 1821, v. V, 205-

Dans ce processus de circulation, les usages thérapeutiques du calumba furent aussi reconfigurés. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, un gouverneur portugais de la vallée du Zambèze, au Mozambique, décrit les emplois africains du calumba. En poudre, par infusion ou cuisinée, la racine était utilisée pour traiter des fièvres et des perturbations digestives, pour faciliter l'accouchement et la menstruation, ainsi que comme anti-venin<sup>82</sup>. Ces mêmes usages furent entièrement copiés durant le siècle en Inde<sup>83</sup>. Mais, à mesure que la plante circulait, les Indiens et Européens sélectionnèrent seulement certaines des qualités thérapeutiques qui lui étaient attribuées par les Africains. Le calumba était valorisé pour traiter des vomissements et les coliques, particulièrement associés aux diarrhées et au choléra, à cause de ses qualités que la science européenne définit comme étant antiseptique, tonique et astringente<sup>84</sup>. Les sentiers de l'utilisation mondiale de la racine de calumba montrent comment ce remède mozambicain fut globalisé au travers de réseaux commerciaux et scientifiques qui reliaient l'océan Indien à d'autres parties du monde, et ils montrent comment les connaissances africaines furent reconfigurées dans ce processus de circulation.

## CONCLUSION

Au fil de l'histoire, le Mozambique a maintenu des connections fortes avec d'autres points de l'océan Indien, dans lesquels s'inséraient les dynamiques de la santé. Pour la période coloniale, le fonctionnement de l'hôpital de l'Île de Mozambique, en particulier, illustre la densité de ces relations et met en évidence comment ces relations étaient particulièrement denses avec l'Inde. De fait, l'occupation de postes de travail dans le domaine de la santé dépendait de manière importante des indiens, surtout goanais, pour qui l'Afrique orientale représentait une possibilité d'ascension sociale. Ils étaient médecins, chirurgiens, saigneurs ou infirmiers, remplissant des fonctions que l'administration coloniale était incapable d'assurer à partir d'Europe. Ils peuvent être vus comme des agents de transculturation, qui transportaient au Mozambique des idées et des pratiques sur les modes de soin déjà hybridés en Inde alors que tout indique qu'ils les ré-élaborèrent en fonction de leur interaction avec les africains.

Ce même processus se déployait par le biais des médicaments qui venaient au Mozambique, que ce soit ceux qui étaient déjà intégrés dans les pharmacies européennes ou que ce soit les médicaments importés directement d'autres aires de l'océan Indien. Il est important de noter que, durant cette période, à cause notamment de la débilite des institutions européennes, la majeure partie des Africains restaient distants des médecines européennes ou indiennes transposées au Mozambique. Toutefois, les connaissances africaines sur la nature locale furent, elles, transférées du Mozambique vers d'autres zones de l'océan Indien et du monde. La diffusion et la transformation des usages médicaux de la racine de calumba montrent comment s'opérait ce processus de circulation qui commença par être transcontinental pour devenir global.

---

206; "On Columba Root", *Arcana of Science and Art: or an annual register of useful inventions and improvements*, Londres, v. 4, 1831, 196-197; LLOYD, *Jateorhiza*, 3-4.

<sup>82</sup> António de Melo e Castro, "Relação de varias raizes, e algumas couzas medicinaes", 14/6/1785, AHU, Moç., cx. 49, doc. 59.

<sup>83</sup> A propos de l'usage du calumba en Inde, voir Fra Paolino de SAN BARTOLOMEU, *Viaggio alle Indie Orientale umiliato alla Santità di N. S. Papa Pio Sesto*, Roma, A. Fulgoni, 1796, 363.

<sup>84</sup> POLEHAMPTON et GOOD, *The Gallery of Nature and Art*, v. 5, 205-206; AINSLIE, *Materia indica*, 87-88; "On Columba Root", 196-197; LLOYD, *Jateorhiza*, 8-9.



## LITIGES ENTRE LE MOZAMBIQUE ET LA RÉUNION AU SUJET DU RECRUTEMENT DE TRAVAILLEURS, SECONDE MOITIÉ DU XIX<sup>ème</sup> SIECLE

Jehanne-Emmanuelle MONNIER  
Docteur en Histoire Contemporaine  
chercheur associé CRESOI  
Université de La Réunion

**Résumé :** Dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, le Mozambique comme La Réunion traversent une période de mutation délicate qui correspond au passage de l'esclavage au travail sous contrat, c'est-à-dire l'engagisme. Malgré quelques réformes au Portugal, les recruteurs français affichent un tel mépris des lois que les autorités portugaises du Mozambique finissent par réagir violemment. La confiscation d'un navire réunionnais et l'emprisonnement de son capitaine à l'île du Mozambique prennent une ampleur si considérable en 1857 que le Portugal et la France menacent de se déclarer la guerre. En outre, à plus long terme, cet épisode entraîne un profond renouvellement de la législation française sur le recrutement en Afrique.

**Mots-clés :** Mozambique, La Réunion, engagisme, action judiciaire, XIX<sup>ème</sup> siècle

**Abstract:** *In the second half of the 19<sup>th</sup> century, Mozambique and the Reunion Island both experienced a critical change, with the shift from slavery to coolie-trade. In spite of some reforms in Portugal, French recruiters challenge the law so impudently that the Portuguese authorities in Mozambique react violently. The seizure of a ship from the Reunion Island and the incarceration of its captain in 1857 put Portugal and France almost at war. In the long run, this incident compels France to thoroughly revamp its legislation on African coolie-trade.*

**Keywords :** *Mozambique, Reunion Island, coolie-trade, legal proceeding, 19th century*

Depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle, les négriers français se sont approvisionnés en esclaves sur les côtes mozambicaines, notamment pour fournir la main-d'œuvre nécessaire aux plantations de l'île Bourbon. Suite à l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises en 1848, les recruteurs réunionnais continuent naturellement à se tourner vers le Mozambique pour engager des travailleurs. La colonie portugaise qui, à cette époque, a également aboli la traite mais pas encore l'esclavage, se révèle un véritable pays de cocagne pour les trafiquants d'êtres humains. Parallèlement, les deux colonies subissent une importante pression de la marine et du gouvernement britanniques marqués par un fort courant anti-esclavagiste. Cela se traduit en particulier par le « droit de visite », un contrôle exercé par les bâtiments britanniques sur les navires battant pavillon portugais et français notamment, ingérence facilitée par la supériorité numérique des croiseurs britanniques. La France comme le Portugal n'agissent jamais dans l'océan Indien sans la crainte d'une réaction anglaise.

## I) LA SITUATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AU MOZAMBIQUE

Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, le Mozambique apparaît comme une colonie esclavagiste, dont l'administration est chaotique. Depuis la ville de l'île du Mozambique, le Gouverneur général administre en théorie un immense territoire qui s'étend du Cap Delgado au Nord, à la Baie Delagoa au Sud. En fait le Gouverneur contrôle essentiellement quelques forts du littoral, à l'aide d'une faible armée et d'une poignée de fonctionnaires mal payés et livrés à eux-mêmes. L'arrière-pays, pillé plutôt que cultivé, reste aux mains de grands propriétaires terriens, les *prazeiros*, de bandits et de rebelles à l'autorité portugaise<sup>1</sup>. Le fleuve Zambèze crée un couloir pratique très fréquenté par les trafiquants de toutes sortes, en particulier les négriers.

Bien que la traite y soit officiellement interdite depuis le 10 décembre 1836, le Nord du Mozambique constitue toujours un véritable eldorado pour les négriers de l'océan Indien, et même de l'Atlantique<sup>2</sup>, situation régulièrement dénoncée par les officiers de marine britanniques et français. Mais c'est l'explorateur anti-esclavagiste David Livingstone qui en livre la meilleure description puisqu'il en est témoin à plusieurs reprises vers 1860 :

*« A cette époque, tous les gens de Tete, à commencer par le gouverneur, faisaient la traite sur une grande échelle. [...] Une partie de leurs esclaves remontaient le Zambèze, [...] où les jeunes femmes étaient troquées pour de l'ivoire. [...] On gardait les hommes pour apporter les dents d'éléphant ou bien on les plaçait dans les fermes situées au bord du Zambèze, où ils attendaient l'arrivée d'un négrier. Quand approchait le moment où celui-ci devait venir, les esclaves étaient enchaînés, placés dans de grands canots et envoyés à la Côte. [...] Ces esclaves sont conduits aux marchands portugais de Mozambique, Iboé [Ibo] et de Quelimane. »<sup>3</sup>.*

<sup>1</sup> Archives de la Marine Vincennes (AMV) BB4-1047C, lettre du Capitaine Bridet au Gouverneur général Almeida, le 7 avril 1858. L'officier français dresse un portrait alarmant de la situation économique du Mozambique, notamment des grands domaines. Il fait le lien entre esclavage, persistance de la traite clandestine et sous-développement économique. Il propose un développement par la « formation » d'engagés mozambicains dans les champs de canne de La Réunion.

<sup>2</sup> Serge DAGET et François RENAULT, *Les traites négrières en Afrique*, 1985, 235 p. ; Luis Antonio COVANE, « L'impact de l'abolition de l'esclavage au Mozambique, 1836-1860 », in MAESTRI (dir.), *Esclavages et abolitions dans l'océan Indien, 1723-1860*, 2002, pp. 193-202.

<sup>3</sup> Charles et David LIVINGSTONE, *Explorations du Zambèze et de ses affluents et découverte des lacs Chiroua et Nyassa (1858-1864)*, édition française 1881, 378 p., p118.



Comme le rapportent Livingstone ainsi que plusieurs officiers français<sup>4</sup>, les fonctionnaires sont généralement corrompus et perçoivent un droit de douane officieux pour chaque esclave exporté. Ce sont les engagés pour les colonies françaises qui

<sup>4</sup> AMV BB4-1047C par exemple, lettre du Commandant Yve au Commandant Supérieur de Mayotte, le 15 mars 1858.

rapportent le plus. De ce fait, les prix augmentent dans des proportions telles que les *prazeiros* trouvent plus d'intérêt à vendre leurs propres esclaves qu'à leur faire cultiver la terre. Outre l'augmentation des prix, la demande supérieure à l'offre conduit à une multiplication des razzias dans l'intérieur. « Laiss[ez] les Africains tranquilles chez eux », s'exclame alors le Marquis Sá da Bandeira, excédé par la saignée démographique que connaît le Mozambique<sup>5</sup>. Livingstone dénonce également les recruteurs réunionnais qui, selon lui, provoquent une intensification de la traite négrière dans le Nord du Mozambique, sous couvert de recrutement légal d'engagés<sup>6</sup>. Jusque dans les années 1840 au moins, l'esclave demeure le principal « produit d'exportation » si bien qu'en 1849 les autorités mozambicaines écrivent à Lisbonne que les perspectives économiques de la colonie sont nulles en-dehors de la traite négrière ! Une trentaine d'années plus tard, le constat n'a pas changé : « Situation des possessions portugaises [du Mozambique] au point de vue politique, industriel et commercial : cette question peut se résumer d'un mot, ruine »<sup>7</sup>.

Cette situation se complique par l'existence de petites enclaves musulmanes. Plus ou moins indépendantes ou rattachées au Sultanat du Zanzibar mais situées sur la côte portugaise, elles maintiennent la traite négrière comme activité principale. Cela contribue grandement à entretenir le trafic d'êtres humains dans l'intérieur du Mozambique. La plus connue de ces petites enclaves est Angoche : elle acquiert le statut de plus grand port négrier du Mozambique à partir de 1844. Les Français tentent de conclure un accord sur la main-d'œuvre avec le Sultan d'Angoche en 1847 mais les Portugais et les Britanniques bombardent la ville la même année pour couper court à ce rapprochement. Une concurrence s'exerce sur le marché négrier entre petits sultanats musulmans mais également entre ceux-ci et les *prazeiros*. Il faut attendre la décennie 1880 pour assister au déclin d'Angoche. Il intervient lorsque la traite perd de la vigueur du fait, selon l'historien Malyn Newitt, de la baisse de la demande française désormais orientée vers Madagascar<sup>8</sup>.

Les fonctionnaires portugais intègres qui tentent malgré tout de faire appliquer les lois pour réprimer la traite négrière le payent parfois de leur vie. Ainsi, le Gouverneur de Tete est assassiné en 1866 par le plus puissant *prazeiro* du Zambèze. Le Gouverneur général Joaquim Pereira Marinho, arrivé le 29 mars 1840 pour combattre la traite, se fait renvoyer dès mai 1841 sous la pression locale. Son successeur par intérim est un protecteur des négriers. Abreu de Sima, nommé Gouverneur général de 1842 à 1845 lutte à nouveau contre la traite mais, remplacé à son tour par un homme complaisant, il voit ses efforts réduits à néant<sup>9</sup>.

Dans les années 1850, des Français tentent à nouveau de légaliser cette traite qui ne dit pas son nom. Sarda Garriga, le Gouverneur ayant aboli l'esclavage à La Réunion et Rontounay, riche homme d'affaire réunionnais, demandent en mai 1854 au gouvernement portugais de les autoriser à fonder un comptoir de recrutement à Inhambane. Ils promettent en échange de donner le goût du travail et de la religion catholique aux engagés. Une réponse négative arrive de Lisbonne en février 1855,

<sup>5</sup> Lettre de Sá da Bandeira à l'ambassadeur de France au Portugal, du 5 mai 1857, citée dans *Documentos relativos ao apresamento, julgamento e entrega da barca francesa* Charles-et-Georges..., Lisbonne, 1858, pp. 20-23.

<sup>6</sup> LIVINGSTONE, *op. cit.*, pp. 22-23.

<sup>7</sup> Archives de la Marine Lorient (AML) 4C5-10G, lettre du Capitaine Compristo au Commandant de la Station de la Mer des Indes, le 8 mai 1882.

<sup>8</sup> Malyn NEWITT, « Angoche, the slave trade and the Portuguese, 1844-1910 », *Journal of African History*, vol. XIII, 1972, pp. 659-672 ; Maylin NEWITT, *A history of Mozambique*, 1995, 679 p.

<sup>9</sup> Gerald GRAHAM, *Great Britain in the Indian Ocean. A study of maritime enterprise 1815-1850*, 1967 ; COVANE, *op. cit.*, pp. 193-202.

confirmée en août 1856 puis de nouveau en 1857, malgré l'insistance du Ministre français de la Marine. Lisbonne motive ses refus successifs par le manque de garanties morales apportées par les recruteurs réunionnais et la volonté de développer le Mozambique lui-même. Cependant, l'argument majeur avancé par le gouvernement portugais repose sur la crainte d'être de nouveau classé parmi les nations négrières par le Royaume-Uni alors que le pays vient tout juste de sortir de cette liste noire<sup>10</sup>. De fait, la pression britannique se révèle très importante car la même année les Britanniques déposent à Lisbonne un rapport sur les opérations douteuses de recrutement effectuées par les Français dans les colonies portugaises des deux côtés de l'Afrique<sup>11</sup>. Les Portugais sont sommés de remédier à cette situation.

Pendant ce temps, au Portugal, les idées réformistes et libérales progressent, ce qui donne lieu à une série de lois émancipatrices. Le 14 décembre 1854, un décret libère tous les esclaves appartenant à l'État, sous condition d'un engagement obligatoire de sept ans. Les esclaves importés doivent bénéficier de la même liberté mais contre un engagement de dix ans. Quant aux esclaves appartenant à des propriétaires privés, ils bénéficient d'un affranchissement progressif. Cependant le fossé se creuse entre la capitale et ses colonies, la loi peine à s'imposer localement. Aussi, malgré un texte de complément en 1858, le Marquis Sá da Bandeira doit réaffirmer le 25 février 1869 l'abolition totale, sur laquelle il faut encore insister en 1875. Finalement, l'inapplication des décrets dans les colonies conduit le Premier Ministre portugais à abolir une nouvelle et dernière fois l'esclavage le 21 novembre 1878<sup>12</sup>.

Le Mozambique fait partie de ces colonies rétives qui obligent Lisbonne à renouveler les lois d'émancipation des esclaves. Lassés de l'insubordination générale au Mozambique, les autorités de Lisbonne y envoient le réformiste João Tavares Almeida. En octobre 1857 celui-ci fait publier et entrer en vigueur les lois que ses prédécesseurs avaient négligées, notamment celles interdisant l'émigration des esclaves. Le nouveau Gouverneur entend demeurer très ferme sur ses positions. « Je dois obéir aux ordres de mon gouvernement qui me défendent d'autoriser en aucune façon l'engagement des travailleurs et c'est ce que j'ai accompli religieusement. »<sup>13</sup>.

Les Français sont forts surpris et désappointés de ce brusque changement intervenu à Mozambique, comme l'écrit le capitaine recruteur Rouxel :

*« Il est malheureux que nous ayons été le premier navire qui soit venu aux engagés sous le Gouverneur actuel de Mozambique car un mois auparavant une quantité de bateaux français ont opéré depuis Quellimane jusqu'à Ibo et ont emporté une quantité de travailleurs. Il n'y a donc que depuis que M. le Gouverneur est changé que l'on a mis le traité en exécution. »*<sup>14</sup>.

Plusieurs navires français recrutant pour La Réunion se font arrêter en quelques

---

<sup>10</sup> Lettre de Sarda Garriga et Rontaunay du 6 mai 1854, rapport du Conseil ultramarin du 15 juillet 1856, lettre du Ministre Walewski du 3 avril 1857, lettre de Sá da Bandeira du 5 mai 1857, citées dans *Documentos...*, *op. cit.*, pp. 1-4, 9-10, 19-23.

<sup>11</sup> Rapport du 28 novembre 1857, cité dans *Documentos...*, *op. cit.*, pp. 109-115.

<sup>12</sup> Adelino TORRES, « Legislação do trabalho nas colonias africanas no terceiro quartel del século XIX : razões do fracasso da política portuguesa », in *Relação Europa-Africa no terceiro quartel do século XIX*, pp. 65-80, António RITA-FERREIRA, « A sobrevivência do mais fraco: Moçambique no terceiro quartel del século XIX », *ibidem*, pp. 299-348.

<sup>13</sup> AMV BB4-1047C, lettre du Gouverneur Almeida au Capitaine Bridet, le 31 mars 1858.

<sup>14</sup> AMV BB4-1047C, lettre du Capitaine Rouxel au Commandant Yve, le 1er mars 1858.

semaines à Ibo en octobre et novembre 1857<sup>15</sup>. Les incidents sont si nombreux que le Gouverneur Almeida est obligé de rappeler sévèrement la législation à son homologue de La Réunion, par l'intermédiaire du consul du Portugal à La Réunion qui n'est autre que Rontaunay<sup>16</sup>. Cette reprise en main inattendue au Mozambique entraîne de graves déconvenues pour les recruteurs, aussi bien que pour les autorités réunionnaises, tous également satisfaits de la situation précédente. Un bras de fer s'engage alors entre le Mozambique et La Réunion, qui finit par un empoisonnement des relations entre Lisbonne et Paris, le tout orchestré de loin depuis Londres.

## II) QUELQUES CAS EMBLÉMATIQUES DU CONFLIT FRANCO-PORTUGAIS SUR LE RECRUTEMENT AU MOZAMBIQUE

### A. L'épineux problème du *Charles-et-Georges*.

Le premier incident entre Mozambicains et Réunionnais au sujet du recrutement d'engagés éclate dès la fin de l'année 1857. C'est aussi le plus grave et le plus significatif de tous. Tout commence lorsque le *Charles-et-Georges* quitte La Réunion le 30 septembre 1857 pour aller recruter en toute légalité des engagés aux Comores. Il fait escale à Mayotte puis à Anjouan et enfin à la Grande-Comore mais n'embarque au total que 55 hommes. Le 17 novembre, le Capitaine Rouxel décide donc d'aller s'approvisionner dans la ville mozambicaine d'Ibo. Là, son navire heurte un banc de sable et se laisse dériver jusqu'à la Baie de Conducia, près de l'enclave musulmane de Quitangonha juste au Nord de la ville de l'île du Mozambique. L'interprète arabe assure alors au Capitaine Rouxel et au délégué Carrère chargé de valider les engagements, qu'il peut leur procurer des travailleurs sans problème, dans cette région également. Pour prouver sa bonne foi, il leur en livre aussitôt 55. Le Cheikh de Quitangonha leur promet bientôt 140 travailleurs supplémentaires, qu'il a très certainement volés aux propriétaires portugais de la région, selon son habitude<sup>17</sup>. En attendant leur arrivée, Rouxel décide de se rendre à Madagascar pour recruter davantage d'engagés, mais une tempête renvoie le *Charles-et-Georges* dans la Baie de Conducia le 29 novembre.

Le jour-même, un navire militaire portugais, le *Zambèze*, vient contrôler les papiers du navire recruteur réunionnais, sans doute suite à une dénonciation du consul britannique<sup>18</sup>. Trouvant le *Charles-et-Georges* en effraction, le *Zambèze* l'escorte jusqu'à l'île du Mozambique avec les 110 engagés à bord. Le lendemain 30 novembre, le capitaine et le délégué sont emprisonnés pour avoir contrevenu à plusieurs des nouvelles lois promulguées en octobre interdisant de faire sortir des esclaves du territoire mozambicain. Les autorités de Mozambique nomment une commission ad hoc, diligemment une enquête<sup>19</sup>, rédigent un rapport d'inspection du navire et commencent à organiser un procès. En effet, le résultat de l'audition des engagés par la Commission est sans appel : non seulement les travailleurs recrutés à Conducia confirment qu'ils étaient esclaves dans la région et ont été volés à leurs maîtres par des Arabes, mais même parmi ceux qui ont été recrutés aux Comores, plusieurs affirment avoir été volés sur divers points de la côte mozambicaine et vendus contre leur volonté

<sup>15</sup> Par exemple Marie-et-Caroline le 21 octobre 1857, Stella Maris le 20 novembre 1857..., cas cités dans *Documentos*, op. cit., pp. 53, 58, 63.

<sup>16</sup> Lettre d'Almeida à Rontaunay, le 20 novembre 1857, citée dans *Documentos...*, op. cit., p. 65.

<sup>17</sup> Aurélio ROCHA, « Resistência em Moçambique : o caso dos Suaili, 1850-1913 », in *Relação Europa-Africa no terceiro quartel do século XIX*, pp. 581-615.

<sup>18</sup> Lettre du consul britannique à Almeida, le 21 novembre 1857, citée dans *Documentos...*, op. cit., p. 75.

<sup>19</sup> AMV BB4-1047C, rapport de mer du *Charles-et-Georges*, établi par le Capitaine Rouxel et lettre du Délégué Carrère au Capitaine Bridet, le 18 mars 1858.

au navire français aux Comores. De plus, le *Charles-et-Georges* est accusé d'avoir accosté dans un lieu interdit et de n'avoir pas pu présenter des papiers en règle pour les engagés<sup>20</sup>.

Aussitôt qu'elles apprennent que des compatriotes se trouvent en difficulté, les autorités françaises de Mayotte envoient le Commandant Yve à l'île du Mozambique pour essayer de dénouer la situation. Yve comprend bientôt que Rouxel n'a pas effectué ses recrutements dans les règles et qu'il a de plus joué de malchance en ignorant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, en dérivant vers Quitangonha et en recrutant à son insu des esclaves volés dans les environs. Ce qu'il faut retenir de plus étonnant dans la ligne de défense adoptée par Rouxel et soutenue par Yve, c'est qu'il ne nie même pas avoir recruté des hommes privés de liberté, ce qui le place pourtant dans l'illégalité totale vis-à-vis des autorités françaises représentées par Yve. La question ne semble même pas se poser. Rouxel essaye seulement de faire reconnaître sa bonne foi dans l'ignorance des nouvelles lois et dans le vol préalable dont ont été l'objet les hommes qu'il a embarqués. Cependant la présence du Commandant Yve à Mozambique ne peut empêcher la condamnation de Rouxel, le 8 mars 1858, à deux ans de travaux forcés et une forte amende<sup>21</sup>, en plus de voir son navire et tout son chargement confisqués<sup>22</sup>. Le tribunal de la ville de Mozambique n'est pas convaincu par la défense de Rouxel et estime même qu'il a inventé les avaries de son navire afin d'avoir un prétexte pour accoster à Conducia<sup>23</sup>. En revanche le délégué Carrère n'est pas inquiet et peut rentrer à la Réunion avec le reste de l'équipage dès la fin de l'année 1857, tandis que les 110 esclaves sont affranchis sur place.

Le Gouverneur de La Réunion Darricau dénonce alors une « peine infamante »<sup>24</sup> et prend une décision surprenante, qu'il confie au Capitaine Thierry : « Vous demanderez à voir le capitaine Rouxel sans témoins, vous vous entretiendrez avec lui de sa position. [...] N'hésitez pas à le faire enlever et à le faire conduire à votre bord. »<sup>25</sup>. Finalement le Capitaine Thierry ne se décidera pas à utiliser de tels procédés.

Parallèlement, le Capitaine Bridet noie le Gouverneur Almeida sous les courriers<sup>26</sup>, tandis que le Commandant Yve multiplie les entrevues avec le Gouverneur du Mozambique, ainsi qu'avec le Grand-Juge, toujours en vain. Puisque la pression ne retombe pas suite au verdict car les autorités françaises locales le contestent, le Gouverneur Almeida décide que l'affaire a pris trop d'importance et qu'elle relève désormais de la compétence des capitales<sup>27</sup>.

Cependant les ambassadeurs ne parviennent pas non plus à trouver un accord. Déjà quotidiennement humiliée par l'omniprésente Grande-Bretagne dans l'océan Indien, la France ne peut se résoudre à subir un camouflet d'un Portugal qu'elle méprise, ou s'en serait fini de sa réputation internationale. Napoléon III, dans un sursaut d'orgueil, décide alors d'envoyer une escadre devant Lisbonne et menace le Roi du Portugal d'un bombardement si Rouxel n'est pas libéré et si son navire ne lui est pas

---

<sup>20</sup> AMV BB4-1047C, rapport de la Commission d'enquête au Gouverneur général de Mozambique, le 1er décembre 1857, et procès-verbal de la Commission d'enquête dressé le 1er décembre 1857.

<sup>21</sup> AMV BB4-1047C, sentence du tribunal de Mozambique rendue le 8 mars 1858 contre Etienne Rouxel.

<sup>22</sup> AMV BB4-1047C, lettre du Commandant Yve au Commandant Supérieur de Mayotte, le 15 mars 1858. le navire et son chargement sont évalués à 22 000 francs.

<sup>23</sup> Sentence du 8 mars 1858, citée dans *Documentos..., op. cit.*, 123-125.

<sup>24</sup> AML 4C3-1, lettre du Gouverneur de La Réunion Darricau au Gouverneur du Mozambique Almeida, le 10 juin 1858. Il croit que Rouxel a été condamné aux galères, sort jugé particulièrement humiliant.

<sup>25</sup> AML 4C3-1, lettre du Gouverneur Darricau au Capitaine Thierry, le 10 juin 1858.

<sup>26</sup> Voir ses nombreuses et longues lettres en 1858, AMV BB4-1047C.

<sup>27</sup> AMV BB4-1047C, lettre du Gouverneur Almeida au Capitaine Bridet, le 7 avril 1858.

rendu ! Le 3 octobre 1858, les bâtiments français pénètrent dans la Mer de Paille et Lisbonne se trouve à portée de canons<sup>28</sup>. L'ultimatum français, si disproportionné et inattendu, atteint son objectif. Effrayé, le gouvernement portugais ordonne quelques jours plus tard la libération du capitaine Rouxel, la restitution de son navire et lui offre une indemnité de 349 045 francs<sup>29</sup>. Cependant, malgré ses tentatives, Rouxel ne récupérera jamais ses 110 engagés.

Français comme Portugais sont soulagés d'avoir évité un conflit européen pour un différend entre deux colonies éloignées et ne portant que sur un navire recruteur. Pourtant le Portugal en garde rancune à la France et un malaise s'instaure entre les deux pays.

Cet épisode bouleverse profondément l'organisation du recrutement pour les colonies françaises. Tout d'abord, après que Lisbonne eut décliné systématiquement, entre 1855 et 1858, toutes les offres françaises d'accord général pour un recrutement légal et encadré de travailleurs mozambicains à destination des colonies françaises, le gouvernement de Paris n'ose plus renouveler cette demande suite au scandale du *Charles-et-Georges*. Cette affaire révèle également au grand jour, y compris à l'opinion métropolitaine, les conditions réelles du recrutement en Afrique, qui n'est ni plus ni moins qu'une traite négrière déguisée. Le gouvernement français prend conscience que l'engagement volontaire est un leurre en Afrique, et qu'il n'est même pas possible de moraliser le trafic existant. Aussi Napoléon III suspend-il en octobre 1858, puis interdit-il en janvier 1859, tous les recrutements en Afrique, à Madagascar et aux Comores, immédiatement et sans exception. L'Empereur cite le rôle déterminant de l'affaire du *Charles-et-Georges* dans sa décision et dans la refonte totale des lois sur le recrutement, effective en 1860 et 1861<sup>30</sup>. C'est ainsi que les Français sont contraints d'intensifier leurs négociations avec les Britanniques afin de pouvoir recruter massivement en Inde dès 1861.

## **B. La récidive de l'*Alfred*.**

Alors que les Portugais comme les Français sont englués dans l'affaire du *Charles-et-Georges*, qu'ils espèrent unique, un autre navire réunionnais vient se prendre dans les rets de la justice mozambicaine en juin 1858. En effet, l'*Alfred* est régulièrement expédié de La Réunion le 27 avril 1858 pour Mayotte puis Anjouan. Sur cette dernière île, le Capitaine Cahours recrute 105 engagés. Jugeant ce nombre insuffisant, il décide d'aller compléter son recrutement ailleurs.

Contre toute attente, puisqu'il connaît parfaitement les déboires du Capitaine Rouxel, Cahours met le cap sur Ibo, qu'il atteint le 13 juin. L'*Alfred* n'a même pas le temps d'accoster qu'il est arraisonné par la marine portugaise et retenu avec tous ses passagers à Ibo, tandis que le capitaine est rapidement conduit à l'île du Mozambique, où on le jette en prison<sup>31</sup>. Les autorités françaises sont consternées et se demandent combien de recruteurs réunionnais irresponsables vont encore tenter leur trafic sur les côtes mozambicaines. Le Gouverneur général Almeida lui-même semble contrarié au plus haut point par cette nouvelle affaire alors que celle du *Charles-et-Georges* cause de graves ennuis au Portugal. C'est sans doute pourquoi il fait libérer Cahours, son équipage et ses engagés, et lui rend son navire quelques semaines plus tard, début août.

---

<sup>28</sup> AMV BB4-1047C, lettre du Commandant de la 1ère division d'escadre d'évolution Lavaud au Ministre de la Marine Hamelin, le 3 octobre 1858.

<sup>29</sup> François RENAULT, *Libération d'esclaves et nouvelle servitude*, 1976, p. 136.

<sup>30</sup> AML 4C2-5, lettre de Napoléon III au prince Jérôme-Napoléon du 30 octobre 1858, citée dans la circulaire du Commandant Fleuriot-de-Langle aux capitaines de sa Division, le 17 décembre 1859.

<sup>31</sup> AMV BB4-1047, rapport du Capitaine Cahours au Commandant Méquet, le 3 août 1858.



Il ne souhaite pas envenimer une situation déjà tendue par le précédent du *Charles-et-Georges* et blâme le Gouverneur d'Ibo pour son zèle inopportun. L'officier français Méquet, chargé de régler les derniers détails, oblige quant à lui l'*Alfred* à rallier directement La Réunion, sans s'arrêter pour recruter à Madagascar. En effet, à bord, les travailleurs engagés à Anjouan souffrent d'être embarqués depuis déjà près de trois mois.

Un nouveau scandale a été évité de peu mais une certaine nervosité réapparaît à la faveur de la mésaventure de l'*Alfred*. Cette fébrilité se traduit par de la forfanterie sous la plume du Gouverneur Darricau qui se sent en position de faiblesse parce qu'il sait que les Réunionnais sont en tort.

*« L'arrestation de l'Alfred est un fait particulier dont il nous a été facile d'avoir raison. L'on avait voulu essayer de renouveler ce qui s'était passé pour le Charles-et-Georges. [...] J'ose croire que l'énergie que mes protestations et le langage que j'ai tenu au sujet de ce dernier bâtiment ont arrêté les prétentions des Portugais. »<sup>32</sup>.*

Cependant cette affaire risque de déraiper à nouveau lorsque les armateurs de l'*Alfred*, fâchés d'avoir perdu de l'argent, portent plainte sans vergogne contre les autorités du Mozambique pour séquestration et mauvais traitements, puis réclament une forte indemnité comme celle qui a finalement été versée au *Charles-et-Georges*. Paris refuse de donner suite à cette plainte et ne la transmet pas à Lisbonne, craignant par trop les possibles conséquences<sup>33</sup>. Les armateurs ne se découragent pas et tentent de s'en prendre à la Grande-Bretagne, dont l'un des navires avait contrôlé l'*Alfred* sur la route d'Ibo. En dernier recours, ils attaquent la Marine française elle-même à cause de l'interdiction de s'arrêter à Madagascar, cause selon eux du décès de 18 engagés. L'affaire se poursuit ainsi durant plusieurs années<sup>34</sup>.

En définitive, ce nouvel incident refroidit un peu plus les relations entre le Mozambique et La Réunion, et par extension entre le Portugal et la France. Chacun se renvoie la responsabilité des abus commis, le tout sous la pression des Britanniques. La Réunion fustige un Mozambique faible et esclavagiste qui constitue une véritable tentation pour des recruteurs peu scrupuleux. Ce à quoi le Mozambique répond qu'il ne pourra jamais mettre un terme à la traite clandestine si La Réunion continue d'apparaître comme un débouché florissant pour les négriers. Le fait est que devant les Portugais les autorités françaises défendent systématiquement leurs concitoyens, alors qu'en interne les officiers français n'hésitent pas à qualifier les deux capitaines et les deux délégués de négriers<sup>35</sup>. Cette attitude schizophrène des Français est difficilement tenable dans la durée.

### **C. La renaissance du conflit autour de la *Rozalie*.**

Après quelques années d'accalmie, pendant lesquelles la France abandonne à leur sort les recruteurs français pris en faute au Mozambique, l'opposition franco-portugaise renaît en 1875 autour du cas de la *Rozalie*, à l'occasion de changements politiques dans les deux pays. Plusieurs boutres francisés sont arrêtés en même temps

<sup>32</sup> AMV BB4-1047, lettre du Gouverneur Darricau au Ministre de la Marine, le 10 septembre 1858.

<sup>33</sup> AMV BB4-1047, dépêche du Ministre des Affaires Étrangères Walewski au Ministre de la Marine Hamelin, le 9 avril 1859.

<sup>34</sup> AMV BB4-1047, lettre du consignataire Thomas au Commandant Méquet, le 7 juin 1860 ; lettre des négociants Maurice et Perrine au Ministre des Colonies, le 26 mars 1862, lettre n°2 de l'avocat Beauvois-Devaux au Ministre de la Marine et des Colonies, le 13 décembre 1862.

<sup>35</sup> AMV BB4-1047C, lettre du Commandant Yve au Commandant Supérieur de Mayotte, le 15 mats 1858 ; lettre du Capitaine Bridet au Gouverneur Darricau, le 18 mai 1858 ; rapport du Capitaine Méquet au Gouverneur Darricau, le 10 août 1858.

mais la *Rozalie* prend bientôt figure de symbole, à l'instar du *Charles-et-Georges* en son temps. Les boutres francisés sont des embarcations battant pavillon tricolore et appartenant généralement à des Musulmans établis à Mayotte ou à Nosy-Be. Ils sont en permanence suspectés de poursuivre une traite clandestine et constituent une cible de choix pour la Marine britannique dans le cadre du droit de visite.

Sans que les accusations soient très claires, le patron de la *Rozalie*, Guliano Ussene Abib, est traduit devant la justice du Mozambique. Pendant toute la durée de son procès il reçoit le soutien direct de Segré, l'agent consulaire de France à l'île du Mozambique. Dans le même temps l'officier Le Helloco, convaincu de l'innocence du boutrier, se préoccupe également de son sort<sup>36</sup>. Ces témoignages de soutien ne peuvent empêcher Guliano d'être finalement condamné. Sur sa demande, un nouveau procès est organisé en appel, cette fois-ci à Goa, en Inde portugaise. Les Français s'offusquent de cette situation injuste puisque le boutrier, toujours enfermé dans la forteresse de l'île du Mozambique, ne peut se défendre devant la Cour de Goa. La presse s'en mêle et la tension monte. Les autorités portugaises autorisent alors le transfert de Guliano à Goa, sous bonne garde mais surtout à ses frais. L'indignation française redouble car le boutrier est ruiné et sans embarcation<sup>37</sup>. En définitive, la Cour d'appel de Goa confirme la condamnation prononcée au Mozambique et Guliano reste incarcéré. La procédure judiciaire s'éternise puisqu'en 1879 la Cour Suprême de Lisbonne examine toujours le cas du boutrier de la *Rozalie*<sup>38</sup>.

Entre temps les situations nationales évoluent, toujours plus ou moins contraintes par la Grande-Bretagne. En effet, après avoir été constamment critiqué et discrédité, le Portugal se range définitivement parmi les pays abolitionnistes en 1878. La France, quant à elle, cherche à s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, qui ne fournit jamais les engagés indiens en nombre suffisant et menace sans cesse de bloquer l'accès à cette source de travailleurs. De ce fait, la France entreprend d'après négociations avec le Portugal pour faire venir des ouvriers mozambicains à La Réunion, suite à l'abolition de 1878. Afin de ne pas compromettre ce nouvel espoir d'accord sur le recrutement à grande échelle au Mozambique, les autorités françaises retirent leur soutien au boutrier de la *Rozalie*. Le projet de « formation » des travailleurs développé par Sarda Garriga, Rontaunay et l'officier Bridet dès la décennie 1850 est sur le point de voir le jour<sup>39</sup>.

## CONCLUSION

Suite à l'évolution politique et juridique intervenue au Mozambique en 1857 au sujet de l'esclavage, la répression s'abat sur les recruteurs réunionnais peu scrupuleux, dont l'emblématique capitaine du *Charles-et-Georges*. Cette soudaine intransigeance mozambicaine vis-à-vis de la traite négrière clandestine et l'hypocrisie de la société réunionnaise sur l'origine des engagés engendrent un fort antagonisme régional qui se répercute jusqu'aux métropoles européennes. Mais l'opposition entre Paris et Lisbonne à propos du recrutement au Mozambique ne doit pas se concevoir comme un simple conflit bilatéral franco-portugais. Il s'agit plutôt d'un épisode d'une guerre d'influence plus large que se livrent la France et le Royaume-Uni jusqu'à la fin du siècle.

---

<sup>36</sup> AML 4C6-2F, nombreuses lettres de Le Helloco en octobre et novembre 1875.

<sup>37</sup> AML 4C6-2F, lettre du Commandant Brossard de Corbigny au Commandant Supérieur de Mayotte, le 20 mars 1876.

<sup>38</sup> AML 4C3-9, lettre du Commandant de la Station de la Mer des Indes au Ministre de la Marine et des Colonies, le 1er novembre 1879.

<sup>39</sup> AMV BB4-1047C, lettre du Capitaine Bridet au Gouverneur général Almeida, le 7 avril 1858 ; voir notes 1 et 10.

A l'issue de ces décennies houleuses et conflictuelles entre la France et le Portugal à propos des engagés mozambicains, un accord est effectivement trouvé et des dizaines de Mozambicains sont envoyés à La Réunion pour travailler. Cependant l'embellie entre le Mozambique et La Réunion au sujet des engagés ne dure pas. En effet, des travailleurs mozambicains se révoltent en 1891 à La Réunion parce qu'on leur refuse le retour chez eux au terme de leurs trois ans de contrat<sup>40</sup>. Averties que certains engagés mozambicains sont gardés contre leur gré à La Réunion, les autorités portugaises, sans doute sous l'influence britannique, mettent un terme à l'accord de recrutement. Parallèlement, les Britanniques œuvrent pour réorienter la totalité du flot d'émigrants mozambicains vers leur colonie sud-africaine du Natal, privant définitivement La Réunion de cette source de main-d'œuvre. Depuis le scandale du *Charles-et-Georges*, le Portugal et la France, à travers leurs colonies du Mozambique et de La Réunion, n'auront jamais véritablement réussi à régler leur contentieux à propos de l'engagement de travailleurs libres, pour le plus grand profit de la Grande-Bretagne.

---

<sup>40</sup> Archives Départementales de La Réunion, 12M29, lettre du planteur Lepervanche au Chef du service de l'immigration, le 27 mai 1891, lettre du Chef du service de l'immigration au Gouverneur de La Réunion, le 23 juin 1891.



## **« FUTEBOLIZAR A CIDADE » ? FOOTBALL, SÉGRÉGATION ET STRATÉGIES CITADINES A LOURENÇO MARQUES (MOZAMBIQUE), ANNÉES 1940-1970**

Didier NATIVEL  
LAM-IEP Bordeaux

**Résumé :** L'objectif de cet article est de montrer dans quelle mesure le football a représenté un moyen pour les colonisés d'exprimer la pluralité de leur citadinité au sein de leurs quartiers sous-équipés, entre les années 1940 et 1970. La « footballisation » de la ville, comme aurait pu le suggérer le grand poète et ancien sportif José Craveirinha, a constitué une forme importante d'appropriation spatiale, temporelle et sensorielle d'un espace toujours marqué par l'exclusion malgré de timides transformations dans les années 1960. Cependant cette source fragile d'autonomisation a été constamment menacée par les besoins des équipes portugaises en nouveaux talents.

**Mots clés :** Football, Mozambique, système colonial, citadinité

***Abstract:** This article aims at showing that football was a way for colonised people to express the plurality of their urbanity in the under-equipped suburbs of Lourenço Marques between the 1940s and the early 1970s. Despite an active racial exclusion, the 'footballization' of the city (as the great poet and former sportsman José Craveirinha could have called it) constituted an important way for players to appropriate through time, space, and senses a space still marked by exclusion in the 1960s, in a context of modest political changes. However, this fragile source of autonomy was constantly threatened by the Portuguese teams' need for new talents.*

**Keywords :** Football, Mozambique, Colonial system, Urbanity

Aux yeux des autorités coloniales, le « football africain », comme il était appelé avec condescendance dans la presse européenne du Mozambique, avait deux vocations principales : canaliser l'énergie des jeunes habitants des quartiers périphériques de la ville et, d'autre part, servir de réserve potentielle de talents aux équipes européennes locales liées aux grands clubs du Portugal (dont le Sporting et Benfica). C'est ainsi, qu'à la fin des années 1950, a été recruté Eusébio da Silva Ferreira surnommé la « panthère noire » et présenté comme le rival de Pelé dans les années 1960.

Mais dans les *subúrbios* (quartiers périphériques « indigènes ») sous-équipés de Mafala, de Xipamanine ou de São José de Lhanguene, le football était au centre d'un riche univers social où il remplissait de multiples fonctions. Intégrateur, il renforçait la cohésion entre les habitants dont beaucoup étaient des migrants ruraux. Fédérateur, il favorisait l'émergence de solidarités dans le cadre d'associations qui ont servi de creuset au nationalisme mozambicain, entre les années 1940 et 1960. Dans le même temps, dans un contexte de forte ségrégation, la réussite de quelques sportifs métis et africains n'a guère changé la difficile situation des sportifs de la périphérie de Lourenço Marques.

Cette étude entend moins restituer une histoire exhaustive du football au Mozambique et dans sa capitale coloniale Lourenço Marques<sup>1</sup>, que de penser le sport comme pratique sociale d'affirmation voire d'autonomisation. Dans ce sens, ce travail poursuit une exploration des formes et des dynamiques de la citoyenneté à Lourenço Marques des années 1940 à l'indépendance du Mozambique<sup>2</sup>.

## I) LA TRADUCTION SPORTIVE DE LA SEGREGATION

Au début du siècle, l'influence anglaise se fit sentir dans le domaine des loisirs. Des clubs de golf, tennis, sports nautiques<sup>3</sup> apparurent sur le modèle sud-africain. En effet, l'élite locale comprenait un certain nombre de commerçants et agents commerciaux britanniques venus du territoire voisin. En 1922, un journal sportif fut même fondé, *Semana Desportiva*, par un employé de commerce de l'importante Casa Bridler, société suisse, qui représentait entre autres les camions Ford<sup>4</sup>.

Certains sports excluaient les Africains voire les Métis, de manière plus ou moins explicite : la natation, le basket et surtout le hockey sur patin, discipline dans laquelle excellaient les Portugais de la Métropole et des colonies<sup>5</sup>. L'athlétisme et la

---

<sup>1</sup> Ce travail est entrepris d'une manière très précise par Nuno DOMINGOS : « Futebol e colonialismo, dominação e apropriação: sobre o caso moçambicano », *Análise Social* (Lisboa) vol. XLI (179), 2006, p. 397-416 ; « As políticas desportivas do Estado colonial em Moçambique », *Lusotopie* XVI (2), 2009, p. 83-104 ; « A circulação de um esquema tático: o exemplo do WM em Inglaterra, Portugal e Moçambique », *Esporte e Sociedade*, n°14, mars/juin 2010, p. 1-32 ; « Urban football narratives and the colonial process in Lourenço Marques », *International Journal of the History of Sport*, 2011, vol. 28, n°15, p. 2159-2175. R. SERRADO et P. SERRA ont, quant à eux, cherché à inscrire l'histoire du football mozambicain dans un contexte portugais plus large au XX<sup>ème</sup> siècle : *História do futebol português. Das origens ao 25 de Abril. Uma análise social e cultural*, Vol. I, Carcavelos, Prime Books, 2010, 671 p.

<sup>2</sup> Cette recherche participe à une comparaison avec Madagascar, territoire moins marqué par la ségrégation. Cf. D. NATIVEL, « Emergence de quartiers et affirmation d'une identité urbaine dans des contextes coloniaux à Lourenço Marques et Majunga (années 1930-années 1970) », in A. FOREST (dir.), *La production socio-politique du territoire dans les situations de « non-centralité »*. *Etudes de cas dans les sociétés du Sud. Approches historiques et anthropologiques*, Paris, Les Indes Savantes, 22 p, à paraître.

<sup>3</sup> Le club Naval était l'un des lieux et cercles les plus huppés de la ville. Il était interdit d'accès aux Africains.

<sup>4</sup> I. ROCHA, *A imprensa de Moçambique*, Lisbonne, Edição Livros o Brasil, 2000, p. 133.

<sup>5</sup> La tauromachie était aussi bien représentée sur place.

boxe incluait des sportifs noirs et métis, mais ces derniers restaient dans l'ombre des figures qui dominaient ces disciplines. Jusqu'à l'indépendance, la qualité des équipements et le statut des sportifs distinguaient bien nettement ville européenne, dite de Ciment ([voir carte page](#) ), et ville « indigène » appelée *Canico*<sup>6</sup>.

### A. Le football de la « ville de Ciment »

A Lourenço Marques et à Beira comme dans d'autres colonies portugaises, le football a d'abord été pratiqué par des militaires, des employés de commerce ou de la compagnie de chemin de fer.

Parmi les clubs les plus importants de Lourenço Marques dans les années 1920, se trouvait justement le Ferroviário. Financé par la compagnie en charge du port et du chemin de fer de la ville (PCFLM), l'un des grands employeurs de la ville, il constituait une institution majeure dans l'encadrement des loisirs. Le club remporta de nombreuses fois les compétitions locales face à d'autres formations, dont plusieurs étaient affiliées à des grands clubs de Lisbonne (Benfica, Sporting, Belenenses)<sup>7</sup>. En ce sens, le football participait bien d'une lusitanisation des « provinces d'outre-mer ». C'est de métropole que parvenaient les règles qui ont standardisé le jeu, arrivaient joueurs et entraîneurs potentiels ou encore, schémas tactiques<sup>8</sup>. Mais dans l'autre sens, les meilleurs footballeurs de ces annexes coloniales entamaient de véritables carrières au Portugal. Dans les années 1940, des équipes lisboètes recrutent par exemple Carlos Brito (du Desportivo de Lourenço Marques) et surtout Júlio Cernadas Pereira dit Juca<sup>9</sup> (du Sporting de Lourenço Marques). Ce dernier devint même plus tard l'un des plus grands sélectionneurs national.

En 1922, une fédération est créée dans la ville : l'AFLM (Associação de Futebol de Lourenço Marques ou Association de Football de Lourenço Marques). L'AFLM, organise des compétitions régulières puis envisage la mise en place d'un championnat à l'échelle de la colonie. Ce dernier n'est cependant concrétisé que dans les années 1940. Sans surprise, Lourenço Marques, la capitale et cœur économique du Mozambique, concentre les meilleurs clubs de la colonie.

Indéniablement, le football a laissé son empreinte sur la ville européenne. Les principales équipes laurentines disposaient de lieux d'entraînement voire de véritables complexes sportifs, généralement situés dans les quartiers les plus fréquentés. Le terrain ou *campo* du Desportivo, se trouvait déjà dans les années 1920 en face de la première mairie (*O Brado africano*, 12/07/1924). Celui du Ferroviário était situé dans la partie basse, non loin du port, au rôle économique essentiel<sup>10</sup>. Plus tard, le Sporting de Lourenço Marques se dota d'un stade d'une capacité d'accueil de 15 000 places. Enfin en 1961, le Ferroviário décida de construire un nouvel équipement encore plus monumental, le stade Salazar, édifié à l'écart de la ville (Machava) et capable

---

<sup>6</sup> Canico signifie « jonc ». Les habitations en matériaux végétaux dominaient en périphérie de la ville où vivaient majoritairement des Africains. Le terme *subúrbios* (quartiers périphériques) est aussi utilisé dans l'article pour désigner le même espace. Voir page 223, M-C. MENDES, *Maputo antes da independência. Geografia de uma cidade colonial*, Lisbonne, Grafica Imperial, 1985, 526 p.

<sup>7</sup> Dans les années 1950, 15 équipes étaient présentes au sein de 3 divisions. Les principales étaient : Desportivo (liée au Benfica), Sporting (rattaché au Sporting de Lisbonne), 1° de Maio (proche des Belenenses), Indo-português, Malhangalene (dont le modèle était le F.C. Porto), et Alto Maé.

<sup>8</sup> DOMINGOS, 2009, *op. cit.*

<sup>9</sup> Né en 1929 (et mort en 2007).

<sup>10</sup> A. de OLIVEIRA, page 36, *Isto de futebolis...*, Maputo, Ndjira, 1998, 177 p.

d'accueillir 32 000 personnes<sup>11</sup>.

Le football rythmait la vie de Lourenço Marques. La presse générale et sportive puis la radio (à partir des années 1930) en donnent un assez bon aperçu en rendant compte très régulièrement des matchs. Les chroniqueurs spécialisés étaient souvent d'anciens footballeurs qui continuaient d'ailleurs de pratiquer leur sport favori avec leurs collègues<sup>12</sup>. Leurs articles contribuaient à faire de certains joueurs de l'AFLM des figures populaires de la ville (Fernando Lage, Abel Bastos, Jorge Viana). Mais en dehors du Ferroviário qui offrait un emploi à ses joueurs, les autres équipes ne comptaient que sur des amateurs qui devaient concilier sport et vie professionnelle. Dans une de ses pièces, Orlando Mendes, écrivain de l'opposition, analyse le drame d'un joueur lourdement blessé en fin de carrière et sans ressources<sup>13</sup>.

Le football ne concernait pas uniquement les clubs semi-professionnels mais s'insinuait dans de nombreuses institutions. Il était en effet pratiqué dans l'armée, la Mocidade Portuguesa<sup>14</sup> et dans la plupart des établissements scolaires. Les plus importants d'entre eux, le lycée Salazar, l'Ecole technique, l'Institut Portugal s'affrontaient périodiquement à partir des années 1930-1940<sup>15</sup>. Enfin, un peu partout il existait des petits clubs de quartier.

Dès l'entre-deux-guerres, des rencontres sportives étaient organisées avec des formations portugaises d'outre-mer<sup>16</sup> et d'Afrique du Sud<sup>17</sup>. Elles constituaient des petits moments de fierté locale précisément relatés dans la presse. Si bien que le milieu du football de Lourenço Marques est parfois tiraillé entre le désir patriotique de renforcer ses liens avec la métropole et celui d'affirmer une certaine autonomie. C'est pour cela que le départ de nombreux sportifs recrutés par les équipes de Lisbonne n'est pas toujours bien vécu. N'était-ce pas la cause de défaites subies face à des clubs étrangers et surtout de l'atonie du championnat local<sup>18</sup> ? L'une des solutions retenues pour faire face à cette situation a été de puiser dans de nouvelles recrues dans le *Caníço*.

---

<sup>11</sup> *Estádio Salazar*, Lourenço Marques, Direcção dos Serviços dos Portos, Caminhos de Ferro e Transportes, Secção de Propaganda e Publicidade, 1968, 30 p. Le financement incombe à la compagnie PCFLM et repose en partie sur les subsides de la colonie ainsi qu'aux cotisations des adhérents. Son inauguration a lieu en juin 1968 et donne lieu à une cérémonie officielle où le « flambeau de la patrie » (Facho da Pátria) est transporté depuis la métropole, sur le modèle de la flamme olympique. En présence du ministre de l'Outremer, le stade accueille le match Portugal-Brésil. L'équipe nationale s'incline 0 à 2 (*O Brado africano*, 29/06/68 et 6/07/68). Cf. aussi R. SERRADO, P. SERRA (2010, *op. cit.*), p. 666.

<sup>12</sup> Ainsi en 1967, celle du *Notícias* rencontre celle du Rádio clube (*O Brado africano*, 19/08/1967).

<sup>13</sup> O. MENDES, « O cerco », in *Um minuto de silêncio*, Beira, Ed. do Notícias da Beira, 1970, p. 12-54.

<sup>14</sup> Organisation d'encadrement de la jeunesse calquée sur le modèle fasciste. Sur le corporatisme sportif dans la colonie on peut se reporter à N. DOMINGOS (2009, *op. cit.*).

<sup>15</sup> A. de Oliveira, acteur et observateur de l'histoire du football au Mozambique avant et après l'indépendance, se souvient de matchs disputés alors qu'il était adolescent. Il avait alors pour compagnons des futurs grands joueurs (A. DE OLIVEIRA, 1998, *op. cit.*).

<sup>16</sup> Des matchs avaient fréquemment lieu entre les équipes de Lourenço Marques et de Luanda. Par ce biais, les deux villes confortaient leur réputation de « cités jumelles ». En 1955, le Ferroviário de Lourenço Marques se déplaça pour rencontrer une sélection de joueurs de Goa (cf. J. MILLS, «Football in Goa : Sport, Politics and the Portuguese in India», P. DIMEO, J. MILLS (ed.), *Soccer in South Asia: Empire, Nation, Diaspora*, Londres, Franck Cass Publishers, 2001, p. 82).

<sup>17</sup> L'Afrique du Sud, pôle économique essentiel pour le Mozambique est aussi une référence sportive. De fréquentes compétitions opposaient sportifs des deux territoires. Le Ferroviário a affronté des équipes des chemins de fer sud-africains à plusieurs occasions. Par exemple, le Pretoria South Africa Railway en 1930 (*O Brado Africano*, 19/04/1930) et le S. A. R. Durban en 1948 (*The Lourenço Marques Guardian*, 11/10/1948). En 1955, une sélection de joueurs de Lourenço Marques s'incline, 0 à 2, face à des joueurs du Transvaal (*O Brado africano*, 16/04/1955).

<sup>18</sup> C'est dans ce sens que s'interroge un journaliste de *Eco dos Sports* (30/07/1955).



## B. Le « football africain » : vivier de talents pour les équipes européennes ?

La presse européenne ne donne que de très rares échos des matchs qui avaient lieu dans la périphérie, espace où pourtant vivait la majorité de la population de l'agglomération de Lourenço Marques. Quand en avril 1950, le *Lourenço Marques Guardian* publie les résultats de matchs entre plusieurs clubs de l'AFA (Associação de Futebol Africana ou Association Africaine de Football), le fait est exemplaire pour être noté. A la lecture du journal, on apprend qu'aucun journaliste ne s'est déplacé mais qu'un compte rendu a été envoyé par les responsables d'un club du *Canico*, le G. D.<sup>19</sup> Vasco da Gama (*Lourenço Marques Guardian*, 22/04/1950). A l'inverse, le *Brado africano*<sup>20</sup>, journal du Grémio africano puis de l'Association africaine (Associação Africana)<sup>21</sup>, publie une chronique précise de la vie sportive de la ville de Ciment comme des championnats nationaux.

Cependant, cette invisibilité du « sport africain » dans l'espace public de la ville ne doit pas cacher l'intérêt croissant, et somme toute pragmatique, que les dirigeants de l'AFLM ont manifesté à l'égard des sportifs les plus prometteurs des clubs de la périphérie. Dès l'entre-deux-guerres et malgré la ségrégation, plus forte sous l'Estado Novo<sup>22</sup>, des clubs européens comme le 1<sup>o</sup> de Maio ont fait appel à des joueurs Métis voire Africains. Cette timide ouverture n'est pas sans poser de problèmes, en particulier lors des déplacements en Afrique du Sud, après la mise en place de l'Apartheid. Ainsi, durant un match que le G. D. 1<sup>o</sup> de Maio effectue dans ce pays en 1955, les joueurs Métis et Africains sont écartés du voyage (*O Brado africano*, 8/10/1955).

Néanmoins, le phénomène s'est accentué dans les années 1940 et 1950, non seulement dans la ville et la colonie mais aussi dans tout l'empire portugais. Avant même le passage rapide d'Eusébio da Silva Ferreira de la périphérie à Lisbonne au début des années 1960, d'autres joueurs exceptionnels ont été détectés par des recruteurs de la ville européenne<sup>23</sup>. Parmi eux, Matateu puis Mário Wilson et Mário Esteves Coluna.

Sebastião Lucas da Fonseca dit Matateu, né en 1927, est originaire d'Alto Maé. Ce quartier populaire de transition entre ville de Ciment et *Canico* accueillait des familles européennes, métisses, indo-portugaises et d'Africains « assimilés ». Tout comme Coluna, Matateu a d'abord joué au club Albasini avant d'entrer au 1<sup>o</sup> de Maio. En 1951, il est remarqué par un ancien joueur du Belenenses, dont le 1<sup>o</sup> de Maio était la filiale. Comme il fait sensation lors de ses premiers matchs en métropole, il obtient d'être sélectionné dans l'équipe nationale portugaise, dont il deviendra avec Mário Wilson et Coluna, l'un des piliers<sup>24</sup>. Bien avant Eusébio, Matateu a accédé au rang

---

<sup>19</sup> Ou Grupo Desportivo, groupe sportif. Le football n'était pas le seul sport pratiqué au sein de cette organisation, d'où cette dénomination.

<sup>20</sup> Jusqu'aux années 1960, ce journal est l'un des supports d'affirmation socioculturelle des « indigènes » et « assimilés » et une précieuse source pour l'historien. A partir de 1958, il est pris en main par un membre du parti de Salazar, l'União Nacional. Après 1964, il participe à une campagne de dénonciation du FRELMO (Front de Libération du Mozambique), le principal parti nationaliste mozambicain qui lance une insurrection en 1964. Néanmoins, on continue d'y trouver des informations utiles sur le sport.

<sup>21</sup> Le Grémio puis l'Association africaine étaient dominés par des Métis. Il en sera davantage question plus loin.

<sup>22</sup> Etat Nouveau : nom de la dictature mise en place à la suite d'un coup d'Etat en 1926 et confirmé en 1933.

<sup>23</sup> Beaucoup des joueurs africains et/ou métis recrutés pour le Portugal étaient originaires de Lourenço Marques. Mais d'autres vinrent de villes de province comme Tete pour José Pérides (né en 1935) membre du Sporting Portugal puis du Benfica, ou Humberto Nazareth (né en 1937) originaire de Quelimane et qui joua dans le Ferrovial de Lourenço Marques puis au Portugal et enfin Shéu Han (né en 1953), d'Inhassoro, parti en 1970 pour le Portugal pour entrer au Benfica et dans l'équipe nationale.

<sup>24</sup> Son frère Vicente suivra le même chemin et intégrera aussi l'équipe nationale portugaise (R. SERRADO, P. SERRA, 2010, *op. cit.*, p. 642).

d'idole nationale portugaise<sup>25</sup>, fait d'autant plus exceptionnel que la ségrégation restait forte au début des années 1950.

De son côté, Mário Wilson (né en 1929) évoluait dans des associations sportives de la ville de Ciment mais venait d'une famille métisse très liée au Grémio africano<sup>26</sup>. Engagé à l'Académica de Coimbra il intégra ensuite le Benfica, dont il devint plus tard l'entraîneur. Comme Matateu, Mário Esteves Coluna (né en 1935) a démarré à l'Albasini<sup>27</sup>, avant d'être engagé par le Desportivo puis de poursuivre également une brillante carrière au Benfica à partir de 1954 (à 19 ans)<sup>28</sup>.

La trajectoire sportive d'Eusébio da Silva Ferreira (né en 1942)<sup>29</sup> est encore plus exceptionnelle que celle de ses prestigieux prédécesseurs. Originaire de Mafalala, l'un des quartiers les plus dynamiques et aujourd'hui mythiques du *Canico*, Eusébio s'est passionné jeune pour ce sport, praticable partout et avec peu de moyens, à l'instar de nombre de garçons des *subúrbios*. Après s'être distingué dans un club de quartier, « Os Ciment avant de partir jouer au Portugal sans passer par l'un des clubs liés à l'AFA<sup>30</sup>. Après lui, l'attraction exercée par les joueurs du *Canico* sur les responsables portugais s'est accéléré. En effet, il n'est pas exagéré de dire que les sportifs venus des colonies ont permis aux formations portugaises de jouer dans la cour des grands<sup>31</sup>. De fait, les clubs du *Canico* devinrent l'objet d'une grande attention, d'autant plus ambiguë qu'elle tirait profit des difficultés matérielles du monde sportif de la périphérie.

## II) LES CLUBS DES QUARTIERS PÉRIPHÉRIQUES DE LOURENÇO MARQUES

### A. L'appropriation précoce du football comme signe d'affirmation citadine

Il existe probablement deux sources au football pratiqué par les Africains du Mozambique. La première est bien sûr liée à la présence de joueurs européens à

---

<sup>25</sup> F. CORREIA, page 26, *Matateu : a oitava maravilha*, Lisbonne, Sete Caminhos, 2007, 109 p.

<sup>26</sup> Le Grémio africano est dirigé en 1936 par un certain Guilherme Wilson. Le fils de Guilherme et cousin de Mário, Guilherme Wilson Junior, né en 1929, fut aussi recruté comme joueur à l'Académica de Coimbra. Cette équipe, bien plus que les clubs de Lisbonne, engagea de très nombreux joueurs issus des colonies dès les années 1930. Une étude reste à faire sur ce point peu abordé par R. Serrado et P. Serra.

<sup>27</sup> Du nom de João Albasini, grande figure du milieu associatif (dirigeant du Grémio africano) de la périphérie et fondateur du journal *O Brado africano*. Cf. J. M. PENVENNE, «João dos Santos Albasini (1876-1922): The Contradictions of Politics and Identity in Colonial Mozambique», *Journal of African History*, Vol. 37, n°3, 1996, p. 419-464.

<sup>28</sup> Mais contrairement à la plupart des joueurs partis au Portugal, lui revint au Mozambique après l'indépendance. Jusqu'à sa mort en février 2014, il a joué un rôle de premier plan au sein de la fédération nationale.

<sup>29</sup> La mort récente de ce dernier, en janvier 2014, a suscité au Portugal notamment un grand nombre d'hommages mais également de réflexion sur le sens complexe postcolonial de sa trajectoire. Cf. N. DOMINGOS, «As lutas pela memória de Eusébio», in *Público*, 9/01/2014.

<sup>30</sup> Il a en effet d'abord joué au Sporting de Lourenço Marques, avant d'être engagé non pas au Sporting de Lisbonne mais au Benfica (A. de Oliveira, 1998, p. 8). Sur les détails de cette épisode presque mythique de cette légende du football voir (R. SERRADO, P. SERRA, 2010, *op. cit.*, p. 632-635; G. ARMSTRONG, «The Migration of the Black Panther : An Interview with Eusebio of Mozambique and Portugal», G. Armstrong, R. Giulianotti (ed.), *Football in Africa. Conflict, Conciliation and Community*, Londres, Palgrave MacMillan, 2004, p. 247-266.).

<sup>31</sup> On retrouve la même volonté de drainer les meilleurs joueurs africains en Angola autour par exemple de Jacinto João (1944-2004), recruté au Vitória de Setúbal et dans l'équipe nationale de 1968 à 1974 ou avec Henrique Ben David du Cap Vert (R. SERRADO, P. SERRA, 2010, *op. cit.*, p. 652). Il semble cependant que le Mozambique a constitué la principale réserve de joueurs de haut niveau du Portugal. Pour une vision d'ensemble de l'intérêt des Européens pour le football africain cf. P. DARBY [« Migração para Portugal de jogadores de futebol africanos: recurso colonial e neocolonial », *Andlise Social*, vol. XLI (179), 2006, 417-433] et P. DIETSCHY [« Histoire des premières migrations de joueurs africains en Europe. Entre assimilation, affirmation et déracinement », *Afrique contemporaine*, 2010/1, n° 233, p. 35-48].

Lourenço Marques même. Mais la seconde, à ne pas négliger bien que moins connue, est liée au fait que des mineurs mozambicains, nombreux en Afrique du Sud dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, ont sans doute joué au football sur les *compounds* puis ramenés cette pratique au Mozambique<sup>32</sup>. En effet, en Afrique du Sud, ce sport s'est développé entre les années 1860 et 1900 parmi les militaires, les ouvriers blancs et par le biais des missions. Si bien que des joueurs noirs ont commencé assez tôt à pratiquer ce sport dans les villes et les zones minières<sup>33</sup>.

L'une des premières équipes des *subúrbios* a été celle que l'association Anjuman Anuaril Issilamo fonde en 1912. Cette association d'aide mutuelle d'Afro-musulmans avait aussi une vocation dans le domaine des loisirs. A cette fin, elle acquit un terrain de football, dans la périphérie, à Minkadjuine<sup>34</sup> et créa un club qui ne fut toutefois officialisé qu'en 1929<sup>35</sup>. Entre-temps, d'autres formations sportives ont été créées. Si le football n'est pas le seul sport pratiqué au sein de ces associations, c'est sans conteste le plus populaire<sup>36</sup>.

En 1930, le Mahafil Isslamo affronte régulièrement d'autres équipes non européennes parmi lesquelles le Grupo desportivo Beira-Mar, le Grupo Internacional Africano, l'Atlético Club Mahometano (*O Brado Africano*, 7/06/1930) ou encore le Munhuense (Azar), le João Albasini, le Vasco da Gama, toutes explicitement liées à un quartier (Munhuense du quartier de Munhuana, São José du quartier de São José de Lhanguene)<sup>37</sup> ou à un groupe de migrants : Inhambanense (d'Inhambane), Gazenense (de Gaza), Zambeziano (du Zambèze). Plusieurs d'entre elles gravitaient autour d'une association fondamentale, le Grémio africano. Créé au début des années 1920, le Grémio était dominé par une petite bourgeoisie locale dont les frères Albasini<sup>38</sup> qui défendaient les droits politiques des Indigènes et encadraient leurs loisirs. Le Grémio comprenait des commerçants, des employés de commerce et des petits fonctionnaires (des douanes, du service des affaires indigènes, des tribunaux), parfois propriétaires<sup>39</sup>.

Parmi les personnalités phares du Grémio africano se trouvait un avocat au passé de sportif, Karel Pott. Né en 1904, il est le fils d'un hollandais, Gerard Pott et

---

<sup>32</sup> P. HARRIES, page 75, *Work, Culture, and Identity. Migrant Laborers in Mozambique and South Africa, c. 1860-1910*, Portsmouth, London, Johannesburg, Heinemann, James Currey, Witwatersand University Press, 1994, 305 p.

<sup>33</sup> P. C. ALEGI, «Playing to the Gallery? Sport, Cultural Performance, and Social Identity in South Africa, 1920s-1945», *International Journal of African Historical Studies*, Vol. 35, 2002, p. 17-38.

<sup>34</sup> R. HONWANA, page 96, *The life history of Raúl Honwana. An inside view of Mozambique from colonialism to Independence, 1905-1975*, edited and with an introduction by A. F. Isaacman, Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1988, 181 p.

<sup>35</sup> V. ZAMPARONI, «Monhés, Baneanes, Chinas e Afro-maometanos. Colonialismo e racismo em Lourenço Marques, Moçambique, 1890-1940», *Lusotopie*, 2000, p. 214-215.

<sup>36</sup> Cependant, de nombreux footballeurs pratiquaient parallèlement d'autres sports et en particulier l'athlétisme. Le cas de Karel Pott abordé plus bas se retrouve jusqu'à la veille de l'indépendance. Les sports pratiqués par les jeunes filles et les femmes méritent une étude qui permettrait de contrebalancer la vision très masculine de la ville que renvoie indirectement cet article, du fait du sujet traité.

<sup>37</sup> Comme l'Anuaril Issilamo, l'Atlético Mahometano est composé d'Afro-musulmans vivant surtout dans le quartier de Minkadjuine (ou Mincadjuine). Dans la presse l'équipe est parfois appelée Altético Mahometano Mincadjuine.

<sup>38</sup> J. PENVENNE, *African workers and colonial racism. Mozambican strategies and struggles in Lourenço Marques, 1877-1962*, Portsmouth, Johannesburg, London, Heinemann, Witwatersrand University Press, James Currey, 1995, 229 p.

<sup>39</sup> Quand ils étaient reconnus par leur père portugais (ou d'une autre nationalité européenne) ou quand ils avaient le statut d'assimilé. Cf. A. ROCHA, *Associativismo e nativismo em Moçambique : contribuição para o estudo das origens do nacionalismo moçambicano (1900-1940)*, Maputo, Promédia, 2002, 478 p.

d'une africaine de la ville, Carlota Especiosa Paiva Raposo. Métis et fils d'un commerçant et consul étranger, il a pu étudier dans l'unique lycée de la colonie, le lycée du 5 Outubro<sup>40</sup> avant de poursuivre des études de droit au Portugal. Une fois diplômé, il rentra en 1932 à Lourenço Marques<sup>41</sup>. Dans sa jeunesse, c'était un sportif de haut niveau qui jouait au poste de défenseur lors de matchs de football au début des années 1920 (*O Brado Africano*, 25/06/1921). Polyvalent, il a représenté le Portugal aux Jeux Olympiques de Paris de 1924 en athlétisme (au 100 et au 200 mètres)<sup>42</sup>, ce qui lui conféra une aura certaine auprès des plus jeunes<sup>43</sup>. Avec d'autres membres du Grémio et cadres dirigeants des clubs, il a impulsé la création d'une fédération sportive, l'AFA sur le modèle de l'AFLM.

Dès les années 1930, un championnat fut mis en place. Parmi les équipes qui y participaient, certaines étaient amenées à jouer en dehors de Lourenço Marques comme à Inhambane par exemple (*O Brado Africano*, 21/01/1956) ou dans des petites localités du sud de la colonie. Ainsi, São José est invité en 1956 à jouer à Morrumbene et Maxixe (*O Brado Africano*, 29/09/1956). De fait, il apparaît assez nettement que les clubs du *Canico*, marginaux dans le contexte de la ville de Ciment, bénéficiaient d'une position centrale dans l'espace footballistique « indigène » du Mozambique. Ils devaient constituer des modèles pour les associations sportives rurales et urbaines du sud voire du nord de la Save, moins bien dotées. C'est, entre autres, pour cette raison que ces clubs organisent des rencontres avec leurs homologues sud-africains<sup>44</sup> comme en juillet 1936, quand le Beira-Mar joue contre les All Blacks (*O Brado africano*, 4/07/1936). Plus tard, en 1955, à l'initiative du Mahafil Isslamo, le Heart Football Club de Johannesburg participe à plusieurs matchs sur le terrain de Xipamanine (*O Brado Africano*, 9 et 16/04/1955). En juillet de la même année, les Collegians de Johannesburg jouent contre une sélection de l'AFA (*O Brado Africano*, 9/07/1955). En 1956, des matchs opposent les Bantus de Pretoria à des joueurs de l'AFA à Lourenço Marques puis en Afrique du Sud (*O Brado Africano*, 27/10/1956). En juin 1957, le joueur sud-africain Darius Dhlomo<sup>45</sup> se rend dans le *Canico* avec une sélection de joueurs de Durban<sup>46</sup>.

## B. L'AFA et les problèmes des clubs

A partir du milieu des années 1930, le monde associatif du *Canico* était partagé entre deux grandes entités issues du Grémio africano: l'Association africaine, contrôlée par des Métis et l'Instituto Negrofilo, plus tard nommé CAN (Centro Associativo dos Negros<sup>47</sup>), dirigé par des Africains « assimilés »<sup>48</sup>. Malgré leurs rivalités, entretenues

<sup>40</sup> Plus tard rebaptisé lycée Salazar.

<sup>41</sup> A. ROCHA, 2002, *op. cit.*, p. 453

<sup>42</sup> Cf. aussi sa nécrologie dans *Lourenço Marques Guardian* du 29/12/1953.

<sup>43</sup> C'est le cas de deux anciens joueurs de l'AFA et cadres associatifs des années 1950-1960 comme le journaliste et écrivain José Craveirinha, dont il sera question un peu plus loin, et sans doute aussi de l'avocat Domingos Arouca. Tous deux étaient d'une génération plus jeune que Karel Pott.

<sup>44</sup> Même s'il nous est pour le moment difficile d'en savoir plus, il devait exister des relations entre dirigeants de l'AFA voire des clubs et responsables des équipes noires sud-africaines. La forte présence mozambicaine dans le Rand explique sans doute ces liens qu'il faudrait cependant explorer par des enquêtes ultérieures.

<sup>45</sup> P. ALEGI, «A biography of Darius Dhlomo: transnational footballer in the era of apartheid», *Soccer & Society*, vol. 11, n°1-2, 2010, p. 46-62.

<sup>46</sup> P. ALEGI, «Entertainment, Entrepreneurship, and Politics in South African Football in the 1950s», Paper for the WISER seminar series, University of the Witwatersrand, 4/08/2003, p. 14-15.

<sup>47</sup> Le nom complet de cette association très importante des *subúrbios* est : Centro Associativo dos Negros da Província de Moçambique ou Centre associatif des Noirs de la Province du Mozambique. Mais elle était d'abord connue sous le terme de CAN.

par l'administration coloniale, ces deux associations s'entendaient pour faire fonctionner l'AFA. Le sport en général et le football en particulier constituaient un terrain d'entente possible entre elles. A la fin des années 1930, Eugénio da Silva Júnior typographe et membre de l'Association africaine<sup>49</sup>, était à la tête de la fédération. Connu pour son implication dans le milieu sportif de la périphérie, il faisait partie des fondateurs de l'un des grands clubs du *Canico*, le Munhuense (Azar)<sup>50</sup>.

14 équipes étaient affiliées à l'AFA. La plupart d'entre elles éprouvaient de sérieuses difficultés financières ; à l'image des problèmes quotidiens que rencontraient les habitants du *Canico*. Dans une interview donnée au journal *Eco dos Sports* en 1938, Eugénio da Silva Júnior reconnaissait la faiblesse des ressources de la fédération. En effet, plusieurs groupes sportifs peinaient à payer leurs cotisations (São José, Zambeziano et Vasco de Gama). D'autre part, malgré l'aide de certains notables, les clubs ne compensaient que difficilement la faiblesse des revenus des joueurs et, plus généralement, celles des membres. Les ouvriers africains de l'industrie, nombreux parmi les joueurs, étaient rémunérés au moins dix fois moins que les Européens dans les années 1950<sup>51</sup>. Enfin, nous ne savons si tous les matchs étaient payants, mais il est fort probable que beaucoup d'habitants des *subúrbios* y assistaient sans payer<sup>52</sup>, sauf lors de compétitions plus officielles<sup>53</sup>. Néanmoins, une partie des recettes de l'AFA provenaient des billets et finançait une caisse de secours payant les frais médicaux en cas d'accidents.

En 1938, l'AFA ne possédait ni siège ni terrains. Ceux qui étaient utilisés dans le championnat du *Canico* appartenaient aux clubs les mieux pourvus comme le Beira-Mar (près de la Mission de São José de Lhanguene), ou le Mahafil Isslamo et l'Atlético Mahometano à Xipamanine (*Eco dos Sports*, 10/05/1938)<sup>54</sup>.

L'un des autres problèmes soulevés durant l'interview de 1938 est celui de l'arbitrage. Le journaliste de *Eco dos Sports*, fait remarquer à Eugénio da Silva Júnior, non sans une certaine condescendance, que de nombreuses erreurs d'arbitrage étaient repérables lors des matchs, entraînant contestations voire violences. L'une des explications qui est alors livrée est que les arbitres de l'AFA ne bénéficiaient que rarement d'une formation consistante, contrairement à ceux de l'AFLM.

En 1945, une demande fut adressée au Gouverneur Général Bettencourt pour que l'AFA reçoive une subvention pour la construction d'un siège et l'aménagement d'un terrain. Mais dix ans plus tard, un chroniqueur d'*Eco dos Sports* constatait que rien n'avait été fait (*Eco dos Sports*, 4/08/1956). L'AFA ne disposait toujours que de

---

<sup>48</sup> Voir R. HONWANA, *op. cit.*, sur les différends entre ces associations.

<sup>49</sup> A. ROCHA, 2002, *op. cit.*, p. 148.

<sup>50</sup> Parmi les cadres de cette équipe on trouvait aussi bien des membres du Grémio que du CAN. Dans les années 1950, Miguel Guebuza le père d'Armando Guebuza (l'actuel président du Mozambique), infirmier et membre du CAN, prit la suite d'Eugénio da Silva Júnior à la tête du Munhuense (Azar).

<sup>51</sup> Voir page 176, D. HEDGES (dir.), *História de Moçambique. Moçambique no auge do colonialismo, 1930-1961*, Vol. 2, Maputo, Livraria Universitaria, Universidade Eduardo Mondlane, 1999, 295 p.

<sup>52</sup> C'est par exemple ce que laisse supposer un chroniqueur lors d'un match de l'AFA sur un terrain fermé (appelé Otto Barbosa da Silva) – ce qui n'empêche pas des spectateurs de suivre le match depuis des murs ou des arbres (*O Brado africano*, 4/05/1957).

<sup>53</sup> C'est le cas durant un match organisé sur le terrain de Xipamanine en février 1936 auxquels assistent le gouverneur du sud de la Save et son épouse (*O Brado africano*, 29/02/1936) ; ou encore lors d'une fête préparée par le Munhuense (Azar) en novembre de la même année (*O Brado africano*, 31/10/1936). Le prix des billets oscillait alors du simple (place debout) au triple (place assise).

<sup>54</sup> Ce dernier avait un rôle polyvalent. S'y déroulaient en effet aussi bien des matchs de football que des compétitions de lutte libre ou d'athlétisme (*O Brado africano*, 9/01/1937).

deux terrains de mauvaise qualité dépourvus de vestiaires. De plus, seuls 10 équipes avaient survécu (O Beira-Mar, Atlético Mahometano, Nova Aliança, S. José, Sporting Nacional, João Albasini, Inhambanense, Gazenense, Munhuanense, Zambeziano) tant bien que mal<sup>55</sup>. La situation de clubs comme le Mahafil Isslamo était pourtant moins fragile. Son dirigeant, Ambasse Tajú, interrogé par le *Brado* sur les raisons d'une crise qui l'opposait à l'AFA au milieu des années 1950, fit allusion à un conflit relatif à la copropriété du terrain du club avec l'Atlético Mahometano<sup>56</sup> (*O Brado africano*, 22/10/1955). On peut se demander si le trop fort dynamisme du Mahafil, le club le plus ancien, n'est pas l'une des causes profondes de son exclusion décidée par l'AFA ? En effet, Ambasse Tajú, fils du fondateur<sup>57</sup>, était en décalage complet avec le reste du monde sportif du *Canico* quand il fit part de ses ambitions : créer un complexe sportif sur le modèle de ceux de la ville de Ciment. Lié au milieu commerçant indien et afro-musulman, le club était plus riche que la moyenne. Tajú annonçait son désir d'aménagement d'une piste d'athlétisme autour d'un nouveau *campo* en plus d'un terrain de basket. De plus, en faisant allusion aux déplacements de son équipe en Afrique du Sud, il ajouta que c'était une manière de se confronter à du « vrai football » ; critique à peine voilée à l'égard de l'AFA. Il conclut l'entretien en ne cachant pas son souhait de refonder une nouvelle structure, implicitement rattachée à celle de la ville de Ciment. En fait, cette crise eut lieu peu de temps avant qu'au sein même de l'AFLM soit discutée la possible entrée des équipes de l'AFA dans le championnat du Mozambique (*O Brado africano*, 19/01/1957).

### C. De la marginalisation à une reconnaissance relative

Cette intégration eut effectivement lieu en 1959, quelques années avant la fin du code de l'Indigénat (1961) et donc celle, du moins du point de vue légal, de la ségrégation. Dans un premier temps, les clubs de la périphérie restaient toutefois cantonnés en deuxième et troisième divisions du championnat du Mozambique et ne disputaient que des matchs entre eux. Mais mêmes s'ils étaient réduits à des rôles de figurants, il leur était désormais possible de jouer sur des terrains plus confortables comme ceux du Ferroviário, du Desportivo et du Sporting (*O Brado africano*, 29/07/1967). Ce début de reconnaissance collective du football de la périphérie correspondait moins à un tournant politique majeur qu'à l'officialisation de l'idée que le *Canico* représentait plus que jamais la réserve de talents de la ville de Ciment.

La participation aux compétitions de l'AFLM représentait un effort financier supplémentaire pour les équipes de la périphérie<sup>58</sup>. Pourtant, certains joueurs et clubs parvenaient à tirer profit du nouveau contexte. En 1967, l'Atlético Mahometano parvint par exemple à entrer en première division suivi plus tard par d'autres formations. Les jeunes qui débutaient dans le championnat junior pouvaient plus facilement que dans le passé espérer intéresser les grands clubs de la ville de Ciment<sup>59</sup>. Achirafu Abubacar, aujourd'hui juge, après s'être exercé enfant dans les environs du terrain du Mahafil

---

<sup>55</sup> En 1947 lors d'une réunion des membres de plusieurs associations des *subúrbios*, le président du club de São José détaillait longuement les problèmes matériels que le club, à l'image d'autres, pouvait rencontrer (*O Brado Africano*, 1/02/1947).

<sup>56</sup> Ce club est né d'une scission avec le premier.

<sup>57</sup> Abdul A. N. Tajú, membre du Grémio africano au début des années 1930.

<sup>58</sup> Cela explique peut-être la présence plus grande de responsable financiers dans les organigrammes des équipes ? Voir N. DOMINGOS, 2010, *op. cit.*

<sup>59</sup> Il faut ajouter l'existence d'un championnat junior où l'on trouvait également des équipes du *Canico* (*O Brado africano*, 19/08/1967).

Isslamo, put entrer dans l'équipe junior du Sporting de Lourenço Marques<sup>60</sup>. Babalito (Ali Mubaraca Bin Saide, 1956-2010), de l'Atlético Mahometano, fut même recruté par les juniors du Benfica avant de poursuivre une véritable carrière au Portugal.

Durant cette dernière phase de l'histoire du football colonial, une nouvelle équipe s'impose sur la scène locale : le Desportivo da Cajú Industrial. La création de ce club rompt avec ce qui existait jusque-là. En effet, financé par une entreprise prospère possédée par un commerçant indien qui cherchait à encadrer les loisirs de ses salariés et à se faire de la publicité<sup>61</sup>, elle connut un succès rapide au point de remporter la deuxième division en 1969<sup>62</sup>. On retrouve un phénomène similaire à l'échelle du Mozambique avec Texáfrica, associée à une importante usine textile de Vila Pery (l'actuelle ville de Chimoio), qui s'imposa à trois reprises à la tête du championnat du Mozambique au début des années 1970<sup>63</sup>.

### III) LE FOOTBALL DANS LA VIE DES QUARTIERS PERIPHERIQUES

#### A. Un outil de cohésion ?

La plupart des clubs se sont constitués autour de noyaux durs, parfois communautaires, mais dont la base sociale s'est peu à peu ouverte. Dans beaucoup de clubs, des membres issus de la petite bourgeoisie métis ou assimilée, plus longuement scolarisés, côtoyaient une masse de jeunes manœuvres et ouvriers, souvent migrants, au statut d'indigène. Pour ces derniers, entrer dans un club permettait d'acquérir des codes sociaux locaux et ainsi faciliter leur insertion. La vie sportive ouvrait sur une géographie ludique du *Caniço* qui offrait aux joueurs originaires d'autres régions un moyen d'appropriation d'une partie de l'espace urbain.

Ce phénomène de brassage était renforcé par la circulation des joueurs d'une formation sportive à l'autre. Les appartenances ethniques ou sociales s'estompaient probablement en partie dans le cadre de l'équipe comme dans celui du match. Généralement, les joueurs n'étaient connus que par leurs prénoms, comme dans le cas d'Hilario ou d'Eusébio ou par leurs surnoms (comme avec Matateu). Leur identité fonctionnelle (leur poste, leurs qualités de joueur) au sein de l'équipe primait. Dans le club de São José, on distinguait ainsi un « Daniel I » d'un « Daniel II ». Il y avait parfois une part de dérision ou d'autodérision dans les sobriquets dont étaient affublés les joueurs. Dans les années 1950, un footballeur de Gazense est surnommé « Tarzan ». A l'Atlético Mahometano un joueur était appelé « Pseto », onomatopée ronga qui signifiait : « se moquer de l'adversaire mis en déroute »<sup>64</sup>.

L'expérience footballistique scellait des liens durables entre membres des

---

<sup>60</sup> Mais sa carrière fut interrompue par son envoi au Portugal pendant son service militaire. A son retour, avant l'indépendance, c'est à Beira qu'il continua à jouer et non à Lourenço Marques. (@Verdade, 19/11/2008).

<sup>61</sup> Située dans le quartier de Chamanculo, l'usine de décorticage de noix de cajou employait surtout des femmes. Pourtant c'est bien une activité sportive pratiquée surtout par des hommes qui servait l'image de l'entreprise. Sur cette entreprise voir J. Penvenne, « "A xikomo xa lomu, iku tira". Citadines africaines à Lourenço Marques (Mozambique), 1945- 1975 », *Le Mouvement social*, n°204, 2003, p. 81-92.

<sup>62</sup> R. SERRADO, P. SERRA, 2010, *op. cit.*, p. 659

<sup>63</sup> Josef Fabian, joueur roumain à l'expérience internationale (Italie, France, Espagne, Portugal), fut même engagé comme entraîneur, avec succès de 1967 à 1970 (R. SERRADO, P. SERRA, 2010, *op. cit.*, p. 655)

<sup>64</sup> Le terme est noté « Psetù » par Bento SITOE dans son *Dicionário changana-português*, Maputo, Instituto de Desenvolvimento da Educação, p. 191. Il a un sens plus physique que celui indiqué par N. DOMINGOS (2006, *op. cit.*, p. 411).

équipes, alimentait les échanges sociaux et consolidaient des réseaux sociaux. Elle constituait par conséquent des repères à même de rassurer chacun dans un contexte de surveillance politique renforcée depuis la fin des années 1950. Durant l'un de ses interrogatoires, José Craveirinha raconte sa première rencontre avec un inconnu censé être un agent du FRELIMO en 1964. Méfiant, Craveirinha retrouve ce personnage, nommé Ibrahim, dans la vieille ville européenne, près du cinéma *Varieté* de la rue Araújo. Il se dit néanmoins rassuré après que son interlocuteur lui révèle qu'il a joué au club Mahafil<sup>65</sup>.

## B. La centralité sociale et culturelle du football

A lire le *Brado*, on comprend que les matchs étaient très fréquents et occupaient la plupart des samedis et dimanches de l'année. À côté des championnats à proprement parler, se déroulaient des compétitions plus ponctuelles (en l'honneur d'associations). Il faut ajouter que les entraînements scandaient aussi la vie de certaines familles. Cette temporalité spécifique<sup>66</sup> faisait du sport en général et du football en particulier, des activités de loisir propre à autonomiser le *Canico*. Les plus jeunes qui jouaient de manière spontanée dans les sentiers des *subúrbios* ou à proximité des épiceries-buvettes (les *cantinas*), poursuivaient de manière plus formalisée dans les principales équipes de la périphérie. Il arrivait que dans les mêmes familles, des jeunes évoluaient dans des clubs différents, donnant de cette manière une consistance sociale au *Canico* en dehors de leur lieu de résidence<sup>67</sup>.

À l'instar de ce qui se passait dans la ville européenne, les clubs de la périphérie étaient au cœur de la vie sociale et festive. Ils utilisaient leurs propres sièges, quand ils en avaient, ou ceux d'associations plus importantes pour organiser des fêtes privées (comme des mariages) ou collectives. Le G. D São José célèbre ainsi ses 25 ans lors d'un bal organisé dans le local du CAN de Xipamanine et animé par le groupe « Quatro Azes » (*O Brado Africano*, 4/06/1955). Le Beira-Mar offre à ses adhérents une soirée dansante dans la salle de l'Associação Mútuo Auxílio dos Operários Indianos<sup>68</sup> (*O Brado Africano*, 4/06/1955).

Le lien entre football et musique était assez fort. Non seulement les fêtes des clubs offraient des débouchés aux musiciens locaux, mais beaucoup d'entre eux étaient aussi footballeurs. On le voit très bien avec *Hoola Hoop* (ou *Ulaúpe*), groupe apprécié dans le *Canico* à la fin des années 1950. L'un de ses musiciens, surnommé Young Issufo, était surtout connu comme boxeur, mais João Domingos, son leader, avait une réputation de bon joueur. Originaire d'Inhambane, il a fréquenté plusieurs équipes de l'AFA (São José, Munhuanense, Atlético Mahometano). Il reconnaît d'ailleurs avoir réussi à s'insérer dans les cercles locaux les plus actifs au milieu des années 1950, moins grâce à la musique qu'au sport<sup>69</sup>. Originaire de la ville, Gonzana, troisième

---

<sup>65</sup> Arquivos nacionais da Torre do Tombo (ANTT), Lisbonne, Polícia internacional e de defesa do Estado-Direcção geral de segurança (PIDE-DGS), processo : 5501. CI (2), interrogatoire de José Craveirinha, 8/02/65.

<sup>66</sup> G. VIGARELLO, « Le temps du sport » p. 205-206 in A. CORBIN, *L'avènement des loisirs. 1850-1960*, Paris, Aubier, 1995, 471p.

<sup>67</sup> Chez les Métis, il était fréquent de trouver des joueurs évoluant dans l'AFA et d'autres dans l'AFML.

<sup>68</sup> C'est une association d'ouvriers et employés goanais de la ville.

<sup>69</sup> J'ai étudié ces liens étroits entre musique et sport dans un article à paraître : « Emergence de quartiers », *op. cit.*. Voir également : D. NATIVEL, « Mondes sonores et musiciens des quartiers périphériques de Lourenço Marques (1940-1975) » in F. RAJAONAH (dir.), *Cultures citadines dans l'océan Indien occidental (XVIIIe-XXIe). Pluralisme, échanges, inventivité*, Paris, Karthala, 2011, p. 447-448.



musicien de *Hoola Hoop* avait également joué dans des équipes de la périphérie qui avaient comme modèle Matateu<sup>70</sup>.

La langue du football était fluide et inventive, à l'image même de nombreuses activités urbaines qui confrontaient des univers sociaux et culturels multiples. Les chroniques sportives du *Brado*, en donnent un aperçu possible. Dans le journal, aussi bien dans des articles en portugais qu'en ronga, on note une forte présence d'anglicismes. Le terme « team » est noté tel quel ou transformé en « time » (*O Brado africano*, 8/10/1955). Le mot « backs » est souvent utilisé à propos des défenseurs. Tout cela nous rappelle bien sûr que ce sport d'origine anglaise, était initialement joué par les Britanniques d'Afrique du Sud installés au Mozambique comme par des mineurs revenus des mines du Rand.

Dans les textes écrits en ronga, des mots portugais comme « taça » (coupe), « disciplina », técnica » (*O Brado africano*, 11/01/1936 ; 22/02/36) ou « preparação » (*O Brado africano*, 22/10/1955) étaient abondants. Néanmoins, comme le remarque N. Domingos<sup>71</sup> citant un article de José Craveirinha<sup>72</sup> (*O Brado africano*, 12/02/1955), de nombreux termes ronga en usage dans le domaine du football n'avaient pas d'équivalents en portugais et traduisaient une manière de vivre le football. Ce sont parfois des onomatopées comme « pandya ou pandja », qui correspond au son produit par le choc simultané de deux coups de pied dans la balle. Ce terme comme d'autres traduisent des actions violentes associées à des moments où les joueurs se défient.

Mais « pandya » qui peut être traduit par « rebentar » (« exploser ») en portugais n'est pas un terme anodin sous la plume de Craveirinha. C'est même un mot clé dans sa poésie. Il fait écho au mot *marrabenta*, nom d'un genre musical populaire dans le *Canico* dans les années 1960. Dans le domaine du football comme celui de la musique et de la danse, Craveirinha a publié de nombreux articles valorisant ces activités comme source d'affirmation de soi<sup>73</sup>. Ce travail de médiation effectué dans des journaux lus dans le *Canico* (*O Brado africano*) comme dans la ville de Ciment (*Notícias, Tribuna, O Cooperador, Tempo*) fait preuve de grande pédagogie et dans le même temps, il fait œuvre militante. Sa connaissance de l'intérieur des fondements culturels de la vie dans les *subúrbios* et à proximité (quartier très mélangé de Alto Maé), s'allie à son travail de journaliste soucieux du détail et capable d'indiquer les contradictions du régime<sup>74</sup>.

En ce sens, pour lui le football participe d'un processus d'autonomisation potentielle des dominés. Il forge les corps<sup>75</sup>, produit une discipline et exprime un être collectif qui cherche à s'émanciper d'abord par la fête voire par la révolte.

La poésie de Craveirinha est sensible à ces moments de communion où l'on transcende la situation d'oppression. En ce sens, le match de football participe d'une

---

<sup>70</sup> Bien plus tard, il lui a consacré une chanson en ronga dans l'album *Massoriana* (2004).

<sup>71</sup> N. DOMINGOS, 2006, *op. cit.*, p. 409-411.

<sup>72</sup> Footballeur dans sa jeunesse, il put jouer aussi bien dans les clubs de l'AFA que dans ceux de l'AFLM en tant que métis.

<sup>73</sup> Sur l'originalité du travail littéraire de José Craveirinha on peut se reporter au travail de Ana Mafalda LEITE, *A poética de José Craveirinha*, Lisbonne, Vega, 1991, 166 p ; ou encore à celui de Gilberto MATUSSE, *A construção da imagem de moçambicanidade em José Craveirinha, Mia Couto e Ungalani Ba Ka Khosa*, Dissertação de Mestrado em literaturas comparadas portuguesa e francesa (séculos XIX-XX), Universidade Nova de Lisboa, 1993, 182 p.

<sup>74</sup> Lié au FRELIMO, il fut arrêté en 1965 et emprisonné jusqu'en 1969.

<sup>75</sup> « Os campeões nascem nas areias da Mafalala », *Tempo*, n°12, décembre 1970.

forme de transe, celle des joueurs, celle de spectateurs, au même titre que le bal et concert ou le rite.

Lors d'un entretien tardif avec une chercheuse brésilienne, il évoque l'étonnement de certains de ses amis intellectuels à son propos : comment pouvait-il aimer à la fois le football et la littérature ? Pour lui, le sport était partie intégrante de la culture en tant que moyen de « conscientisation »<sup>76</sup> et donc potentiellement d'émancipation.

### C. Le football du *Canico* : enjeu politique et commercial

Si l'on se penche maintenant du côté des autorités portugaises et des entreprises européennes de la ville du Ciment, on peut considérer que le football constituait à la fois un enjeu politique et commercial. La radio (Rádio Clube de Moçambique) qui créa un créneau en langues africaines (d'abord en ronga) appelé en 1958 « Hora nativa » puis « Voz de Moçambique » au début des années 1960 diffusait, non seulement une programmation musicale qui se voulait attractive, mais offrait d'abondants comptes rendus sportifs<sup>77</sup>. Fidéliser les auditeurs avait une vocation politique claire, en temps de montée du nationalisme puis de début de guerre coloniale d'abord en Angola (1961) puis au Mozambique (1964).

Le sport pratiqué dans le *Canico* représentait aussi un enjeu commercial. Les émissions de « Hora nativa » étaient patronnées par des marques de bières qui cherchaient à accroître leurs ventes. D'autres entreprises comme SOMOREL, spécialisée dans l'équipement des sportifs, se fait connaître par voie de presse (*O Brado africano*, 16/09/1967). Dans le *Brado*, on trouvait très fréquemment des publicités pour des compléments alimentaires destinés aux footballeurs<sup>78</sup>. Une entreprise textile, *Casa Manufatos*, organisa pour sa part un match de football sur le terrain de Xipamanine afin d'attirer un public à qui fut présenté un défilé de mode (*O Brado africano*, 9/09/1967).

Il faut ajouter que les matchs étaient en soi des moments de consommation voire d'ostentation qui n'étaient, pour cela, pas négligés par les commerçants du *Canico* et de la ville européenne. Lorsque le Mahafil Isslamo fête ses 40 ans sur son terrain, le chroniqueur du *Brado* remarque la présence d'une nombreuse assistance et la vente, par exemple, de bouteilles de Coca Cola (*O Brado africano*, 8/10/1955).

### D. L'ambiguïté d'un sport emblématique

D'un côté le football était un puissant moyen d'affirmation des quartiers périphériques, de socialisation des jeunes et un outil pour transcender les différences « ethniques » et sociales. De l'autre, loin de remettre en question le cadre politique de la colonie le football le faisait, à sa façon, perdurer. En effet, les meilleurs joueurs étaient « extraits » du contexte des *subúrbios* voire défendaient ensuite les couleurs portugaises, sans que les équipes « africaines » tirent profit de ces succès. Ceci n'est pas sans rappeler un poème de Craveirinha, « Grito negro » (« Le cri noir »)<sup>79</sup>. Le

---

<sup>76</sup> R. CHAVES, *Angola e Moçambique. Experiência colonial e territórios literários*, Cotia, Ateliê Editorial, 2005, p. 234-236.

<sup>77</sup> E. BARBOSA, *A radiodifusão em Moçambique. O Caso do Rádio Clube de Moçambique, 1932-1974*, Maputo, Promédia, 2000, p. 95.

<sup>78</sup> *O Brado africano*, 7/10/1967. Une publicité en ronga est illustrée par l'image d'un sportif noir torse nu.

<sup>79</sup> Tiré du recueil *Xigubo* publié en 1964, ce poème était admiré par Eduardo Mondlane, fondateur du FRELIMO.

premier vers du texte commence ainsi : « Eu sou carvão » (« Je suis charbon »), dénonçant implicitement l'exploitation des *magaiças*, les migrants mozambicains sur les mines du Rand. Cette image pourrait, d'une certaine manière, s'appliquer aux footballeurs de la périphérie transférés dans la ville européenne et parfois au Portugal.

La récupération des joueurs africains irritait les plus critiques à l'égard du régime. Particulièrement dans le cas d'Eusébio qui, autour de la coupe du monde de 1966, devint le support vivant d'un « multi-racialisme » portugais qui justifiait le maintien de l'empire<sup>80</sup>, contesté militairement par des mouvements nationalistes et isolé diplomatiquement.

Les habitants du *Canico* devaient sans doute être fiers de voir briller sur la scène internationale, l'un des leurs qui avait été déclaré meilleur joueur de la coupe du monde de 1966 et qui, d'année en année, restait le buteur phare du championnat national portugais (*O Brado africano*, 10/02/1968). C'est à lui que sont donc en priorité comparés les bons joueurs locaux<sup>81</sup>. Pourtant, dans le même temps, beaucoup devaient être amers car la situation du *Canico* ne s'est guère améliorée depuis le départ d'Eusébio. Le racisme maintenait la majorité des Africains et Métis dans une condition plus que précaire renforcée par l'explosion démographique qui touchait cette partie de la ville depuis les années 1950-1960.

Un joueur du Gazense est surnommé « Pelé » en 1967 alors qu'Eusébio était censé l'avoir surpassé. Était-ce le signe inconscient d'un refus de cet unanimité trompeur ? (*O Brado africano*, 19/08/1967). L'ancien joueur de Mafala ne faisait-il pas figure de faire-valoir du pouvoir colonial ? Trois ans plutôt, le FRELIMO avait lancé une insurrection et entraîné le départ de nombreux jeunes vers la Tanzanie. En réponse, une forte répression s'était abattue sur la colonie et en particulier Lourenço Marques. Le CAN avait été fermé et plusieurs dirigeants des grandes associations comme Domingos Arouca ou José Craveirinha, arrêtés. Ceci n'avait pas découragé des jeunes de la capitale à tenter de rejoindre les rangs du FRELIMO. Néanmoins un certain nombre fut capturé et croupissait dans les prisons de la ville.

L'instrumentalisation du football par les autorités se retrouvait dans le traitement des prisonniers politiques. Dans la prison de la Machava, située à quelques kilomètres de la ville non loin d'un immense stade, la torture et le mauvais traitement des détenus étaient monnaie courante. Seuls ceux qui étaient considérés comme « réhabilités » (en ralliant publiquement le régime) avaient le droit à des moments de détente et en particulier de jouer au football, voire de rencontrer des équipes venues d'ailleurs<sup>82</sup>.

## CONCLUSION

A Lourenço Marques, le football a indéniablement proposé des outils d'ancrage voire d'affirmation collective et individuelle à des habitants maintenus à l'écart du développement urbain, jusqu'à la veille de l'indépendance en 1975. Il a valorisé des

---

<sup>80</sup> R. SERRADO, P. SERRA, 2010, *op. cit.*

<sup>81</sup> On dit par exemple d'un joueur qu'il a « utilisé les chaussures d'Eusébio » lors du match où la sélection du Mozambique bat l'Angola (cf. *O Brado africano*, 17/08/1967).

<sup>82</sup> Cf. D. NATIVEL, « Ségrégation, répressions politiques et culturelles à Lourenço Marques (des années 1940 à 1975) », in P. MORLAT (dir.), *Colonisations et Répressions, XIXe-XXe*, Paris, Les Indes Savantes, 15 p, à paraître. Rappelons-le, c'est aussi à Machava que fut édifié par l'équipe du Ferroviário le plus grand stade du Mozambique dans les années 1960.

capacités d'appropriation et d'adaptation de nombre d'acteurs du *Canico*. Aux qualités proprement sportives des joueurs et entraîneurs il faut ajouter celles des dirigeants, petits notables liés à des mouvements associatifs matrices du nationalisme urbain mozambicain.

Bien plus, le football a pleinement accompagné l'émergence des quartiers périphériques. Ainsi, les clubs, mêmes dépourvus de moyens, ont participé à l'intensification de la vie sociale et culturelle, notamment à São José de Lhanguene, Mafalala et Xipamanine ; et facilité l'insertion des migrants. Les matchs et les championnats constituaient non seulement les supports de sous-cultures spécifiques mais participaient à l'élaboration plus générale d'un espace social commun.

Plus qu'un autre sport, le football a épousé finement la géographie en creux de la périphérie et investit tous ses interstices. Dans le *Canico*, le football a transformé en territoire possible les moindres espaces disponibles. Support d'une inventivité urbaine, il renforce l'attachement affectif au quartier et stimule la sensorialité de la vie citadine.

Pourtant tous ces éléments d'autonomisation socio-culturelle n'ont que faiblement subverti le cadre colonial fondé sur la marginalisation et l'instrumentalisation des colonisés. Dans ce sens, la « footballisation » de la ville n'a transformé qu'en surface la réalité de cette société restée, jusqu'à sa disparition, profondément clivée.

## BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

M. AGIER, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Amsterdam, Editions des Archives contemporaines, 1999, 176 p.

A. CORBIN, J.-J. COURTINE, G. VIGARELLO (dir.), *Histoire du corps*, Vol. 2 : *de la Révolution à la Grande Guerre*, 2005, 442 p ; Vol. 3 : *Les mutations du regard, le XX<sup>ème</sup> siècle*, 2006, 519 p.

B. DEVILLE-DANTHU, *Le sport en noir et blanc. Du sport colonial au sport africain dans les anciens territoires français d'Afrique occidentale (1920-1965)*, Paris, L'Harmattan, 1997, 544 p.

L. FAIR, «Kickin' It: Leisure, Politics and Football in Colonial Zanzibar, 1900s-1950s», *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 67, n°2, 1997, p. 224-251.

P. L. MARTIN, *Leisure and society in colonial Brazzaville*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 278 p.

D. NATIVEL, *Contribution à une histoire des sociétés et des espaces urbains de l'océan Indien occidental (XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup>)*, HDR, Université Paris-Diderot Paris 7, 2013, 4 vol.

A. RITA-FERREIRA, *Os Africanos de Lourenço Marques*, Lourenço Marques, Instituto de investigação Científica de Moçambique, 1968, 491 p.

## MAPUTO, UN PORT MOZAMBICAIN RECONQUÉRANT : CONTRAINTES ET DÉFIS

Marie-Annick LAMY-GINER  
Maître de conférences en Géographie  
CREGUR - Unité de recherche OIES<sup>1</sup>  
Université de La Réunion

**Résumé :** Le Mozambique est considéré, à juste titre, comme le nouvel eldorado du continent africain. Néanmoins, une vingtaine d'années après la fin de la guerre, le pays manque encore cruellement d'infrastructures, notamment de transport. Un programme de réhabilitation est en cours. Il est en voie d'achèvement dans le sud, en particulier le long du corridor de Maputo et sa terminaison portuaire, mais moins abouti dans le centre et le nord du pays, renforçant les clivages internes. Le port renaissant de Maputo concrétise les nombreux enjeux de cette nouvelle ère mozambicaine.

**Mots-clés :** port, Maputo, Mozambique, corridor

**Abstract:** *Mozambique is considered, rightly, as the new El Dorado of the African continent. Nevertheless, about twenty years after the end of the war, the country still lacks cruelly infrastructure, including transport. A program of rehabilitation is in progress. It is on the way to completion in the South, in particular along the corridor of Maputo and its port ending, but less accomplished in the center and the North of the country, strengthening internal divisions. The reviving port of Maputo concretizes the numerous stakes in this new Mozambican era.*

**Keywords:** *port, Maputo, Mozambique, corridor*

Epousant grossièrement la forme d'un « Y », le Mozambique s'étire sur quelque 2 000 km du Nord au Sud. Ses plus grandes largeurs, 600 km, se situent dans le Nord du pays, à la frontière tanzanienne. En revanche, le Sud du pays se termine en cône et se caractérise par une taille de guêpe d'à peine 60 km. Le pays est frontalier avec 6 pays dont 4 privés de littoral. Avec cette forme oblongue le Mozambique a de tout

---

<sup>1</sup> Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie de l'Université de La Réunion – Unité de recherche « Océan Indien Espaces et Sociétés ».

temps été sollicité par les pays voisins pour leur servir de façade-exutoire. Cette façade maritime qui se déroule sur 2 470 km est forte de trois ports de commerce. Du Nord au Sud, se succèdent Nacala dans la province de Nampula, Beira dans la province de Sofala et Maputo dans la province éponyme. En réalisant un trafic de 15 millions de tonnes en 2012, soit 65% du trafic portuaire total mozambicain, Maputo se positionne comme la principale fenêtre maritime du pays. Il peut ainsi redevenir, après des années de déclin causé par la guerre, le principal débouché maritime des pays voisins et par là même redonner au Mozambique son rôle de façade-exutoire.

On peut admettre avec Debré et De Guio que *« les ports ne disposent plus d'aires de marché contrôlées mais s'inscrivent dans des réseaux en mouvement. Il se compose alors des espaces de concurrence animés par les acteurs privés et publics de la desserte portuaire. Et ces espaces semblent obéir à des logiques transnationales... »*<sup>2</sup>. Dans cette optique, Maputo qui évolue dans une région marquée par la domination des ports sud-africains veut de nouveau s'imposer comme une interface majeure. Au cœur de cette dynamique concurrentielle, il lui faut reconquérir ses arrière-pays, qui débordent largement des limites du pays. La partie Nord-est de l'Afrique du Sud, à quelques encablures de là, est le point de mire de Maputo. Tout porte à croire que l'ex-Lourenço Marques est en passe de redevenir le grand port qu'il était en 1970 mais dans un contexte régional modifié. Tandis que l'Afrique du Sud est sortie de l'apartheid, le Zimbabwe s'enlise dans la crise. Dans cette Afrique australe, théâtre de nouveaux enjeux géopolitiques, sur fond de rente minière, gazière ou pétrolière, quels rôles sont appelés à jouer les ports et corridors dans le développement du Mozambique ? Tant il est vrai que la reconstruction du pays semble intrinsèquement liée au succès de la réhabilitation, mais aussi à la mise en place de nouvelles infrastructures de transport, dans les domaines portuaires et ferroviaires.

Cette étude se découpera en deux parties. Dans un premier temps il s'agira de voir le rôle que joue Maputo au sein de cette façade maritime et dans un second temps d'analyser où en est le processus de reconquête de l'hinterland. Avec en filigrane, la question de savoir si les corridors mozambicains présentent des spécificités ou partagent des points communs avec les autres corridors de l'Ouest ou l'Est africain ? Finalement, dans un pays, considéré comme le nouvel *eldorado* de l'Afrique Australe, assiste-t-on à une redistribution, voire à une modification, des rôles et des fonctions au sein de la façade maritime régionale ? Cette entrée par le port de Maputo offre un aperçu des rapides et profondes métamorphoses qu'enregistre le Mozambique.

## **I) QUELLE PLACE DANS LA HIÉRARCHIE PORTUAIRE NATIONALE ET RÉGIONALE ?**

### **A. Une situation géographique privilégiée aux portes de l'Afrique du Sud**

Le port jouit d'une situation géographique privilégiée. Dans un rayon de 400 kilomètres prennent place les provinces sud-africaines du Mpumalanga, du Limpopo et du Gauteng, ainsi que les pays voisins du Swaziland et du Zimbabwe. Ces régions, parmi les plus dynamiques (hormis le Zimbabwe) de l'Afrique australe, renferment ceintures agricoles, ressources minières et pôles industriels. Le port rayonne donc sur un arrière-pays relativement vaste et opulent mais sur lequel, depuis l'accès à

---

<sup>2</sup> J. DEBRÉ, S. DE GUIO (2004), « Interfaces portuaires et compositions spatiales : instabilités africaines », *Autrepart*, n°32, pp. 21-36, Paris, Presses de Sciences Po.

l'indépendance du Mozambique et la plongée du pays dans la guerre civile, les ports sud-africains de Richards Bay et Durban ont mainmise (doc. 1). Ce qui ne signifie pas pour autant que Maputo ait perdu toute prétention sur cette région. Sa proximité géographique en fait le débouché naturel du Nord-est de l'Afrique du Sud.

À dire vrai, la province de Maputo est une région très courtisée par les investisseurs sud-africains. Or comme la majorité de ces investissements se concentre dans la région de Maputo, le risque est grand de voir les déséquilibres régionaux internes du Mozambique se creuser<sup>3</sup>. Le fait que la capitale mozambicaine ne se situe qu'à quelques encablures, choix volontaire des colonisateurs portugais, de la frontière sud-africaine contribue à renforcer ce déséquilibre. Du coup, la capitale regarde davantage vers l'Afrique du Sud, comme gravitant dans son orbite, que vers le reste du territoire national. Néanmoins aujourd'hui, l'arrivée d'autres investisseurs<sup>4</sup> (brésiliens, indiens...), dans des provinces riches en charbon et gaz naturel, au Nord du pays, a permis de contrebalancer cette suprématie. Lafargue rappelle ainsi que « *l'Afrique du Sud ne peut guère rivaliser en termes financiers avec l'aide consentie par les puissances asiatiques. Parfois suspectée de volonté de domination, l'Afrique du Sud est elle-même désormais concurrencée dans sa propre sphère d'influence régionale* »<sup>5</sup>.

Le Nord était jusqu'à récemment un peu en marge du développement<sup>6</sup>. Il faut dire que les travaux de réhabilitation des voies de communication y sont moins aboutis que dans le Sud du pays. La récente décision du groupe brésilien Vale d'exporter une partie de sa production charbonnière *via* Nacala devrait néanmoins impulser le développement de la région. À dire vrai, comme en Afrique de l'Ouest, les axes ne sont pas connectés entre eux et souffrent d'un état défectueux<sup>7</sup>. Ainsi, en dépit de la livraison d'un pont sur le Zambèze (en août 2009), l'état dégradé du réseau routier est un sérieux obstacle à la mise en valeur du territoire. Les liaisons entre le Nord et le Sud ont toujours été dérisoires car négligées par le pouvoir central. Le territoire mozambicain est, en fait, strié par des parallèles Est-Ouest et son aménagement en découle<sup>8</sup>.

En réalité il n'y a pas que Maputo qui connaît un regain, Beira dans le centre du pays voit aussi son activité repartir à la hausse. Il possède un arrière-pays minier opulent. Cet hinterland se situe surtout dans la province de Tete. Les principaux concessionnaires du bassin minier de Moatize<sup>9</sup>, dont la production a démarré en 2011, sont le brésilien Vale et l'anglo-australien Rio Tinto. Sur la ligne de Sena sont

---

<sup>3</sup> M. FOUCHER, D. DARBON (2001), *L'Afrique du Sud, puissance utile ?*, Paris, Belin

<sup>4</sup> Les flux d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) à destination du Mozambique ont doublé en 2012 pour atteindre 5,2 Mds USD. C'est le résultat de l'attrait croissant des groupes étrangers pour les réserves naturelles du pays. Le Mozambique s'est ainsi classé en première position des pays les moins développés récipiendaires d'IDE en 2012 et en seconde position sur le continent, derrière le Nigéria (7 Mds USD). Les industries extractives ont représenté 84 % des IDE entrants en 2012. Le Brésil a maintenu sa position de premier investisseur étranger (26 % des IDE), devant les États-Unis (18 %), l'Australie (12 %), l'Italie (12 %) et l'Afrique du Sud (11%). L'Inde apparaît désormais comme le 6<sup>ème</sup> investisseur du pays, tandis que la Chine et la Malaisie se classent respectivement au 8<sup>ème</sup> et au 9<sup>ème</sup> rang des investisseurs étrangers.

<sup>5</sup> F. LAFARGUE (2007), « La rivalité entre la Chine et l'Inde en Afrique australe », *Afrique Contemporaine*, n°222, pp. 167-179, Bruxelles, De BoeckSupérieur

<sup>6</sup> J. AVILA (2012), *Développement et lutte contre la pauvreté: le cas du Mozambique*, Paris, L'Harmattan

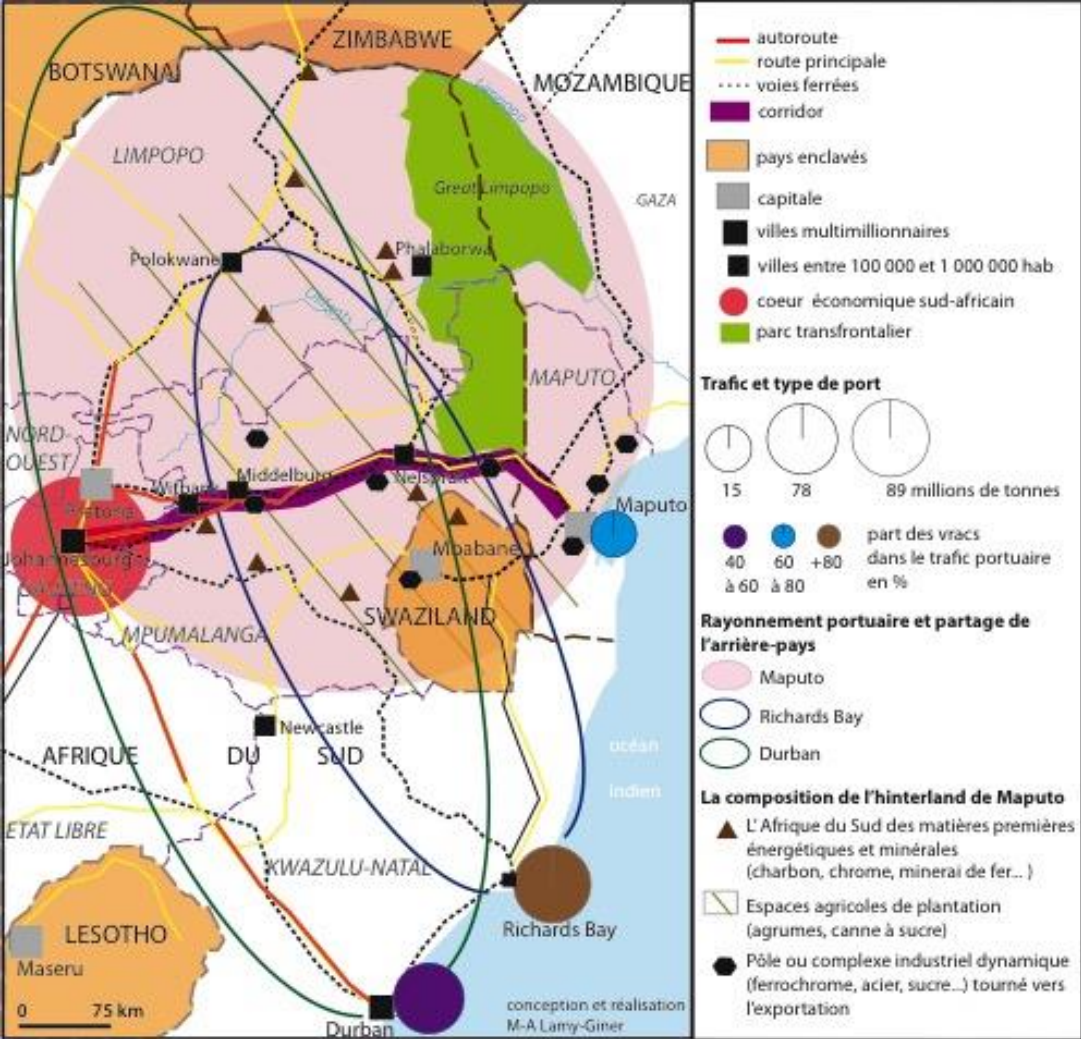
<sup>7</sup> J. DEBRIE, B. STECK (2001), « L'enclavement, réévaluation théorique et application à l'Afrique de l'Ouest », *l'Espace géographique*, n°1, pp. 26-36, Paris, Belin.

<sup>8</sup> F. FOLIO (2008), « Regards sur le Mozambique contemporain », *Echogeo*, n°7, 14 p, revue en ligne.

<sup>9</sup> Les réserves sont estimées à 2,3 milliards de tonnes. Vale devrait produire, en 2014, première année de pleine production, 11 millions de tonnes de charbon. Rio Tinto et l'Indian Midwest Africa, qui a récemment obtenu (2013) des concessions dans le district de Moatize, produiront, conjointement, plus d'une vingtaine de millions de tonnes de charbon à coke et de charbon thermique.

transportées quotidiennement 16 000 tonnes de charbon (six convois pour Vale et un pour Rio Tinto). Manifestement Beira n'a plus, comme par le passé, une simple vocation d'apportement pour pays enclavés<sup>10</sup>. Eu égard au contexte frontalier, il travaille davantage aujourd'hui pour la desserte de ses propres provinces. Les lignes ferroviaires dont les premières phases de travaux sont achevées ont permis une augmentation significative des capacités. Néanmoins, les inondations récurrentes ne sont pas sans impact, à cause des destructions de pans entiers de voies ferrées, sur l'acheminement des marchandises.

**Doc. 1 Les richesses de l'arrière-pays de Maputo**



Sources : Maputo Port Development Company, National Port Authority

<sup>10</sup> M-A LAMY-GINER (2014), "La renaissance du port mozambicain de Maputo. Temporalités et spatialités". Urbanités et spatialités, n°4, 9 p, revue en ligne.

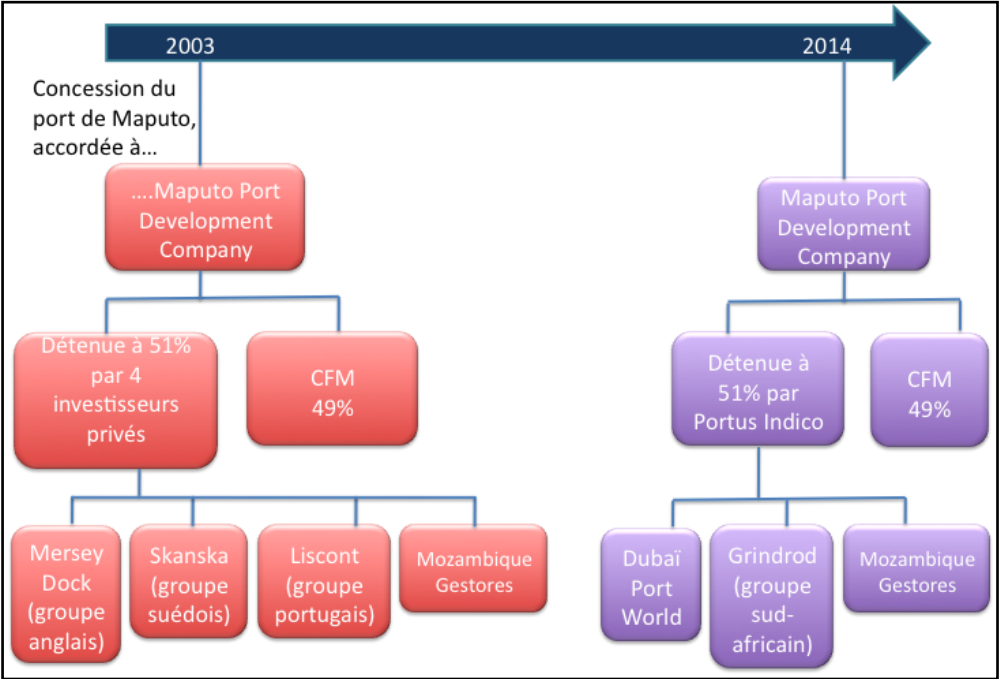


Les deux autres ports connaissent eux aussi une reprise d'activité mais des trois ports nationaux c'est celui de Maputo qui affiche la plus belle envolée. Non pas que les autres ports ne jouissent pas d'une bonne situation géographique mais Maputo bénéficie de la proximité et de l'impulsion de son puissant voisin.

**B. La mise en concession du port de Maputo**

Après la guerre civile post-indépendance, une des plus longues du continent, entre les partisans du Frelimo (Front de Libération du Mozambique) et de la Renamo (Résistance Nationale du Mozambique) qui conduisit à la destruction de l'économie d'un des pays les plus prospères de l'Afrique australe. Il ne restait plus en 1990 qu'un « reliquat » de trafic à partager entre des ports aux infrastructures partiellement ou totalement détruites<sup>11</sup>. Des infrastructures que l'État est dans l'incapacité de réhabiliter à lui seul. La société publique *Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique* (CFM) en charge des ports et chemins de fer mozambicains a donc fait le choix de s'orienter depuis le milieu des années 1990, vers des mises en concession, dans une optique de partenariat public-privé.

**Doc. 2 La mise en concession du port de Maputo**



**Source : Maputo Port Development Company**

Ainsi, depuis avril 2003, le port de Maputo est géré par un consortium baptisé *Maputo Port Development Company* (MPDC)<sup>12</sup>. À sa création, il était détenu à 51%

<sup>11</sup> D. FAIR (1989). «The Beira, Maputo and Nacala corridors », in *Africa Insight*, n°1, vol. 19, pp. 21-27

<sup>12</sup> La MPDC est en charge, comme la National Port Authority sud-africaine, du domaine portuaire. Ses

par cinq investisseurs privés<sup>13</sup>. Ce noyau d'investisseurs initial n'existe plus en tant que tel (doc. 2). Ils ont cédé leur part à Grindrod, la compagnie sud-africaine de transport maritime et de logistique, et à Dubaï Ports World (DPW), le groupe émirati. Ensemble, avec le groupe Mozambique Gestores, ils forment Portus Indico. La CFM s'octroie le reste des parts, soit 49%. Depuis 2003, la MPDC a déjà investi 300 millions de \$ dans la réhabilitation du port. Les investissements consentis commencent à porter leurs fruits. Pour la première fois en 2011, la MPDC a enregistré un bénéfice de 8 millions de \$. En fait, le port génère 25% des recettes douanières du Mozambique. Par ailleurs de 2003 à 2012, la concession a rapporté 99 millions de dollars dans les caisses de l'État<sup>14</sup>.

Pour relancer une machine portuaire complètement amorphe, le gouvernement a donc choisi la voie de la mise en concession. Cette politique qui concerne bon nombre d'infrastructures de transport a néanmoins connu quelques ratés. Des mésententes sur la conduite des travaux, des retards ont pu faire capoter des processus de mise en concession<sup>15</sup>. Par exemple, la CFM a rencontré des problèmes avec le consortium (*Nacala Development Corridor*) en charge de la voie ferrée de Nacala. Les relations entre la CFM et la MPDC n'ont pas non plus toujours été au beau fixe. La mauvaise desserte ferrée du port a été le point d'achoppement entre les parties en présence. Ces épisodes houleux expliquent sans doute le retrait des investisseurs européens. Mais avec l'arrivée des deux nouveaux concessionnaires, la situation semble s'être aplanie. Pour preuve, le contrat de concession qui courait jusqu'en 2018 a été reconduit jusqu'en 2033.

En somme, le partenariat public-privé qui a connu des débuts difficiles, bridé par la mauvaise entente régnant au sein du consortium, connaît un renouveau.

### C. Un port convalescent dans l'arène portuaire régionale

Maputo se présente, on l'a dit, avec un trafic de 15 millions de tonnes en 2012, comme le premier port mozambicain, devant Beira (6 millions de tonnes), et Nacala (1,8 million de tonnes). Il fait, pour l'instant, à peu près jeu égal avec le port sud-africain de Cape Town (14,5 Mt) mais où le trafic de conteneurs domine pour atteindre les 800 000 Equivalents Vingt Pieds (EVP), soit 10,6 millions de tonnes. En revanche, il est encore loin de pouvoir concurrencer ses proches voisins, Richards Bay, le premier port vraquier africain avec un trafic de 89 millions de tonnes, et Durban, le premier port plurifonctionnel du continent avec un trafic de 78 millions de tonnes (doc. 3).

### Doc. 3 La hiérarchie portuaire régionale

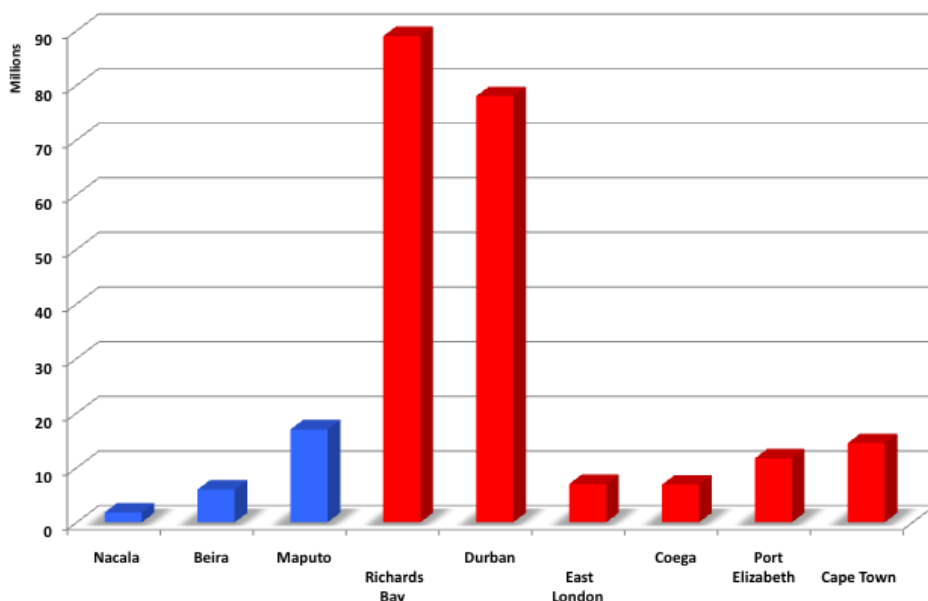
---

fonctions sont, entre autres, de fournir des services maritimes (pilotage, remorquage), de fixer les tarifs portuaires et d'effectuer la maintenance des équipements portuaires.

<sup>13</sup> Dont la Mersey Docks and Harbour Company, le propriétaire et exploitant du port de Liverpool (18,3%) ; la Skanska, une compagnie suédoise de construction (16,33%) ; la Liscont, un opérateur portugais (14,84%) ; et le groupe Mozambique Gestores (1,53%), dont un des principaux actionnaires était alors le secrétaire général du Frelimo – à savoir Armando Guebuza, devenu en février 2005, le président de la République.

<sup>14</sup> Selon les termes de la concession, la MPDC doit payer un loyer annuel de 5 millions de dollars et des redevances sur ses bénéfices, entre 5 et 10% ; l'augmentation se faisant graduellement sur la durée de la concession. Durant les cinq premières années de concession, la MPDC a été exemptée d'impôts. Au cours des cinq années suivantes, les sommes versées ont été réparties entre la CFM, à hauteur de 85%, et l'Etat (les 15% restants). Après cette période, à partir de 2014 donc, les sommes sont allouées équitablement entre la CFM et l'Etat

<sup>15</sup> M-A. LAMY-GINER (2010), « Quelle réhabilitation pour les corridors mozambicains ? », *Actes du Grand Séminaire de l'océan Indien, Paris, L'harmattan*, pp. 403-421



Sources : Maputo Port Development Company, National Port Authority

Depuis le début de la mise en concession, le trafic portuaire a été multiplié par 3 soit une croissance de 240%. Le port de Maputo se distingue surtout par ses exportations de produits miniers, en particulier de houille, de chrome et de magnétite, en provenance d'Afrique du Sud. Pour l'ensemble de ces productions minières, il entre en concurrence directe avec le port voisin de Richards Bay, qui exporte la même gamme de produits. En revanche pour l'exportation de produits agricoles (sucre et céréales), Maputo entre cette fois en concurrence avec Durban.

Maputo reste néanmoins pour l'instant nettement moins compétitif que les ports du KwaZulu-Natal. Il est pénalisé par la saturation qui règne sur la voie ferrée reliant l'Afrique du Sud et le Mozambique. Par ailleurs, il pâtit de son manque de profondeur. Certes des travaux de dragage menés en 2010-11 ont permis de ramener les profondeurs à 12 m. Mais il reste limité à des navires panamax<sup>16</sup>, soit entre 50 et 80 000 tonnes de port en lourd (tpl), là où Richards Bay, port en eau profonde, est capable d'accueillir des navires de 300 000 tpl.

Le trafic de marchandises emballées (ce que l'on appelle dans le jargon les divers ou les marchandises générales), pour sa part s'appuie sur quelques produits phares (fruits et aluminium), surtout destinés à l'exportation. Dans la famille des

<sup>16</sup> Il s'agit de navires qui ont les dimensions requises pour traverser le canal de Panama. Cette taille est déterminée par la dimension des écluses et la profondeur du canal. L'Autorité du Canal fixe les dimensions maximales des navires pouvant circuler sur le canal :

- longueur hors-tout : 294,1 mètres
- maître-bau : 32,3 mètres
- tirant d'eau : 12,0 mètres
- tirant d'air : 57,91 mètres.

Les travaux actuellement menés sur le canal permettront un élargissement significatif des dimensions. Ce qui devrait rendre le terme "Panamax" caduque.

divers, le poids des conteneurs progresse rapidement pour atteindre aujourd'hui un peu plus de 100 000 EVP, contre 40 000 en 2008. Le terminal à conteneurs est géré, depuis 2006, en binôme avec la CFM, par Dubaï Port World lequel compte aujourd'hui une cinquantaine de terminaux<sup>17</sup> à travers le monde. Le groupe émirati est en charge de la gestion et rénovation du terminal dont il a obtenu la concession jusqu'en 2043. En investissant dans la reconstruction du terminal à conteneurs, Dubaï Port World fait de Maputo une bonne alternative aux ports sud-africains. D'autant que Maputo qui n'était qu'un port de conteneurs feedérisé<sup>18</sup> depuis la fin de la guerre, est aujourd'hui directement desservi par cinq compagnies dont CMA-CGM-Delmas, Maersk-Safmarine ou Mediterranean Shipping Company (MSC). Maputo ne sert pas uniquement de plaque tournante pour les conteneurs, ses exportations de voitures, dont le terminal est géré par la Grindrod, se montent à 97 000 unités (en particulier des BMW série 3, fabriquées dans l'usine de Rosslyn à Pretoria).

En somme, le port de Maputo retrouve, petit à petit, son panache d'avant-guerre.

## II) UN ARRIÈRE-PAYS INTERNATIONAL EN COURS DE RECONQUÊTE

Comme en Afrique de l'Ouest parce que « *très proches géographiquement, [les ports mozambicains et sud-africains] n'ont plus d'hinterland propre et sont devenus plus ou moins substituables, n'existant plus par eux-mêmes mais par leur présence dans le réseau commercial qui se doit d'être le plus dense possible. L'important est en effet de relier une zone transnationale de production à des points de sortie, quels qu'ils soient et dans toutes les situations, car, du jour au lendemain, un corridor peut se fermer, une crise éclater, des tarifs évoluer* »<sup>19</sup>.

Sorti de crise, le Mozambique cherche donc coûte que coûte à revaloriser son atout géostratégique de fenêtre maritime et à repositionner Maputo sur l'échiquier portuaire régional. Ce dernier est relié, à l'instar de beaucoup de pays africains, notamment en Afrique de l'Est (corridors de Dar es-Salam, de Djibouti) ou d'Afrique de l'Ouest (Tema-Ouagadougou, Abidjan-Bamako, Cotonou-Niamey) à ses arrière-pays par des corridors. Axes ferroviaires, doublés d'une route, ces corridors sont des artères vitales pour les États voisins privés de façade maritime. Ils s'inscrivent dans des projets de dimension régionale qui consistent à développer les réseaux de transport entre les pays membres de la South African Development Community (SADC), marché commun régional établi en 1992. Ils représentent une « *figure contemporaine de l'aménagement du territoire qui a rejoint celle classique des pôles. [Le corridor] désigne un espace linéaire plus ou moins large reliant deux pôles, ou un pôle à son débouché maritime. [Il s'agit d'un] espace doté en infrastructures de transport et destiné à être valorisé comme site d'accueil d'activités.* »<sup>20</sup>.

<sup>17</sup> DP World, un groupe relativement récent, puisqu'il a été créé en 2005, a déjà à son actif la construction et gestion de nombreux terminaux à conteneurs, comme dans le port de Cochin (en Inde), Yarimka en Turquie, Qingdao en Chine ou Fujairah aux EAU.

<sup>18</sup> C'est-à-dire qu'il n'était touché que par des navires régionaux, dans une boucle allant de l'Afrique du Sud à Nacala, dans le Nord. Ainsi, les conteneurs destinés au Mozambique étaient déchargés au niveau du hub régional, à savoir Durban, puis transportés par des navires de petite taille vers Maputo.

<sup>19</sup> DEBRIE, DE GUIO, 2004, *op. cit.*

<sup>20</sup> F. GIRAUT, M. VANIER (2006), *Etude comparée des politiques d'aménagement du territoire et de développement régional dans les pays du Sud*, Direction Générale de la Coopération Internationale et du développement.

Le corridor de Maputo, qui relie le port mozambicain à son hinterland international, possède trois ramifications : le corridor du Limpopo (vers le Zimbabwe), le corridor de Goba (Swaziland) et le couloir de Ressano Garcia (Afrique du Sud). Cette dernière branche, cœur de nombreux enjeux géopolitiques et économiques, soulève de nombreuses interrogations quant à l'attitude de l'Afrique du Sud. S'agit-il de disposer d'une artère jusqu'à la capitale mozambicaine dans le dessein de la métamorphoser en « province » sud-africaine ? Ou est-ce une volonté, stimulée par des intérêts commerciaux ainsi que financiers, de renforcement de la coopération régionale ? Dans l'un ou l'autre cas, n'est-ce pas le gage d'une hégémonie assumée ?

#### **A. Quelles activités pour les corridors de Maputo ?**

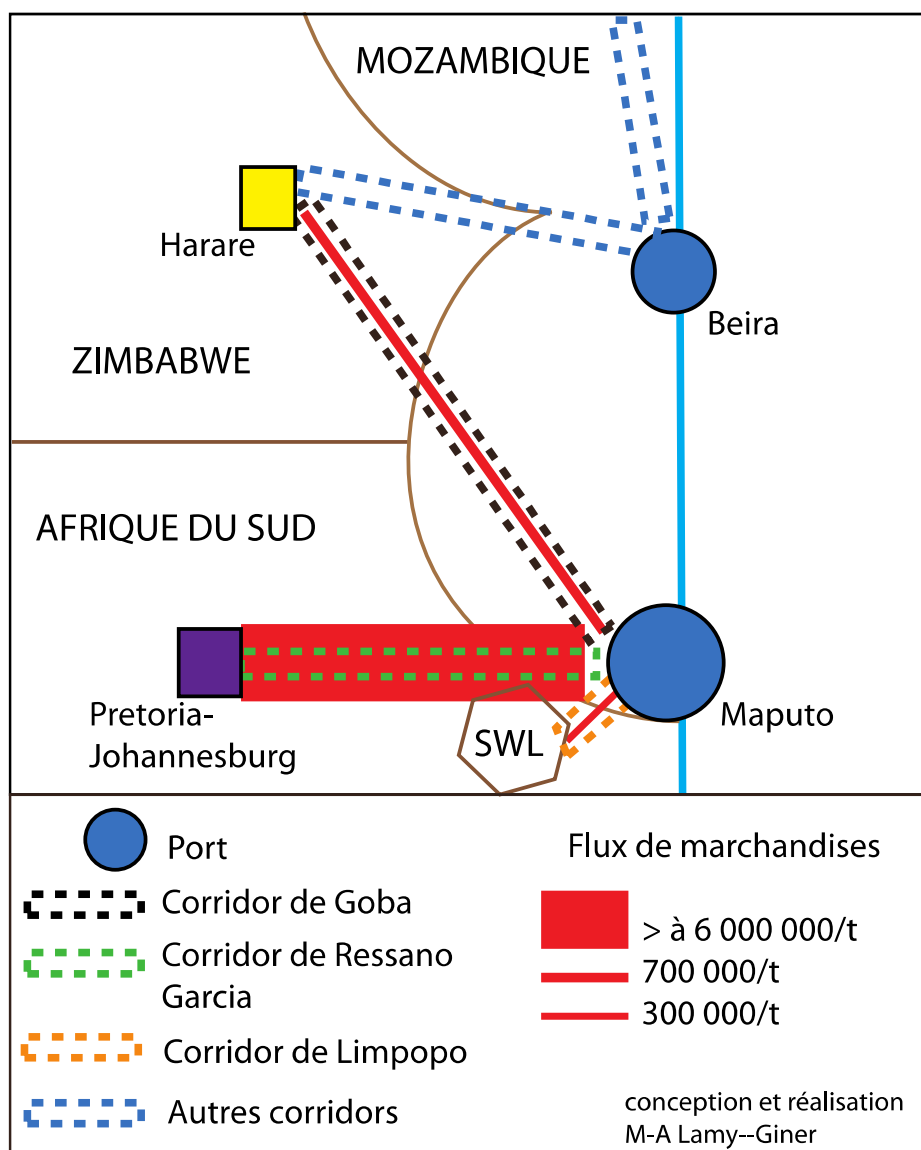
Si en 1970, entre 80 et 85% du trafic portuaire de Maputo provenait des pays voisins, aujourd'hui la situation a sensiblement changé. Dorénavant, le port de Maputo « travaille » aussi pour son pays. Presque un quart de son trafic est réalisé par la ville de Maputo et sa proche région. Il exporte, principalement, de l'aluminium, 588 000 tonnes en 2013, produit dans l'usine Mozal<sup>21</sup>, de Matola. L'autre exportation majeure, le sucre, est produite dans les usines de Maragra et de Xinavane, dans la province même de Maputo. Les exportations s'élèvent à 120 000 tonnes. Contre toute attente, le port de Maputo n'est pas (re)devenu un simple appendice sud-africain. De par sa nouvelle vocation industrielle, il travaille aussi pour sa province et son pays. Pour autant cela n'est pas en contradiction avec son ambition de redevenir la fenêtre maritime des pays voisins.

Aujourd'hui, on peut dire que la reconquête de l'arrière-pays est bien en marche. Mais elle est quelque peu freinée dans son extension. D'un, certaines branches de corridor sont saturées. Deux, la crise économique et politique qui sévit au Zimbabwe depuis 2000 ralentit certainement la progression des flux. Sans compter que le réseau portuaire sud-africain s'est depuis étoffé et qu'il faut désormais compter avec le port en eau profonde de Ngqura (à 20 km de Port Elizabeth). Ce qui portera ombrage à Maputo. [a contrario plusieurs nouveaux ports au Mozambique : Palma, Nacala, Dabela/Technobanine, Macuze, et Jangamo]

Actuellement, quelques 700 000 tonnes de marchandises (charbon, ferrochrome...), contre 2,3 millions en 1973, en direction ou à destination du Zimbabwe, transitent par le port de Maputo, *via* le corridor du Limpopo. Jusque dans les années 1990, le Zimbabwe était considéré comme le grenier à grains de l'Afrique australe et se positionnait comme un des principaux exportateurs de céréales de la région. Mais suite à une application chaotique de la réforme agraire, l'agriculture s'est effondrée entraînant une grave crise de l'économie. Cet ancien poids lourd de la SADC n'est plus en mesure de tenir son rang. Ainsi l'arrière-pays de Maputo ne repose plus guère sur l'ex-Rhodésie. Au final, à peine 5% du trafic de Maputo provient du Zimbabwe.

---

<sup>21</sup> La fonderie Mozal, destinée à produire de l'aluminium pour l'exportation, était le premier projet d'investissement étranger de grande ampleur au Mozambique. Le premier lingot d'aluminium a été fabriqué en juin 2000. Aujourd'hui avec une production de presque 600 000 tonnes, c'est l'une des plus importantes fonderies de la planète. Mozal vient de signer un accord, en vertu duquel il s'engage à produire 50 000 tonnes de lingots d'aluminium, avec le barhélinien Midal, un des plus grands fabricants mondiaux de câbles d'aluminium. Cet accord avec Midal se traduira par la création d'une industrie en aval, située à proximité de Mozal, utilisant une partie des lingots de la fonderie de Maputo pour la production de tiges et de câbles en aluminium.



#### Doc. 4 Les flux transitant par les trois branches du corridor de Maputo

Situé à moins d'une centaine de kilomètres de la capitale mozambicaine, le Swaziland n'a pas de plus proche accès à la mer que le port de Maputo. Sucre et mélasse constituent les principales exportations de cet Etat enclavé. Avant la guerre, presque 2 millions de tonnes de marchandises étaient expédiées par Maputo, contre 300 000 actuellement (doc. 4). Cet arrière-pays ne génère que 2% du trafic portuaire de Maputo.

*A priori*, l'arrière-pays international du port mozambicain s'appuie avant tout sur l'Afrique du Sud.

## B. L'axe stratégique de Ressano Garcia

La proximité géographique aidant, toute la région Nord-est de l'Afrique du Sud, rassemblant les provinces sud-africaines du Mpumalanga, du Gauteng et du Limpopo, constitue de loin le principal hinterland du port de Maputo. Un peu plus de 6 millions de tonnes de marchandises ont transité par l'ex-Lourenço Marques en 2012, contre 7 millions tonnes en 1973. À dire vrai, Maputo a quelque peu changé de fonctions. Jadis porte océane pour les importations du Transvaal, il joue davantage aujourd'hui le rôle d'exportateur pour le Mpumalanga<sup>22</sup>. Si ce n'était les mauvaises conditions de circulation sur les axes de ce corridor, le trafic aurait été autrement supérieur.

Le couloir de Ressano Garcia est un projet bilatéral, promu par la SADC, entre les gouvernements du Mozambique et de l'Afrique du Sud<sup>23</sup>. Ce partenariat a été motivé par de multiples raisons. *Primo*, le port de Durban, pierre angulaire du système portuaire national, étant saturé, le gouvernement sud-africain a vu dans la relance du port de Maputo le moyen de soulager ses propres établissements. *Deuxio*, Pretoria voit là la possibilité de développer le Mpumalanga, une province relativement pauvre, en favorisant le long du corridor l'implantation d'industries<sup>24</sup>. *Tertio*, outre les emplois générés des deux côtés, les deux gouvernements attendent des retombées financières, grâce notamment aux mises en concession. Ce projet est, en définitive, la preuve que les relations entre les deux pays se sont, après les différents politiques et idéologiques des années 1970 et 1980, apaisées, bien que demeurant relativement asymétriques<sup>25</sup>. Le corridor de Maputo fait également partie, comme le corridor de Beira, des nombreux *Spatial Development Initiatives* (SDI)<sup>26</sup> qui se mettent en place en Afrique australe. Ces derniers, pilotés à partir de la banque de développement de l'Afrique australe en accord avec les gouvernements nationaux, visent à attirer des investissements privés dans des régions offrant un potentiel au niveau touristique, minier ou agricole<sup>27</sup>.

Le couloir de Ressano Garcia est donc enfin effectif. Mais si la réhabilitation de la N4<sup>28</sup> semble un succès, en tous les cas du côté sud-africain<sup>29</sup>, on ne peut pas en dire

---

<sup>22</sup> M-A. LAMY-GINER (2009), « Le port mozambicain de Maputo à la reconquête de ses arrière-pays », *Annales de Géographie*, n° 118, pp. 247-269, Paris, Armand Colin

<sup>23</sup> M-O. BLANC (1997), « L'ecorridor de Maputo », *Afrique Contemporaine*, n° 184, pp. 133-140, Bruxelles, De Boeck Université ; Lamy-Giner, 2009, op. cit.

<sup>24</sup> M. ROODT (2008), « The impact of regional integration initiatives and investment in a southern African cross-border region : The Maputo Development Corridor », *African Sociological Review*, 1, pp. 190-204, Dakar, Codesria

<sup>25</sup> C. CASTEL-BRANCO (2002), « Economic linkages between South Africa and Mozambique », *Department for International Development of British Government*, 23 p.

<sup>26</sup> Les SDI s'inscrivent dans la droite ligne de la politique néo-libérale *Growth, Employment and Redistribution* (GEAR)<sup>26</sup> mise en place par l'ANC en 1996 (SÖDERBAUM, TAYLOR, 2003, *Regionalism and Uneven Development in Southern Africa: The case of Maputo Development Corridor (Making of Modern Africa)*, London, Ashgate). Elles cherchent à favoriser le développement du secteur privé et des investissements nationaux et étrangers en les attirant dans des zones de croissance (Lamy-Giner, 2009).

<sup>27</sup> S. Guyot (2006), « Le nouvel ordre territorial sud-africain, entre réconciliation et renaissance », *Études*, tome 405, pp. 165-177, Paris, S.E.R.

<sup>28</sup> Un consortium privé, la *TransAfrican Concessions*, qui se compose entre autres de deux entreprises de construction sud-africaines (Basil Read - détenue, à l'époque, à 80% par le groupe français Bouygues - et Stocks & Stocks) et d'une troisième française (Bouygues), en a acquis la concession, auprès des autorités mozambicaines et sud-africaines, pour une durée de trente ans. Ce projet, reconnu comme le premier véritable partenariat public-privé sud-africain, est de type BOT (*Built Operate Transfer*), en d'autres termes la société privée bénéficie d'une concession pour financer, réaliser et assurer l'exploitation du projet.

<sup>29</sup> Effectivement du côté mozambicain, la circulation reste difficile aux abords et à l'intérieur de la capitale. Qui plus est, pour freiner le flux incessant de camions en provenance d'Afrique du Sud, les édiles locaux ont imposé une interdiction de circulation à Matola de 19h00 à 07h00, freinant du coup les livraisons de minerais

autant pour celle de la voie ferrée de Ressano Garcia. À peine livré, cet axe est déjà saturé et ne peut répondre à la demande. Il aura quand même coûté 20 millions de \$. Il n'empêche en comparaison avec ce qui se passe ailleurs en Afrique de l'Est, où la majorité des projets peinent à se concrétiser faute de financement adéquat<sup>30</sup>, le corridor de Ressano Garcia est incontestablement une réussite.

Maputo n'est semble-t-il pas devenue la dixième province sud-africaine. Certes, de grandes enseignes sud-africaines (Absa, Nedbank dans la banque ; Shoprite, PicknPay dans la grande distribution ; Woolworths et Truworths dans l'habillement) se sont implantées dans les centres commerciaux flambant neufs du centre ou de la Costa do Sol. Mais les enseignes chinoises ou brésiliennes sont tout aussi apparentes. Ailleurs dans le pays, les grands groupes miniers, pétroliers ou des Bâtiments et Travaux Publics, sont aux mains des Brésiliens, Indiens, Chinois ou Australiens. Non pas que l'Afrique du Sud ne soit pas présente dans le pays (SASOL, Eqstra, Murray and Roberts....) mais le leadership qu'elle a imposé sur l'Afrique australe est ici moins régnant qu'en Namibie, au Botswana ou au Swaziland<sup>31</sup>. Pourtant, il faut aussi reconnaître que ce n'est que par la mise en place de projets communs (comme les corridors de transports), et par le rôle de pôle que peut jouer l'Afrique du Sud, que la SADC peut approfondir son intégration<sup>32</sup>.

En conclusion Maputo est en passe de redevenir une plaque tournante incontournable en Afrique australe. Il rayonne de nouveau sur un riche arrière-pays. De tous les corridors régionaux, seul celui conduisant à l'Afrique du Sud a vu son activité véritablement redécoller. Ce qui a pour conséquence de marginaliser encore un peu plus un Zimbabwe souffreteux. L'Afrique du Sud regarde volontiers vers le Mozambique. Ses principaux ports étant saturés, le complexe portuaire de Maputo prend en dépit de la livraison de Ngqura, en 2009, des allures de soupape. Quoi qu'il en soit, quelques handicaps freinent le développement du port de Maputo. La saturation du corridor de Ressano Garcia, et en particulier de la ligne ferroviaire, contraint sa croissance. Nombre d'acteurs régionaux préfèrent du coup choisir l'option des ports sud-africains.

À terme, à l'ère des géants des mers où les porte-conteneurs dépassent les 12 000 EVP, le manque de profondeur est aussi un sérieux frein à son dynamisme. C'est pourquoi le projet d'un port en eau profonde dans la baie de Techobanine, à quelque 70 km au sud de Maputo est de nouveau d'actualité. Deux autres projets portuaires, à Macuse (province de Zambézia) et Palma (Cabo Delgado), sont également sur la table (doc. 5). Ces nouveaux complexes seront des ports spécialisés.

---

(charbon, minerai de fer...).

<sup>30</sup> F. GUIZIOU (2010), *Les ports de la façade est-africaine: dynamiques d'intégrations et d'exclusions*, Isemar, note de synthèse n°123.

<sup>31</sup> J-B. VERON (2006), « L'Afrique du Sud et le Nigeria : du maintien de la paix à la recherche d'un positionnement stratégique sur le continent africain », *Afrique Contemporaine*, n° 219, pp. 163-172, Bruxelles, De BoeckSupérieur.

<sup>32</sup> M-O. BLANC (2002), « Les stratégies régionales en Afrique australe dans un contexte de récession mondiale », *Tiers Monde*, n° 169, pp. 71-90, Paris, Armand Colin.



# Doc. 5 Richesses minières et gazières et projets portuaires



Sources : Drilling Info, Price Water House of South Africa (PwC)<sup>33</sup>

<sup>33</sup> Price Water House (2013), *Africa Gearing Up, Future Prospect in Africa for Transportation and Logistics Industry*. [www.pwc.com/transport](http://www.pwc.com/transport)

Techobanine devrait surtout servir d'apportement charbonnier au Botswana, ce qui impliquera en parallèle la construction d'une voie ferrée. Macuse devrait être aussi un port charbonnier<sup>34</sup> (pour les bassins miniers de Tete) tandis que Palma devrait accueillir des équipements pour les vrac liquides (pour l'exportation de gaz naturel liquéfié<sup>35</sup>). N'en déplaise aux *lobbies* environnementaux le Mozambique a résolument fait le choix de redevenir une façade exutoire. C'est qu'il faut répondre à l'accroissement des flux nationaux et régionaux, dans un contexte de reconstruction du tissu économique.

Le Mozambique est un pays aux énormes potentialités. Les richesses gazières<sup>36</sup> et minières (de charbon en particulier) sont immenses. Pourtant, au final le pays profite peu de cette manne puisque les mégaprojets bénéficient d'importantes exonérations fiscales<sup>37</sup>. Qu'importe, l'ex-colonie portugaise est en passe de réussir le pari de réhabiliter ses ports et corridors de transport. Gageons que cette réussite puisse servir le développement du pays, alors même que des relents<sup>38</sup> de conflits fratricides, sur fond de répartition de la richesse minière, ont refait surface.

---

<sup>34</sup> Les travaux devraient commencer en 2016. Ils seront réalisés par un consortium italiano-thaïlandais (actionnaire majoritaire du groupe Thai Mozambique Logistica), lequel réalisera aussi une voie ferrée de 525 km entre Tete et Macuse.

<sup>35</sup> La construction du port se fera en complémentarité avec la construction d'une usine de liquéfaction de gaz naturel, issu des gisements de Rovuma, au large de Palma.

<sup>36</sup> Les explorations offshore, conduites essentiellement dans le bassin de Rovuma dans le Nord-Est, ont permis de déceler, dans un premier temps, plus de 3,1 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel. Ces découvertes, réalisées par les compagnies américaine, Anadarko, et italienne, ENI, font du Mozambique une des principales réserves de gaz naturel de la planète. Or pour exporter ce gaz naturel, il est nécessaire de construire une usine de liquéfaction (province de Cabo Delgado dans le Nord du pays). Dans cette optique, Anadarko et ENI ont choisi de s'associer à d'autres opérateurs et ainsi bénéficier de leur appui financier, technique et logistique. La compagnie texane s'est notamment alliée avec le japonais Mitsui et l'indien Bharat, tandis que le groupe pétrolier italien s'est associé avec China National Petroleum et le coréen Kogas.

<sup>37</sup> L'exemple de Vale est parlant. Le groupe bénéficie, depuis le début de son implantation au Mozambique, il y a une dizaine d'années, d'une réduction de 15% sur la taxe sur le chiffre d'affaires. Elle peut également compter sur une baisse de moitié de l'impôt sur les acquisitions de terrain. Vale est par ailleurs largement exonéré de taxe sur la valeur ajoutée, de droits de douane et d'impôts sur le revenu pour ses salariés étrangers. En somme, les grandes industries ou projets extractifs participent peu, à ce stade, à améliorer la vie des Mozambicains. 78% des actifs travaillent toujours dans l'agriculture de subsistance.

<sup>38</sup> Le dernier en date, une attaque contre un train de charbon du groupe brésilien Vale le 01 avril 2014. Ce que conteste la Renamo. En bref, le climat est délétère conduisant une mission d'observateurs étrangers à superviser le cessez-le-feu, le désarmement et la réintégration de la Renamo, au cours de l'année 2014. Ce mouvement d'opposition qui n'a eu de cesse de perdre du terrain depuis les élections présidentielles de 1999 (47% du score contre 16% en 2009) a connu un certain renouveau en 2014 (35% des voix). Pourtant une fois encore, sans surprise, le Frelimo, parti au pouvoir depuis la fin de la guerre, a remporté le scrutin présidentiel. L'ancien ministre de la défense, Filipe Nyussi, succède ainsi à Armando Guebuza à la tête du pays. Alfonso Dhlakama, déjà en course dans les trois dernières élections présidentielles, fut de nouveau le candidat de la Renamo. Tandis que le Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM), né en 2009 de la scission avec la Renamo, avait désigné Daviz Simango (actuel maire de Beira et ancien maire de Maputo mais sous la bannière de la Renamo) comme candidat. Le MDM de Simango qui apparaissait comme la nouvelle force politique montante, ayant remporté trois des quatre plus grandes villes du pays aux dernières élections municipales de 2013, n'a finalement engrangé que 7% des voix.

## L'ELDORADO MOZAMBICAIN SOUS LES PROJECTEURS : DIAGNOSTIC ET RECOMPOSITIONS TERRITORIALES

Fabrice FOLIO  
Maître de conférences en Géographie  
CREGUR - Unité de recherche OIES<sup>1</sup>  
Université de La Réunion

**Résumé :** Etat d'Afrique australe donnant sur le Canal éponyme, la République du Mozambique devient un nouvel espace ressource sur la planète. Même s'il reste un des pays les plus pauvres au monde, il est en situation de vive croissance économique. Le Mozambique présente plusieurs atouts. Sa physionomie territoriale et sa situation géographique littorale déterminent le commerce des Etats enclavés arrière. Son statut de « succès africain » auprès des bailleurs de fonds se manifeste par une aide internationale conséquente. Surtout le pays est intéressé par des investissements massifs étrangers dans des secteurs porteurs, articulés sur l'activité extractive et à degré moindre le tourisme. Ceux-ci viennent restructurer les lignes de force anciennes du territoire, en déplaçant les pôles d'intérêt de l'extrémité sud vers de récents confins septentrionaux. Localement, façade littorale, enclaves de croissance et couloirs logistiques sont sous les feux de la rampe. Ils laissent toutefois de côté de vastes aires interstitielles et des tensions sociales (ré)émergent de ces différentiels de développement.

**Mots-clés :** Mozambique ; croissance ; développement ; enjeux ; minerais ; recompositions territoriales ; jeu politique ; tensions sociales.

**Abstract:** *The Mozambican Eldorado in the spotlight: diagnostic and territorial recomposition. The Republic of Mozambique is a Southern Africa State overlooking the eponymous Canal. It becomes a new country resource on the planet. Although Mozambique remains one of the poorest countries in the world, it is experiencing*

---

<sup>1</sup> Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie de l'Université de La Réunion – Unité de recherche « Océan Indien Espaces et Sociétés ».

*strong economic growth in the same time. Mozambique has several advantages. Its territorial character and its coastal geographical location determine the trade of the landlocked countries of the hinterland. Its status as an "African success" is manifested by substantial international assistance from donors. More than anything, Mozambique is concerned by foreign massive investment in sectors articulated on energy, minerals and also tourism. Those stakes restructure the ancient national spatial organization, moving from the southern metropolitan pole to recent northern borders. Locally, coastal front, enclave-led growth and logistic corridor are under the spotlight. However, they leave out large areas. Because of those contrasts, social tensions are (re) emerging in a complex and inherited political game.*

**Keywords:** *Mozambique ; growth ; development ; economical stakes ; minerals ; territorial recomposition ; political game ; social tension*

La République du Mozambique, état d'Afrique australe et orientale, devient un nouvel espace ressource sur la planète, après avoir longtemps incarné une interface stratégique sur l'océan Indien. Bordant la deuxième puissance économique d'Afrique<sup>2</sup> et donnant sur le Canal éponyme, il a pour singularité d'être un pays parmi les plus pauvres au monde, présentant une des croissances économiques les plus en verve.

Partant de très bas du fait des vicissitudes de son histoire, le Mozambique a de nos jours trois atouts à faire valoir. Primo sa physionomie territoriale et sa position géographique littorale déterminent une grande partie du commerce de l'Afrique australe (soit les états enclavés de l'hinterland). Secundo, son statut de « succès africain » auprès des bailleurs de fonds ; après des années de crise (guerre civile de la décennie 80), la stabilité politique - toute relative - et l'économie de marché adoptée lui confèrent une estime qui se matérialise, entre autres, par une aide internationale conséquente (bi et multilatérale). Tertio et notre propos se focalisera surtout sur cet aspect, le pays est intéressé par des investissements massifs étrangers dans des secteurs porteurs articulés sur les matières fossiles, les minerais ou le patrimoine naturel. Ceux-ci viennent restructurer les lignes de force anciennes du territoire, en déplaçant les pôles d'intérêt de l'extrémité sud vers de récents confins septentrionaux.

Cette contribution vise à offrir un point de vue qui se veut nuancé sur les notions de croissance et de développement appliquées à l'actuel Mozambique. En effet, nous questionnerons en creux la pertinence de ranger cet Etat parmi les Pays les Moins Avancés (PMA). Cette caractérisation ne laisse a priori peu de doute, quand on voit la médiocrité de nombre de ses indicateurs statistiques. Pourtant, ce pays est dans le même temps courtisé et s'apparente à un nouvel eldorado économique. Sa façade littorale, le canal du Mozambique, est plus que jamais devenue une interface clé, connectée à l'économie monde. Au plan spatial, enclaves et couloirs logistiques sont sous les feux de la rampe mais semblent laisser dans la pénombre de vastes aires interstitielles. Des tensions et frustrations sociales (ré)émergent. En quoi, la géographie de ce territoire se caractérise-t-elle à la fois par des intérêts exogènes pour le moins

---

<sup>2</sup> L'Afrique du Sud ayant en 2013 été dépassée par le Nigéria en valeur absolue de la production nationale (491 contre 384 milliards de dollars de PIB selon le nouveau calcul du Bureau National de Statistiques), même si elle est devant en terme de PIB/hab. Rappelons qu'au Nigéria, 60% de la population vit avec moins d'un dollar/jour.

« élitistes », une logique d'extraversion économique et enfin des dynamiques contemporaines de territorialisation ?

## **I) PMA OU EDEN ÉCONOMIQUE ? AMBIVALENCE DES INDICATEURS**

L'arrière-plan historique et géographique n'est pas inutile d'être redit, afin de poser les bases de notre réflexion. Les phases historiques de ce pays se sont succédées comme autant de revirements géopolitiques. Elles ont généralement été le fruit d'acteurs extérieurs. Les bifurcations majeures (ou moments charnières) de cette géohistoire sont au nombre de trois<sup>3</sup>. (1) Aire de négoce des commerçants arabes puis colonie portugaise, (2) le pays a connu, à l'indépendance en 1975, une phase socialiste autocentrée, interrompue par une guerre civile durant la décennie 1980, opposant le Frelimo, parti de l'indépendance, aux rebelles de la Renamo instrumentalisés par les intérêts occidentaux. (3) Il a finalement opéré un tournant libéral pragmatique dans les années 90, caractérisé par l'économie de marché, l'ouverture aux capitaux privés étrangers, la démocratie et le multipartisme.

Le profil géographique actuel du Mozambique est celui d'un pays assez plat et bas ; 45% de sa surface sont constitués de plaines côtières, soit des côtes sableuses ponctuées de dunes boisées et émaillées de lagunes, de baies et d'estuaires parfois devancées par des archipels très prisés. Les milieux y sont fragiles : récifs coralliens, mangrove... D'une superficie de 799 380 km<sup>2</sup>, le pays s'étire sur la côte est subsaharienne entre 10°27 et 26°52 de latitude sud. A l'évidence, le Mozambique présente une physionomie insolite : la physionomie de ses frontières fait apparaître un trait de côte étendu. Le pays ne s'agrandit qu'aux confins nord et le long de la vallée du Zambèze. Il s'affine en revanche, plein sud, en une étroite incise. Son profil est par conséquent oblong, il a, pour être plus précis, une forme d'entonnoir ou de « Y ». Le tout renvoie à la zone d'influence britannique arrière (des ex-Rhodésie et de l'Union d'Afrique du Sud) qui a empêché toute progression et mainmise des Portugais sur des zones à enjeux. Ses 2 770 km de façade littorale s'étirent le long de l'océan Indien constituant un des plus longs liserés côtiers du continent. Des fleuves au débit parfois important (Limpopo, Save, Zambèze, Rovuma) s'écoulent selon une direction Ouest-Est et sectionnent le territoire national en isolant des régions au demeurant assez mal connectées entre elles. Au total, le pays détient une frontière commune avec six Etats<sup>4</sup>. Surtout, pour quelques pays enclavés (Botswana, Zambie, Zimbabwe et Malawi), le Mozambique fait office d'interface maritime. Il est une voie d'entrée et un exutoire portuaire de premier plan.

Il convient à ce stade de se pencher sur la pertinence de caractériser (parfois trop hâtivement c'est le postulat que l'on met ici à expertise) ce pays comme l'un des moins avancés de la planète. De prime abord, la question peut paraître saugrenue mais elle présente un intérêt, tant son profil est en réalité extrêmement disparate : il réunit les extrêmes (**Figures 1 & 2**). Plusieurs indicateurs statistiques peuvent être mis à contribution pour jauger l'état tantôt économique, politique, social voire sociétal du

---

<sup>3</sup> M. CAHEN, 1994, « Mozambique, histoire géopolitique d'un pays sans nation », *Lusotopie*, Géopolitiques des mondes lusophones, Paris, éditions L'Harmattan, juillet 1994, p. 213-266. F. FOLIO, 2008, « Regards sur le Mozambique contemporain », in *EchoGéo*, mis en ligne le 10 octobre 2008, consulté le 25 juin 2014. <http://echogeo.revues.org/8313>

<sup>4</sup> Il s'agit du Malawi (1 569 km), du Zimbabwe (1 231 km), de la Tanzanie (756 km), de l'Afrique du Sud (491 km), de la Zambie (419 km) et enfin du Swaziland (105 km).

Mozambique. On peut de prime d'abord repartir des indicateurs existants les plus classiques : soit le PIB/hab, l'IDH ou encore le coefficient de GINI. Ils ont pour intérêt de dégager des éléments d'unité mais aussi de différenciation dans ce qu'on appelle communément le ou les « Sud ». Le Mozambique affiche à ce niveau des résultats presque toujours peu amènes au vu des discrétisations retenues. Et cela que ce soit sur l'échiquier mondial mais également à l'échelle africaine ! Qui plus est, dès lors que l'on fait appel à d'autres indicateurs ou catégorisations, il est possible de compléter et d'affiner ce tableau. On peut ainsi convier à notre réflexion :

- L'Indicateur de pauvreté (IPH-1 créé par le PNUD en 1997) ; le Mozambique pointe parmi les derniers, entre Sierra Leone, Guinée ou Ethiopie.

- La dénomination de Pays Pauvre Très Endetté (PPTE – Banque Mondiale et FMI, 1996) qui dégage 42 Etats dans le monde en 2006 ;

- La qualification officielle (par l'ONU depuis 1971) de Pays les Moins Avancés (PMA), soit une somme de 48 Etats à ce jour.

A chaque fois, le Mozambique est concerné par ces classifications. Le constat devient implacable. Cependant, on peut à juste titre se demander si la distinction entre Pays en développement (PED) et PMA est-elle toujours aussi franche ? Effectivement, si ce pays fait indéniablement partie des 48 PMA de la planète, son profil socio-économique est des plus ambivalents, à la fois mouvant et différencié au plan spatial.

Le Mozambique reste l'un des pays les plus pauvres d'Afrique (**Figure 3**). Son PIB par habitant est 535 dollars en 2010, ce qui le situe dans les profondeurs des classements internationaux. Si l'on en croît le PNUD et ses travaux sur le développement humain, il se positionne en 2012 en 184<sup>ème</sup> position (sur 187 pays classés). Le seuil de pauvreté, fixé à 0,65 USD par personne et par jour, place 54,7 % de la population en deçà (ce qui rendent certains objectifs du Millénaire pour le développement inatteignables). L'annulation de sa dette auprès des institutions internationales et de certains pays (G8, FMI, Japon), si elle s'apparente à un signal encourageant, est tout autant révélatrice des difficultés. Le pays est en outre frappé par des pandémies handicapantes comme le VIH-sida (à l'instar de toute l'Afrique australe), tandis que l'une des premières causes de mortalité *in situ* reste le paludisme. Il est de surcroît sous la menace chronique d'aléas naturels aggravant la situation de sous-développement<sup>5</sup> : sécheresse, cyclones et surtout inondations (qui touchent les provinces agricoles : Gaza et Zambezia). Enfin, pour être tout à fait complet, le pays est montré du doigt pour son climat de corruption (argent blanchi issu des trafics d'armes, de drogues, d'organes ou du détournement de l'aide internationale, comme en témoignent les nombreuses constructions de luxe inhabitées de Maputo...) : il apparaît ainsi au 130<sup>ème</sup> rang sur 180 pays en 2011 selon *Transparency International* ; à l'observation du milieu des affaires, le Mozambique ne se hisse d'ailleurs qu'au 146<sup>ème</sup> rang mondial au classement *Doing business*, toujours selon la Banque Mondiale.

---

<sup>5</sup> C. FOLEY, 2007, *Mozambique: A case study in the role of the affected state in humanitarian action*, Humanitarian Policy Group (HGP), Overseas Development Institute (ODI), 36 p.



**Figure 1 : Le Mozambique, un Etat en (sous)développement ; clichés : auteur**



**Figure 2 : Le Mozambique, un Etat en croissance économique ; clichés : auteur.**







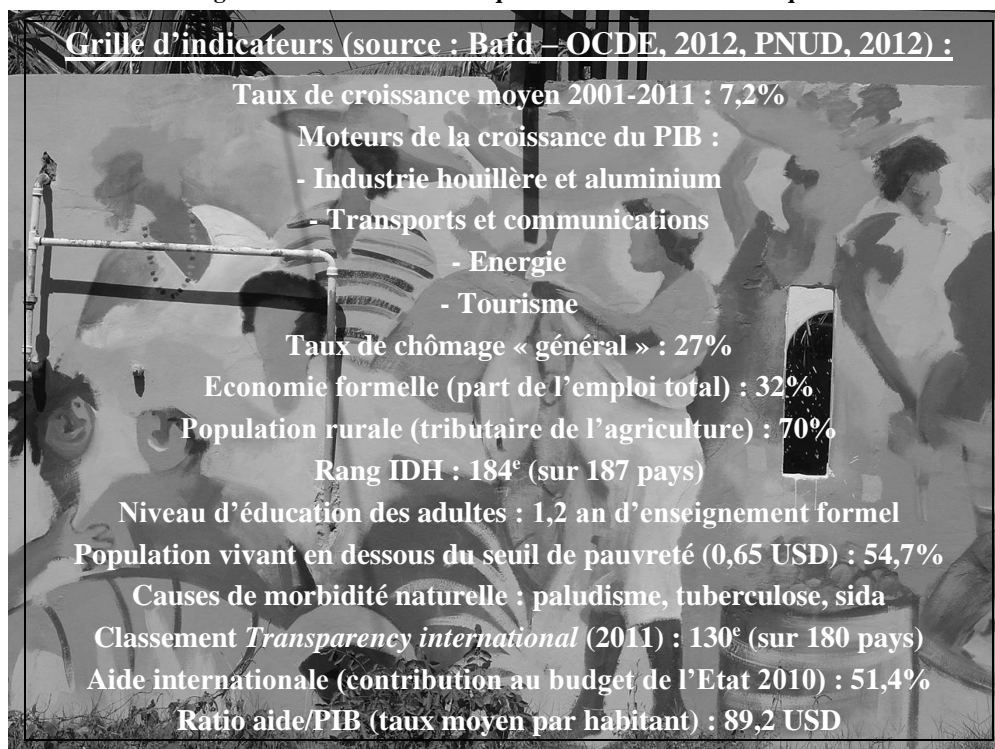
Côté lumière cette fois et semblant par la même désavouer cet examen liminaire (**Figure 3**), le Mozambique s'illustre comme un modèle de redressement économique après un conflit armé. On parle localement de « stabilité macroéconomique et politique » (selon les mots de l'OCDE et de la BAfD). Le taux de croissance du PIB a été de 7,2 % en moyenne sur la dernière décennie et de 7,5 % en 2012 (même s'il s'agit largement d'une « croissance de rattrapage »<sup>6</sup>). On anticipe 8,5% de croissance en 2014 et en 2015 ! Son inflation est relativement maîtrisée et l'endettement extérieur est supportable grâce aux annulations de dettes de 2005. Depuis quelques décennies, le pays est courtisé par les organismes de coopération, tandis qu'il accueille de grandes Organisations Non Gouvernementales (ONG), telles que Oxfam ou le WWF présent notamment dans les politiques de conservation. Il est aussi alimenté par une aide internationale massive (51,4% du budget en 2010, passée à 39% en 2012), qui tient à son statut de « bon élève » aux yeux des bailleurs de fonds (la « démocratie libérale » comme étalon ayant fait son œuvre...). Plus que tout, le Mozambique mise sur la privatisation et les Investissements Directs Etrangers (IDE) orientés vers l'exportation. A l'année 2011, le stock d'IDE a dépassé 1,9 milliards de dollars. Il s'agissait alors de la troisième destination d'IDE en Afrique après l'Angola et l'Afrique du Sud. Mieux, on serait passé à 5,2 milliards en 2013, à la suite des récentes découvertes charbonnières et gazières<sup>7</sup>. Les grands ports mozambicains, débouchés des trois corridors (Maputo, Beira et Nacala), ainsi que les ports secondaires (Quelimane et Pemba), occupent un rang stratégique. Le Mozambique assure de nos jours 70% du total de transit des marchandises au sein de l'organisation régionale qu'est la SADC (*South African Development Community*) et ce par le truchement de ses couloirs logistiques<sup>8</sup>.

<sup>6</sup> J. AVILA, 2012, *Développement et lutte contre la pauvreté : le cas du Mozambique*, L'Harmattan, études africaines, 204 p.

<sup>7</sup> N. STIEL, « Son gaz permettra-t-il au Mozambique de sortir de la pauvreté », *Challenges*, Monde, le 27-09-2013. <http://www.challenges.fr/monde/20130927.CHA4900/gaz-et-charbon-permettront-ils-aux-mozambicains-de-sortir-de-la-pauvrete.html>

<sup>8</sup> Voir l'article de A. LAMY-GINER dans ce numéro.

**Figure 3 : Indicateurs statistiques contrastés du Mozambique.**



A dire vrai, ces indicateurs statistiques ne se contredisent et ne s'annulent nullement. Ils représentent, tous autant qu'ils sont, une certaine réalité sur le terrain et font réellement prendre conscience, sans doute ici plus qu'ailleurs (car avec une acuité particulière et une évolution très rapide dans le temps) le différentiel entre essor économique (à une échelle plutôt macro) et logiques de développement (à une échelle davantage méso et micro). Ce qui revient à un raisonnement déjà entendu : la vive croissance économique profite au pays dans sa globalité mais ne résorbe pas pour autant la pauvreté locale. Les inégalités se creusent avec le renforcement d'une élite et le territoire se différencie entre zones porteuses et zones à la traîne. De quelle manière cela se traduit-il concrètement au niveau spatial et quelles en sont les raisons ?

## **II) DES LIGNES DE FRACTURE MOUVANTES : PÉNÉTRANTES HISTORIQUES ET EXCENTRATION MÉTROPOLITAINE**

La Banque Mondiale recense une population de 23,9 millions d'habitants en 2011. Près d'un Mozambicain sur deux vit le long des districts côtiers. En conséquence, les densités humaines restent en ces lieux les plus élevées (plus de 40 hab./km<sup>2</sup>), la densité nationale s'établissant pour sa part à 27,3 hab./km<sup>2</sup>. Les plus fortes occupations humaines s'observent plus précisément au sein des villes ou *ciudades* littorales, à savoir les cités balnéaires (Xai Xai, Inhambane, Pemba...) ou encore les localités historiques et zones d'implantation pionnière que sont Ilha de Moçambique, Quelimane et Sofala, vieilles têtes de pont de la traite orientale. Mais plus que tout, il convient de faire ressortir le « tripôle portuaire » soit :

- la capitale Maputo (1,87 millions d'habitants en 2007) située à l'extrémité sud du territoire.

- Beira (436 240 habitants), la seconde ville au débouché du Zambèze et du corridor de Sofala dans le centre.

- enfin Nacala (206 500 habitants) ainsi que la ville arrière de Nampula, duopole situé dans la région septentrionale du même nom.

Il s'agit là des véritables fenêtres stratégiques du pays. En effet, ces pôles sont des centres portuaires qui parachèvent l'écheveau d'axes ferroviaires desservant l'intérieur des terres jusqu'aux pays limitrophes<sup>9</sup>. L'organisation spatiale du Mozambique se structure donc, et ce depuis la période coloniale, autour de « couloirs » ou de corridors parallèles (**Figure 4**) : du nord vers le sud, ils incarnent des « pénétrantes latitudinales » dont le rôle redevient de nos jours primordial et se complexifie même comme on le verra un peu plus loin. En revanche, les liaisons Nord/Sud demeurent toujours compliquées dans le pays. Par exemple, le pont sur le Zambèze, inauguré en grande pompe, ne date que de 2009. Quant à l'état général des routes, il est toujours problématique, en particulier durant les épisodes d'intempéries.

La partie sud du pays a engrangé les fruits du dynamisme national finalement assez caractéristique de la décennie 2000. Cette idée était à ce moment renforcée par l'excentration géographique de la capitale, Maputo, et l'impression d'un hiatus entre la première ville et le reste du territoire. Le décrochage au sud de l'ex-Lourenço Marques, faut-il le rappeler, date de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle lorsqu'on l'a érigé en qualité de nouveau « quai minéralier » de l'Afrique du Sud, au moment où les enjeux régionaux se nouaient autour des découvertes aurifères des hautes terres intérieures (ex-Transval). La contribution du Sud du Mozambique au produit intérieur brut national ne s'est depuis pas démentie. Elle demeure une réalité, s'établissant à 37,6 % pour la seule province de Maputo, dont 20,8 % pour la première ville<sup>10</sup>. La capitale est la voie d'entrée du pays. Elle rassemble l'essentiel des industries nationales et de la fonction tertiaire inhérente, entre autre, à son statut politique. En contrepoint, les provinces centre et nord, zones d'implantation historique, accusent des valeurs plus faibles<sup>11</sup>.

Ces chiffres ne révèlent toutefois pas les inégalités internes s'exacerbant dans la capitale. En effet, un des vieux niveaux de lecture de Maputo (mais aussi de l'ensemble des villes du pays) porte toujours sur la distinction entre « ville de ciment » et « ville de roseaux » ou *caniço*. Il faut rechercher l'origine de cette opposition dans l'époque coloniale<sup>12</sup>. Ce clivage traduit la cité duale que les Portugais ont établie. Un marqueur notable de l'organisation spatiale de Maputo réside dans le fait qu'elle dispose d'une ville centrale dite « européenne » et d'une vaste banlieue populaire auréolaire, moins structurée. Cependant, cette lecture de l'ensemble urbain maputéen nécessite

---

<sup>9</sup> FOLIO 2008, *op. cit.*

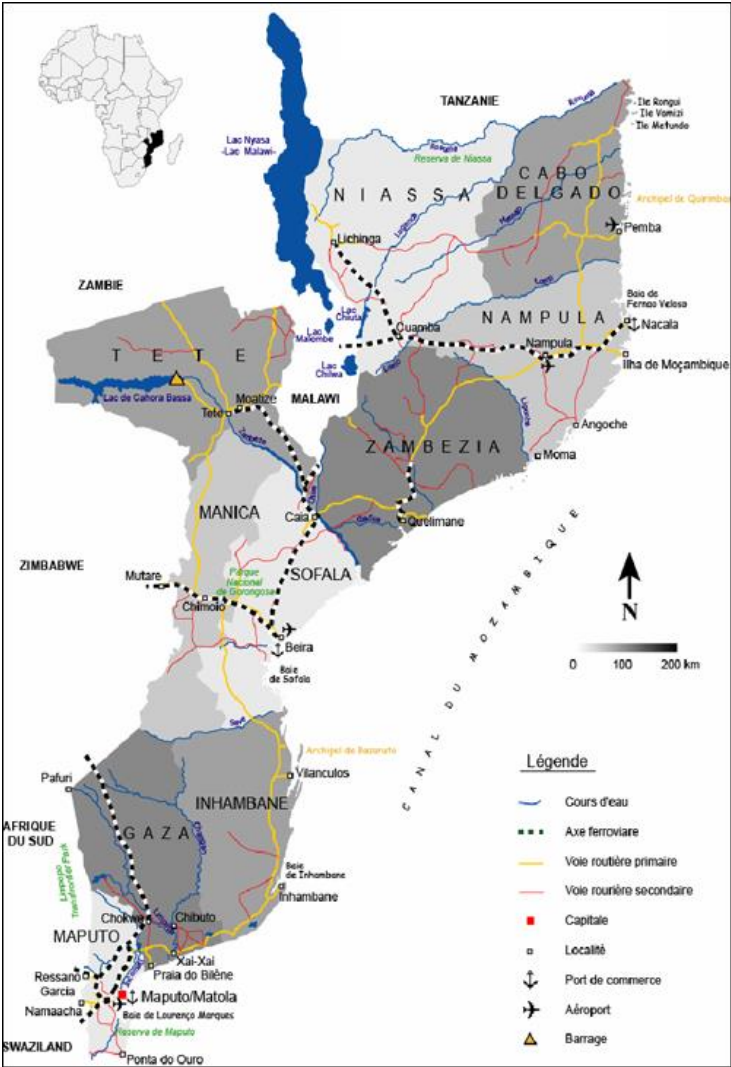
<sup>10</sup> *Human Development Report 2005, 2007*, PNUD en partenariat avec le SARDC, l'Information Science Research Institute (ISRI) en collaboration avec l'INE (*Instituto Nacional de Estatística*).

<sup>11</sup> L'IDH de la ville de Maputo en 2004 s'élève à 0,651 et celui de sa province à 0,588. Les indicateurs les plus indigents se situent plus au nord : 0,340 à Nampula ou 0,313 à Cabo Delgado. Dans le même ordre d'idée, l'espérance de vie est de 52,1 ans à Maputo-ville alors qu'il est de 37,5 ans dans la province de Zambezie ; le taux de mortalité infantile distingue la capitale (89 pour 1000) de la province de Cabo Delgado où 241 enfants sur mille meurent avant l'âge de cinq ans (ESDM, 2004).

<sup>12</sup> N. STIEL, « Son gaz permettra-t-il au Mozambique de sortir de la pauvreté », *Challenges*, Monde, le 27-09-2013. <http://www.challenges.fr/monde/20130927.CHA4900/gaz-et-charbon-permettront-ils-aux-mozambicains-de-sortir-de-la-pauvrete.html>

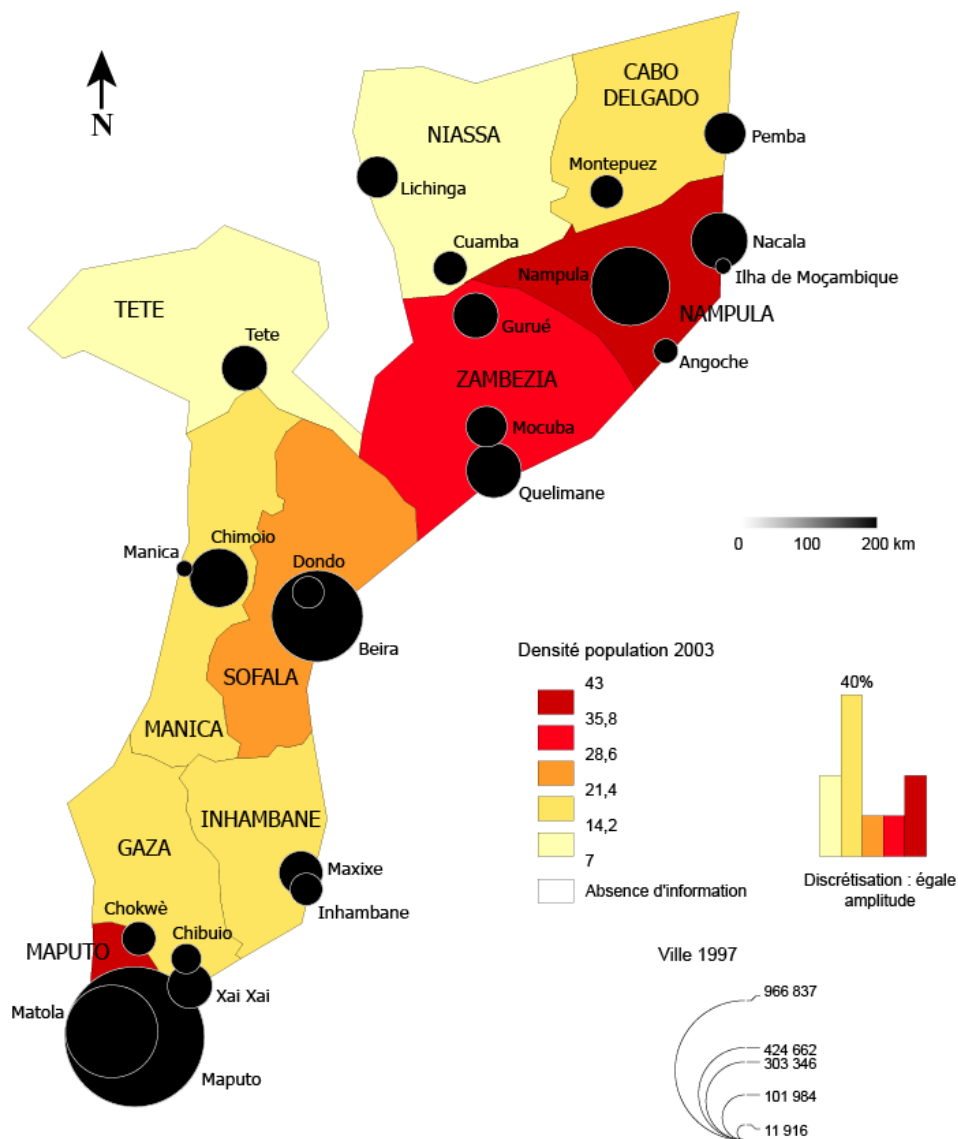
maintenant d’être nuancée : plus récemment, l’arrivée de populations expatriées (des différentes ONG, des programmes de coopération et des investissements étrangers) et le renforcement d’une élite mozambicaine a induit un aménagement et un embellissement de l’aire littorale septentrionale, en partie hors de la ville de béton originelle (notamment sur la Costa do Sol<sup>13</sup>). On peut parler à ce niveau de « gentrification littorale » : des centres commerciaux, un casino, des logements de standing et des complexes en copropriété (ou *condominios*) y ont vu le jour sur un des plus beaux sites de la ville. Ce sont là les nouveaux marqueurs, à grande échelle, de ce Mozambique contemporain « ouvert » et empli de contrastes.

**Figure 4 : Corridors logistiques et primatie de la capitale, un héritage de l’histoire.**



<sup>13</sup> F. FOLIO, 2007, « Les condomínios à Maputo : enjeux sociaux et spatiaux autour de l’implantation des ensembles résidentiels sécurisés dans la capitale mozambicaine », in *Les annales de géographie*, p. 247-270

## VILLES ET DENSITES DE POPULATION AU MOZAMBIQUE



Source : Estatísticas Sociais e Demográficas de Moçambique (ESDEM) 2003,  
Instituto Nacional de Estatística (INE) 1997  
Conception et réalisation : Folio F à l'aide du logiciel Phil Carto

Les disparités à l'œuvre dans le pays se comprennent donc également par une polarisation du cône sud sur le « grand » nord, à laquelle il faut ensuite associer un subtil jeu d'échelles. Il s'agit là d'une seconde clé de lecture de l'organisation spatiale nationale (après celle mettant en exergue les pénétrantes territoriales axées sur les

villes-ports : **Figure 4**). Maputo, la capitale, a profité de la nouvelle donne libérale de la période démocratique, mais aussi de sa proximité avec le voisin régional. L'Afrique du Sud est un des récents BRIC « S ». Le pays exerce de nouveau un leadership sur son « arrière-jardin ». Les investisseurs sud-africains (plus de 250 sociétés présentes) s'y sont largement établis<sup>14</sup>. Ils ont ensuite été suivis par d'autres pays. Le cas de l'usine d'aluminium *Mozal*, à capitaux sud-africains, australiens et japonais<sup>15</sup>, située près de Maputo, est assez emblématique : c'est aujourd'hui 50% des exportations totales du pays, bénéficiant de tarifs d'électricité bas (pour une exportation totale de 580 000t/an en 2013). Dans le même temps, les investissements des autres états émergents sont en hausse que ce soit dans la construction, les infrastructures, l'énergie, l'agriculture ou la pêche (cf. le stade de Zimpeto construit avec une main-d'œuvre à moitié chinoise ou encore les concessions de terre aux firmes brésiliennes pour la culture du soja ou du coton). Aussi les principaux clients du Mozambique sont-ils maintenant l'Afrique du Sud et les pays que sont l'Inde, la Chine, le Brésil ou Maurice, en complément des Pays Bas et du Portugal<sup>16</sup>. Les émergents ou émergés complètent de la sorte l'éventail des vieux états-nations de la triade.

Un autre symbole du renouveau national est la réhabilitation des corridors de développement. Indéniablement, celui de Maputo est depuis quelques années le plus effectif : il relie le pays à l'économie sud-africaine après des années d'atonie. Par le biais d'un consortium réunissant compagnies locale et sud-africaine (à savoir *Transnet* et la société portuaire et ferroviaire *Companhia de Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique*), il dynamise ce couloir de 500 km entre les deux pays, pour une meilleure intégration de la région sud. En parallèle, le rôle du secteur privé dans les ports mozambicains a été renforcé par l'entremise de mises en concession<sup>17</sup>. A Maputo, la gestion portuaire a de la sorte été confiée à un consortium emmené par *Dubai Port World* et la société sud-africaine *Grindrod*. La rénovation portuaire permet aujourd'hui à Maputo d'atteindre 17 millions de tonnes de trafic par an (dont 80% proviennent de marchandises d'Afrique du Sud : chrome, ferrochrome, charbon, magnétite, agrumes). La proximité du vaste marché des hautes terres sud-africaines (le Gauteng) joue évidemment pour la capitale du Mozambique : rappelons-le, aucun port sud-africain n'est plus près de Johannesburg que Maputo. Il n'y a dès lors rien d'étonnant au fait que tous ces projets sont soutenus par l'Union africaine et par la SADC dans le cadre de ses initiatives régionales.

### III) LES ANNÉES RÉCENTES : NOUVELLES MANNES ET TERRITORIALITÉ DE CONFINIS

Cette polarisation dite « méridionale » va-t-elle s'accroître ? Nuançons et complexifions à présent cette idée (**Figure 5**). Certes les entrées de capitaux étrangers ont beaucoup joué pour Maputo et la région côtière alentour durant la décennie 2000. Mais plus récemment (soit la décennie 2010 et, on le peut le présumer, durant les

<sup>14</sup> J. DANIEL, V. NAIDOO, S. NAIDU, 2004, « The South Africans Have Arrived: Post-Apartheid Corporate Expansion Into Africa », *The State of the Nation: 2003-2004*, Cape Town, HSRC Press, p. 368-390

<sup>15</sup> L'entreprise est gérée par un conglomérat constitué de *BHP Billiton*, multinationale anglo-australienne (à hauteur de 47,1%), de l'*Industrial Development Corporation* (IDC), une structure sud-africaine (à 25%), de la japonaise *Mitsubishi Corp* (à 24%) et enfin du gouvernement du Mozambique pour une portion congrue (3,9%).

<sup>16</sup> *France-Diplomatie*, 2014, « Présentation du Mozambique », mise à jour : 02.01.14.  
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mozambique/presentation-du-mozambique/>

<sup>17</sup> Voir l'article de A. Lamy-Giner, dans ce même numéro.

années à venir), d'autres investisseurs sont à la manœuvre. Ils ont quant à eux pour théâtre d'opération le nord du pays, dans des zones qu'on aurait qualifiées anciennement de « marges ». Ils ont toujours en commun de se fonder sur des matières fossiles, minérales ou paysagères récemment exploitées, de s'articuler sur des IDE et enfin de présenter des logiques d'enclaves ou de pré-carrés, reliés par des axes stratégiques : on les appelle les « mégaprojets » (Mozal n'en fut sûrement que la première touche d'un processus qui se diffuse). Il convient d'effectuer un tour d'horizon de ces néo-enjeux :

- L'exploitation des gigantesques mines de charbon à Moatize, près de Tete dans l'intérieur des terres, donne une nouvelle impulsion à la plate-forme portuaire de Beira (avec la remise en état de la voie ferrée de Sena) mais aussi de Nacala (avec une voie ferrée prévue sous peu traversant le Malawi). On se situe là dans le centre-ouest du Mozambique. Les exportations ont débuté en 2011 (pour 35 000 tonnes au tout départ) et c'est un tournant car ce secteur devrait fortement contribuer à l'économie dans les prochaines années. Le Mozambique risque effectivement de s'imposer comme un acteur mondial incontournable car on a là l'un des bassins houillers au plus haut potentiel au monde (avec 23 milliards de tonnes de réserves, soit environ 10% des réserves mondiales de charbon !). En 2013, la production de charbon est ressortie à 7,5 millions tonnes/an, c'est à dire 4,8 millions t/a de plus qu'en 2012. Les acteurs majeurs, depuis peu implantés, sont des multinationales leaders dans leur domaine : le groupe brésilien Vale à Moatize et la compagnie Anglo-australienne Rio Tinto à Benga.

- Dans la province d'Inhambane, les exportations de pétrole de la part de la société sud-africaine Sasol ont quant à elles débuté en 2014 dans le district d'Inhassoro (250 000 barils). D'autres gisements seraient présents *on et off shore*.

- Tout au nord, au large du Rovuma Basin, des colossaux projets d'extraction off-shore ont de la même manière été lancés<sup>18</sup>. Les concessions ont été accordées à des compagnies étrangères : la malaisienne Petronas, l'américaine Anadarko, la norvégienne Statoil, la française Total qui en a racheté une partie après-coup<sup>19</sup> et la compagnie mozambicaine des hydrocarbures ENH. Car l'évènement important à l'année 2011, a été la découverte d'abondantes réserves de gaz naturel au large des côtes (de la part de l'américain Anadarko Petroleum dans le bloc 1 et de l'italien ENI dans le bloc 4). Les deux majors ont depuis cédé des parts à de nouveaux partenaires provenant essentiellement des Etats émergents, avides de ressources énergétiques : sont apparus les indiens ONGC Videsh et Bharat Petroleum Corporation, le chinois CNPC ou encore le thaïlandais PTT Exploration and Production. Ces découvertes sont à confirmer mais pourraient classer le Mozambique aux alentours du 4<sup>ème</sup> rang mondial (en exportation de Gaz liquéfié), derrière la Russie, l'Iran et le Qatar, surpassant même l'Australie<sup>20</sup>. Les réserves y sont estimées à près de 5 000 milliards de mètres cubes<sup>21</sup>,

---

<sup>18</sup> A. BUCUANE, P. MULDER, 2007, « Exploring Natural Resources in Mozambique: will it be a blessing or a curse? », *Discussion papers*, N° 54E, Direção Nacional de Estudos e Análise de Políticas, Ministério da Planificação e Desenvolvimento, 49 p.

<sup>19</sup> Le fleuron français est présent depuis 1991 au Mozambique et couvre la totalité des activités de stockage et de distribution de carburants et de lubrifiants (à destination des particuliers et du milieu industriel). Grâce à ses deux terminaux d'importation et à sa chaîne de 35 stations-service, elle demeure très présente dans le paysage. Or Total semble avoir quelque peu « loupé » le coche des vastes découvertes d'hydrocarbures au nord et tente actuellement de se raccrocher au véloc train d'exploitation. Elle a ainsi acquis en septembre 2012 une participation de 40% dans le contrôle de part de production des blocs offshore 3 et 6, jusque là détenu par la société nationale Petronas, soit un permis qui s'étend sur un champ d'une superficie de 15 250 km<sup>2</sup>.

<sup>20</sup> C. NIAUFRE, 2014, « Inquiétudes sur le futur secteur gazier au Mozambique », *Afrique Décryptages*.



soit 184 trillions pieds cubes ou Tcf et une quantité de 300 Tcf pour tout le large de la Tanzanie et du Mozambique (à mettre en regard avec les 885 Tcf du premier exportateur mondial : le Qatar).

- Dans le domaine de l'énergie, le projet « Dorsal Cesul » (Centre-sud), est un réseau régional de transport d'électricité ancré sur de grandes centrales hydroélectriques de l'intérieur des terres (à venir, avec celles de Mpanda-Uncua, de Manica et de Mapai mais également héritées, via le célèbre barrage de Cahora-bassa, dont le Mozambique a arraché l'actionnariat au Portugal en 2012). Il se destine à fournir de l'électricité à toute la partie sud du Mozambique (30% seulement de la population mozambicaine disposent actuellement d'un accès à l'électricité), mais aussi et surtout à l'Afrique du Sud, toujours en butte à de nombreux dysfonctionnements sur son propre réseau.

- A côté de tout cela, il faut citer les développements touristiques. Le pays accueille deux millions de visiteurs étrangers et la contribution de ce secteur à l'économie nationale s'élève à environ 6%. La matière naturelle est une vraie valeur ajoutée : climat tropical à fort ensoleillement, fonds récifaux et eau indio-océanique turquoise. A cela s'ajoute une matière culturelle (culture bantoue, swahilie au nord, héritage portugais). Le potentiel touristique est indéniable, tout comme l'est la volonté de la puissance publique de développer ce secteur en faisant appel au secteur privé, notamment aux capitaux étrangers en l'articulant sur du haut de gamme. Les investisseurs étrangers se précipitent (on peut citer le groupe portugais Pestana ou la société émirati Rani qui a investi 120 millions USD à Inhambane et à Cabo Delgado). Il faut particulièrement mettre en avant les archipels de Bazaruto (près de Vilanculos<sup>22</sup>) et de Quirimbas non loin de Pemba : ces derniers restent les principaux pôles balnéaires et écotouristiques du Mozambique rassemblant, hors de Maputo, des aménagements hôteliers de standing. De nouveaux aéroports y sont également construits. Au centre du pays, le Parc National de Gorongosa tente lui de se remettre des années de guerre civile en accueillant un projet de réhabilitation et de protection de la nature via l'aide de fondations étrangères. Des programmes de reforestation et de translocation d'espèces ont été mis en place et l'ouverture d'écotourismes de luxe est prévue.

**Figure 5 : Les recompositions territoriales du Mozambique actuel.**

L'organisation spatiale du Mozambique s'effectue selon trois niveaux d'articulation : 1. Les tripôles portuaires et leurs corridors respectifs ; 2. Le grand Maputo (région sud) face au reste du pays ; 3. Un développement récent par enclaves : les mégaprojets. Parmi ceux-ci, il faut distinguer les projets basés sur les matières extractives (ellipses vides), de ceux articulés sur les ressources paysagères et le tourisme (ellipses grisées). Sur la carte de droite (Source : PwC, 2013), les nouveaux corridors et infrastructures portuaires qui devraient voir le jour.

<http://afriquedecryptages.wordpress.com/2014/04/28/inquietudes-sur-le-futur-secteur-gazier-au-mozambique/>

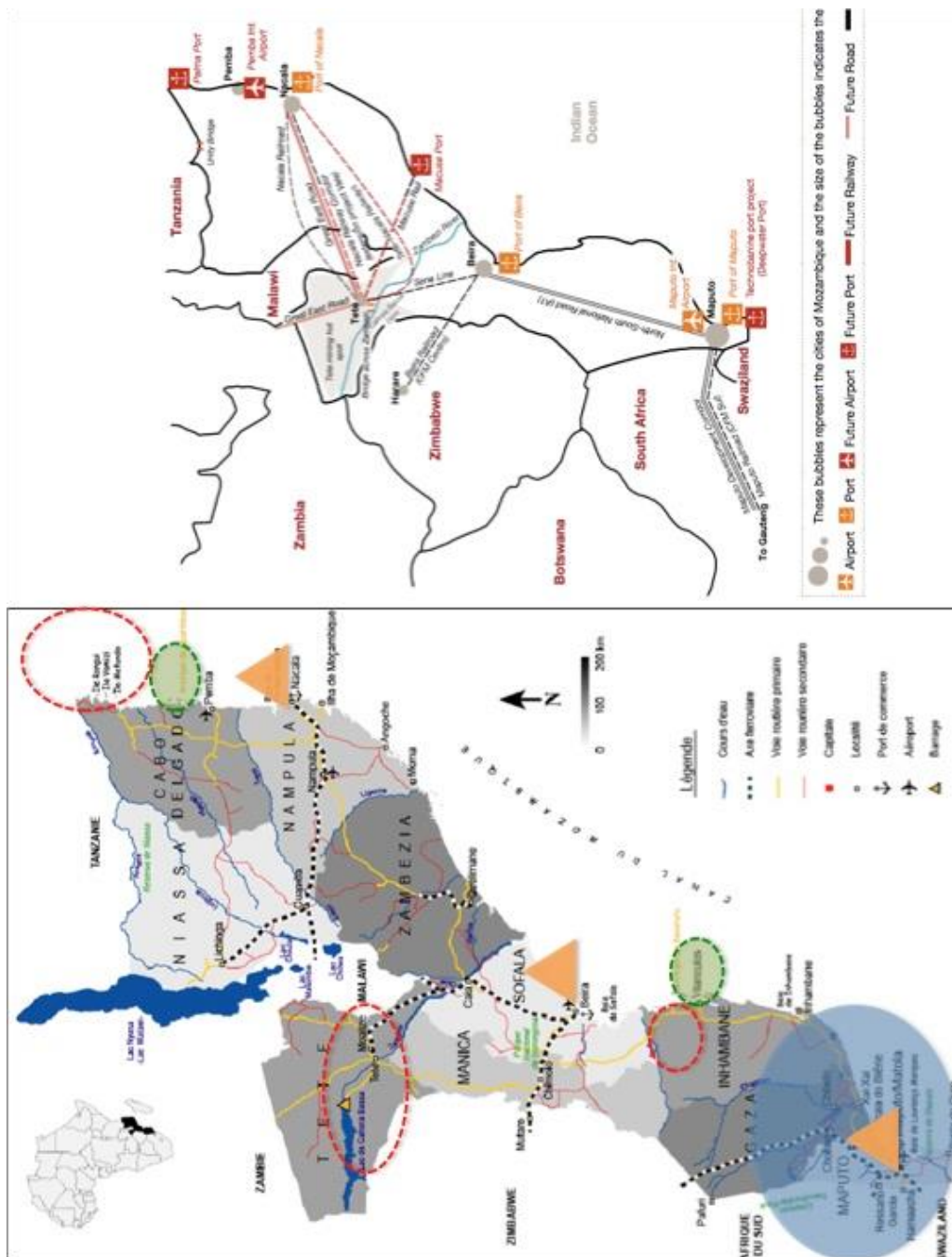
<sup>21</sup> L. BUSSIERE, 2014, « Le gaz, nouvel or noir – Le cas de l'océan Indien – », *Les yeux du Monde.fr*, Catégories : Intervenants extérieurs, Ressources, le 8 février 2014.

<http://les-yeux-du-monde.fr/ressources/17502-le-gaz-nouvel-noir-le-cas-de-locean>

<sup>22</sup> F. FOLIO, 2011, « Que nous apprennent les initiatives écotouristiques en Afrique australe ? Leçons d'expériences croisées en Afrique du Sud et au Mozambique », in *Géocorollaires*, Les nouvelles dynamiques du tourisme dans le monde. S'informer : le dossier scientifique.

<http://geocorollaires.ens-lyon.fr/doc/typespace/tourisme/TourScient7.htm>





On se trouve par conséquent face à un pays ouvert aux quatre vents et qui a les yeux de Chimène. A l'horizon 2018, les principaux postes d'exportation seront l'aluminium (phase 1 du décollage national : années 2000), le charbon (phase 2 : celle en cours) et le Gaz Naturel Liquéfié ou GNL (phase 3 à venir, avec les projets d'usines

de liquéfaction, notamment en mer de la part d'ENI). En une dizaine d'année, le PNB du Mozambique, selon les projections, devrait quadrupler<sup>23</sup> ! En termes d'organisation spatiale, un troisième niveau de lecture apparaît : il consiste à apposer de manière assez diffuse des enclaves de croissance et leurs corridors respectifs sur tout le territoire, hors de la primatie maputéenne (**Figure 5**). Et les recompositions territoriales se succèdent : afin d'exporter toutes ces richesses minières, de nouveaux ports en eau profonde sont prévus ; ils sont amenés à soulager les ports existants et ce nonobstant leurs opérations de réhabilitation. Si de nouveaux corridors de marchandises se déploient (telle la voie transmalawienne), le tripôle portuaire est lui aussi amené à transmuier. Ainsi, tout au nord, quasiment à la frontière avec la Tanzanie, le futur port de Palma se prédestine aux exportations de gaz liquéfié voire aux éventuelles trouvailles de pétrole en appui à celui de Nacala. Plus au centre, en complément du port de Beira, le prochain port de Macuse se spécialisera quant à lui, très probablement, dans les exportations du charbon de la riche province de Tete. Enfin, au sud de Maputo, le port de Technobanine, financé à la fois par le gouvernement du Botswana et par celui du Mozambique, entend apporter au premier des facilités pour l'évacuation de son propre charbon mais aussi pour l'importation de pétrole dont il est dépourvu. L'ensemble de ces aménagements constitue un nouveau signe de l'interconnexion et du maillage des pays d'Afrique australe dans un commerce régional en essor. Il réaffirme aussi le rôle croissant que (re)prend actuellement la façade mozambicaine au plan indiaocéanique et mondial.

#### **IV) DISCUSSION SUR LA DURABILITÉ DU SYSTEME ÉCONOMIQUE : DES TENSIONS SOCIALES RÉSURGENTES**

Il n'en reste pas moins que les défis restent sérieux sur le territoire. La pauvreté domine sur une grande partie du pays. Le marché intérieur verse dans l'agriculture vivrière et dans l'économie informelle tandis que les classes moyennes font toujours défaut. Les inégalités sociales se sont creusées ces dernières années. Peut-on parler de primarisation économique « exclusive » ? La forte croissance nationale demeure concentrée sur des industries extractives et par là, sur des matières premières souvent non transformées (lingots d'aluminium, charbon, gaz, crevettes, bois et tabac, sucre également<sup>24</sup>). Elle demeure tributaire de l'étranger, notamment des flux commerciaux et touristiques. Plus concrètement, ce type de modèle économique, impulsé par les mégaprojets à forte intensité capitalistique, soulève de vraies interrogations quand à sa durabilité et à sa logique d'entraînement et de redistribution, même s'il n'y a là rien de définitif. La création d'emplois (30 000 au total<sup>25</sup>) est encore peu favorisée et les

---

<sup>23</sup> NIAUFRE, 2014, *op.cit.*

<sup>24</sup> Au plan agricole, le secteur détient une place indéniable dans le pays en employant 84% de la population active et en contribuant à 28% à la production intérieure brut nationale. Aux côtés d'une agriculture vivrière (manioc, sorgho, riz), les principaux postes d'exportation d'agriculture commerciale sont le coton, le bois, le sucre, le coprah ou encore la noix de cajou. Les intérêts étrangers, notamment mauriciens ou sud-africains, sont ici prégnants alors que la concession de 6 millions d'hectares de terre à des sociétés brésiliennes pour la production de soja ou de maïs fait couler beaucoup d'encre, dans un pays où les épisodes de famines perdurent. Aujourd'hui, 12% des terres arables uniquement sont exploités, signe qu'il s'agit aussi là d'une des priorités du gouvernement afin de lutter contre l'insécurité alimentaire.

<sup>25</sup> A. ALMEIDA-SANTOS, L. M. ROFFARELLO, M. FILIPE, 2014, *Mozambique 2014*, BafD/OCDE, perspectives économiques en Afrique, 15 p.  
[http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN\\_Long\\_FR/Mozambique\\_FR.pdf](http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN_Long_FR/Mozambique_FR.pdf)

entreprises locales, en amont comme en aval, n'y sont pas assez intégrées<sup>26</sup>. Le pays demeure caractérisé par une pénurie de main-d'œuvre disposant de compétences pratiques, ce qui a pu mener à la mise en place d'une stratégie pour l'éducation en 2012 et 2013 (ouverture d'instituts polytechniques, recrutement d'enseignants, programmes d'entrepreneuriat ou de cantine scolaire pour l'assiduité). Dans le même temps, les larges exonérations fiscales (dans le cadre des « zones économiques spéciales » constituées) ne dégagent guère de recettes dont le pays a tant besoin pour, entre autres, redorer le niveau de ses services publics<sup>27</sup>. Les recettes budgétaires couvrent à peine plus de 65 % du budget annuel.

Le Mozambique se doit donc impérieusement de mieux redistribuer ses richesses ce qui permettra d'assurer une meilleure intégration spatiale, symbole de développement dans la stabilité<sup>28</sup>. Car déjà des réminiscences de tensions, voire de conflits, se font jour. On fait ici allusion à la zone centrale, où on assiste inlassablement à la réapparition belliciste des vétérans de la Renamo et de son leader Afonso Dhlakama (via des attaques de commissariat en 2013, de convois en 2014 et la remise en cause du processus de paix de 1992<sup>29</sup>). Certes, ce parti est aujourd'hui concurrencé par un nouveau parti, le MDM ou « Mouvement Démocratique du Mozambique », mené par Daviz Simango, l'actuel maire de Beira (le MDM a conquis la deuxième ville lors des élections intermédiaires). Le MDM serait même en train de « siphonner » l'électorat et les appuis de la Renamo et ce dernier joue assurément sa survie politique<sup>30</sup>. Il n'en reste pas moins que le discours étayé par l'opposition trouve un

---

<sup>26</sup> Quand ces entreprises ont besoin d'une infrastructure majeure, bien souvent elles la construisent elles-mêmes pour un gain de temps mais aussi d'efficacité, sans solliciter les entrepreneurs locaux. La ligne de chemin de fer traversant le Malawi pour évacuer le charbon par le port de Nacala est l'illustration d'une initiative émanant du major Vale. Des contrats sont parfois passés avec des sociétés basées dans le pays (telle que la société CETA), mais ces dernières ont souvent pour actionnaires les élites au pouvoir ou les proches de ces derniers. Selon un rapport récent de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), 30 % uniquement des IDE se sont orientés vers les petites et moyennes entreprises (PME) entre 1992 et 2010, alors que ces dernières créent près de 20 fois plus d'emplois que les investissements dans les mégaprojets.

<sup>27</sup> L'ONG CIP s'est fendue d'une étude attestant de ces larges exonérations fiscales dont profitent les mégaprojets des groupes miniers (BARROSO, M., 2012, « Mozambique : charbon et développement ? », *Deutsche Well* (DW), Le Charbon du Mozambique, Edition Sébastien Martineau, 21.12.2012. <http://www.dw.de/mozambique-charbon-et-developpement/a-16459080>) : s'intéressant au cas du groupe brésilien Vale, elle affirme que l'entreprise a bénéficié d'une baisse de 15% sur la taxe sur le chiffre d'affaire durant les dix premières années d'activité et d'une diminution de moitié de la taxe sur l'occupation foncière (la terre restant du domaine public au Mozambique, un héritage de sa période post-indépendance socialiste). La société est aussi exonérée de taxe sur la valeur ajoutée, de droits de timbre, de droit de douane et d'impôt sur le revenu pour ses salariés étrangers. (BafD/OCDE, 2014)

<sup>28</sup> B. AUGÉ, 2014, « Le gaz au Mozambique, une évolution économique à haut risque », *Note de l'Ifri* (Institut Français des Relations Internationales), programme Afrique subsaharienne, avril 2014. <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=8083>

<sup>29</sup> N. SAUTREUIL, 2013, « Un gaz toxique pour le Mozambique ? », *Perspectives Internationales*, Tribune, Afrique, 09/06/2013. <http://perspectivesinternationales.com/?p=806>

<sup>30</sup> Lors des élections de 2009, le Frelimo a remporté 191 sièges. Avec un score de 75%, il a pu reconduire Armando Guebuza à la présidence, avec à la clé la possibilité de modifier la constitution. La Renamo est arrivée seconde avec 34% et l'octroi de 51 sièges. Quand au MDM nouvellement apparu, il ne remportait alors que 8 sièges. La part de l'abstention fut toutefois importante avec plus de 50%. Depuis, lors des élections intermédiaires, le poids du MDM n'a cessé de s'affermir : le parti a ainsi remporté les deuxième, troisième et quatrième villes du pays lors des élections municipales de 2011, soit Beira, Quelimane et Nampula. Toutefois lors des dernières élections générales de 2014, le rapport de force dans le pays n'a finalement pas basculé plus qu'on ne le croit au détriment de la Renamo : ce dernier a fait un très bon score de 36% (derrière le Frelimo et ses 57% mais devant les 6,5% du MDM). Le Frelimo devra apprendre à composer avec une opposition qui se complexifie.

écho dans l'inconscient collectif. Il met assurément le doigt sur les conséquences de ces âpres différentiels de développement et de représentation mal-vécus<sup>31</sup> : sont réclamés avec force une vraie représentativité politique (le Frelimo étant perçu comme corrompu, autoritaire, gangréné par l'affairisme), un partage des fruits de la croissance et un meilleur rééquilibrage du territoire. On peut rappeler une anecdote : l'entreprise Vale, lors de son implantation à Moatize en 2007, a procédé à des déplacements d'habitants avec l'aval de la puissance publique : de nouveaux logements en dur ont été promis aux familles ainsi que des équipements sociaux<sup>32</sup>. Quelques années plus tard, une partie seulement du parc de logement (de qualité médiocre) était sortie de terre ce qui a amené au mécontentement local et à des blocages de convois en janvier 2012 ! Y compris, dans les zones sud du pays a priori plus avantagées, une économie souterraine et une criminalité se nourrissent des inégalités, des vagues d'enlèvements d'entrepreneurs locaux d'origine asiatique (et maintenant d'étrangers, en particulier de leurs proches) de la part de mafias crapuleuses ont cours depuis quelques années. Entre 2011 et 2012, ce sont 14 personnes qui ont ainsi été enlevées et 40 en 2013<sup>33</sup>, menant le gouvernement à constituer une nouvelle force d'interposition spécialisée (devant également les pressions des opérateurs étrangers...). Enfin, il convient de rappeler les émeutes urbaines ou émeutes de la faim contre la vie chère face à l'augmentation des prix des matières premières et de ceux des transports publics. Après un premier coup de semonce en février 2009 (de la part des *chapas* ou minibus privés), ils ont secoué la capitale Maputo en 2010, causant pas moins de 7 morts et 288 blessés<sup>34</sup>.

Qu'en sera-t-il du futur ? Le pays semble se trouver à la croisée des chemins et des choix<sup>35</sup>. Il devra éviter les cas repoussoirs et s'inspirer de quelques modèles établis : au nombre des contre-exemples à (ne pas) suivre, le cas nigérian est couramment mis en avant ; là l'afflux de pétrole et l'incurie publique ont encouragé la corruption, les ingérences étrangères et les comportements de prédation. En découlent directement ou indirectement des tensions sociales exacerbées et les violences extrêmes en cours. Au rayon des modèles à s'inspirer, on cite souvent le cas du Ghana sur le continent, qui a pu utiliser ses ressources et éviter le syndrome hollandais en développant son agriculture. Pour les observateurs sur place, l'exemple de la Norvège est la voie « théorique » à suivre, c'est à dire la constitution d'un fond souverain qui se verrait allouer un pourcentage, par exemple des revenus gaziers, dédié ensuite aux dépenses sociales, de santé et d'éducation<sup>36</sup>.

---

<sup>31</sup> AVILA, 2012, op.cit.

<sup>32</sup> BARROSO, 2012, op. cit.

<sup>33</sup> *Reflectindo*, 2014, « Juízes indignados por se colocar em causa carácter de colega assassinado », *Reflectindo sobre Moçambique*, Etiquetas : Corrupção, Dinis Nhovotso Silica, Justiça, Raptos, Sequestros. <http://comunidademocambicana.blogspot.com/2014/05/os-juizes-manifestaram-se-hoje.html>

<sup>34</sup> A la suite de ces tensions sociales, l'Etat a mis en place un programme de développement appuyé par les bailleurs intitulé « Plan d'Action pour la Réduction de la Pauvreté » (PARP 2011-2014). Il vise le renforcement de la production agricole, le développement des petites et moyennes entreprises, des investissements sociaux et surtout le prolongement de filets de sécurité sociale pour les plus défavorisés, à travers des transferts monétaires directs aux plus pauvres et le maintien des subventions aux transports publics et aux travaux publics productifs (le but étant de maintenir au maximum les coûts des prix alimentaires). PIOERRON, M-A. 2010, « Révolte des pauvres au Mozambique », *Deutsche Well* (DW), Afro-presse (hebdomadaire), Georges-Ibrahim Tounkara, 10.09.2010. <http://www.dw.de/révolte-des-pauvres-au-mozambique/a-5994286>

<sup>35</sup> Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a déclaré en 2012 à l'Université de Virginie que 4 des 5 grandes découvertes en pétrole et gaz de la planète ont eu lieu au large des côtes du Mozambique. Les réserves seraient ici équivalentes voire supérieures à celles du Nigéria et on a déjà vu fleurir d'autres comparaisons telles qu'un potentiel deux fois plus élevé que celui de la Norvège ou encore l'appellation de « nouvelle mer du nord ».

<sup>36</sup> AUGE, 2014, op. cit.

Pour certains diplomates connaisseurs du pays, il convient toutefois de rester (certes très modérément) optimiste. En premier lieu, on est sur place plutôt conscient de ces dangers : le simple fait d'évoquer cette problématique, dans les écrits institutionnels comme dans la presse, serait à ce titre assez positif ; en second lieu il existe localement des contre-pouvoirs même s'ils sont encore très faibles (de la part du MDM qui est en train de mettre fin à la bipolarisation politique et aussi des ONG), ainsi que des moyens de pressions de la part des bailleurs (notamment bilatéraux comme la Norvège qui ont d'ailleurs plus tendance à encourager les intérêts étatiques que privés) et des investisseurs<sup>37</sup> ; en troisième lieu le pays, qui se relève d'une guerre civile, serait vacciné contre les conflits<sup>38</sup>. Les rebelles de la Renamo conservent certes un pouvoir de nuisance mais n'auraient pas les moyens financiers et un réseau d'intellectuels structurant leurs discours, même s'ils gardent un fort ancrage dans les provinces centrales et du nord (qu'ils tentent de cristalliser en revendiquant une plus forte autonomie administrative). Les nouveaux opposants politiques semblent quant à eux plus délestés du poids idéologique ancien. En dernier lieu, la situation socio-économique s'améliore même si très timidement : l'essor régulier du PIB par habitant, lequel a fait un bond de 44.7 % depuis 2010, est estimé en 2014 à 640 USD. La situation politique devrait toutefois rester tendue en 2015.

## CONCLUSION

Pour clore cette contribution, on peut faire ressortir trois idées fortes. Premièrement, afin de répondre à une de nos interrogations initiales sur la pertinence de catégoriser le Mozambique à l'aune de la notion de PMA, on avancera prudemment que le fait de dénommer ce pays comme un « PMA en sortie » n'est évidemment pas à l'ordre du jour. On concèdera par contre qu'il conviendrait peut-être mieux, en amont, d'y introduire des critères géopolitiques et macro-économiques afin de distinguer d'une part, le niveau d'instabilité voire de violence d'un espace donné (conflits constants sur le terrain), cumulé d'autre part à la présence ou non de ressources exploitées accompagnées d'investissements, appuyés ou non par une aide internationale, provenant d'acteurs externes. Ce qui revient en somme à évaluer la (relative) stabilité interne et une plus ou moins bonne connexion ou une mise à l'écart des flux de la globalisation. Sitôt dressés, ces critères permettraient d'opérer une graduation entre certains PMA : par exemple, cela différencierait, selon nous bien qu'il faille rester vigilant, le Mozambique actuel de certains pays comme d'un côté l'Afghanistan ou le Sud-Soudan, de l'autre le Népal, Haïti ou encore diverses îles du pacifique. Qui plus est, nous réitérons l'idée selon laquelle il importe d'introduire un facteur diatopique à travers l'analyse des changements d'échelles, lesquels sont on le voit ici on ne peut plus décisifs. A l'évidence, cela permettrait de mieux saisir l'émergence d'espaces porteurs circonscrits et à forts enjeux dans ce nouveau Mozambique, même si parfois exclusifs et quelque peu hors-sol.

---

<sup>37</sup> Parmi les efforts d'assainissement à souligner, le pays a adhéré à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) en 2012. Il a aussi fait passer une loi sur l'intégrité publique qui interdit aux élus de diriger des compagnies d'Etat (NIAUFRE, 2014, *op. cit.*). Dans un autre registre, les appétits aiguisés pour la présidentielle de 2014 ont fait craindre une modification de la constitution de la part du président en exercice pour se représenter une troisième fois : finalement, il a adoubé Filipe Nyusi, ex-ministre de la défense, qui a représenté le Frelimo, l'a emporté et est devenu le nouveau président du pays.

<sup>38</sup> STIEL, 2013, *op. cit.*

Ensuite, de multiples secteurs porteurs émergent du territoire mozambicain. Ils s'inscrivent dans une dynamique radicale d'ouverture du marché. Le tout baigne dans une logique de développement extravertie. La façade littorale (canal du Mozambique) et les zones transfrontalières intérieures sont très sollicitées. Leur cohérence et effet d'entraînement sur les régions d'implantation sont à mesurer avec attention : pour l'heure le compte n'y est pas et une large partie du Mozambique peut encore être qualifiée de « Pays en mal de développement ». Il existe dans ce pays une contradiction qui n'est qu'apparente entre les indicateurs de croissance et ceux de développement. Elle est mise en relief par une organisation spatiale se complexifiant : outre la primatie du grand Maputo et les pénétrantes extraterritoriales, citons les nouveaux pré-carrés mondialisés que desservent d'autres couloirs logistiques. Le Mozambique, aussi prometteur soit-il, peut finalement être considéré de « localement pauvre, économiquement mondialisé ». Les prochaines années seront décisives dans la voie politique à emprunter. Toutefois, il y a un écueil à éviter : celui de croire que ces logiques d'enclaves n'ont aucune répercussion au plan local. Certes, les mégaprojets ne profitent pas au territoire dans son ensemble tel qu'on pourrait l'espérer. Il n'en reste pas moins que lorsque une entreprise comme Vale s'implante à Moatize, il suscite un flux migratoire (parfois jusqu'à loin quand on voit sur place la présence de Zimbabwéens) qui vont grossir la localité et venir ouvrir des petits commerces et services de proximité pour une population en expansion. Sur l'archipel de Bazaruto, les développements des écolodges étrangers emploient une main-d'œuvre côtière mieux formée qu'une population insulaire qui profite néanmoins d'amorce de politiques de conservation.

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler à quel point l'influence d'enjeux et d'acteurs extérieurs a été décisive (et reste toujours d'actualité) dans la construction de ce pays. Sans remonter à la période (pré)coloniale, la décennie 80 a été marquée par la politique d'austérité guidée par le FMI, celles 90 et actuelle par l'aide internationale et les investissements étrangers contemporains qui ne sont plus uniquement sud-africains mais s'inscrivent dans la croissance et les besoins des BRICS. Il convient toutefois d'éviter un écueil qui serait de croire que les intérêts extérieurs, d'obédience privée, détiennent l'influence la plus notable dans les tournants économiques et politiques qu'il connaît. Si les capitaux privés des multinationales investissent le terrain, les bailleurs de fonds et à degré moindre les ONG gardent un rôle non négligeable localement et n'épousent pas forcément les mêmes priorités. De même, le pouvoir Frelimo en place (bien que contesté) garde un leadership au niveau décisionnel et sur tout le maillage territorial. Un autre aspect concerne les collusions entre secteur privé et public : Mia Couto a bien décrit l'influence d'une classe de nouveaux riches mozambicains, les oligarques, qui a émergé au cours de la décennie 1990 avec les privatisations et l'octroi de terres. Le pouvoir en place (affublé ça et là du sobriquet de « Guebusiness » pour l'ex-président...) est pour sa part intrinsèquement connecté au milieu des affaires par l'entremise de diverses sociétés de gestion.



## II. Didactiques et histoire de l'éducation dans l'océan Indien



Arrière pays de Maputo, frontière avec le Swaziland, localité de Namacha, héritage de l'architecture portugaise précédé des symboles de la lutte contre le sida, un des fléaux de l'Afrique australe. (Photo Fabrice Folio)

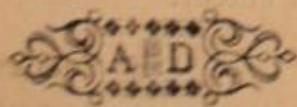
GÉOGRAPHIE  
DE  
L'ILE DE LA RÉUNION

---

Première Partie

---

Petite Géographie



SAINT-DENIS (RÉUNION)  
IMPRIMERIE CENTRALE ALBERT DUBOURG

Rue de Paris — Place de la Cathédrale

1896





# LA VALORISATION DE LA PETITE PATRIE Á LA RÉUNION SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

## APPROCHE HISTORIOGRAPHIQUE

Pierre-Éric FAGEOL  
Docteur en Histoire  
ICARE - ESPE  
Université de La Réunion

**Résumé :** L'analyse des supports pédagogiques à La Réunion sous la Troisième République laisse entrevoir une évolution du processus d'acculturation nationale dans lequel la petite patrie prend une part de plus en plus prépondérante. Valorisée dès le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle en qualité de microcosme du national, l'identité réunionnaise est cependant reconsidérée au lendemain de la Grande Guerre dans l'historiographie locale. La redéfinition des liens entre la grande et la petite patrie, entre l'universel et le particulier, devient ainsi une revendication pleinement assumée car justifié par les affres de la guerre. Les politiques et les pédagogues de l'immédiat après-guerre s'entendent pour affirmer que l'enracinement local ne peut être sacrifié sous prétexte d'une nécessaire intégration nationale. Désormais, la posture revendicative est que la culture républicaine doit être plus attentive aux singularités individuelles. Il s'agit donc d'une remise en cause de la « République coloniale » dans le sens où les spécificités culturelles locales ne sont plus perçues dans une hiérarchie d'ordre axiologique définissant uniquement l'histoire de La Réunion par rapport au prisme métropolitain.

**Mots clés :** La Réunion, Troisième République, Acculturation nationale, Petite patrie, Identité, Historiographie, Didactique.

**Abstract :** *The analysis of pedagogical documents in Reunion Island during the Third French Republic shows a change in the national acculturation process in which the small homeland sounds more important. Recognized as soon as the 19th century as a national microcosm, the Reunionese identity is nevertheless redefined after World War I in local history. Revisiting the relationships between the great and the small homeland, between the universal and the particular becomes a request fully assumed and justified by the war horrors. The 45 politicians and educators agree to*

*confirm the local roots that cannot be abandoned because of a necessary national integration. Then, the demands are that the Republican culture should take more attention to individual singularities. Colonial Republic is therefore questioned as local cultural specificities are no longer seen with an axiological hierarchy defining Reunion history in terms of French views.*

**Keywords :** Reunion Island, Third Republic, National Cultural Integration, Small Homeland, Identity, Historiography, Didactics.

La finalité d'une sensibilisation à l'histoire n'est pas seulement de transmettre des connaissances et des méthodes mais également des valeurs. Comme le rappelle, non sans véhémence, Antoine Prost, « *l'histoire (...) est toujours peu ou prou instrumentalisée* »<sup>1</sup>. Ce constat est d'autant plus valide lorsque nous évoquons le récit et la réception d'une histoire nationale telle qu'elle était perçue au cours de la Troisième République. La Nation y était alors conçue comme une identité collective, un savoir partagé et un commun sentiment d'appartenance.

Les récits historiques devaient pourvoir à ce processus d'identification même en situation coloniale. Cette construction idéologique et mémorielle mettait ainsi en évidence une communauté imagée, pour reprendre les termes de Benedict Anderson<sup>2</sup>, quitte à inventer une tradition permettant de connecter les sociétés à un projet politique ambitieux<sup>3</sup>. Elle exigeait le sacrifice car « *la grande patrie, terre du père, figure héroïque et farouche née de l'épique révolutionnaire, appelle à la levée en masse (...) : pour elle, un Français doit mourir* »<sup>4</sup>. Même en situation coloniale, cette rhétorique semble avoir été pleinement intégrée par les Réunionnais si nous considérons les efforts consentis lorsque la patrie était en danger<sup>5</sup>. Or, la Grande Guerre et le cortège de violences qui l'ont accompagnée bousculent ce principe sacré de la grande patrie et légitiment de nouveaux sentiments où la petite patrie trouve les moyens de s'exprimer. Ce constat très largement défendu par la communauté des historiens est pourtant à nuancer si l'on considère que la construction d'une mémoire historique locale est bien antérieure à la rupture de la Grande Guerre.

Notre propos est donc d'analyser la production de récits historiques prenant en compte (à des degrés divers et contrastés) les spécificités réunionnaises selon un empan chronologique s'étirant du Second Empire à la veille de la Seconde Guerre Mondiale. La variété des supports (manuels d'enseignement, ouvrages érudits) permet d'entrevoir le panel de documents convoqués (ou convocables) dans l'espace qui s'ouvre entre l'histoire à enseigner et l'histoire enseignée. L'analyse tend à établir leur structure, leur contenu informationnel et surtout leur aspect normatif dans une perspective de renversement de focale où l'histoire des territoires de proximité devient désormais une priorité. Au-delà des prescriptions allant en ce sens (textes de lois, instructions

---

<sup>1</sup> Antoine PROST, « École, histoire et nation : présentation », *Histoire de l'éducation*, n° 126, 2010.

<sup>2</sup> Cf. Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.

<sup>3</sup> Cf. Éric HOBBSBAWM et Terence RANGER, *L'invention de la tradition*, Paris, Éd. Amsterdam, 2012.

<sup>4</sup> Préface de Mona OZOUF in Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier « Histoires », 1996, p. 5.

<sup>5</sup> Cf. Pierre-Éric FAGEOL, « L'île de La Réunion durant la Grande Guerre : patriotisme colonial, identification à la nation et stigmatisation des ennemis », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, P.U.F., n° 254, 2014 ; « L'amour de la grande patrie à La Réunion durant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle », in *Vision du Nord par le Sud dans l'océan Indien (XVII<sup>ème</sup>-XXI<sup>ème</sup> siècles)*, colloque du 23 au 25 novembre 2011, Villa du département et Mairie de Saint-Denis de La Réunion, in *Revue historique de l'océan Indien* n° 9.

officielles), ces supports sont à considérer comme des recommandations permettant d'imaginer des changements dans les pratiques d'enseignement<sup>6</sup>. Ce renversement de la hiérarchie d'ordre axiologique définissant l'histoire de l'île par rapport au prisme métropolitain<sup>7</sup> n'a pas été sans conséquences sur l'élaboration de nouveaux contenus d'enseignement ainsi que sur les revendications politiques et identitaires durant l'entre-deux-guerres. De la construction d'une mémoire « ilot-centrée » à un besoin de reconnaissance, le raccourci semble probant pour la société coloniale réunionnaise en quête de recherche de sens pour justifier son sentiment d'appartenance à la Nation française.

## I. DU NATIONAL AU LOCAL : LES LOGIQUES D'EMBOÎTEMENT D'ÉCHELLES.

La parution d'ouvrages érudits d'histoire locale<sup>8</sup> et de récits édifiants<sup>9</sup> mettant en scène des Réunionnais est consubstantielle à la valorisation de la petite patrie et participe au processus de patrimonialisation<sup>10</sup> et donc de valorisation de l'identité réunionnaise, tout en se mettant au service d'une pédagogie d'un sentiment patriotique plus global. La partie illustrant le tout, le récit historique est « *une initiation à l'admiration amoureuse et ['] expression* »<sup>11</sup> de la petite patrie pour mieux honorer la grande. Toutefois, afin d'échapper aux contradictions de ce solipsisme, il convenait d'établir une logique d'emboîtement d'échelles permettant aux Réunionnais non de s'inscrire dans deux réalités identitaires distinctes, mais de comprendre selon une logique organiciste l'interdépendance des petites patries et la supériorité émanant de la grande. En ce sens, le tout - la grande patrie - est plus que la somme de ses parties - les petites patries - selon le paradigme holiste. Comme le souligne Mona Ozouf pour les petites patries de la France métropolitaine sous la Troisième République :

« *Le moyen d'échapper à cette contradiction (...) a été le recours à la*

---

<sup>6</sup> Les archives restent malheureusement relativement muettes sur les pratiques d'enseignement. Les rares enquêtes établies par le ministère de l'instruction public (VIAUT, *Rapport d'ensemble sur l'état de l'enseignement primaire à l'île Bourbon*, Saint-Denis, Gabriel Lahuppe, 1874, 184 p. ; LECADET Vice Recteur, *Ile de la Réunion. Instruction publique. Rapport sur l'Enseignement primaire pour l'année 1881*, Saint-Denis, Théodore DROUHET, 1882, 20 p. ; Camille JACOB DE CORDEMOY, *Instruction primaire à l'île de la Réunion*, Saint-Denis, A. Dubourg, 1884, 51 p.) mentionnent l'incurie des enseignants et le manque de culture des élèves qui pour certains d'entre eux ne savent pas qu'ils sont français. À défaut de données précises sur les pratiques d'enseignement, notre analyse se limitera aux prescriptions et aux recommandations établies pour l'enseignement de l'histoire.

<sup>7</sup> Cf. Pierre-Éric FAGEOL, « Le patriotisme à l'école de Bourbon avant la Grande guerre », *Histoire de l'éducation*, n° 133, 2012.

<sup>8</sup> Cf. Corinne MASSON, *Histoire et historiens au XIX<sup>ème</sup> siècle aux Mascareignes* : de la manière d'écrire l'histoire, une étude des ouvrages de Georges Azéma, d'Élie Pajot et d'Antoine Morrier d'Unienville, Mémoire de D.E.A., ss.-dir. Claude WANQUET, 1998. Son approche épistémologique met en évidence les distorsions évidentes entre les ouvrages qui se réclament d'un premier mouvement méthodique et ceux qui restent ancrés dans une approche mémorielle.

<sup>9</sup> Cf. Raphaël BARQUISSAU, *Enfance aux îles*, Paris, À l'île des poètes, 1960 ; Marius et Ary LEBLOND, *Le miracle de la race*, Éd. Albin Michel, Paris, 1921 ; Louis BRUNET, *Français toujours !*, Paris Léopold Cerf, 1895.

<sup>10</sup> Ce processus transformant certains héritages en objets identitaires renvoie également à l'idée de biens communs à partager. Si le patrimoine semble au premier abord une notion familière, celle-ci se révèle d'une extraordinaire complexité. Son sens, tantôt familial, tantôt collectif, les valeurs qui lui sont attachées, qui relèvent selon l'époque de la valeur historique, marchande, pédagogique, communautaire ou identitaire, ont évolué au fil des siècles. Son champ sémantique s'avère pluriel, englobant tant les biens hérités du père et de la mère que les monuments, les sites naturels ou les créations matérielles. Cf. Jean-Michel LENIAUD, *Les archipels du passé : le patrimoine et son histoire*, Paris, Fayard, 2002.

<sup>11</sup> Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans les discours patriotiques*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, p. 29.

*métaphore de l'organisme. La grande patrie n'est pas seulement l'agrégat de petites unités dont la liaison serait indifférente : chacune des petites patries s'acquitte des tâches auxquelles la vouent ses ressources et ses talents, verse au trésor national le corbillon de ses inventions, de ses grands hommes, de ses paysages, dans une réciprocité d'action qui fait de la grande patrie beaucoup plus qu'une pluralité : une totalité ordonnatrice, animatrice, intégratrice, douée d'une vie singulière. (...) Entre la grande et la petite patrie, du même coup, ni affrontement ni conflit. Une hiérarchie à coup sûr, mais qui n'implique ni dominants ni dominés, tout juste la reconnaissance que la figure supérieure – la grande patrie – surplombe la figure inférieure et l'englobe »<sup>12</sup>.*

De la sorte, la petite patrie réunionnaise peut-être intégrée au giron national même si cela suppose de limiter, de circonscrire ses spécificités pour favoriser son ancrage à la grande dans une vision politique unitariste. Ce principe permet également d'atténuer le statut colonial de l'île, tout au moins de ne pas mettre en lumière sa dépendance *de facto*, pour au contraire insister sur les valeurs républicaines qui autorisent une communion de pensée avec la métropole<sup>13</sup>. Le partage de la « chose publique » ou tout au moins l'illusion de son partage gomme en partie la réalité d'une situation coloniale faite, par nature, de dépendance et de domination.

De surcroît, l'argumentaire reprend le modèle de la Grèce antique proposé par Numa Fustel de Coulanges où l'enclos sacré des ancêtres de la petite patrie est garanti par l'amour que l'on porte à sa propre cité<sup>14</sup>. C'est en ce sens que, « *la personne humaine compte pour bien peu de chose vis-à-vis de cette autorité sainte et presque divine qu'on appelait la patrie ou l'État* »<sup>15</sup> et que sa disparition provoque la perte des « *vertus* » de « *l'âme* »<sup>16</sup> que l'on tient de ses ancêtres. L'écueil est cependant de présenter les charmes et la richesse patrimoniale de La Réunion à travers des objets familiers dont on peine à transcender l'importance pour quiconque ne sait les reconnaître. Les principes d'une sensibilisation aux réalités locales s'affirment pourtant progressivement, notamment sous l'influence du géographe Paul Vidal de la Blache après la publication de son article « La géographie à l'école », en octobre 1907 pour le *Manuel Général*<sup>17</sup>. Il insiste en effet sur l'adaptation nécessaire des programmes aux réalités du pays car « *moralement (...), c'est-à-dire par ses impressions, ses habitudes, ses souvenirs, [l'homme] tient à sa contrée d'origine* »<sup>18</sup>. Cette réflexion semble probante pour notre propos lorsque l'on se penche sur les nombreux récits des élites réunionnaises exilées en métropole qui ne cessent de vanter les mérites de leur île natale. Déjà en 1902, dans une conférence pour les *Sociétés savantes*, Vidal de la Blache insistait sur cette idée qu'en « *renforçant la physionomie passée de nos vieux pays* », on comprend mieux la forte « *empreinte locale* » des sociétés, « *un milieu spécial* »<sup>19</sup> qui n'empêche nullement son intégration à une entité plus grande. Le local

<sup>12</sup> Préface de Mona OZOUF in Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, op. cit., pp. 13-14.

<sup>13</sup> Cf. Nicolas BANCEL, Pascal BLANCHARD et Françoise VERGES, *La République coloniale. Essai sur une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003.

<sup>14</sup> Numa FUSTEL DE COULANGES, *Cité Antique*, Paris, Hachette, 1927 (1<sup>ère</sup> éd. 1864), p. 232.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 283.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 463.

<sup>17</sup> Paul VIDAL DE LA BLACHE, « La géographie à l'école », in *Manuel Général de l'Instruction Primaire*, 1907, n° 3, p. 33-35, cité par Chanet Jean-François, *L'École républicaine et les petites patries*, op. cit., p. 148.

<sup>18</sup> *Id.*

<sup>19</sup> Paul VIDAL DE LA BLACHE, Discours prononcé à la séance générale du congrès des sociétés savantes le 5 avril 1902, Paris, Imprimerie Nationale, 1902, p. 8.

fait donc partie des priorités des républicains et invite les éditeurs et les érudits à changer de focale. Cette gageure n'est pas sans intérêt pour les territoires coloniaux où la profondeur des liens avec le national semble plus complexe à mesurer. Pourtant, il semble que La Réunion ait dans ce domaine largement anticipé la volonté politique officielle si l'on en juge par la précocité de certains manuels et ouvrages érudits spécialisés en l'histoire et géographie de l'île.

## II. DE LA CONSTRUCTION D'UNE MÉMOIRE LOCALE...

De prime abord, il convient de distinguer d'une part les ouvrages érudits et les manuels d'enseignement du local réalisés par les Frères des Écoles Chrétiennes et d'autre part ceux produits dans le cadre de l'enseignement public. Pourtant, qu'il s'agisse des uns ou des autres, on est avant tout frappé par la précocité de ces publications dont on retrouve la trace dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, frappé aussi par leur volonté constante de renouveler les acquis de la connaissance où l'encyclopédisme se mêle à une certaine forme d'exotisme colonial, où *Clio* s'associe à *Calliope* pour honorer la mémoire de *Mnémosyne*. Leur analyse permet d'entrevoir ce que leurs auteurs entendent transmettre de leur île natale et les possibles articulations de cet univers mental avec le reste de la Nation, même si, comme le souligne Anne-Marie Thiesse, « *le regard extérieur serait plus pertinent que le regard familial pour saisir les beautés environnantes et pourrait donc servir de référence pour l'initiation à l'amour du sol natal* »<sup>20</sup>. Cette constatation explique certainement l'influence des « exilés » dans la construction de cette rhétorique identitaire<sup>21</sup>.

Le choix des sources reste cependant délicat. Si notre objectif initial était de se concentrer uniquement sur les récits historiques n'ayant aucune vocation « scolaire », la réalité montre que la frontière est plus floue qu'il n'y paraît entre des ouvrages uniquement consacrés à l'élévation des esprits chez les élèves et ceux qui s'adressent indifféremment à un jeune public éclairé ou à des adeptes plus matures. C'est pourquoi, nous avons fixé une limite (qui reste à préciser) entre les premières commandes institutionnelles du ministère de l'Instruction publique et les ouvrages moins spécialisés s'adressant à un public plus large que leur seul titre nous inciterait à écarter *de facto*<sup>22</sup>.

Le premier manuel de 1856<sup>23</sup>, à l'usage des Frères des Écoles Chrétiennes, est complété en 1863<sup>24</sup> par une édition plus complète des réalités locales qui sont abordées sous la forme de questions et de réponses, selon la méthode employée dans les catéchismes du XIX<sup>ème</sup> siècle. La connaissance du pays natal a une finalité civique et religieuse. La beauté de l'île n'est que le reflet de la providence divine et le sentiment d'appartenance nationale accrédite une intégration pleine et entière au sol français :

« *Nous serons trop heureux si cette modeste Notice contribue à faire connaître*

---

<sup>20</sup> Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France...*, op. cit., p. 30.

<sup>21</sup> Cf. Pierre JOBIT, *Leconte de Lisle et Le Mirage de l'Île Natale*, Paris, De Bocard Ed., 1951.

<sup>22</sup> Le premier ouvrage précisément destiné à un public scolaire date de 1909 sous la plume de Paul HERMANN (*Histoire et Géographie de l'île de la Réunion cours moyen*, Paris, Ch. Delagrave, 1909).

<sup>23</sup> Cf. *Notions historiques et topographiques sur l'île Bourbon ou la Réunion présentant l'état de cette colonie française au 1<sup>er</sup> janvier 1856*, Versailles, Beau, 1856, 45 p., cité par Pierre PORTET, « Notes sur l'enseignement de l'histoire de la Réunion : programmes et manuels scolaires de 1844 à 1995, *Revue historique des Mascareignes*, A.H.I.O.I., 1998, n° 1.

<sup>24</sup> Cf. *Notice historique, géographique et religieuse sur l'île Bourbon ou de la Réunion*, Versailles, Beau, 1863, 237 p., cité par Pierre PORTET, « Notes sur l'enseignement de l'histoire de la Réunion : programmes et manuels scolaires de 1844 à 1995 », *id.*

*et aimer davantage cette île favorisée de la Providence, cette colonie de Bourbon que l'étranger aborde en la saluant par ces mots : On se croirait sur le sol de la France »<sup>25</sup>.*

Il s'agit donc avant tout d'un support pédagogique pour « *rester toujours bons chrétiens et bons Français !* »<sup>26</sup>. Les manuels reprennent la logique des emboîtements spatiaux qui courent de la famille jusqu'à la Nation. Cette démarche répond au souci pédagogique de partir du concret et du *pathos* pour aller vers une plus grande abstraction nécessaire à l'appréhension du national. C'est pourquoi, pour reprendre les termes d'Anne-Marie Thiesse, « *l'attachement à la France est censé être la transposition de l'attachement (...) pour son sol natal* »<sup>27</sup>. Cette logique est défendue par les plus grands universitaires comme Charles-Victor Langlois lorsqu'il évoque l'histoire de la Bretagne :

*« La France est une et indivisible, mais elle est composée de parties qui ont leur unité. (...) Nous avons tous une petite patrie dont nous aimons les paysages familiers, les costumes, les coutumes, l'accent, et dont nous sommes fiers. Aimer cette petite patrie, rien n'est plus légitime, rien n'est plus naturel, rien n'est plus propre à fortifier l'amour de la France, notre patrie commune.*

*La grande voix de la France, qui a toutes les inflexions depuis les plus douces jusqu'aux plus puissantes, est faite de voix distinctes, qui chantent à l'unisson. Chacune de nos vieilles provinces joue sa partie dans ce concert et contribue à l'harmonieuse perfection de l'ensemble »<sup>28</sup>.*

Pédagogie concrète s'il en est, de partir des représentations mentales et d'inscrire un sentiment national dans le cadre familial. Le local n'est pas une discipline, ni un savoir mais une approche pédagogique et surtout un esprit où l'affect côtoie une perception empreinte de tophophilie<sup>29</sup>. Le principe d'identification nationale est une constante malgré la reconnaissance d'un particularisme colonial qui demeure pour les auteurs peu original par rapport aux particularismes d'autres régions de la France métropolitaine. Dans la *Notice historique, géographique et religieuse sur l'île Bourbon*, la langue créole est ainsi comparée à d'autres patois régionaux où la singularité lexicale rappelle le mélange des populations de l'île :

*« Quelle langue parle-t-on à la Réunion ?*

---

<sup>25</sup> *Notice historique, géographique et religieuse sur l'île Bourbon ou de la Réunion*, Versailles, Beau, 1863, p. VIII.

<sup>26</sup> *Id.*

<sup>27</sup> Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France...*, op. cit., p. 17.

<sup>28</sup> Préface de Ch.-V. LANGLOIS *De l'Histoire de la Bretagne*, 1891, in Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France...*, op. cit., p. 18.

<sup>29</sup> Selon le géographe Yi-Fu Tuan, la tophophilie est une manifestation de l'amour des lieux. Elle inclut l'ensemble des liens affectifs développés par les humains pour les lieux. Ces sentiments peuvent être plus ou moins intenses. Ils sont de trois ordres principaux. Le premier est d'ordre esthétique, incluant le plaisir qu'un individu éprouve à la vision d'un paysage particulier, ou un sens de la beauté beaucoup plus intense éprouvé soudainement face à un panorama. Cette affection peut également être tactile et résulter d'un contact particulier avec l'air, l'eau ou la terre. Un autre de ces sentiments est beaucoup plus permanent et difficile à définir. C'est celui qui est éprouvé à l'égard d'un espace particulier en raison de la mémoire qui y est associée, comme la maison et les moyens d'existence tant domestiques qu'économiques qui y sont liés. Toujours selon Yi-Fu Tuan, lorsque la tophophilie se manifeste, il est certain que l'environnement ou le lieu en question est le berceau d'événements dont la charge émotionnelle est importante ou qui devient un symbole pour l'individu. Cf. Yi-Fu Tuan, *Topophilia : A study of Environmental Perception, Attitudes and Values*, Columbia University Press, 1974, pp. 92-128.

*La langue française est parlée correctement par ceux qui ont reçu une certaine éducation, plus ou moins par les autres, comprise par tous les habitants même par les immigrants qui sont dans le pays depuis quelques années. Les habitants qui n'ont pas reçu de l'éducation et les autres, par goût et dans la familiarité, parlent le créole, formé de français altéré, mêlé à une foule de termes de marine et d'expressions empruntées aux langages cafre, indien, malgache, etc.*

*C'est, comme on dirait en France, le patois du pays, et il varie selon la classe qui le parle. (...) Le patois créole est un langage imagé et naïf ; s'il n'est pas riche par le nombre des expressions, il l'est certainement par la variété des intonations, qui changent quelque fois du tout au tout la valeur du mot prononcé »<sup>30</sup>.*

Certains documents sont présentés d'ailleurs en langue créole dans le manuel. Malgré l'articulation revendiquée entre le local et le national, le découpage chronologique est plus centré sur les réalités de l'océan Indien que sur celles qui concernent la métropole. Si les archives restent muettes sur la réception de ce manuel, nous pouvons convenir que le public concerné devait très largement dépasser le seul cercle des élèves des écoles confessionnelles. Il s'agit plus d'un catéchisme patriotique que d'un manuel à vocation pédagogique pour les jeunes élèves.

En dehors de l'enseignement religieux, les érudits réunionnais, bien souvent autodidactes sur le sujet, tentent également de mettre « à la portée de tous une série de faits (...) connus que d'un petit nombre »<sup>31</sup>. Ces manuels « destiné[s] à la jeunesse du pays » semblent d'autant plus nécessaires que « l'histoire d'un pays s'apprend dans les écoles (...) [et que] celle de la Réunion n'est pas enseignée »<sup>32</sup>. Structuré chronologiquement autour des différents gouvernorats, les récits tentent à la fois de montrer la spécificité de l'île en expliquant « les revers ou les succès qui ont affaibli ou augmenté sa fortune »<sup>33</sup> et sa commune destinée avec la métropole. Cette littérature pédagogique et érudite s'est construite progressivement, de manière scientifique, s'appuyant sur une base documentaire élargie qui prend notamment en compte les archives administratives et les registres notariés. Le « vicomte de Rosamel, la comtesse de Drohojowska, Roy, Carayon, Billiard, Chrestien, Voïart, le frère Hiéronimo, Azéma, Focard, E. Trouette, Maillard, Lacaze et Elie Pajot »<sup>34</sup> ont ainsi marqué l'historiographie locale. Chaque étude présente un intérêt pour remettre « sur pied le squelette décharné »<sup>35</sup> de l'histoire de La Réunion et donne à lire une philosophie morale à vertu pédagogique. La distinction de l'origine des auteurs est également de plus en plus marquée au fil du temps. Elle permet de rendre compte de méthodes spécifiques entre d'un côté des récits reposant sur une analyse des archives métropolitaines et de l'autre, ceux reposant essentiellement sur l'érudition de personnalités réunionnaises. L'ouvrage collectif *L'île de La Réunion (Ancienne Île Bourbon)*, publié en 1925, établit de la sorte une distinction entre les auteurs créoles et ceux d'origine métropolitaine. L'ingénieur colonial Maillard, ayant fait toute sa carrière

<sup>30</sup> Notice historique, géographique et religieuse sur l'île Bourbon ou de la Réunion, op. cit., p. 124.

<sup>31</sup> Histoire abrégée de l'île Bourbon depuis sa découverte jusqu'en 1880 par un professeur d'histoire, Saint-Denis, Lahuppe, 1883, p. 1.

<sup>32</sup> Ibid., p. 2.

<sup>33</sup> Ibid., p. 1.

<sup>34</sup> Ibid., p. 2.

<sup>35</sup> Georges AZEMA, Histoire de l'île Bourbon depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848, Paris, Plon, 1859, p. 2.

sur l'île de La Réunion, a pu ainsi publier des *Notes sur la Réunion*<sup>36</sup>, « avec une précision toute scientifique »<sup>37</sup>. D'autres, comme M.I. Guet<sup>38</sup>, grâce à l'appui des archives de la Marine ont pu dresser un tableau « avec beaucoup de netteté et de saveur »<sup>39</sup> de l'île Bourbon. Quelle que soit l'origine de l'auteur, l'articulation entre le local et le national reste pourtant de mise.

L'ouvrage de Georges Azéma, publié en 1859, est à cet égard significatif. Greffier de la Justice de Paix de Saint-Denis, conseiller municipal et membre de la Chambre consultative d'agriculture de l'île de La Réunion, ce notable entreprend son analyse par le biais des événements nationaux qui scandent « toutes les vicissitudes et tous les retours de fortune qu'a subi l'île Bourbon depuis sa fondation jusqu'à nos jours »<sup>40</sup>. Il appartient à l'une des plus anciennes familles de La Réunion puisque son ancêtre Jean-Baptiste Azéma serait arrivé dans les Mascareignes en 1732 et a été de manière éphémère gouverneur de Bourbon en 1745<sup>41</sup>. Cet honneur, qui lie l'histoire de la famille à celle de l'un des grands personnages de l'histoire des Mascareignes, est rappelé dans son ouvrage lorsqu'il mentionne que Jean-Baptiste Azéma aurait reçu l'épée de Labourdonnais qui depuis « a été religieusement conservée dans la famille (...) comme un des grands souvenirs de nos annales »<sup>42</sup>. Le possessif « nos » se comprend ainsi de manière indistincte entre le patrimoine de la famille Azéma et celui de l'ensemble des Réunionnais. La mémoire de l'île passe donc par celle de ses élites.

L'objectif de Georges Azéma est d'écrire une histoire totale de l'île Bourbon et non de proposer des esquisses d'histoires. La date choisie initialement pour indiquer les débuts de l'histoire de son île n'est pas anodine. L'auteur ouvre son récit avec la prise de possession de l'île par le *Saint-Louis* en 1643, ce qui pour notre propos inscrit l'histoire de Bourbon uniquement dans le champ de l'histoire de France à travers la compagnie royale des Indes orientales. Les aspects politiques et diplomatiques sont prépondérants dans une présentation chronologique qui reprend les changements de régime au niveau national et les nominations des différents gouverneurs de l'île. L'étude du milieu n'est abordée que pour justifier la prospérité de l'île, car « la nature semblait avoir isolé l'île Bourbon pour la préserver des maladies qui affligent tant d'autres contrées. Grâce à sa température douce, à son ciel étoilé, à ses brises rafraîchissantes, à la disposition de ses montagnes, à la pureté de ses eaux et à d'autres circonstances climatiques, elle était garantie des fléaux qui se transmettent par le contact ou par les influences atmosphériques »<sup>43</sup>. L'exotisme de conception romantique et le déterminisme géographique forgent ainsi le caractère de l'âme créole. Influencé par toute une génération de poètes<sup>44</sup> tels que Évariste de Parny<sup>45</sup>, Auguste

---

<sup>36</sup> A. MAILLARD, *Notes sur la Réunion*, Paris, Dentu, 1862.

<sup>37</sup> *L'île de La Réunion (Ancienne Ile Bourbon)*, Raphaël BARQUISSAU, Hippolyte FOUCQUE, Hubert JACOB DE CORDEMOY, Marius-Ary LEBLOND, H. SICRE DE FONTBRUNE, MERWAERT (gouverneur) *op. cit.*, p. 34.

<sup>38</sup> M.I. GUET, *Les origines de l'île Bourbon et de la colonisation de Madagascar*, Paris, L. Baudoin, 1885, 290 p.

<sup>39</sup> *L'île de La Réunion (Ancienne Ile Bourbon)*, *op. cit.*, p. 34.

<sup>40</sup> Georges AZEMA, *Histoire de l'île Bourbon depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848*, Paris, Plon, 1859, p. 2

<sup>41</sup> Raoul LUCAS et Mario SERVIABLE, *Les gouverneurs de La Réunion – ancienne île Bourbon*, Saint-Denis, C.R.I., p. 48.

<sup>42</sup> Georges AZEMA, *Histoire de l'île Bourbon depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848*, *op. cit.* p. 69.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 320.

<sup>44</sup> Ces auteurs sont nés à La Réunion et l'ont célébrée même s'ils ont peu vécu sur l'île. Le déracinement semble être à l'origine de leur amour pour leur île natale ou s'avère tout au moins une source d'inspiration pour leur œuvre littéraire. Des pensions sont parfois accordées à ces hommes de lettres par le Conseil général de La Réunion permettant de récompenser leur travail mais aussi de revendiquer leurs origines créoles.



Lacaussade<sup>46</sup>, Charles-Marie Leconte de Lisle<sup>47</sup>, Octave Lacroix<sup>48</sup> ou Léon Dierx<sup>49</sup>, l'auteur met en évidence « *les facultés de l'esprit créole, naturellement souple et facile* »<sup>50</sup>. Mais si « *le créole fait tout avec enthousiasme, (...) il ne sait pas persévérer dans ce qu'il entreprend. C'est à cette disposition, qui tient à la nature de son tempérament, que l'on pourrait attribuer la non réussite de tout ce que l'on a jusqu'à ce jour tenté* »<sup>51</sup>. Dans un appendice l'auteur développe un argumentaire sur les attraits physiques de l'île où sont prises en compte la topographie, l'hydrologie, les variétés climatiques et la flore. Même si elle concède quelques contraintes naturelles, la description vante les mérites d'une île où chacun peut trouver son équilibre. En effet, « *il ressort de l'aspect général de nos climats, que celui qui n'aurait qu'à chercher son bien-être pourrait vivre à son gré dans une température toujours douce en faisant quelques kilomètres vers la mer ou vers la montagne, au vent ou sous le vent, selon les saisons. L'habitant peut choisir sa demeure dans le climat qui lui convient : l'hiver, près du rivage, où il ne sentira jamais le froid ; et l'été, en s'élevant sur les hauteurs, où il respirera un air frais et salubre, à l'abri des chaleurs excessives. Il peut même satisfaire ses goûts selon qu'il préfère un climat sec ou humide, le calme ou la brise* »<sup>52</sup>. Dans cette invitation baudelairienne au voyage, La Réunion n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté

L'ouvrage d'Élie Pajot, *Simple renseignements sur l'île Bourbon*<sup>53</sup>, en date de 1878, se présente différemment. Certes, l'histoire locale n'est perçue qu'à l'aune des grands changements politiques de l'histoire nationale (Compagnie des Indes, Révolution, Empire...), cependant les détails tendent à ancrer l'ouvrage dans une

<sup>45</sup> Né le 6 février 1753 à Saint-Paul, il quitte son île natale à l'âge de neuf ans. Il revient à Bourbon en 1773 et en 1783. Créole de souche (sa famille s'est installée sur l'île en 1698) il incarne une littérature exotique que ces voyages à l'Isle de France et à Pondichéry inspirent.

<sup>46</sup> Né le 8 février 1815 à Saint-Denis d'une affranchie et d'un noble de Guyenne, ce fils d'esclave est considéré comme un digne représentant « Franc Créole » en métropole. Cf. Ève Prosper, *Auguste Lacauassade. Un Franc-créole en France, le destin d'un fils d'esclave*, Saint-André, Océan Éditions, 2006, vol. 1.

<sup>47</sup> Né le 22 octobre 1818 à Saint-Paul, Leconte de Lisle ne vécut sur l'île de La Réunion que durant douze années. Pourtant, selon Marius et Ary Leblond, son génie et son patriotisme colonial lui furent inspirés par ce court séjour : « *La nature vierge de l'île où naquit Leconte de Lisle n'a pas seulement inspiré le poète, mais déterminé l'homme. Les années qu'il y passa furent surtout celles, malléables, de l'enfance et de l'adolescence où le sens pittoresque est à peine éveillé, où la nature elle-même, tout en agissant profondément sur les sens, ne parle guère encore au jeune être qu'un langage social, invite à goûter la liberté du plein air. Nous savons et l'on verra que Charles-Marie Leconte de Lisle et ses amis, familiers du rivage de la baie vaste de Saint-Paul, y songeaient moins à admirer la splendeur de « l'Éden » où débarquèrent leurs pères, qu'à y rêver, au large des horizons, de terres idéales, de pays de l'esprit dont ils seraient les Colombes, s'avancant dans leurs entretiens jusqu'aux questions les plus reculées, séduits par l'infini de la pensée humaine ; et avant tout la mer leur était, suivant le temps, un spectacle de mansuétude ou de violence* ». Les auteurs précisent plus loin « *Créole de sang, Leconte de Lisle est encore créole par le temps qu'il passa dans son pays. Il le quittait à l'âge de trois ans (1821) et y revenait après un séjour de sept ans en France. Son adolescence s'écoula tour à tour à Saint-Paul et à Saint-Denis. À dix-neuf ans, il repart pour la Bretagne (1837) et rentre à Bourbon en 1843. Il habite Saint-Denis de 1843 à 1845. Ce fut son dernier séjour dans la colonie. Ainsi les douze années passées dans son pays furent précisément celles de l'adolescence naïve et studieuse, et de la virilité laborieuse, inquiète et méditative* », Leblond Marius et Ary, *Leconte de Lisle, essai sur le génie créole*, Paris, Mercure de France, 1906.

<sup>48</sup> Il s'agit d'Octave Lacroix de Crespel (1827-1901), qui a été secrétaire de Sainte-Beuve (1851) et a collaboré à de nombreux journaux parmi lesquels *La Revue européenne* et *Le Moniteur Universel*. Il apparaît dans la liste alors qu'il est né à Égletons dans le Limousin.

<sup>49</sup> Né à Saint-Denis le 31 mars 1838, il vécut sur l'île de La Réunion jusqu'en 1860. Ce « Prince des poètes » déraciné, n'a eu de cesse de vanter les beautés de son île natale.

<sup>50</sup> Georges AZEMA, *Histoire de l'île Bourbon...*, op. cit., p. 319.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 319-320.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 369.

<sup>53</sup> ÉLIE PAJOT, *Simple renseignements sur l'île Bourbon*, Saint-Denis, Impr. Damotte, 1878, 244 p. Une réédition a été tirée à Paris en 1887.

vision mémorielle spécifique à l'île. L'« enquête » présente une vision élitiste, empreinte d'ego-histoire<sup>54</sup>, où les aspects anecdotiques<sup>55</sup> renvoient à l'imaginaire des premiers colons. Le conservatisme social<sup>56</sup> et la défense des intérêts du clergé sont des constantes et expliquent selon les termes de l'auteur que « *la pensée d'assimiler en tout les colonies à la France eut pu être permise à des débutants ; avec la marche du temps et un peu d'expérience elle ne serait que de l'impéritie au plus bas mot* »<sup>57</sup>. La période révolutionnaire est ainsi vilipendée, le gouvernement populaire et « *les agitations stériles qu'il avait entretenues* » font l'objet de vives critiques. C'est pourquoi, selon l'auteur, les « colons » ont accueilli « *favorablement le gouvernement fort et unitaire*<sup>58</sup> qu'introduisait l'arrêté consulaire de février 1803 »<sup>59</sup>. Le refus de l'abolition de l'esclavage se justifie par le maintien des intérêts de l'aristocratie locale et la peur de l'effondrement d'une paix sociale que la ségrégation raciale tend à préserver. La révolte des esclaves à Saint-Leu en 1811<sup>60</sup> est ainsi présentée comme la volonté d'exterminer les « blancs » et leurs propriétés sous couvert d'une supposée bienveillance des Britanniques alors maîtres des lieux.

La personnalité d'Élie Pajot et ses origines donnent un éclairage sur sa vision de l'histoire de Bourbon. Même si les renseignements restent lacunaires, nous disposons d'un éloge de Léonce Ozoux<sup>61</sup> permettant de croquer quelques traits de l'homme public et de l'écrivain. Issu de la notabilité locale, Élie Pajot (1802-1887) a entretenu de nombreux liens avec Georges Azéma, puisque son père Jean-Baptiste Pajot était lié au père de ce dernier, à savoir Jean-François Azéma. En effet, tous deux ont été notamment membres de l'Assemblée coloniale et le père d'Élie Pajot a fait partie du mouvement Franc-Créole durant les années 1830. Élie Pajot a d'abord été premier adjoint à la mairie de Saint-Denis avant de remplacer en 1852 Candide Azéma (oncle de Georges) au poste de maire durant deux années. En qualité d'homme de lettres, il fait partie de la Société des Sciences et des Arts et à cet effet a participé à la rédaction de certains articles sur l'histoire de l'île Bourbon. Il fait ainsi paraître le résultat de ses travaux sur les anciens biens curiaux<sup>62</sup>, sur les plans de Saint-Denis<sup>63</sup> et sur Joseph Desbassyns<sup>64</sup> mais surtout il propose quelques bribes de son travail de synthèse dès

---

<sup>54</sup> Élie Pajot n'hésite pas à mentionner ses ancêtres Lagourgue ou Panon pour évoquer les conflits de propriété entre les premiers colons ou la création des différents « quartiers » de l'île, *ibid.*, pp. 104 ; 119 ; 139.

<sup>55</sup> Le solitaire ou « Dodo » par exemple, *ibid.*, p. 12.

<sup>56</sup> « Certes, il existait alors chez nous dans la population libre, comme il en existe en tout pays de ces individus déclassés, qui ne savent spéculer que sur l'anarchie et le crime : mais ils étaient en si petit nombre, et leur champ de recrutement était si restreint, qu'ils perdaient la majeure partie de leurs forces de nocuité. L'esclavage a du moins cet avantage qu'il n'y a pas de basse classe parmi les citoyens. La pensée générale de la société se pose et se maintient à un niveau élevé. Les maîtres sont des privilégiés, et constituent une sorte d'aristocratie : un instinct de conservation les porte à se soutenir mutuellement, et les rend ennemis des agitations politiques, qui pourraient déranger leur situation », *ibid.*, pp. 162-163.

<sup>57</sup> *Ibid.*, pp. 151-152.

<sup>58</sup> L'Assemblée coloniale a été supprimée par le décret du 13 pluviôse An XI (2 février 1803, cf. André SCHERER, « Histoire des institutions de la Réunion de 1815 à 1947 », in *Premier congrès de droit privé comparé Maurice-La Réunion*, Saint-Denis, 1965.

<sup>59</sup> Élie PAJOT, *Simple renseignements sur l'île Bourbon*, op. cit., p. 211.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 233.

<sup>61</sup> Léonce OZOUX, « Élie Pajot », *Bulletin des Sciences et des Arts*, 2<sup>ème</sup> sem. 1921.

<sup>62</sup> Élie PAJOT, « Note sur la valeur des anciens biens curiaux au moment de leur vente », *Bulletin des Sciences et des Arts*, 1869.

<sup>63</sup> Élie PAJOT, « La ville de Saint-Denis et les différents plans de 1742 à 1854 », *Album d'Antoine Roussin*, t. IV.

<sup>64</sup> Élie PAJOT, « Le baron Joseph Desbassyns », *Album d'Antoine Roussin*, t. V. Il s'agit d'un des membres de sa famille puisqu'il est le petit-fils d'Ombeline Desbassyns.

1873 en publiant un aperçu chronologique global sur l'histoire de l'île<sup>65</sup>. Enfin, Élie Pajot est également l'auteur d'un récit de voyage sur la métropole (*Six mois en France*) publié en 1887 qui relate son départ de l'île en 1875 et son « tour » dans certains hauts lieux de la culture française. Il décrit dans cet ouvrage ses impressions sur la mère patrie, cette France « *qu'il voyait merveilleuse à travers tant de livres passés entre ses mains* »<sup>66</sup>, sentiment certainement entretenu par l'origine parisienne de son épouse.

Les publications suivantes ont présenté parfois un caractère fort original telle celle de Gilles-François Chrestien<sup>67</sup> organisée autour de « causeries » sur l'île de La Réunion. Une analyse rapide du sommaire indique la prétention de l'ouvrage. Il s'agit surtout d'évoquer, sous la forme d'un pointillisme peu ordonné, quelques événements de l'histoire politique (« Les Anglais à Saint-Paul, 1809 », « Prise de l'île, 1810 »<sup>68</sup>), de la toponymie (« Noms des quartiers<sup>69</sup>, histoire et légende »), des lettres (« Eugène Dayot », « Notice sur Bosse<sup>70</sup> »), des techniques (« Télégraphe électrique ») ou enfin de quelques héros créoles (« Une héroïne créole », Juliette Dodu) de la découverte de l'île jusqu'aux progrès les plus récents du monde moderne. Une lecture plus précise des différentes sections de l'ouvrage valide le titre retenu par l'auteur. La liberté de ton ainsi que le choix des sujets laissent de nouveau entrevoir une égo-histoire peu soucieuse de la réalité mais qui permet d'entrer dans un imaginaire colonial propre à l'auteur<sup>71</sup>. En ce sens, plus qu'une enquête scientifique, il s'agit plutôt de « causeries » à valeurs éducatives. Le point initial de tout commentaire est lié à un vécu sur l'île. Si l'histoire de la métropole interfère dans l'argumentation, cette dernière ne constitue en aucun cas le cœur du sujet. L'auteur a donc procédé à une décentration qui met en évidence une certaine représentation locale de l'histoire de la colonie dans laquelle transparaît une fierté à l'égard des héros de l'île. Leur histoire éducatrice établit une norme morale qu'il convient d'imiter. Juliette Dodu, dont les actes sont relatés avec effusion, est ainsi comparée à une Jeanne d'Arc réunionnaise. De même « *que la vierge de Domrémy assise à l'ombre de l'arbre des fées, sur la côte du Bois-Chenu, solitaire et rêveuse au récit des malheurs de la France, songe à voler au secours du roi, son gentil Dauphin, la vierge créole, anxieuse et malheureuse des désastres de la patrie, bondit à la vue d'une dépêche. C'était l'avis transmis par l'État-major prussien, établi à Orléans, au prince Frédéric-Charles à Pithiviers, lui indiquant la position d'un corps français en marche sur Gien. Les manœuvres des Prussiens tendaient à envelopper le corps d'armée compromis, et à le rejeter sur Orléans, occupé par eux* »<sup>72</sup>. D'Orléans à Pithiviers, de Jeanne d'Arc à Juliette Dodu, de la « vierge de Domrémy » à la « vierge créole », les malheurs de la France permettent la geste guerrière d'héroïnes ayant une

<sup>65</sup> ÉLIE PAJOT, « Aperçu chronologique sur l'île de La Réunion depuis sa découverte jusqu'à l'arrivée de M. Decaen en 1803 », in *Annuaire de l'île de La Réunion*, 1873.

<sup>66</sup> Léonce OZOUX, « Élie Pajot », *op. cit.*

<sup>67</sup> Gilles-François CHRESTIEN, *Causeries historiques sur l'île de la Réunion*, Paris, Challamel, 1881.

<sup>68</sup> Afin de contextualiser les événements cités, cf. Prosper ÈVE, « Bilan de la présence anglaise à La Réunion de 1810 à 1815 », in *Revue Historique de l'océan Indien*, n° 8.

<sup>69</sup> D'un point de vue historique, il s'agit des « écarts agglomérés » pour reprendre les termes de Jean-Michel JAUZE, in « L'urbanisation de l'île de la Réunion : évolution et modèles de villes », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 42, n° 116, 1998, p. 218.

<sup>70</sup> Il s'agit de Vincent Bosse, né le 15 mai 1809 à Saint-Denis et encore en vie au moment de la publication de l'ouvrage de Gilles-François Chrestien. Nommé Vice-Amiral en 1868, Vincent Bosse a notamment participé à de nombreuses opérations d'exploration en Afrique occidentale et de pacification dans l'océan Indien (les Comores durant les années 1840), cf. Michel VERGUIN, Mario SERVIABLE (dir.), *Dictionnaire biographique de la Réunion*, Saint Denis, Clip/ARS Terres Créoles, tome 2, 1995, pp. 37-38.

<sup>71</sup> L'épisode de l'abolition de l'esclavage est ainsi à peine abordé dans l'ouvrage (p. 227).

<sup>72</sup> Gilles-François CHRESTIEN, *Causeries historiques sur l'île de la Réunion*, *op. cit.*, p. 307.

forte symbolique patriotique.

Que ce soit l'ouvrage de Georges Azéma, d'Élie Pajot ou encore celui de Gilles-François Chrestien, les analyses témoignent d'une certaine subjectivité et d'une volonté de proposer un mémorial, certes érudit, mais anecdotique et discutable compte-tenu de l'absence totale de méthode scientifique. Les sources sont rarement citées et ne font l'objet d'aucune analyse critique. Georges Azéma s'est reposé par exemple sur les documents laissés par sa famille tout en les croisant avec les registres du conseil provincial et du conseil supérieur ainsi que des récits de voyages dont il ne mentionne que très rarement l'origine. Quand les sources sont proposées, elles apparaissent trop souvent lacunaires. La tradition orale comble parfois les blancs des récits notamment pour évoquer les phénomènes naturels sur l'île. L'argumentation téléologique permet d'interpréter les événements ou les faits en fonction de la vision coloniale que les auteurs veulent imposer. Plus que d'études, il s'agit donc de chroniques historiques où le point de vue des auteurs est palpable. Les stéréotypes s'accroissent et se transmettent d'une publication à l'autre permettant une affirmation de la spécificité réunionnaise ou tout au moins de celle de ses élites. Outre une présentation paradisiaque de la nature<sup>73</sup>, l'ancestralité et l'unité des origines définissent un mythe fondateur pour la communauté créole. La macule des origines liée au métissage est ainsi cachée pour établir dans l'île un noyau de population française. La colonisation initiale se transforme en épopée et les premiers colons en promoteurs et défenseurs d'un « Éden blanc ». Leur vision sociale s'appuie sur l'opposition entre le « Nous » (notabilité créole) et les « autres », les Petits blancs et les hommes de couleur dont les destins parfois croisés s'articulent autour de l'idée d'une déchéance<sup>74</sup>, voire parfois d'une dégénération de la race<sup>75</sup>. La grandeur d'âme ou la solidarité des élites créoles sont des thèmes récurrents permettant également de structurer un imaginaire et des caractéristiques identitaires propres à une certaine créolité d'origine pourtant peu mentionnée explicitement. Ces ouvrages, pourtant fondateurs dans la construction d'un imaginaire réunionnais, ne peuvent être considérés comme le résultat d'une démarche scientifique ou tout au moins objective. Les auteurs ne s'en cachent pas puisqu'ils proposent de *Simple renseignements*<sup>76</sup> ou *Causeries* pour mieux asseoir culturellement une identité spécifique et une stabilité sociale qu'ils revendiquent de tout cœur. Il s'agit donc d'une histoire par le haut, d'un laboratoire de la mémoire des élites réunionnaises

---

<sup>73</sup> « Cauche, l'un des passagers du Saint-Alexis, capitaine Gaubert, venu à Mascareigne en juin 1638, rapporte que cette île est inhabitée et abonde en gibiers et en fruits ; on y voit une grande quantité de poisson et de tortues. Les rivières sont si poissonneuses qu'au dire des voyageurs Duquêne et Dellon, visitant la colonie en 1668 : "La grande quantité de poissons fait chanceler ceux qui passent ces rivières à gué ; que pour les traverser à pied on est obligé de s'appuyer sur un bâton pour ne pas choir par le nombre et la quantité de ces poissons que l'on prend à la main, sans avoir besoin de lignes ni de filets. Les gibiers sont en telle abondance, qu'il ne faut ni fusil, ni poudre, ni plomb, mais seulement une simple houssine pour les prendre », *ibid.* p. 13 ; « La salubrité du climat de Bourbon était devenue proverbiale parmi les voyageurs ; ils se plaisaient à qualifier cette île fortunée des noms d'Éden, de paradis terrestre », in *Histoire abrégée de l'île Bourbon depuis sa découverte jusqu'en 1880 par un professeur d'histoire*, Saint-Denis, Lahuppe, 1883, p. 15.

<sup>74</sup> Cette vision a été analysée par Alexandre BOURQUIN pour les Petits blancs que « la société (...) considère comme les fils abâtardis des premiers habitants », in *Histoire des Petits Blancs de la Réunion*, Paris, Karthala, 2005, p. 37.

<sup>75</sup> « Les créoles [Petits blancs] seraient donc vaniteux, entêtés, paresseux, voleurs. Leur blancheur est douteuse, l'atmosphère enfumée semble avoir boucané leur teint ! Ils s'éloignent totalement de l'état de nature, jusqu'à sombrer dans la bestialité. De fruit doré de la création, ils chutent dans les affres de l'existence. Désormais, aux yeux des contemporains, les Petits-Blancs présentent tous les symptômes d'une race dégénérée, déchu », *id.*

<sup>76</sup> Selon Corinne MASSON, « l'emploi de l'adjectif "simples" renforce d'autant plus cette idée de demeurer en-deçà d'un ouvrage de synthèse sur l'histoire de La Réunion », *op. cit.*, p. 27.

qui se situe dans l'entre-deux du national et du colonial<sup>77</sup>. Garants de l'un et de l'autre, ces notables-érudits proposent une grille d'interprétation permettant d'articuler l'appartenance à la Nation et la reconnaissance d'un particularisme réunionnais<sup>78</sup>.

La recherche d'une certaine objectivité historique est pourtant revendiquée par de nouveaux auteurs qui délaissent le credo « localiste » d'une conception de l'histoire égocentrée et « mythogène », pour mieux s'inscrire dans une démarche patriotique et nationale où la volonté assimilatrice devient une constante dans l'analyse. C'est notamment le cas de l'*Histoire abrégée de l'île Bourbon*, éditée en 1883<sup>79</sup> par un professeur d'histoire. Le statut de l'auteur permet de justifier une nouvelle herméneutique où la providence s'efface progressivement au profit d'une rigueur scientifique revendiquée. Dans cet ouvrage, fondé sur de nouvelles recherches archivistiques, les thèmes évoluent et servent d'exemples à une instruction que l'auteur souhaite à la fois historique et civique. Le bien-fondé des revendications réunionnaises devient le leitmotiv principal d'un récit qui se veut édifiant puisqu'il conduit à la vertu patriotique. Les initiatives locales montrent parfois un esprit frondeur mais s'inscrivent, la plupart du temps, dans une volonté de porter à la connaissance de tous le rôle joué par La Réunion durant les événements majeurs de l'histoire de France. Tel est le cas des débuts de la Révolution française que l'auteur présente aux élèves comme une phase d'émancipation pour les Réunionnais puisque « *les îles-sœurs voulurent avoir comme la métropole leur Assemblée générale* »<sup>80</sup> et que cette dernière « *s'établit sur le pied de l'indépendance* »<sup>81</sup>. La liberté acquise par les colons présente selon ce manuel toutes les vertus propres aux habitants de l'île dont les représentants<sup>82</sup> sont décrits comme des modèles de sagesse permettant de préserver « *le pays des horreurs de la Révolution* »<sup>83</sup>. En ce sens, le modèle réunionnais « *eut la louable réserve de ne pas singer les excentricités sanguinaires de la Convention* »<sup>84</sup>. Le refus d'entériner le principe de l'abolition de l'esclavage, pourtant décrété le 4 février 1794, dénote cet esprit frondeur même si l'auteur aborde à peine cette question pourtant cruciale pour

---

<sup>77</sup> Selon une transposition développée par Thierry GASNIER, « Le local. Une et indivisible », in *Les Lieux de mémoire*, ss.-dir. Pierre NORA, Paris, Gallimard, « Quatro », 1997, tome 3, p. 3443.

<sup>78</sup> De manière congruente, il convient de replacer ces publications dans le développement conjoint de la statuaire, de la création de mausolées et de musées spécifiques à La Réunion. Les espaces publics commencent ainsi à se peupler des gloires réunionnaises et de leur mémoire. C'est notamment le cas sous le gouvernement d'Hubert Delisle (1852-1858), premier gouverneur d'origine réunionnais à être nommé à ce poste et qui fut accueilli par Élie Pajot, alors maire-adjoint de Saint-Denis, à son arrivée. Hubert Delisle inaugure ainsi la statue de Mahé de La Bourdonnais en 1856, le mausolée des Français sur le site de la Redoute en 1857 et le Museum d'histoire naturelle en 1855. Ces événements participent à un processus de patrimonialisation bien avant la sédimentation du patrimoine local sous la Troisième République.

<sup>79</sup> Le titre complet est : *Histoire abrégée de l'île Bourbon depuis sa découverte jusqu'en 1880 par un professeur d'histoire*, Saint-Denis, Lahuppe, 1883.

<sup>80</sup> « L'élaboration d'une constitution insulaire sur le modèle de la Constitution française de 1791 reste la tâche prioritaire des assemblées coloniales. Elle est préparée par le commissaire civil Tirol assisté des habitants, et se concrétise dans les "bases" de février 1793 qui tiennent compte des spécificités réunionnaises pour définir un régime consacrant à la fois la liberté nouvelle de la colonie en matière législative et son appartenance étroite à l'ensemble métropolitain », in Yvan COMBEAU, Prosper ÈVE, Sudel FUMA, Edmond MAESTRI, *Histoire de La Réunion de la colonie à la région*, Paris, Nathan-VUEF, 2002, p. 11.

<sup>81</sup> *Histoire abrégée de l'île Bourbon depuis sa découverte jusqu'en 1880 par un professeur d'histoire*, op. cit., pp. 87-88.

<sup>82</sup> Des clubs politiques s'opposent entre factions révolutionnaires (la « Société des amis de la liberté et de l'égalité » à Saint-Pierre et la « Société des vrais patriotes français » à Saint-Denis) et contre-révolutionnaire (la « Société des amis de l'ordre »).

<sup>83</sup> *Histoire abrégée de l'île Bourbon depuis sa découverte jusqu'en 1880 par un professeur d'histoire*, op. cit., pp. 87-88.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 90.

comprendre l'essoufflement de l'élan révolutionnaire à La Réunion.

A *contrario*, cette volonté de se démarquer de la métropole devient caduque lorsque cette dernière est en danger. Les pages sur la guerre de 1870 rappellent ainsi aux lecteurs les vertus du devoir patriotique : « *Les désastres de la mère patrie touchèrent profondément les cœurs si français de la jeunesse créole. Nombre de jeunes gens s'enrôlèrent volontairement et allèrent porter au sein de la France le noble exemple du patriotisme et du dévouement. Quelques-uns arrosèrent de leur sang le sol de la patrie ; d'autres méritèrent d'être cités dans les ordres du jour* »<sup>85</sup>. Par la grâce de ce sacrifice, le manuel s'achève sur l'assimilation pleine et entière de l'île aux destinées de la métropole en revendiquant une « *émancipation politique, une assimilation à la métropole, une autonomie administrative, des droits pour la colonie de choisir librement ses mandataires, d'élire son Conseil général* »<sup>86</sup>.

Publiée dans le contexte d'édification de l'École républicaine et du renforcement de l'expansionnisme colonial, cette *Histoire abrégée de l'île Bourbon* entérine le principe d'une appartenance nationale qui s'inscrit dans le partage de valeurs et d'une histoire communes. La Réunion étant désormais intégrée à la destinée nationale, le manuel conclut ainsi en appendice sur le principe de la mission civilisatrice à Madagascar au moment même où se font jour les projets d'interventions militaires sur la Grande île. S'il convient de nuancer les effets de génération<sup>87</sup>, nous pouvons cependant constater que cette littérature *pro patria* a servi de substrat culturel pour de nombreux Réunionnais investis par la suite dans la société civile et la vie politique. À l'aune de leur acculturation patriotique se mesure le choc engendré par la Grande Guerre et la redéfinition des principes établissant l'amour de la petite patrie au détriment de la grande. À la construction d'une mémoire locale s'articule désormais une didactique localiste dont les finalités identitaires ne sont pas absentes notamment au sein de l'école réunionnaise.

### III. ... À UNE RHÉTORIQUE LOCALISTE.

L'immédiat après-guerre constitue une rupture de premier plan car selon les termes de Mona Ozouf, « *la tragédie a définitivement rassuré sur les tentations centrifuges des Français. (...) Est-ce la mémoire de ces morts pour la grande patrie qui permet désormais de cultiver sans remords l'amour de la petite ? Ou est-ce l'horreur de la tragédie (...) qui incline (...) à la méfiance, voire au dégoût, pour le discours patriotique des politiciens et à la tendresse pour les traditions pacifiques des petites patries ?* »<sup>88</sup> La Grande Guerre entre ainsi dans les programmes d'histoire de l'école dès juin 1918 et le Nouveau Plan d'études de 1923 entérine cette volonté d'une approche immédiate de l'événement<sup>89</sup>.

Au-delà des matières d'enseignement, les élèves sont également influencés par les discours produits par le système éducatif. Les lycéens de Leconte de Lisle sont ainsi les spectateurs privilégiés d'une nouvelle rhétorique, qui tout en maintenant une

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 187.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 188.

<sup>87</sup> Cf. Michel WINOCK, *L'effet de génération. Une brève histoire des intellectuels français*, Paris, Éditions Thierry Marchaise, 2011.

<sup>88</sup> Préface de Mona OZOUF in Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, op. cit., pp. 12-13.

<sup>89</sup> Cf. Brigitte DANCEL, « Enseigner l'histoire de la Grande Guerre et commémorer l'Armistice du 11 novembre à l'école primaire », *Carrefours de l'éducation*, 2002/1 n° 13, pp. 18-49.

certaine dévotion pour le national entérine les souffrances d'une guerre menée patriotiquement. Henri Foucque est ainsi persuadé que *« les barbares ont été vaincus et tout danger de voir notre vieille civilisation ruinée et démolie par les armes étrangères comme l'ont été nos villages et nos cathédrales du Nord et de l'Est, est pour longtemps écarté »*<sup>90</sup>. Cependant, *« les canons et les explosifs ne sont pas seuls à faire crouler les constructions humaines. Songez que la guerre, pendant cinq ans, a secoué l'Univers ; que, dans le grand bouleversement général des choses et des gens, les esprits n'ont point été épargnés »*<sup>91</sup>. Certes, il fallait sauver la patrie, cette pensée unique a permis de tenir *« la barre de direction des âmes »*<sup>92</sup>, car *« les grands coups de fouet de la tempête ne permettaient pas les défaillances ni les lâchetés »*<sup>93</sup>.

Cependant Henri Foucque rappelle *« que l'on ne débride pas impunément les instincts de violence que la civilisation tient péniblement enchainés au fond de nous : que l'on ne fait pas impunément souffler sur le monde le vent de laideur et de crime ; que la guerre, si sainte soit-elle, traîne toujours derrière elle son hideux cortège de plaies morales »*<sup>94</sup>. Cette violence extrême que les historiens comparent désormais à une « brutalisation » des sociétés, peut avoir pour conséquence d'avilir les consciences humaines où *« germent les lépreuses végétations : appétits des plaisirs vulgaires et immédiats, dérèglement, goût du luxe, paresse... Et toujours elle a pour effet la rupture de cet équilibre général de la conscience nationale qui est la seule garantie de la vie et du travail en commun dans la société »*<sup>95</sup>. Cette réflexion d'Henri Foucque à la proclamation des prix des élèves du lycée de Saint-Denis le 14 août 1920 dénote un nouvel état d'esprit où le poids des souffrances de guerre influence donc même les âmes honnêtes. Certes, la guerre contre les barbares était nécessaire et a permis de sauver notre vieille civilisation ; cependant, le mystère de la douleur et de la mort provoque une rupture dans la conscience nationale. Olivier Loubes analyse cette évolution identitaire comme le signe d'un désenchantement national :

*« La période 1914-1940 peut alors à bon droit être vue comme l'histoire d'un désenchantement, celui de la France nationale qui avait succédé, au moment de la Révolution française, à la France royale. Initiée par le deuil collectif d'une mort de masse, la crise de désacralisation de la patrie après 1918 apparaît ainsi être plutôt le lieu d'un entre-deux-France, d'une mue essentielle de l'imaginaire politique, que d'un entre-deux-guerres, simple pause inquiète entre deux conflits »*<sup>96</sup>.

La valorisation de la petite patrie devient désormais une forme de catharsis post-traumatique. Les sentiments se reportent dès lors sur le milieu réunionnais dont les attraits suscitent un nouvel intérêt. Le gouverneur de La Réunion, Jules Repiquet ne s'y trompe pas lorsqu'il préconise en 1927 aux jeunes lycéens de parcourir leur île durant les vacances car *« tout à la Réunion ne vous porte-t-il pas à suivre ce conseil, à goûter le charme captivant des attraits dont votre île est parée. (...) Allez à la découverte. Parcourez votre pays pour le bien connaître et ainsi l'aimer mieux encore »*<sup>97</sup>. Les

<sup>90</sup> Discours de M. H. Foucque à la proclamation des prix faite aux élèves du Lycée le 14 août 1920, Saint-Denis, Impr. Centrale Albert Dubourg, 1920, pp. 3-4., A.D.R. PB 50.

<sup>91</sup> Id.

<sup>92</sup> Id.

<sup>93</sup> Id.

<sup>94</sup> Id.

<sup>95</sup> Id.

<sup>96</sup> Olivier LOUBES, *L'école et la patrie. Histoire d'un désenchantement, 1914-1940*, op. cit., p. 11.

<sup>97</sup> Discours du gouverneur Jules Repiquet le 31 juillet 1927 à la distribution solennelle des prix du lycée

lycéens pourront y découvrir « *ce fond d'histoire sans lequel un pays, si beau soit-il, serait vide de substance spirituelle, incapable de susciter l'éveil du sentiment de l'émoi intime du cœur. Vous y écouterez le passé pour appliquer judicieusement au présent la somme d'expérience qu'il vous a laissée* »<sup>98</sup>.

L'élan identitaire se nourrit ainsi des richesses de l'île tant il est vrai que « *tout concourt à cette empreinte du Pays natal sur le sentiment. Plus que partout ailleurs peut-être la théorie de l'influence du milieu sur l'esprit trouve ici sa justification* »<sup>99</sup>. S'agit-il pour autant de renier la grande patrie et d'asseoir le principe d'appartenance nationale sur les spécificités du pays natal ? L'analyse des discours semble réfuter cette thèse. D'ailleurs le gouverneur de La Réunion s'empresse d'ajouter que « *Barrès a pu écrire avec quelle vérité ! "En France on respire partout de l'histoire". Ceci est vrai de notre petite France des Tropiques, La Réunion palpite depuis trois siècles de vie française* »<sup>100</sup>. L'histoire locale n'est donc tenue pour signifiante que dans le cadre d'une histoire nationale, dont elle constitue la quintessence, pour reprendre les termes d'Anne-Marie Thiesse :

*« On pourrait s'interroger sur l'intérêt de présenter une histoire locale à laquelle est déniée toute autonomie. Mais, et c'est le corollaire constant de cette présentation de l'histoire locale qui l'ampute de tout ce qui ne relève pas du national, l'histoire de la petite patrie est donnée comme quintessence de l'histoire de France. Le principe de construction de la Nation en poupées gigognes fait de chaque petite patrie l'idéale miniature de la France »*<sup>101</sup>.

L'identité française se comprend ainsi comme une « *mosaïque merveilleuse* »<sup>102</sup>. La diversité des territoires est source de richesse car elle n'est pas un éparpillement dans la différence et l'unité de la Nation est affirmée dans la diversité de ses petites patries. Selon ce principe, la singularité de La Réunion ne l'empêche pas d'être intégrée au national. Comme le souligne de nouveau et avec force Anne-Marie Thiesse, la différence n'implique pas l'opposition mais plutôt l'intégration car « *célébrer le local et souligner sa place comme fondement premier du national, c'est affirmer l'ancrage républicain de la Nation dans le soubassement populaire, donner une image harmonieuse et complémentaire des diversités sociales qui sont rabattues, par une transposition elliptique, sur la représentation territoriale* »<sup>103</sup>.

On peut cependant s'interroger sur l'épithète « petite » associé à la notion de patrie. Ceci peut sembler de prime abord paradoxal si on considère le national et le local comme solidaires et non comme une négation des identités particulières. Renvoyant à un territoire de « taille inférieure », dont l'intensité et donc la valeur restent faibles, l'expression peut toutefois prendre une valeur affective et donc positive. La petite patrie est ainsi « *un espace aimable et protecteur, intermédiaire entre la famille et la société, au sein duquel l'individu s'épanouit et se développe. (...) L'amour de la petite patrie est déclaré naturel, comme celui de l'enfant pour la mère, à la différence de l'amour de la grande patrie qui ne saurait résulter que d'une éducation*

---

Leconte de Lisle, Saint-Denis, Impr. Drouhet, 1927, p. 24.

<sup>98</sup> Ibid., p. 27.

<sup>99</sup> Ibid., p. 25.

<sup>100</sup> Ibid., p. 27.

<sup>101</sup> Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France...*, op. cit., p. 60.

<sup>102</sup> Ibid., p. 3.

<sup>103</sup> Ibid., p. 5.



civique »<sup>104</sup>. On dénote désormais une transposition plus maternelle et pacifique car « cette patrie-ci, terre recluse entre ses haies, ne demande pas à ses enfants de mourir pour elle, mais seulement de vivre au plus près de ses chemins cent fois parcourus, de ses visages familiers – ceux que les hasards de l'existence vous font retrouver et saluer d'un "c'est un pays à moi" – de ses usages, de son idiome. La petite patrie est un giron où se blottir »<sup>105</sup>.

Les sentiments patriotiques au sein de l'institution scolaire renvoient ainsi aux principes complexes d'identification à la Nation. Ces derniers se comprennent avant tout à l'échelle de l'identité des personnes et mobilisent comme nous l'avons déjà indiqué par ailleurs, les deux critères fondamentaux que détaille Paul Ricoeur<sup>106</sup> à l'aide des notions de « mêmété » et d'ipséité. La première implique que les membres de la petite patrie présentent les mêmes caractères et les reconnaissent en opposition à celle de la grande. Selon cette logique, la petite patrie existe parce que les Réunionnais possèdent des caractéristiques qui permettent de les distinguer des autres membres de la Nation française<sup>107</sup>. En revanche, la seconde notion renvoie à la conscience de soi. Ce qui fait que les Réunionnais, par des caractères strictement personnels, sont non réductibles aux caractéristiques de la grande patrie. Elle détermine une certaine continuité dans le temps qui s'organise autour d'une mémoire commune, ce qui suppose un héritage passé qu'il convient d'honorer. La conscience d'appartenir à la communauté créole et à la Nation française implique donc de revendiquer la même origine et de faire preuve d'une certaine permanence à travers l'Histoire.

La publication, en 1909, du premier manuel d'histoire à vocation pédagogique entérine ce principe<sup>108</sup>. Rédigé par Paul Hermann<sup>109</sup>, il est conçu pour les élèves des cours moyen et supérieur de l'enseignement primaire. Le chef de service de l'instruction publique s'empresse de le recommander aux instituteurs de l'île car « il vient combler une lacune importante » pour respecter les programmes coloniaux qui « comportent des interrogations aux divers examens sur l'histoire et la géographie locale »<sup>110</sup>.

L'histoire est déclinée à l'aune de la politique menée par les gouverneurs de l'île et plus seulement par rapport aux grands événements nationaux. Les vingt-huit pages consacrées à la discipline intègrent cependant des césures chronologiques et une approche cartographique européen-centrées. Cet ouvrage a marqué de nombreuses générations de Réunionnais<sup>111</sup> comme en témoigne Marie-Laure Payet lorsqu'elle

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>105</sup> Préface de Mona OZOUF in Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, op. cit., p. 5.

<sup>106</sup> Paul RICOEUR, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil « Points », 1996.

<sup>107</sup> Gérard NOIRIEL, *À quoi sert « l'identité nationale » ?*, Marseille, Éditions AGONE, Collection « Passé & Présent », 2007.

<sup>108</sup> Paul HERMANN, *Histoire et Géographie de l'île de la Réunion cours moyen*, Paris, Ch. Delagrave, 1909.

<sup>109</sup> Né le 25 juillet 1878 à Saint-Pierre, Paul Hermann a été instituteur dans de nombreuses communes de l'île après ses études à l'École normale sur Saint-Denis. Reconnu par ses pairs, il reçoit les Palmes académiques et la Médaille d'argent des instituteurs. Ses publications s'inscrivent dans l'application de nouveaux programmes (1903 et 1923) qui prennent en compte la dimension locale de l'enseignement. Grâce au soutien du gouverneur Camille Guy, agrégé en Histoire, ses publications vont connaître un vif succès. Une école primaire porte son nom aujourd'hui dans la commune des Avirons à La Réunion.

<sup>110</sup> « Histoire et géographie de La Réunion », in *Bulletin de l'enseignement primaire de l'île de La Réunion*, mai-juin 1909.

<sup>111</sup> Son manuel a connu cinq éditions successives jusqu'en 1931. Il faut attendre 1954 pour que deux nouveaux manuels paraissent sur l'histoire et la géographie locales. Cf. Maxime PLANTE, *Géographie de La Réunion à l'usage*

indique dans ses mémoires que « *le seul livre dans lequel [elle étudiait] volontiers était un tout petit ouvrage sur l'histoire et la géographie de l'île écrit par un homme éminent par son savoir : Paul Hermann. Malheureusement, à l'époque, la connaissance du pays n'était enseignée que comme une discipline annexe. N'étions-nous pas Français d'abord ? Aussi, son contenu bien qu'intéressant ne pouvait satisfaire toutes les curiosités que [sa mère] avait su éveiller [en elle] au cours de [leurs] veillées* »<sup>112</sup>. Au-delà de l'admiration ressentie pour l'auteur et sa curiosité plus prononcée pour le national, Marie-Laure Payet témoigne des réticences ou plus simplement de l'inertie des maîtres pour appliquer les consignes ministérielles sur l'enseignement du local. En effet, si les travaux de Pierre Portet nous rappellent dès 1903 que l'histoire locale est considérée comme une aide à la compréhension de l'histoire nationale et comme un moyen « *de mieux connaître le milieu dans lequel vit l'élève* »<sup>113</sup>, un rapport de 1910 rédigé par André Berget, chef de service de l'Instruction Publique, dénonce une certaine incurie dans ce domaine de la part des instituteurs. Leur enseignement historique « *traîne lamentablement dans le pré moyen-âge et aux alentours de la guerre de Cent ans pour ne jamais arriver aux époques seules importantes pour ce pays, celles où La Réunion entre dans l'histoire et reçoit le contrecoup des événements de la métropole. [...] Leur enseignement suit servilement le texte des livres édités pour les écoles d'un autre hémisphère au lieu de le dominer et de le transformer pour l'adapter aux conditions et besoins spéciaux de la petite patrie bourbonnaise et de la vaste région sud-africaine et indonésienne* »<sup>114</sup>. La complexité notionnelle de certaines approches explique peut-être cette désaffection pour l'enseignement du local.

Paul Hermann réédite son manuel en 1924<sup>115</sup> sous une forme plus adaptée aux élèves des petites classes. Plus qu'une simplification, on peut percevoir une approche beaucoup plus décentrée des contingences de l'histoire nationale. C'est désormais l'île qui est mise à l'honneur à travers ses richesses naturelles harmonieusement mises en valeur. À l'âge du gibier, du café, du girofle et de la canne à sucre succède celui de la vanille, du chouchou<sup>116</sup> et des parfums. Les cours de géographie s'inscrivent rapidement dans une approche mémorielle décentrée, avec un jeu de questions-réponses où la finalité moralisatrice est une constante. Autour des interrogations sur l'origine des élèves et la réalité d'une spécificité réunionnaise, les commentaires témoignent d'une certaine fierté entretenue par le culte des grands hommes<sup>117</sup>.

*« Quel est votre pays ? Mon pays est la Réunion, l'ancienne île Bourbon.*

*Qu'est-ce que la Réunion ? La Réunion est une petite île que ses enfants ont faite illustre.*

*En êtes-vous fiers ? Je suis fier d'être né où naquirent Joseph Hubert, Lislet*

---

*des écoles primaires*, Paris, F. Nathan. ; Eugène SOURIS, *Histoire abrégée de l'île de La Réunion*, Saint-Denis, Cazal, 1954.

<sup>112</sup> Marie-Laure PAYET, *Entre deux souvenirs*, Saint-Denis, Azalées Éditions, 1993, p. 53. L'importance de la culture nationale transmise par la famille est une thématique peu étudiée. L'absence de sources ou tout au moins leur difficile récolement explique sûrement cette lacune. Rappelons que ce que Mona Ozouf dit de sa grand-mère, paysanne bretonne qui ne fréquenta jamais l'école parce qu'elle avait déjà dix ans au moment de la loi Ferry sur l'obligation scolaire : « *Si la France avait une existence à la maison, c'était grâce à elle* », in Mona OZOUF, *Composition française. Retour sur une enfance bretonne*, Paris, Gallimard, 2009, p. 70.

<sup>113</sup> Pierre PORTET, « Notes sur l'enseignement de l'histoire de la Réunion... », *op. cit.*

<sup>114</sup> Id.

<sup>115</sup> Paul HERMANN, *La Réunion au Cours élémentaire*, La Chapelle-Montligeon, 1924.

<sup>116</sup> Il s'agit de la christophine.

<sup>117</sup> Paul HERMANN, *La Réunion au Cours élémentaire*, *op. cit.*, p. 3.

Geoffroy<sup>118</sup>, Leconte de Lisle, l'amiral Bouvet<sup>119</sup>, Juliette Dodu, Roland Garros ».

L'intégration de La Réunion aux espaces limitrophes n'est pas oubliée et permet de défendre les valeurs du colonialisme. La Grande île est l'objet de toutes les attentions et permet par comparaison d'exprimer un sentiment de supériorité par rapport aux populations malgaches afin de justifier la colonisation.

« Puisque Madagascar nous prend l'élite de nos travailleurs, artisans, préparateurs de vanille, employés d'usines et de cultures et autres, ne devrait-il pas nous donner des bras pour nos champs ?<sup>120</sup> Notre agriculture vient enfin d'avoir satisfaction ; nous venons de recevoir des Malgaches de Fort-Dauphin ».

Influencé par l'actualité récente de son île, Paul Hermann fait référence au recrutement d'engagés Antandroys, ethnies du Sud de Madagascar, dont les médias retranscrivent les péripéties liées à leur installation et surtout les débats d'opinion sur leur utilité. Quatre convois d'Antandroys partent effectivement entre 1922 et 1927 afin de fournir des travailleurs engagés à La Réunion. Cette situation est paradoxale car Madagascar manque de main-d'œuvre, mais la soif de travailleurs est grande à La Réunion, qui recherche des engagés pouvant être payés à moindre coût. Les tractations et les arguments de La Réunion révèlent alors un engagisme qui s'apparente au rétablissement d'une forme de traite, pour reprendre les propos de Mireille Tonner<sup>121</sup>. Les préjugés raciaux s'inscrivent dans un contexte de mission civilisatrice où la supériorité des Réunionnais sur les Malgaches est une antienne très largement partagée. Ils sont considérés dans l'ensemble comme des sauvages à l'âme simpliste, au demeurant fort sympathiques, mais très individualistes, voleurs et paresseux. S'ils « ignorent le mal, ils n'ont pas davantage connaissance du bien et évitent soigneusement tout ce qui demande peine et fatigue »<sup>122</sup>. On leur accorde néanmoins une constitution robuste et un caractère doux, autant de clichés raciaux qui laissent penser que les Malgaches peuvent apporter bien des contrariétés (« Madagascar ne nous apporta-t-il pas aussi d'autres ennuis ? ») et que l'action des Réunionnais nécessite d'être reconnue et récompensée selon le principe de la « Colonie colonisatrice »<sup>123</sup>.

L'ouvrage met également en évidence la communion administrative entre l'île et les autres territoires de la Nation puisque « la Réunion est regardée comme un département ; son chef-lieu est Saint-Denis »<sup>124</sup>. Les spécificités du pouvoir colonial

---

<sup>118</sup> Né le 23 août 1755 à Saint-Pierre d'une mère esclave et d'un ingénieur français, Lislet Geoffroy s'est illustré tout à la fois en botanique, en astronomie, en cartographie et en géologie. Ses observations lui permettent de devenir le premier correspondant de l'Académie des sciences dans les colonies.

<sup>119</sup> Né à Saint-Benoît le 28 novembre 1775, Pierre-François Bouvet de Maisonneuve s'est illustré comme corsaire, capitaine de course puis commandant de vaisseau dans l'océan Indien. Il est nommé au grade de contre-amiral à titre honoraire lors de sa mise à la retraite. Il s'est rendu célèbre par la Bataille du Grand Port en 1810 sur l'Île de France, dernière victoire navale sur les Anglais. Une grande partie de sa renommée est d'ailleurs liée à ses actes héroïques (entre 1808 et 1809 il capture plus de trente navires anglais) et tragiques (il est notamment emprisonné sur les redoutables pontons de Plymouth) face aux Britanniques.

<sup>120</sup> Paul HERMANN, *La Réunion au Cours élémentaire*, op. cit., p. 3.

<sup>121</sup> Mireille TONNER, *Les travailleurs malgaches à La Réunion durant l'entre-deux-guerres*, Compte-rendu d'un mémoire de maîtrise soutenue en 1972 à Aix-Marseille ss.-dir. Jean FREMIGACCI, in *Tsingy* n° 15, 2012.

<sup>122</sup> E. DEFOORT, *L'Androy, essai de monographie*, Tananarive, Imprimerie officielle, 1931, cité par Mireille TONNER, *id.*

<sup>123</sup> La publication de l'ouvrage de Raphaël Barquissau (*Une Colonie colonisatrice*, Saint-Denis, Drouhet 1922) précède de peu la publication de l'ouvrage de Paul Hermann.

<sup>124</sup> Paul HERMANN, *La Réunion au Cours élémentaire*, op. cit., p. 16.

sont donc abordées dans une perspective assimilatrice et La Réunion se targue d'être un département malgré son statut colonial. Le pouvoir s'appréhende dans sa conception républicaine où les gouvernants agissent pour l'intérêt de tous. Non sans forfanterie, certains thèmes rappellent pourtant l'esprit frondeur des Réunionnais quand leurs intérêts sont menacés.

*« Le gouverneur est-il un maître absolu ?<sup>125</sup> Il n'y a aucun maître absolu dans la République française. Le peuple est seul souverain. Le gouverneur agit la loi en mains ; il exécute les décisions du Conseil général et, dans certains cas, il prend l'avis du Conseil privé.*

*N'empoisonna-t-on pas chez nous un gouverneur à cette époque d'insécurité et de troubles continuels ?<sup>126</sup> Les noirs marrons créaient l'insécurité et les chasseurs prétendaient chasser tout le temps. Le gouverneur Habert de Vauboulon<sup>127</sup>, homme sévère, avait réglementé la chasse et défendu le commerce avec les forbans. Les habitants mécontents l'arrêterent à Saint-Paul, le conduisirent à Saint-Denis, puis sur les hauts de Sainte-Marie où il fut empoisonné.*

*Que font nos deux députés et notre sénateur en France ?<sup>128</sup> Nos deux députés et notre sénateur<sup>129</sup> représentent en France l'île de la Réunion. Ils demandent ou refusent en notre nom et défendent nos intérêts quand il en est besoin ».*

Les modalités du pouvoir colonial sont ainsi présentées de manière caricaturale et ne tiennent pas compte d'une nécessaire contextualisation. C'est notamment le cas de la représentation locale et plus particulièrement des instances consultatives de la colonie. Quant aux « noirs marrons » et au gouverneur Henri Habert de Vauboulon, si l'arrestation et l'assassinat de ce dernier sont attestés, les raisons de cette sédition sont présentées comme le résultat de nombreux abus de pouvoir. Curieusement, la rigueur exercée envers les esclaves marrons n'est pas mentionnée<sup>130</sup>, ni sa politique de régularisation des concessions accordées aux colons de l'île. Ce dernier aspect explique notamment le marronnage de petits colons blancs<sup>131</sup>, incapables de faire face aux frais occasionnés par le rachat de leur concession. L'ensemble de ces analyses démontre que la réalité de l'histoire de La Réunion se comprend à l'aune du contexte de rédaction de l'ouvrage. L'ancienneté de la représentation coloniale est perçue comme une garantie de son maintien et comme une preuve de l'assimilation pleine et entière de l'île à la

---

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>127</sup> Nommé à la tête de l'administration en 1689, il fut effectivement emprisonné et empoisonné en 1692.

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>129</sup> Il s'agit alors des députés Lucien Gasparin et Auguste Brunet ainsi que du sénateur Jules Aubert.

<sup>130</sup> L'ordonnance du 18 décembre 1689 stipule que « s'ils s'absentaient plus d'un jour, sans permissions de leur lieu de travail, les Noirs étaient condamnés "pour la première fois au fouet et à la fleur de lys et, en cas de récidive, à être pendus et étranglés jusqu'à ce que mort s'en suive" », in Michel VERGUIN, Mario SERVIABLE (dir.), *Dictionnaire biographique de la Réunion*, Saint Denis, Clip/ARS Terres Créoles, tome 2, 1995.

<sup>131</sup> C'est un des traits communs à l'historiographie réunionnaise de ne mentionner que rarement ce phénomène. Selon Robert CHAUDENSON, « "Marrons", comme nombre de mots créoles relevant du "vocabulaire des Isles", est un terme d'origine ibérique. On le retrouve dans tous les créoles et il vient de l'espagnol "cimaron" (sauvage, en parlant des animaux). Attesté aux Antilles dès 1640, il s'applique aux esclaves fugitifs. (...) Curieusement, à La Réunion, les premiers à tenter d'échapper à l'autorité de la Compagnie des Indes ne sont pas des noirs, mais des blancs ! Pour ce faire, ils fuient dans les bois des hauteurs de Bourbon. (...) La Compagnie des Indes veut, en effet, contraindre les premiers "habitants" de Bourbon à l'agriculture et à l'élevage, alors qu'ils sont enclins à vivre de la pêche et de la chasse, qui épuisent la faune du pays sans en préparer le développement agro-industriel qu'on vise à long terme », in *Le lexique du parler créole de la Réunion*, Paris, Champion, 1974, p. 501.

réalité nationale. Le gouverneur n'est que le garant de la loi et ne peut déroger à la règle d'un respect des valeurs réunionnaises. L'histoire se fige et se transforme en un imaginaire où la mémoire prime sur la réalité des événements.

La guerre de 1870 tient une place importante pour exprimer l'engagement patriotique des Réunionnais. Même si les élans semblent se concentrer autour de la figure de Juliette Dodu, par empathie et par fidélité patriotique les malheurs de la France deviennent ceux de La Réunion.

*« Comment la Réunion montra-t-elle son patriotisme en 1870 ? La Réunion souffrit des malheurs de la France en 1870 et 1871. Ceux de ses enfants qui en eurent les moyens volèrent comme dans toutes les guerres à son secours ».*

*« N'y a-t-il pas une femme créole qui s'est distinguée par son héroïsme pendant la guerre de 1870 ?<sup>132</sup> Juliette Dodu était née à Saint-Denis. Employée des télégraphes à Pithiviers, elle fut, [illisible]... En 1871, chassée de son bureau par les Allemands ; mais, la nuit, elle interceptait les dépêches ennemies et avisait le général français. Elle fut surprise et condamnée à être fusillée. L'armistice la délivra. "Si tous les Français avaient votre cœur, lui dit le général prussien, les Allemands ne seraient pas en France !" ».*

La participation des Réunionnais à la Grande Guerre ayant été plus importante, la fierté est exprimée avec force et débouche sur une logique mémorielle et revendicative. En effet, « La Réunion a bien mérité de la patrie. Qu'elle en est fière ! Qu'on en juge par tous ces monuments commémoratifs que toutes nos communes élèvent à l'envie ! »<sup>133</sup>. Quant au prix de cet engagement, le manuel insiste sur deux revendications concrètes : disposer enfin d'un télégraphe sans fil et pouvoir faire son service militaire en France.

La conclusion de l'ouvrage insiste sur l'avenir de la colonie et les efforts à entreprendre « *pour conserver dans l'avenir le rang [qu'elle a] acquis dans le passé (...), pour que la Réunion continue à se faire remarquer parmi les colonies françaises* ». Pour atteindre cet objectif, seul un travail consciencieux et persévérant permettrait de « *continuer à mériter les faveurs de la nature et celles que la grande patrie est appelée à partager entre les plus dignes de ses enfants aujourd'hui si nombreux* »<sup>134</sup>. L'originalité pour La Réunion repose ainsi sur ce double système d'appartenance qui intègre à la fois la petite et la grande patrie. Entre enracinement et universalisme, cette particularité, qui tel Janus, présente deux visages, suppose « *une Nation terrienne, racinée*<sup>135</sup>, *attachée à son sol, façonnée par une histoire (...), et celle d'une Nation pourrait-on dire « céleste », idéale (...) soucieuse d'embrasser l'universel et de servir l'humaine condition* »<sup>136</sup>.

Il s'agit pourtant d'un équilibre précaire qui peut être à tout moment rompu car comme le rappelle Prosper Ève, les notions de sentiment d'appartenance national et de patriotisme « *désignent à la fois l'attachement des Réunionnais à leur île et leur amour pour la France. Les gouvernants craignent évidemment que le premier n'arrive à*

---

<sup>132</sup> Paul HERMANN, *La Réunion au Cours élémentaire*, op. cit., p. 53.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>135</sup> Le terme s'entend, selon Raphaël Dargent, comme le début de l'enracinement ou l'attachement profond à quelque chose.

<sup>136</sup> Raphaël DARGENT, « Grande Nation ou petite patrie, quelle France ? Le caractère français et l'identité nationale entre racinement et universalisme », *Cahier de psychologie politique*, n° 11, juil. 2007.

supplanter le second. En effet, l'abandon a fait grandir le mythe du "petit pays", de la "petite patrie" »<sup>137</sup>. Cet idée d'abandon et de négation de la réalité de l'île, devient d'autant plus exacerbée que l'opinion publique réunionnaise pense avoir largement contribué à l'effort de guerre. Il devient alors intolérable de penser que La Réunion n'est nullement reconnue pour ses atouts et ses richesses. La presse s'empare donc du moindre prétexte pour mettre en exergue ce mutisme de la grande patrie, comme l'illustrent les propos de ce journaliste scandalisé par l'inexistence de son île natale dans un ouvrage de géographie fraîchement édité et qui sert de support pédagogique pour les apprentis-professeurs de l'école centrale à La Réunion. Étant suffisamment éloquent et explicite par lui-même, nous faisons le choix de le citer intégralement :

*« L'ignorance du Français en Géographie a passé longtemps comme proverbiale. Le pays qui a donné le jour à des géographes comme les Reclus, possédait hélas ! une population à qui le reste du globe était parfaitement inconnu. Nous avons donné, maintes fois, un éclatant démenti à cette assertion et à une accusation faite un peu à la légère. Mais il arrive souvent que la vérité éclate lumineusement.*

*Ces jours derniers, je parcourais une petite géographie qu'on met entre les mains des élèves de l'école centrale. Le livre est d'une physionomie toute moderne. Il est illustré, la géographie, science aride, se revêt là-dedans, de tous les attraits pour plaire, captiver et retenir l'attention de l'enfant. Je m'y suis moi-même amusé. Que j'étais loin de la géographie si rébarbative du Michelet de mon enfance ! Je cherchais le chapitre de l'empire colonial de la France, je le trouvais. Je cherchais, en vain, le nom de la Réunion, je ne le trouvais pas. Rien rien... Je lus même des choses qui me renversaient, comme celles-ci, par exemple : L'Afrique n'a pas beaucoup d'îles qui l'entourent, comme les autres continents. On trouve dans l'océan Indien, l'île de Madagascar. Un point c'est tout. Les autres îles comme la Réunion, Maurice, les Seychelles, les Mascareignes en un mot, n'existent pas<sup>138</sup>.*

*Voilà le bouquin qu'on met entre les mains des petits Français d'outre mer et d'au-delà des océans ! N'est-ce pas drôle et suffisamment plaisant ? Aussi ne faut-il pas s'étonner lorsque nos mobilisés nous racontent des choses, des aventures assez étonnantes, qui leur sont arrivées sur la terre de France. La Réunion, leur demandait-on assez souvent, mais où ça se niche-t-il ? Est-ce bien loin ? Et la vue des créoles de toutes les couleurs qui défilaient devant eux, qui parlaient le Français, pensaient comme la France, avec la même âme vibrante du plus pur patriotisme, les jetait dans le plus ébouriffant des étonnements.*

*Quant à ce qui me concerne, je vous avoue que je ne me fais pas de mauvais sang en voyant, en entendant tout cela. Oh ! que nenni. Je sais, j'ai le pressentiment que l'après-guerre sera une autre paire de manche que l'avant-guerre ; et que cette époque nous réserve, non seulement des surprises, mais qu'elle nous prépare des revanches éclatantes. C'est par la guerre que nous nous ferons connaître, que nous nous imposerons. Et nous aimons à penser qu'il ne se trouvera plus une géographie mise entre les mains studieuses des petits Français de là-bas et d'ici, où le nom de notre pays, de notre terre, à la*

---

<sup>137</sup> Cf. Prosper ÈVE, *La première guerre mondiale vue par les poilus réunionnais*, Éditions CNH, 1992.

<sup>138</sup> Les Seychelles n'appartiennent pas aux Mascareignes...

*race si vaillante et si française, ne se trouvera pas.*

*La plus grande France va se créer. Elle est en train de se faire, dans le brûlant creuset de la plus épouvantable guerre qui se soit abattue sur le genre humain. C'est nous autres, petites colonies, perdues dans le creux des lames des lointains océans, qui donneront à ce colossal effort, l'apport moral, matériel, fait du meilleur de notre âme et de notre cœur. La France n'est pas un pays d'ingratitude et de cruels oublis. On sait se rappeler le passé, surtout lorsque ce passé est rouge du sang versé, par des braves, pour la défendre. La plus grande France répandue sur tous les continents, palpitera d'une même pulsation cordiale et faite de toutes les tendresses. Ces géographies d'hier, seront balayées, emportées. Il y en aura d'autres, plus exactes, plus vraies, plus Françaises même. Nos enfants, en les apprenant ne subiront pas l'injure de coupables oublis et de regrettables omissions. Ils s'instruiront avec fierté »<sup>139</sup>.*

La redéfinition des liens entre la grande et la petite patrie, entre l'universel et le particulier, devient ainsi une revendication pleinement assumée car justifié par les affres de la guerre. Les politiques et les pédagogues de l'immédiat après-guerre s'entendent pour affirmer que l'enracinement local ne peut être sacrifié sous prétexte d'une nécessaire intégration nationale. Désormais, la posture revendicative est que la culture républicaine doit être plus attentive aux singularités individuelles, aux identités locales, ce que nous pourrions transposer en termes plus contemporains comme une volonté intégratrice par l'inter-culturalité. Il s'agit donc d'une remise en cause de la « République coloniale »<sup>140</sup> dans le sens où les spécificités culturelles locales étaient perçues dans une hiérarchie d'ordre axiologique définissant l'histoire de La Réunion par rapport au prisme métropolitain. Si ce constat rejoint les analyses portant sur la France métropolitaine<sup>141</sup> ou d'autres territoires coloniaux<sup>142</sup>, il s'inscrit pour l'île de La Réunion dans un contexte de volonté d'émancipation coloniale qui lui donne une certaine cohérence politique.

En considérant que nous construisons notre liberté à partir de nos appartenances, de nos liens et de nos attachements, et pas seulement à partir d'une page blanche qui reste à écrire et qui ferait fi du passé de chacun, nous pouvons affirmer que cette précaution est nécessaire pour éviter de construire des identités désaccordées. C'est ainsi que l'héritage historique et le volontarisme politique doivent être conciliés car c'est une erreur de penser que l'on peut vivre seulement de normes abstraites et idéales. Ce constat est d'autant plus prégnant pour les élèves. Le danger est d'essentialiser leur identité qui ne peut se construire que par une mise en relation entre ce qui constitue leur part de singularité face au processus dominant visant à privilégier leur similarité par rapport aux autres composantes de la Nation.

---

<sup>139</sup> *La Patrie Créole* du 26 mai 1916, A.D.R., 1PER45/30.

<sup>140</sup> Cf. Nicolas BANCEL, Pascal BLANCHARD et Françoise VERGES, *La République coloniale. Essai sur une utopie*, op. cit.

<sup>141</sup> Cf. Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, op. cit.

<sup>142</sup> Cf. Gilles BOYER, Pascal CLERC, Michèle ZANCHARINI-FOURNEL, *L'école aux colonies, les colonies à l'école*, Lyon, E.N.S. Éd, 160 p.

Édition, graphisme et mise en pages par



[promedia@moov.mg](mailto:promedia@moov.mg)

---

Imprimé à Madagascar  
par MADPRINT Antananarivo  
[roi@moov.mg](mailto:roi@moov.mg)

Édition : 1<sup>er</sup> semestre 2015

Code : PMC2605 (9 788909 200699)



### **Numéros thématiques déjà publiés :**

- Démographie à Madagascar (Tsingy n°4)
- Les femmes dans l'océan Indien (Tsingy n°5)
- Religions et Sociétés dans l'océan Indien (Tsingy n°7)
- « Dossier 1947 » (Tsingy n°8)
- Les Hommes et la Mer (Tsingy n°9)
- La violence dans les sociétés de l'océan Indien (Tsingy n°11)
- La côte Est de Madagascar (Tsingy n°12)
- Voyages et Missions dans le S. O. de l'océan Indien (Tsingy n°13)
- Madagascar et La Réunion, 1<sup>ère</sup> partie (Tsingy n°14)
- Madagascar et La Réunion, 2<sup>ème</sup> partie (Tsingy n°15)
- Les migrations dans l'océan Indien (Tsingy n°16)
- Les hommes et la nature (Tsingy n°17)
- Séminaire « Madagascar workshop, Toronto-Montreal » 2013  
Montréal - Université McGill (Tsingy n°17)

## « TSINGY »

Les Tsingy sont une formation calcaire.

L'érosion forme des lames très fines de plusieurs mètres de haut, créant de véritables forêts minérales.

Les plus grands ensembles de Tsingy à Madagascar se trouvent dans l'Ouest (Bemaraha) et dans le Nord (Ankarana).

Voir photo d'arrière plan de la couverture.



**Province d'Inhambane, partie centre sud du territoire, localité de Vilanculos sur le littoral : enfants pêchant avec une moustiquaire. (Photo Fabrice Folio)**